

DÉBATS

Un entretien avec Pierre Hassner

« Nous entrons dans un nouveau Moyen Âge »

« Vous affirmez que les relations Est-Ouest ressemblent de plus en plus aux relations Nord-Sud. De bipolarité, le jeu mondial serait devenu multicentré. Qu'y a-t-il à attendre de cette évolution ? »

« Que les relations Est-Ouest ressemblent de plus en plus aux relations Nord-Sud, cela pouvait être original de l'affirmer il y a quatre ans, c'est devenu une évidence aujourd'hui. Les relations Est-Ouest ont perdu la spécificité que leur donnait le primat de l'affrontement militaire et idéologique. Du coup, les rapports économiques et sociaux passent au premier plan. On y retrouve les mêmes problèmes que dans les rapports Nord-Sud : dette, aide, migrations, etc. Les problèmes politiques sont de même nature : fragilité des États, guerres civiles, conflits ethniques et religieux... »

« On a l'impression que l'Occident développé constitue un centre relativement stable par rapport auquel l'Est et le Sud font figure de périphéries agitées, dépendantes et concurrentes. L'Occident occupe une position dominante sur le plan économique, militaire, idéologique, mais n'en est que plus inquiet, car il sait qu'il n'a pas le courage, la solidarité ou simplement la capacité, soit d'étendre sa prospérité à l'Est ou au Sud, soit de contrôler l'anarchie qui s'y installe. Il se trouve objectivement dans une situation impériale, mais sans la confiance et l'énergie lui permettant de jouer à nouveau un rôle impérial, surtout sur le plan militaire. »

« Quant au caractère multicentré, celui-ci a toujours existé puisque la bipolarité n'a vraiment régné qu'en Europe et que le conflit sino-soviétique et le gaullisme ont introduit le polycentrisme à l'Est et à l'Ouest dès la fin des années 50. Ce qui est nouveau, ce n'est pas le nombre des acteurs, mais la diversité de leurs natures, la fluidité de leur identité et de leurs relations. Pour reprendre une comparaison de Brecht, c'est comme un jeu d'échecs où les tours se transformeraient en rois, où certains figures disparaîtraient ou se fondraient les uns dans les autres, ce qui rend difficile d'observer le minimum de règles communes nécessaires pour la paix. »



« On peut difficilement soutenir, comme certains le font, que l'opposition des deux « blocs » a assuré pendant près d'un demi-siècle la paix mondiale. Robert McNamara rappelait récemment que les conflits régionaux, « périphériques » à l'hémisphère Nord, ont fait près de quarante millions de morts durant la période de la « guerre froide ». »

« Bien sûr. La « longue paix » dont on a parlé n'a concerné que le monde développé et les rapports Est-Ouest. Certains conflits du tiers-monde sont dus à cette même bipolarité, les Grands prévoyant s'affronter par personnes interposées. D'autres étaient contenus par leur domination et se donnaient aujourd'hui libre cours. Ce qui nous a effectivement été épargné, c'est la troisième guerre mondiale et le conflit nucléaire. Pendant quarante ans, la formule de Raymond Aron : « Paix impossible, guerre improbable » est restée valable. Aujourd'hui, on pourrait dire que la paix est un peu moins impossible (grâce à la disparition du totalitarisme communiste et de l'affrontement idéologique), mais la guerre n'est pas moins improbable (à cause de l'anarchie montante un peu partout, ainsi que de la dévalorisation des armes nucléaires chez les uns et de leur prolifération chez les autres). »

d'ajouter aussitôt que cette hégémonie a de plus en plus de mal à s'exercer à la fois à cause des problèmes internes de la société américaine et à cause de l'impossibilité de contrôler les phénomènes transnationaux et les résistances locales. C'est l'anarchie et l'émiettement qui me paraissent le phénomène essentiel et qui mettent en cause le calcul des forces, voire la notion de puissance. »

« La chute du mur de Berlin est une victoire par défaut du capitalisme sur le communisme. Elle laisse intacte la question du devenir de la démocratie dans les sociétés hautement développées. Guy Debord, dont on vient de rééditer les Commentaires sur la société du spectacle, se demande ce que vaut une démocratie qui préfère être jugée sur ses ennemis que sur ses résultats... »

« Il est facile de répondre à un cliché polémique par un autre cliché polémique : les résultats de la démocratie sont plus convaincants que ceux de l'utopie des conseils ouvriers. Elle est, pour citer Churchill, « le pire des régimes à l'exception de tous les autres ». La débâcle de ses adversaires est due en grande partie à l'attraction exercée par ses résultats, la liberté individuelle et le niveau de vie. »

« Elle ne saurait malgré tout répondre par elle-même ni au besoin de sacré ou de sacrifice, ni au besoin de communauté et d'identité - bref, comme le savaient les penseurs du dix-neuvième siècle, elle n'a pas résolu le problème du lien social dans les sociétés individualistes de masse. Certes, les défenseurs du libéralisme diront que la vocation de la politique est d'être la démocratie, n'est pas d'offrir à l'homme le salut, la réponse à l'énigme du sens de la vie ou la chaleur de la communauté familiale, mais de lui garantir la liberté de les rechercher par lui-même. Cette réponse ne manque ni de vérité ni de force, mais elle suppose que les hommes peuvent vivre dans l'indétermination démocratique (Claude Lefort) ou l'autonomie (Castoriadis) ; que le fantasme de l'unité ne les amène pas, tôt ou tard, à réinventer des monstres pour les adorer ou les haïr, sous la forme du souverain ou du bouc émissaire (P. Pache). »

« Je crois que la tentation totalitaire est l'envers inséparable de la démocratie moderne. Sans prétendre que le stalinisme ou le nazisme soient au coin de la rue, il me semble incontestable que nos démocraties occidentales vivent des maintes d'une part de la société envers ses institutions et sa classe politique, d'autre part des citoyens et des peuples entre eux. Celle-ci renvoie à la fois à une crise de l'efficacité et de la légitimité gouvernementales, à une crise d'identité et de sécurité des individus confrontés au changement et à l'ouverture ainsi qu'à une crise de la solidarité : envers les exclus de l'intérieur et de l'extérieur. »

« On peut sans doute parler d'une certaine hégémonie globale américaine, les États-Unis étant la seule puissance qui ait une certaine présence dans tous les domaines et dans toutes les régions, mais à condition

Disciple de Raymond Aron et spécialiste des relations Est-Ouest, Pierre Hassner observe la scène internationale en philosophe. Il naît à Bucarest le 31 janvier 1933, d'où il émigre en France, à l'âge de quinze ans, avant d'entrer à l'École normale supérieure et de passer, en 1955, l'agrégation de philosophie. »

Il est aujourd'hui professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et directeur de recherches au Centre d'études et de recherches internationales. Il a publié de nombreux articles (dans Esprit, Commentaire, le Débat, International Affairs...) et a collaboré à deux ouvrages collectifs : Totalitarismes (Economica, 1984) et Vent d'Est (PUF, 1990). »

Ses réflexions sur ce qu'il appelle le « diplomatique-stratégique » se sont enrichies à partir de 1968, c'est-à-dire des événements de mai et du « printemps de Prague », d'une interrogation plus sociologique sur l'indocilité dont font preuve les sociétés face aux fixités du système international. »

Les intellectuels tel Pierre Hassner sont de plus en plus souvent interrogés sur les contours futurs du politique. La chute du communisme et l'opacité qui en résulte justifient qu'on sollicite leur réflexion pour penser l'après-guerre froide. »

quand à la fois l'adversaire immédiat et massif vient à manquer et les résultats économiques implicitement promis par le contrat social moderne sont mis en question par la crise. »

« Vous ne partagez donc pas l'optimisme kantien dont certains philosophes font preuve sur l'avenir du monde, comme si l'évolution de celui-ci le vouait inéluctablement à un ordre parfait, fondé sur le triomphe universel des droits de l'homme. »

« Certes, d'ailleurs Kant ne le partageait pas non plus. Mais il reste vrai que certaines perspectives dégagées par Kant trouvent à notre époque une confirmation éclatante. C'est un fait qu'il s'est passé quelque chose d'extraordinaire à l'intérieur de l'Occident développé : l'idée d'une guerre entre la France et l'Allemagne ou l'Angleterre paraît absolument impensable. »

« Ce que Kant appelait le droit cosmopolitique, concernant les hommes comme habitants de la planète, qu'il distinguait du droit des États, acquiesce aux extrêmes actualités grâce à la révolution des communications et à l'écologie. Quelque chose comme une conscience ou une solidarité mondiale se manifeste à travers les mouvements transnationaux comme Amnesty International ou Médecins sans frontières, etc., et pénètre dans le monde des États à travers des notions comme le droit d'ingérence humanitaire. »

« Moins notre environnement est contrôlable, moins nous pouvons l'abandonner à son sort »

« Mais il faut se hâter d'indiquer le revers de ces différentes médailles. Les démocraties libérales, pacifiques entre elles, ont souvent été soit faibles soit oppressives devant les autres sociétés. Elles sont souvent désemparées devant ceux qui obéissent aux valeurs traditionnelles du fanatisme ou de la conquête. Devant Milosevic (le président serbe), la communauté internationale a répété en deux ans tous les échecs de la politique des sanctions contre Mussolini, de la non-intervention en Espagne et de Munich. »

« La perspective cosmopolitique elle-même ne fait que souligner le contraste entre l'élargissement de notre conscience et de notre solidarité sentimentale ou abstraite et l'érosion de notre marge d'action ou de notre volonté de sacrifice. »

« Comme Raymond Aron, vous vous efforcez de penser la guerre, autant que la paix. »

« Oui, et l'on retrouve la dialectique de la nature et de l'histoire. La guerre est inscrite dans la structure même du milieu international, c'est-

à-dire dans la multiplicité des États et l'absence d'autorité supérieure. A différentes époques, cet « état de nature » intermédiaire a pu être aménagé par l'équilibre militaire, en particulier nucléaire, par la diplomatie, par le droit international, par certaines règles de coopération. »

« Les philosophes de l'histoire, de Kant à Hegel à Comte et Marx, dépassent le problème en promettant une société où la guerre, fuite de nature, perdrait sa signification. Et effectivement, la société moderne est une société industrielle ou civile, plutôt que militaire, qui recherche la richesse plutôt que la gloire, où la guerre semble avoir perdu sa fonction historique et son prestige moral. Mais - nouveau retournement - on peut se demander si cette société peut satisfaire ou éteindre les grandes passions individuelles ou collectives : la peur, la haine, le désir de destruction ou de vengeance aussi bien que la compassion ou la soif d'absolu ou de pureté, et si ces passions ou ces angoisses ne peuvent pas produire une recrudescence de la violence individuelle ou sociale, compensant le déclin de la guerre, ou de nouveaux massacres collectifs où les techniques les plus modernes de manipulation encourageraient le retour des instincts les plus primitifs : du Cambodge à la Yougoslavie, les exemples actuels ne manquent pas. De la théorie stratégique, diplomatique ou juridique, on est renvoyé à l'analyse historique et sociale et, de celle-ci, à la nature humaine appréhendée par la psychologie collective ou par l'anthropologie philosophique. »

« La nouvelle donne planétaire pose la question de son assise, de son aptitude à trouver un nouveau mode de régulation. Le système international paraît s'organiser beaucoup plus facilement économiquement qu'il ne réussit à se penser politiquement. »

« Je vous trouve bien optimiste pour l'organisation économique, mais il est évident que le politique est irréductiblement plus et plus réfractaire à la rationalité instrumentale. Quelques éléments de gestion commune et d'organisation mondiale se font jour - qu'on pourrait résumer par le trinitaire : conscience, experts, concert. Parmi ces éléments : une certaine perception des problèmes de la planète, un certain consensus sur l'insupportable, une certaine émergence d'autorités impartialisées auxquelles les États ne sont pas obligés d'obéir mais auxquelles ils ne refusent plus de rendre des comptes, une certaine convergence entre les grandes puissances membres du Conseil de sécurité et le secrétariat de l'ONU. Mais tout cela ne constitue pas une autorité mondiale. »

« Ce qui est en question, ce n'est plus seulement l'équilibre bipolaire dit de Yalta, avec ses instruments d'endiguement et la dissuasion, mais aussi l'ordre de Versailles, voire celui du traité de Westphalie, établissant le partage territorial et la souveraineté des États, avec ses instruments, la guerre et la négociation. Les frontières sont mises en question et les minorités se soulèvent. Des millions de personnes déplacées, dont personne ne veut, qui ont perdu le « droit à avoir des droits » et en qui Hannah Arendt voyait les personnages les plus représentatifs de notre époque, recommencent à sillonner les routes et les mers, fuyant les persécutions et les guerres. Nous entrons dans un nouveau Moyen Âge qui, pour les uns, est porteur d'universalité et de flexibilité, de multiplication féconde des types d'appartenance et d'allégeance, et donc d'ouverture et de tolérance, pour les autres, de guerres de religion, de bandes armées, de mendicants et de pirates, bref d'anarchie et de conflits permanents. »

« Tout ce que nous pouvons faire, c'est de nous opposer aux initiatives unilatérales et à l'emploi de la force. Au-delà des sermons et des principes, nous devons nous poser le double problème de l'intégration et de l'intervention. A long terme, nous n'avons d'influence sur les autres que si nous les acceptons parmi nous à condition qu'ils se soumettent aux mêmes règles que nous. A court terme, il s'agit de contrecarrer les perturbateurs, comme Milosevic, et d'éviter la contagion. Nous savons que ni l'intégration ni l'intervention ne sont des remèdes miracles. Et pourtant, moins notre environnement est contrôlable, moins nous pouvons nous payer le luxe de nous fermer à lui et de l'abandonner à son sort. La fin des équilibres stables devrait ainsi marquer la fin du laissez-faire international. »

Propos recueillis par BERTRAND LE GENDRE

JURISTIA

Salon de la documentation juridique
NANTES 4 - 5 - 6 - 7 NOVEMBRE 1992

Colloques et Rencontres

- Mercredi 4 - Jeudi 5 novembre 1992
Colloque « LA FORCE DU DROIT » : le droit et les défis de la démocratie France - Amérique du Nord - Afrique.
Organisateur : Ville de Nantes et JURISTIA.

- Vendredi 6 novembre 1992
Colloque « LE DROIT ET L'ACCÈS AU PATRIMOINE CINÉMATOGRAPHIQUE » France/Etats-Unis.

- Vendredi 6 novembre 1992
« FORMER UN JURISTE »

- Samedi 7 novembre 1992
« RECRUTER UN JURISTE »

Entrée libre pour l'ensemble des colloques
Renseignements : Maison de l'Avocat 5, rue Harlay
44000 NANTES - Tél. 40 20 48 45

Qu'est-ce que JURISTIA ?

UNE ASSOCIATION - UN SALON

L'association JURISTIA regroupe les membres du Barreau de Nantes, les Notaires de Loire-Atlantique et les enseignants de la Faculté de Droit. Elle est co-présidée par Monsieur le Bâtonnier, G. LALLEMENT, Monsieur le Président, A. MITRY et Monsieur le Doyen, A. H. MESNARD.

Le salon JURISTIA bénéficie du soutien :
- de la Ville de Nantes - du département de Loire-Atlantique - de la Région des Pays de Loire.

Que trouverez-vous à JURISTIA ?

L'ÉDITION JURIDIQUE : Publications officielles de l'Etat - Publications des institutions européennes - Publications d'Ouvrages spécialisés (professionnels et universitaires) - Vulgarisation du Droit Grand Public.

LE LIVRE JURIDIQUE ANCIEN

LA DOCUMENTATION INFORMATISÉE : Banques de données juridiques : Européennes et nationales - Générales et spécialisées - Publiques, para-publiques et privées.

LA BUREAUTIQUE JURIDIQUE :

Traitement de textes - Logiciels de gestion.

Lieu : L'Atlantique
Cité des Congrès
NANTES



ÉTRANGER

TADJIKISTAN : violents combats dans la capitale

Les «néo-communistes» ont failli reprendre le pouvoir à Douchanbe

Une tentative de reprise du pouvoir à Douchanbe par les partisans de l'ancienne équipe (pro-communiste, anti-démocrate et anti-islamique) a échoué d'extrême justesse dimanche 25 octobre, mais la situation politique et militaire reste plus incertaine que jamais au Tadjikistan, tandis que les intentions de la Russie, officiellement neutre dans le conflit, semblent toujours aussi ambiguës.

MOSCOU

de notre correspondant

Dans un premier temps, l'offensive lancée samedi 24 octobre par les formations du Front national du Kouloub - qui se proclament les ennemis des «démocrates» et des «islamistes» - contre le palais présidentiel et le Parlement de Douchanbe avait paru couronnée de succès. Depuis son siège de Khodjent (ex-Leningrad), dans le nord du pays, l'ancien président Nabiev, contraint à la démission au début de septembre, parait prêt de revenir au pouvoir. Mais sur place, c'est l'ancien président du Soviet suprême tadjik, Sarafali Kandjiev, remplacé par un «démocrate» dès le printemps dernier, qui faisait figure d'homme fort du moment, tandis qu'un chef militaire du camp des Kouloub, Roustan Abdurakhimov, proclamait à la radio la défaite définitive «des démocrates et des islamistes».

Cependant, dès le lendemain, tandis que les combats faisaient rage dans la capitale, la situation a commencé à se retourner : le commandant Roustan Abdurakhimov a été capturé et semble-t-il, tué par les forces de camp adverse, qui ont également bloqué l'arrivée des renforts attendus par les hommes du Kouloub.

A court de munitions, ces derniers ont fini par accepter d'évacuer le bâtiment du Parlement, selon l'agence Interfax, cette évacuation s'est faite lundi matin, sous la protection de blindés russes. Toutefois, selon Interfax, des cadavres gisaient encore dans les rues de la capitale, qui porte les traces de violents combats et où la quasi-totalité des services publics ne fonctionnent plus.

Entre-temps, le personnel de l'ambassade américaine et un certain nombre d'autres Occidentaux avaient quitté Douchanbe par avion.

L'aéroport étant resté sous le contrôle de l'armée russe, c'est également sur un terrain contrôlé par l'armée russe - en l'occurrence la base de la 20^e division - que s'est tenue une entrevue entre M. Kandjiev, représentant les assaillants, et le président par intérim, M. Iskandrov, représentant lui, les «démocrates».

Au cours de cette négociation, M. Iskandrov avait, selon l'agence Interfax, accepté que soit convoquée pour lundi 26 octobre une session extraordinaire du Parlement, censée se tenir à Khodjent, c'est-à-dire en quelque sorte «chez» l'ex-président Nabiev, et donc dans des conditions défavorables aux «démocrates». Si un tel accord a bien été donné, il y a toutes chances qu'il soit remis en cause, à présent que les néo-communistes ont perdu l'avantage qu'ils avaient momentanément obtenu dans la capitale.

L'issue de ce nouvel épisode de la lutte pour le pouvoir reste malgré tout très incertaine, dans un pays où les affrontements sont constants depuis plus de six mois, où aucun pouvoir central ne semble en mesure d'établir son autorité et où les affiliations politiques ou idéologiques recouvrent des conflits de clans aux racines historiques très anciennes. Même si elle s'est apparemment soldée par un échec, l'offensive des combattants venus du Kouloub à Douchanbe couronnait en effet une progression quasi constante de leurs forces depuis plusieurs semaines. Elle conduisait aussi une nouvelle fois à s'interroger sur l'attitude de l'armée russe et les intentions ultimes de ses commandants.

Les succès militaires obtenus par les «Kouloub», et notamment la sanglante attaque lancée au début d'octobre contre la région «rivale» de Kourgan-Tionbe, ont été obtenus dans une large mesure grâce à quelques chars et blindés qui leur ont été remis par des officiers «régionaux» de l'armée russe - qui n'ont pas fait l'objet de sanctions sévères de la part de leur commandement. Selon plusieurs témoins qui ont pu se rendre dans la zone des combats, cet apport a servi à faire la différence, étant donné le faible niveau d'armement des combattants de part et d'autre. Ces mêmes témoins ont remarqué que les officiers russes, tout en proclamant une neutralité de principe, manifestaient ouvertement leur hostilité aux «islamo-démocrates».

Ces derniers avaient d'ailleurs réclamé à plusieurs reprises, mais sans succès, que l'armée russe reprenne en dotation les blindés qui étaient tombés en la possession des «Kouloub» : les unités de l'armée ex-soviétique (d'allures essentiellement

constituées de soldats non russes, mais que Moscou a pris sous sa juridiction) se sont bornés à assurer la protection de quelques objectifs vitaux - barrages, grandes usines. Mais, ces derniers jours, elles ont refusé de s'opposer entre les combattants, comme les autorités de Douchanbe le leur avaient demandé en désespoir de cause, après que les Kirghizes, pressentis pour constituer cette force d'interposition et considérés avec moins de méfiance que les Russes, eurent refusé de jouer ce rôle hautement délicat.

Ventre mou de la CEI en Asie centrale

La position de la direction russe sur le Tadjikistan reste passablement obscure, comme en témoignent les visites de Boris Eltsine, qui avait annoncé, début octobre, le retrait des troupes russes et changé d'avis trois jours plus tard. Officiellement, Moscou insiste essentiellement sur la protection de la minorité russe sur place (les Russes et les Ukrainiens constituent à peu près 10 % de la population), mais il est évident que Moscou redoute avant tout que le Tadjikistan, ventre mou de la CEI en Asie centrale, ne serve de voie de pénétration pour les islamistes.

Cette crainte est partagée par les dirigeants des Républiques voisines, qui s'agissent du président ouzbek Islam Karimov, à la tête d'un régime autoritaire oéo-communiste, du Kazakh Nursultan Nazarbaitov, lui aussi un homme «d'ordre», ou même du Kirghize Askar Akiev, président du pays le plus démocratique de la région, mais qui n'en semble pas moins obsédé par la menace «fondamentaliste» au Tadjikistan. Les «démocrates» et les «islamistes» tadjiks peuvent bien répéter sans relâche qu'ils n'ont aucune intention d'établir un régime fondamentaliste, ils s'en paraissent pas moins suspects.

Mais, en même temps, il est, au moins officiellement, évident que Boris Eltsine, de soutien ouvertement les partisans du retour au pouvoir de l'ancienne équipe communiste, soutenue par des chefs de bande de sinistre réputation et qui proclament ouvertement leur intention de régler le problème en tant que leurs adversaires «islamistes». La guerre civile, qui a déjà conduit au moins 200 000 personnes à l'exode, fuit des milliers de victimes et plonge certaines régions du sud dans la misère, sinon la famine, risque donc fort de se poursuivre encore longtemps.

JAN KRAUZE

RUSSIE : en créant un Front de salut national

Les nostalgiques du communisme, les monarchistes et les ultra-nationalistes se regroupent

MOSCOU

de notre envoyé spécial

«Dans la Russie d'aujourd'hui, il faut bon vivre seulement pour les rats et les chiens», rétorque en chef de *Dien (le Jour)*, hebdomadaire d'extrême droite qui avait organisé, voici deux semaines, une manifestation contre la présence d'un restaurant McDonald's à Moscou. M. Alexandre Prokhorov a vite donné le ton, samedi 24 octobre, du congrès constitutif du Front de salut national. La tribune - gardée par des militants aux uniformes noirs, sous les drapeaux réunis de la Russie monarchiste et de l'ex-Union soviétique et l'inévitable citation de Pouchkine : «Russie, le bien» - réunissait le bon et l'arrière-ban de tout ce que la Russie compte aujourd'hui de nostalgiques, des communistes aux monarchistes. Plus un certain nombre de personnalités, dont le seul trait d'union reste un nationalisme exacerbé. Ne vont-ils pas jusqu'à exiger, comme le député Ilya Konstantinov, qui a été élu vice-président du Front, «la renaissance de l'URSS dans ses frontières traditionnelles, pays baltes compris» ?

Milices populaires

Autre point de ralliement : la demande de démission de M. Boris Eltsine, considéré comme le responsable des maux actuels qui frappent la Russie. Motus, toutefois, que M. Mikhaïl Gorbatchev, dont le sort, nous a-t-on dit, devra être réglé par un tribunal populaire aussitôt que le Front aura gagné les élections et pris le pouvoir. Ce souci affirmé de respecter «la voie constitutionnelle» est

nouveau. Le Front de salut national a ainsi l'intention de créer des «clubs d'électeurs» dans tout le pays pour préparer les prochaines échéances électorales, sans que personne ne sache très bien quand et comment les échéances se présenteront. D'autres actions, moins légales, sont aussi prévues : manifestations, formation de milices populaires, envois d'agitateurs dans les forces militaires russes encore stationnées dans les pays baltes, dont les citoyens sont en train «de réchapper en esclavage les Russes vivants chez eux», comme l'a affirmé un orateur.

Les bonnes questions de Billy Graham

Que représente réellement ce courant ultra-conservateur ? Pas plus de 25 % de la population, selon M. Alexandre Iakovlev, un ancien conseiller de M. Mikhaïl Gorbatchev. Beaucoup moins, si l'on se réfère par exemple aux quelques milliers de personnes seulement qui, toujours samedi, avaient répondu à l'appel de la «Russie au travail», une des organisations fondatrices du Front, à venir manifester, place d'Octobre. Manifestations qui font désormais partie du paysage de la capitale, et qui rassemblent invariablement les mêmes partisans de Staline - «le plus sage, le plus juste, le plus ferme», proclame une pancarte tenue par une vieille femme - les mêmes antisémites et les mêmes «royalistes» : «Notre drapeau (un rond d'argent sur fond bleu) représente le soleil et le drapeau des tribus slaves qui, autrefois, croyaient en un dieu unique», explique doctement un jeune militant.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Après le démarrage des travaux de déviation du Danube

Vive tension entre Budapest et Prague

La Tchécoslovaquie a décidé, samedi 24 octobre, de commencer les travaux de déviation des eaux du Danube pour alimenter la centrale hydroélectrique controversée de Gabčíkovo, en Slovaquie.

La décision tchécoslovaque d'aller de l'avant avec les travaux de mise en route de la centrale de Gabčíkovo, annoncée en pleine période de fête nationale hongroise, a suscité une grande émotion en Hongrie, où le gouvernement estime que tout changement unilatéral du cours du Danube constitue une modification

de la frontière entre les deux pays, dont le tracé passe au centre du fleuve.

Le démarrage des travaux à Gabčíkovo, situé à 1 kilomètre du territoire hongrois, est intervenu après l'échec, jeudi, à Bruxelles, des premières négociations entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie sous l'égide de la commission européenne. Dès le lendemain, le gouvernement de Budapest a saisi le tribunal international de La Haye, la plus haute instance judiciaire des Nations unies, et a déposé un recours devant la CSCE.

S'il règne désormais une vive tension diplomatique entre Budapest, Prague et Bratislava, la situation n'est

pas totalement bloquée. L'achèvement des travaux sur le Danube, qui visent à détourner une grande partie des eaux du fleuve dans un canal de dérivation menant à la centrale de Gabčíkovo, nécessite encore un certain temps. Même si la Hongrie considère cette étape comme un point de non-retour, le premier ministre tchécoslovaque, M. Jan Straský, a indiqué que la situation n'est pas «irréversible», laissant entendre que de nouvelles négociations peuvent se dérouler, sans précéder toutefois quelle solution pourrait désamorcer ce conflit, le plus grave entre ces deux pays d'Europe centrale depuis la chute des régimes communistes. (Corresp.)

ALLEMAGNE

Attaques racistes contre des résidences universitaires

La violence raciste, qui a pris pour cibles, ces jours derniers, plusieurs résidences universitaires, ne cesse de s'accroître dans l'est de l'Allemagne. Le Parlement berlinois a confirmé à la fin de la semaine dernière qu'une grande manifestation nationale parrainée par le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, aurait lieu le 8 novembre à Berlin pour dénoncer cette vague de xénophobie. Mais les tentatives de mobilisation de l'opinion ont jusqu'à présent peu d'effet.

GREIFSWALD

de notre envoyé spécial

C'était samedi soir 24 octobre, à Greifswald, ville universitaire de la région Mecklembourg-Poméranie occidentale, non loin de la frontière polonaise : au beau milieu d'une de ces tristes cités qui avaient les faveurs des communistes est-allemands et où fleurissent aujourd'hui les bandes de jeunes désœuvrés, un petit groupe de manifestants défilait autour des quatre blocs d'immeubles de la résidence universitaire de Schönewald, derrière une banderole dénonçant l'insécurité des lieux pour les résidents étrangers. Tout autour, quelques centaines de jeunes et de badauds observaient.

Les habitants sont aux fenêtres. La police municipale et des unités anti-émeutes s'interposent pour éviter que les manifestants ne soient attaqués. Une partie de cache-cache s'engage, pendant une partie de la nuit, au milieu des bâtiments, entre les poli-

ciers, des bandes d'extrémistes de droite et parfois des groupes de gauche.

Trois cents étudiants étrangers, dont beaucoup viennent de pays arabes, vivent dans la résidence. Il y a huit jours, l'un d'eux a été attaqué à proximité. Trois nuits de suite, la semaine dernière, des jeunes sont venus chercher l'affrontement sous leurs fenêtres, hurlant des slogans racistes, lançant des pierres. Ces étudiants ont l'impression d'être pris dans un piège. «On a peur», reconnaît un jeune étudiant en médecine soudanais, qui souligne que lui et ses camarades ne sont pas venus en Allemagne pour chercher du travail. «Dès que le soir tombe, par question pour nous de rester dehors», indique un étudiant en science marocain.

Ces affrontements entretiennent partout une atmosphère détestable. A Goldberg, où la population de la ville avait tenté de s'opposer par des manifestations à l'ouverture d'un centre d'accueil provisoire dans d'anciens bâtiments de l'armée est-alle-

mande, situés pourtant en dehors de la localité, une centaine de demandeurs d'asile - des Roumains ou des Tziganes de Roumanie pour la plupart - doivent affronter la méfiance des habitants. Dimanche, une quinzaine de jeunes aux crânes rasés, menaçants, tournaient en voiture autour du camp. Les jeunes se sentent renforcés car leurs actes bénéficient d'une quasi-impunité. Le rôle de la justice, lente à agir et souvent de manière très peu conséquente, est de plus en plus mis en cause. Une vive polémique a éclaté ce week-end, après que le parquet de Potsdam eut rendu public, avec plusieurs jours de retard, une attaque commise mardi dernier contre le mémorial du camp de concentration de Ravensbrück, au nord de Berlin. Deux cocktails Molotov avaient été lancés contre la salle des fours crématoires, sans faire de dégâts. Un autre mémorial aux victimes du camp de Dachau a été profané ce week-end, près du lac de Constance.

HENRI DE BRESSON

POLOGNE : fin du retrait des unités russes de combat. La dernière unité de combat ex-soviétique stationnée en Pologne a quitté le pays, mercredi 28 octobre, annonçant-t-elle officiellement à Varsovie. Selon les estimations polonaises, les soldats soviétiques étaient environ 60 000 en Pologne au moment où le retrait a commencé, en avril 1991. Quelque 5 000 hommes des unités de transport et de liaison resteront sur place jusqu'à la fin 1993 pour assurer le transit des troupes retirées d'Allemagne. (AFP)

PORTUGAL : décès de l'ancien premier ministre Adolfo de Palma Carlos. Adolfo de Palma Carlos, qui a présidé le premier gouvernement provisoire mis en place au lendemain de la «révolution des œillets» du 25 avril 1974, est décédé, dimanche soir 25 octobre, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Avocat et membre actif de l'opposition démocratique, il avait été appelé par le général Antonio de Spínola pour diriger le premier gouvernement mis en place au lendemain de la révolution. Palma Carlos devait démissionner cinquante-six jours plus tard. (AFP)

TEMOIGNAGES RECUEILLIS PAR

JEAN DANIEL ET JEAN LACOUTURE

Un portrait de Pierre Mendès France par quinze personnalités de premier plan.

Collection L'Histoire immédiate dirigée par J.-C. Guillebaud

Editions du Seuil

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : la ratification du traité de Maastricht

M. Major a engagé une nouvelle épreuve de force avec les « eurosceptiques »

LONDRES

de notre correspondant

Une crise chasse l'autre : alors que quelque 150 000 personnes ont participé, dimanche 25 octobre, à une marche dans le centre de Londres pour protester contre les licenciements dans les mines, le premier ministre a choisi de faire monter les enchères à propos de la délicate question de la ratification du traité de Maastricht par la Chambre des communes.

M. John Major - qui était en Égypte, ce week-end, pour les cérémonies marquant le cinquantième anniversaire de la bataille d'El-Alamein - a réaffirmé, selon des membres de son entourage cités par la presse, qu'en cas de défaite parlementaire sur le traité de Maastricht, il était prêt à organiser des élections anticipées. Le vote, prévu pour le 4 novembre, doit intervenir à l'issue d'un débat d'orientation, le débat de ratification proprement dit n'ayant lieu

qu'au début de l'année prochaine. Dès maintenant, l'aile droite des Tories, incarnée par la tendance des « eurosceptiques », se remobilise et appelle à voter contre la motion présentée par le gouvernement. Leur chef de file, lord Tebbit, incite ses troupes à ne pas se laisser impressionner par le fait que le premier ministre ait lié son sort à la ratification du traité : « Maastricht est plus important que l'avenir de n'importe quel individu. Que le premier ministre démissionne ou non n'est pas essentiel », insiste-t-il. La menace brandie par M. Major, qui revient à conférer au prochain débat européen le caractère d'une question de confiance, intervient après une série de revers politiques, et M. Major veut manifestement, par ce biais, tenter de restaurer son autorité.

Pour cela, il est prêt à affronter les « eurosceptiques », lesquels relèvent le défi. Même si, dans une certaine mesure, cette épreuve de force tient de part et d'autre du

« bluff » politique avant le débat, le risque d'un nouvel échec personnel du premier ministre ne peut être écarté.

Ne pas jouer avec le feu

L'arithmétique parlementaire indique que M. Major devrait l'emporter : sa majorité aux Communes est limitée à vingt et une voix, mais, sur l'Europe, il devrait pouvoir compter sur le soutien des élus du Parti démocrate-libéral. Tout cela est cependant très théorique. En dépit des fortes convictions pro-européennes de son chef, M. John Smith, le Labour pourra difficilement résister à la tentation de faire « tomber » le gouvernement si l'occasion s'en présente.

Lors de leur récent congrès, les travaillistes se sont bien gardés de prendre quelque engagement que ce soit s'agissant de la ratification du traité. Or, depuis le scrutin du 9 avril dernier, la crise économique

s'est considérablement aggravée en Grande-Bretagne, le gouvernement a été fragilisé par ses propres erreurs, et la cote de popularité de M. Major est au plus bas. Le Labour, qui fera connaître sa position cette semaine, peut fort bien présenter un amendement pro-européen « maximaliste » (notamment à propos des dispositions sociales du traité), qui lui permettrait de justifier un vote négatif sur le texte gouvernemental.

C'est ce que craignent les « énarques » du Parti conservateur, de plus en plus nombreux à estimer que M. Major joue avec le feu. Ils soulignent, outre, qu'en cas de défaite, le 4 novembre, le gouvernement peut immédiatement poser - formellement cette fois - la « question de confiance » et retrouver la majorité dont il dispose aux Communes : dans la conjoncture actuelle, même les « eurosceptiques » n'ont pas envie d'affronter de nouveau les urnes.

L. Z.

L'opposition des Serbes de Croatie au rapprochement entre Belgrade et Zagreb

Des barrages empêchent la réouverture de l'« autoroute de la Paix »

Des barrages dressés par des autonomistes serbes de Croatie près d'Okucani ont empêché, dimanche 25 octobre, la réouverture de l'autoroute Belgrade-Zagreb, fermée pour cause de guerre depuis l'été 1991. Deux convois de journalistes, organisés depuis chacune des deux capitales par la FORPRONU, auraient dû se rejoindre en milieu de journée à Okucani. Cette opération devait symboliser une certaine détente entre les deux Républiques.

DRAGALIC (Slavonie occidentale)

de notre envoyée spéciale

Depuis dimanche matin, des moissonneuses-batteuses barrent la route au niveau de Dragalic, petit village slavons situé entre Okucani et Nova-Gradiška. A 500 mètres du point de contrôle de l'entrée du « secteur ouest » - l'une des quatre zones de Croatie occupées par les autonomistes serbes et placées aujourd'hui sous contrôle de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) - milices et villageois serbes faisaient une nouvelle démonstration de force pour empêcher la réouverture de l'autoroute entre Zagreb et Belgrade.

L'opération visait à encourager la normalisation des relations entre les deux capitales et à inciter les deux gouvernements à établir au plus vite cet axe de communication. Les efforts du gouvernement yougoslave de M. Milan Panic pour renouer le dialogue avec Zagreb déplaisent toutefois aux indépendantistes serbes de Croatie, qui voient dans les engagements conclus récemment à la Conférence de Genève une remise en cause des acquis de la guerre. Les autorités serbes de Croatie déclinent à la nouvelle fédération Yougoslave (Serbie et Monténégro), le droit de parler en



leur nom ; elles ne s'estiment pas engagées par les accords de Genève conclus en leur absence, réclament de participer aux négociations sur un pied d'égalité avec Zagreb et Belgrade, et demandent la reconnaissance de leur « République serbe de Krajina » autoproclamée.

Les barrières dressées, dimanche, sur l'autoroute, ont été érigées par des représentants locaux serbes de Slavonie occidentale le passage des convois de journalistes. Mais les dirigeants de la Krajina, fidèles alliés de M. Milosevic, ont fait objection. À la dernière minute, samedi soir, « Nous appliquons les ordres de notre gouvernement », disait dimanche le maire serbe d'Okucani, M. Dusan Vitez, planté devant les herbes des machines agricoles aux côtés de sa milice. Le gouvernement de Krajina exige que le convoi qui traverse les « territoires serbes » soit payant et placé sous le contrôle

FLORENCE HARTMANN

Les renforts français de la FORPRONU arrivent dans la région de Bihac

Un « casque bleu » français a été blessé à la jambe par un tireur embusqué, samedi 24 octobre, à Sarajevo. Cet incident porte à 69 blessés et cinq morts le nombre des « casques bleus » touchés dans la capitale bosnienne depuis leur déploiement, au printemps dernier. Le porte-parole de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), M. Mik Magnusson, a qualifié cette attaque de « délicate », mais il n'était pas en mesure d'identifier ses responsables.

D'autre part, une partie des forces françaises de la FORPRONU-2 (les renforts chargés de l'escorte des convois humanitaires) ont procédé dimanche à leurs derniers préparatifs près de Rijeka (Croatie) avant de monter, lundi, vers la « poche » de Bihac à population musulmane,

assiégée par les Serbes, en Bosnie-Herzégovine.

« À partir de lundi, nous serons en zone d'insécurité », souligne le commandant du bataillon, le colonel Robert Bresse. Les 350 Français, avec 115 blindés légers, doivent être complètement installés d'ici le 15 novembre.

« Le premier objectif de la mission de FORPRONU-2, a expliqué le colonel Bresse, c'est d'empêcher que 4 millions de personnes traversent l'hiver dans une extrême détresse et que 10 % en meurent ». Environ 300 000 personnes sont concernées en zone française. « Le deuxième volet, c'est de protéger les stocks » et leur distribution par le HCR et la Croix-Rouge. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : alors que la droite réclame sa démission

M. Rabin promet de « réagir avec une poigne de fer » à l'assassinat de six militaires

M. Itzhak Rabin est soumis à rude épreuve, la plus éprouvante depuis son arrivée au pouvoir, il y a quelques cent jours : en l'espace de quelques heures, six soldats ont été tués et six autres blessés, dans deux attentats revendiqués par des intégristes musulmans.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

A Hébron, en Cisjordanie, un poste de surveillance tenu par des réservistes, à proximité du Tombeau des Patriarches, a été la cible de combattants palestiniens qui ont tué un militaire avec une kalachnikov avant de disparaître en voiture dans le sombre labyrinthe de la vieille ville. Pour le général Moshe Yehalom, qui commande les troupes postées dans les territoires occupés, les auteurs de cette action terroriste sont membres d'un nouveau groupe d'extrémistes musulmans qui opère dans le secteur et souhaite faire basculer le « soulèvement des pierres » - l'intifada - dans la lutte armée.

« Nous n'allons plus rester passifs »

Peu après, au Liban sud, dans la « zone de sécurité », occupée par l'Etat hébreu, un blindé israélien qui faisait partie d'un convoi de sept véhicules, était détruit par un engin explosif télécommandé. Cinq soldats israéliens tués sur le coup et cinq autres blessés. Cette attaque - la plus meurtrière, depuis deux ans, dans cette zone - a été revendiquée par la Résistance islamique, formation paramilitaire du Hezbollah pro-iranien.

Le général Yehalom, qui déclarait récemment que l'intifada était « morte », assure, aujourd'hui, que

les territoires occupés vont connaître une « nouvelle vague de terrorisme » ou fur et à mesure que le processus de paix progressera. Les militaires, qui constataient un certain répit sur le front nord, pointent un doigt accusateur vers la Syrie. Un bout responsable de l'Etat-major, qui a requis l'annoyant, estime que « la Syrie a tout intérêt à encourager les intégristes du Hezbollah à réchauffer le Liban sud afin de placer la question du retrait israélien de cette région au centre des négociations de paix » en cours à Washington.

Le malaise des responsables militaires a été avivé, dimanche, par la réaction violente des colons. « On est la sécurité que Rabin nous avait promise le jour de son investiture », ont bûché un millier d'entre eux, massés sous les fenêtres du premier ministre. Les policiers, pris au dépourvu, ont essuyé crachats, jets de tomates et coups de bâton.

« Quand la loi devient scélérate, par besoin de la respecter », a affirmé M. Baruch Goldstein, un colono de Kiryat Arba, ville proche de Hébron. Le maire de cette colono, M. Zvi Katzover, s'est montré plus explicite : « Nous n'allons plus rester passifs. Si les Juifs ne peuvent pas circuler en paix en Cisjordanie, alors nous ferons en sorte qu'il en soit de même pour les Arabes. Si un Juif est frappé, un Arabe le sera aussi ».

M. Rabin s'est engagé, dimanche, à « réagir avec une poigne de fer à toutes les attaques lancées contre nous ». « Et cela ne va pas ôter l'envie de notre main tendue vers la paix », a-t-il ajouté. Une déclaration qui risque d'être sans effet sur la droite qui appelle, de plus en plus fort, à la démission du gouvernement.

Interim

ÉGYPTÉ

Nouvelle agression contre des touristes

Trois touristes russes ont été blessés à coups de poignard, dimanche 25 octobre, à Port-Saïd. Cette agression avait « vraisemblablement » pour auteur une « extrême droite islamiste », a-t-on appris de bonne source, au ministère de l'Intérieur.

Selon des témoins, les trois visiteurs passaient devant une mosquée lorsqu'un homme barbu a fait irruption devant eux et leur a donné des coups de poignard avant de prendre la fuite.

Trois jours après l'attentat qui avait coûté la vie à une touriste britannique, ce Houe-Egypte, le président Hossni Moubarak a assuré, samedi, que le gouvernement « n'épargne aucun effort pour assurer la sécurité des touristes ».

Dans une déclaration à la presse faite au terme d'un entretien avec le premier ministre britannique, il a qualifié d'« acte isolé » cette agression, mais a souligné que « une organisation islamiste clandestine, la Jamaa islamia. « Nous ne craignons pas pour le tourisme, qui se porte très bien », a-t-il ajouté. - (AFP)

■ JORDANIE : M. Georges Habbache s'installe à Amman. - Le secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), M. Georges Habbache, a décidé de résider désormais en Jordanie et d'y limiter ses activités politiques en raison de son état de santé, a-t-on appris, dimanche 25 octobre, de source palestinienne. M. Habbache, précédemment installé à Damas, où demeure encore le quartier général de son mouvement, envisagerait d'abandonner le poste de secrétaire général pour la fonction honorifique de président. - (AFP)

■ Prochaine visite du président Mitterrand. - M. François Mitterrand effectuera, les 27 et 28 novembre, sa première visite officielle en Jordanie depuis 1984, a-t-on appris, dimanche 25 octobre, de source diplomatique française. Le président de la République, qui se rendra à Amman au terme d'une visite en Israël, devra échanger avec le roi Hussein les derniers développements du processus de paix au Proche-Orient. - (AFP)

Le souvenir d'El Alamein

Gravité et émotion ont dominé les cérémonies du 50^e anniversaire de la bataille d'El-Alamein auxquelles ont assisté, dimanche 25 octobre, près de quatre mille personnes, dont deux mille anciens combattants et les premiers ministres britannique, français et grec. Le hasard a voulu que l'organisation de cette commémoration incombait aux Allemands, les différents pays ayant combattu en ce lieu assurant celle-ci à tour de rôle. Dans une ambiance de recueillement, en mémoire des quelque trente mille hommes tombés dans ce désert lors d'une bataille entre troupes allemandes et forces alliées, le ministre allemand de la science et de la technologie a plaidé pour « le respect mutuel, la tolérance et la réconciliation » et a demandé à tous de « maintenir la paix dans la liberté » afin de « représenter le monde contre la répétition » de tels événements. - (AFP)

■ LIBAN : accueil favorable du patriarche maronite à la nomination de M. Hariri. - Le patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, a accueilli favorablement, dimanche 25 octobre, la désignation du milliardaire libano-soudanais. Rafie Hariri, au poste de premier ministre. « Ce qui s'est passé est de nature à justifier le renforcement de la confiance des Libanais en leur patrie, malgré toutes les réserves légitimes au niveau national », a affirmé le chef de l'Eglise maronite. Les partis chrétiens avaient boycotté les récentes élections législatives et n'ont donc aucun représentant au sein de la nouvelle Assemblée. - (AFP)

■ RECTIFICATIF. - Une erreur de transmission dans l'article de notre envoyée spéciale à Damas (le Monde du 23 octobre) a déformé un paragraphe concernant l'irritation de la Syrie à l'égard de l'OLP. Il fallait lire : « Lorsque la centrale palestinienne a accepté la formule de Madrid en deux phases distinctes - période transitoire de cinq ans et statut final - elle n'a rien demandé aux autres Arabes. »

ESPAGNE

M. Felipe Gonzalez conduira les socialistes aux élections législatives de 1993

MADRID

de notre correspondant

« Vous pouvez compter sur moi » : ces cinq mots prononcés au cours de la plaza de los toros de Madrid par M. Felipe Gonzalez, dimanche 25 octobre, ont fait se soulever les arènes. Le secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) depuis dix-huit ans est d'accord pour faire un nouveau « bout de chemin ». C'est ce que les trente mille militants, arrivés pour la plupart en car, étaient venus chercher. Le président du gouvernement depuis dix ans n'a donc pas déçu ses fidèles lors du meeting anniversaire de la décennie de pouvoir socialiste (lire page 3).

M. Felipe Gonzalez est donc prêt « à poursuivre le projet » puisque le parti, les amis, le pays le demandent. Au terme de dix années de pouvoir, « l'Espagne, à ses yeux, est pas assésrobuste ». Bien que « l'Espagne ne soit plus hors circuit, arrêtée », ce qui a été accompli n'est qu'une étape », a insisté M. Gonzalez. Il reste à « intégrer dignement dans la Communauté politique et économique européenne ». Le dirigeant socialiste a demandé « quinze ans de plus » pour développer le projet de modernisation de son pays, tout en préconisant « des années 90 chargées d'efforts ». Pour ce chef de gouvernement satisfait (il n'y a pas eu de décennie plus positive depuis longtemps en Espagne), il est évident que le pays vit au-dessus de ses moyens : « On achète plus que l'on produit. On doit travailler plus et mieux ».

Le rassemblement commémoratif avait très nettement les allures d'un meeting de pré-campagne électorale. Des élections générales doivent avoir lieu en 1993. Le sondage publié par le quotidien El Mundo dans son édition de dimanche crédite le PSOE du pourcentage d'intentions de vote le plus bas jamais enregistré par cette formation, avec seulement 5 % d'avance sur la droite, représentée par le Parti populaire.

M. B.-R.

ROUMANIE

Le parti du président Iliescu va former un gouvernement minoritaire

Les principaux partis d'opposition roumains ont annoncé, dimanche 25 octobre, leur décision de soutenir la formation par le Front démocratique du salut national (FDSN), parti du président Ion Iliescu, d'un gouvernement minoritaire, à condition que ce dernier « s'engage à garantir l'évolution de la Roumanie vers la démocratie » et « la poursuite de la réforme économique ».

Aucune majorité parlementaire claire n'était sortie des élections générales du 27 septembre dernier. La Convention démocratique, principale coalition d'opposition, et le Front du salut national (FSN) de l'ancien premier ministre, M. Petre Roman, se sont déclarés disposés à soutenir la formation d'un gouvernement FDSN minoritaire afin d'éviter qu'il ne s'appuie sur les partis ultra-nationaliste et communiste. - (AFP)

AFRIQUE

Le Centrafrique en mal d'hommes nouveaux

L'élection présidentielle du 25 octobre a été suspendue dans la capitale de ce pays incapable de renouveler ses élites

BANGUI

de notre envoyé spécial

« Il faut libérer Bokassa », crie l'un d'eux. « A part Bokassa, personne ne peut diriger le Centrafrique », rétorque un second. Autour des deux orateurs en herbe, une petite foule d'adolescents approuve bruyamment. « Vous voyez, ce bâtiment, là, en arrière, un troisième en désignant du doigt la façade poussiéreuse du marché central, c'est Bokassa qui l'a fait. »

« C'est lui qui a construit le pays; à son époque, il n'y avait pas de retard de salaires alors que maintenant, aujourd'hui, ça fait presque cinq mois qu'il n'a pas touché sa paie », poursuit-il d'une voix rauque. Lui-même, sorti de l'école il y a trois ou quatre ans, en est réduit à « faire le coiffeur (coiffeur de rue) ».

Trente ans après le renversement du bouffon sanguinaire dont la condamnation, en 1979, défraya la chronique, les protestations de foi, même marginales, ont de quoi faire frémir. La scène politique centrafricaine serait-elle à ce point médiocre que certains jeunes chômeurs en arrivent à regretter le tyran d'autrefois? L'échec du premier tour des élections générales du dimanche 25 octobre n'aura pas, en tout cas, contribué à redorer le blason des ténors de la vie publique.

La terre pagaille qui a prévalu à Bangui, où la plupart des bureaux de vote manquaient d'urnes ou de bulletins, ou des deux à la fois, a conduit le gouvernement à mettre rapidement le holà : dès le milieu de journée, un communiqué officiel annonçait la « suspension des élections pour Bangui » — mais non pour la province, où le scrutin semble s'être déroulé dans des conditions

acceptables. En évoquant des « actes de sabotage prémédités », les autorités gouvernementales semblent soucieuses de se débarrasser.

Mais de quoi, et sur qui? Les partis de l'opposition, qui avaient dénoncé depuis plusieurs semaines le caractère précipité et hasardeux de ces élections, n'ont pas manqué de rétorquer l'« incapacité du régime » à organiser convenablement le scrutin. Voir à frauder effacement, ajoutent des esprits chagrins.

« Les anciens ont mangé les jeunes »

Plus pessimistes encore, certains observateurs estiment que cette étape électorale, quelles qu'en soient les péripéties et l'issue, a déjà montré ses limites. L'absence de personnalités nouvelles, parmi les cinq candidats à la magistrature suprême, en est le signe. Face au président sortant, le général André Kolingba, au pouvoir depuis onze ans, ne figurent que de vieux routiers des précédents régimes.

« C'est vrai qu'il n'y a pas d'hommes nouveaux parmi eux », reconnaît un jeune militant de la Concertation des forces démocratiques (CFD). « Au départ, en 1990, on avait tout mis sur un seul objectif, l'organisation d'une conférence nationale. Quand le multipartisme a été instauré (avril 1991) et sont les anciens politiques qui en ont profité. On a cru qu'ils nous aideraient grâce à leur popularité. En réalité, ils ont mangé les jeunes », conclut-il.

Le plus jeune des candidats à l'élection présidentielle, M. Enock

Derat Lakoué, quarante-huit ans, fondateur du Parti social-démocrate (PSD), est le seul à ne pas avoir participé au précédent scrutin de mars 1981. Mais, entre 1970 et 1973, il a été ministre de l'ex-président à vie Jean-Bédel Bokassa. Son principal rival dans le nord-ouest du pays est M. Ange Patassé, cinquante-cinq ans. Aujourd'hui dirigeant du Mouvement pour la libération du peuple centrafricain (MLPC), celui-ci avait décliné divers portefeuilles, de 1965 à 1976, avant d'être nommé premier ministre — un poste qu'il ne quitta qu'en juillet 1978, quelques mois après le fameux sacre de l'empereur.

M. David Dacko, cinquante-huit ans, fait également figure de vétéran du pouvoir. Il a été président de la République à deux reprises, de 1959 à 1966, puis de 1979 à 1981. Quant à M. Abel Gombé, désigné « candidat unique » par les membres de la CFD, il est l'un des anciens compagnons de route de Barthélemy Boganda « père fondateur » de la République centrafricaine. Agé de soixante-cinq ans, M. Gombé avait été lui-même président, pendant cinq jours, en 1959.

Un Etat en cessation de paiement

« Dans les sociétés africaines, la politique continue à être perçue comme quelque chose de mystérieux, d'un peu magique », commente un sociologue de l'université de Bangui, le professeur Alexandre Bissou. « Le chef accompli est celui qui réussit à maîtriser le pouvoir, les

bonnes et les mauvaises. » L'apparent conservatisme qui marque la vie politique nationale ne le surprend pas outre mesure : « Dans la tradition, tous les changements sont programmés à travers les rites de passage. En politique, la tendance, même si elle va dans le sens du changement, est la même. Les gens âgés, on les connaît et ce sont eux qui ont préparé le changement. Ce n'est pas parce qu'il y a un changement qu'il faut tout jeter. » La nostalgie manifeste ici et là pour l'empereur Bokassa ne l'étonne pas non plus : « On lui reconnaît une stature de chef. En temps de crise aiguë, son souvenir revient. »

Celle que connaît le Centrafrique n'a cessé de s'aggraver ces cinq dernières années. La mévente du coton et du café (il n'est pratiquement plus collecté depuis deux ou trois ans) a sonné le glas d'une économie déjà fragile. L'exploitation du diamant, largement aux mains des trafiquants, ne rapporte guère aux caisses de l'Etat dont les recettes, estimées à environ 42 milliards de francs CFA en 1990 (840 millions de francs) ne devraient pas dépasser, en 1992, les 27 milliards (540 millions de francs). L'Etat est désormais incapable de payer ses quelque 19 000 fonctionnaires. Quant au reste...

L'avenir du Centrafrique et de ses quelque trois millions d'habitants paraît, au fil du temps, des couleurs de plus en plus « crépusculaires ». Au grand dam de la France, premier (et presque unique) bailleur de fonds, dont les quelque 1 500 militaires cantonnés à Bangui et à Bouar (dans l'est) achèvent de donner au pays un charme désespérément kitsch.

CATHERINE SIMON

À TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Trente-trois morts en deux jours dans le Natal

Vingt personnes, dont quatre femmes et vingt-sept enfants, ont été tuées et vingt-sept autres blessées, samedi 24 octobre, lors de l'attaque, par une quinzaine d'hommes armés de fusils d'assaut, d'une maison où était célébrée une fête traditionnelle zoulou, à Folweni, une cité noire au sud de Durban. Dimanche, la responsabilité de ce massacre n'était toujours pas établie.

Au total, trente-trois personnes ont trouvé la mort ce week-end dans la province du Natal, devenue un des principaux champs d'affrontements entre partisans du Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela et du parti zoulou Inkatha de Mangosuthu Buthelezi. Six adolescents âgés de quinze et seize ans ont été assassinés, vendredi, dans cette même cité de Folweni, et cinq personnes ont été tuées lors d'une précédente attaque à Umhlanga, un ghetto près de Durban, où un policier a également été tué. Près de Weenen, la police a tué un homme lors d'une fusillade. — (AFP, Reuters, UPI, AP)

AZERBAÏDJAN

Ramours au Nakhitchevan

La crise latente entre le Front populaire — au pouvoir à Bakou (Azerbaïdjan) — et M. Gueider Aliev, président de la République autonome du Nakhitchevan, a éclaté samedi 24 octobre : « Ils ont essayé de faire un coup d'Etat », a déclaré dimanche M. Aliev, affirmant que deux cents militants armés du Front populaire avaient occupé samedi la télévision et le ministère de l'Intérieur du Nakhitchevan, avant de quitter les bâtiments sous la pression de « trente mille » de ses partisans.

M. Aliev — ancien dirigeant communiste qui assure un pouvoir personnel dans son entourage — a déclaré que 300 000 habitants aux frontières irano-turques — a affirmé être intervenu, samedi soir, pour « éviter un bain de sang », devant la foule, spontanée par la présence de blindés, qui aurait fini, selon lui, par prendre d'assaut les bâtiments, sérieusement endommagés. Des arrestations ont été opérées, selon M. Aliev. Mais à Bakou, les autorités ont précisé que la branche locale du Front populaire avait tenté, non pas un « coup d'Etat », mais d'imposer l'autorité du ministre de l'Intérieur.

— nommé par Bakou — contestée par un candidat soutenu par M. Aliev. — (AFP, Reuters)

LIBYE

Mise en place d'une réforme communale

Les autorités libyennes ont entamé, samedi 24 octobre, la mise en place d'une politique de décentralisation administrative, qui prévoit un découpage du pays en près de 1 500 « communes autonomes ». Ces collectivités, qui détiennent théoriquement le pouvoir, sont censées bénéficier d'une autonomie de gestion des services publics. « Chaque commune est dotée d'un conseil populaire, sorte de micro-conseil des ministres, chargé d'appliquer les directives », a expliqué un responsable local.

Les élections pour désigner les comités populaires, composés de 13 membres chacun, ont commencé, samedi, sur l'ensemble du territoire. Les médias locaux ont accordé une grande importance à ces élections « historiques », affirmant qu'il s'agit d'un « pas supplémentaire vers l'instauration d'un Etat des masses modèles », prôné, dès 1977, par le colonel Mouammar Kadhafi. La « Guide de la Révolution », au pouvoir depuis vingt-trois ans, avait récemment critiqué l'importance prise par la bureaucratie et les défilés dans la gestion des services publics. — (AFP)

SRI-LANKA

Incidents à Colombo après un massacre de musulmans

Des incidents ont eu lieu, vendredi 23 octobre, dans plusieurs quartiers de la capitale srilankaise, à l'occasion d'un « vendredi noir » convoqué par M. Mohammad Asraff, chef du parti musulman pro-gouvernemental SLMC, pour protester contre la massacre, le 15 octobre, de 161 coreligionnaires dans quatre villages de l'est de l'île. La police a dispersé à coups de matraques et de bombes lacrymogènes de jeunes manifestants qui s'en prenaient à des boutiques de Tanouls. La récente violence avait, selon toute vraisemblance, été perpétrée par des « Tigres » du mouvement indépendantiste tamoul LTTE, qui tiennent le nord du pays et se montre très actif dans l'est. L'opposition au président Premadasa a, par ailleurs, ramené à s'élargir vendredi pour manifester sa sympathie aux musulmans. — (AFP, Reuters, UPI)

ALGERIE :

Trois mois après sa formation

Trois femmes entrent au gouvernement

Trois mois après sa formation, le gouvernement de M. Belaid Abdesslam a été élargi, dimanche 25 octobre, à six nouveaux membres et compte désormais trois ministres, ministres délégués et secrétaires d'Etat. M^{me} Meriem Mihoub Zer-dani, Saïda Benhabyls et Malika Allah, sont respectivement nommées ministre conseiller auprès du chef du gouvernement, chargée des affaires juridiques et administratives, ministre déléguée à la solidarité nationale et secrétaire d'Etat, chargée de la recherche scientifique. M. Redha Hamani, président de la Confédération algérienne du patronat (CAF), devient ministre délégué auprès du ministre de l'économie, chargé de la petite et moyenne entreprise, tandis que M^{me} Tahar Zerhoum et Tayeb Cherif se voient confier respectivement les postes de secrétaire d'Etat à l'enseignement fondamental et secondaire, et de secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur.

D'autre part, un policier a été tué, dimanche, à Mostaganem, dans l'ouest du pays, au cours d'un accrochage avec deux individus armés qui ont été arrêtés, a annoncé l'agence APS. Ces deux terroristes activement recherchés, qui étaient en cours de fuite, ont été tués et ont ouvert le feu. — (AFP)

LIBÉRIA : tandis que les combats continuent

Les rebelles ont libéré douze représentants d'organisations internationales

Douze personnes, membres de l'ONU ou d'organisations humanitaires, ont été libérées dimanche 25 octobre après avoir été détenues ou assignées à résidence pendant trois jours par le Front national patriotique du Libéria (FNPL), à Charaga (160 kilomètres au nord-est de Monrovia), ont indiqué des sources diplomatiques à Abidjan.

Quatre employés de l'ONU — trois Libériens et un Néerlandais — quatre membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), deux représentants de l'Association internationale contre la faim (AICF, France), deux de Médecins sans frontières-Hollande, ainsi que deux touristes américains, avaient été arrêtés jeudi à Charaga, immédiatement après que des avions de la Force aérienne d'interposition (ECOMOG) eurent bombardé à sept reprises le quartier général du FNPL. La force d'interposition est désormais entraînée dans une guerre totale contre les forces de Charles Taylor. Dimanche, au onzième jour des combats, des obus sont tombés

sur les faubourgs nord de Monrovia et des centaines de personnes ont rejoint les quelque 150 000 Libériens réfugiés dans le centre de la capitale. Selon des diplomates, le chef rebelle Prince Johnson se serait rendu à la force d'interposition après la défection de nombre de ses hommes partis rejoindre les rangs du FNPL. Des renforts de l'ECOMOG sont arrivés dimanche par avion à Monrovia. Selon des sources diplomatiques à Lagos, 800 soldats nigériens basés en Sierra-Léone ont rejoint le Libéria, tandis que 1 500 hommes étaient placés en alerte au Nigéria. — (AFP, Reuters)

GUINÉE : le correspondant de l'agence Reuters et de la BBC a été arrêté. Les autorités ont interpellé M. Foday Fofanah, le correspondant de l'agence Reuters et de la BBC, de nationalité sierra-léonaise, a annoncé, samedi 24 octobre, son épouse. — (Reuters)

OCHE-ORIENT

Après que la droite réclame sa démission

Babin promet de « réagir avec une poigne de fer »

Meurtre de six militaires

Le ministre de l'Intérieur, M. Babin, a promis de « réagir avec une poigne de fer » après le meurtre de six militaires par des civils. Il a également annoncé la démission de la droite.

Le ministre de l'Intérieur, M. Babin, a promis de « réagir avec une poigne de fer » après le meurtre de six militaires par des civils. Il a également annoncé la démission de la droite.

Le ministre de l'Intérieur, M. Babin, a promis de « réagir avec une poigne de fer » après le meurtre de six militaires par des civils. Il a également annoncé la démission de la droite.

Le ministre de l'Intérieur, M. Babin, a promis de « réagir avec une poigne de fer » après le meurtre de six militaires par des civils. Il a également annoncé la démission de la droite.

Le ministre de l'Intérieur, M. Babin, a promis de « réagir avec une poigne de fer » après le meurtre de six militaires par des civils. Il a également annoncé la démission de la droite.

Le ministre de l'Intérieur, M. Babin, a promis de « réagir avec une poigne de fer » après le meurtre de six militaires par des civils. Il a également annoncé la démission de la droite.

Le ministre de l'Intérieur, M. Babin, a promis de « réagir avec une poigne de fer » après le meurtre de six militaires par des civils. Il a également annoncé la démission de la droite.

Le ministre de l'Intérieur, M. Babin, a promis de « réagir avec une poigne de fer » après le meurtre de six militaires par des civils. Il a également annoncé la démission de la droite.

Le ministre de l'Intérieur, M. Babin, a promis de « réagir avec une poigne de fer » après le meurtre de six militaires par des civils. Il a également annoncé la démission de la droite.

Le ministre de l'Intérieur, M. Babin, a promis de « réagir avec une poigne de fer » après le meurtre de six militaires par des civils. Il a également annoncé la démission de la droite.

Le ministre de l'Intérieur, M. Babin, a promis de « réagir avec une poigne de fer » après le meurtre de six militaires par des civils. Il a également annoncé la démission de la droite.

Le ministre de l'Intérieur, M. Babin, a promis de « réagir avec une poigne de fer » après le meurtre de six militaires par des civils. Il a également annoncé la démission de la droite.

Le ministre de l'Intérieur, M. Babin, a promis de « réagir avec une poigne de fer » après le meurtre de six militaires par des civils. Il a également annoncé la démission de la droite.

Le ministre de l'Intérieur, M. Babin, a promis de « réagir avec une poigne de fer » après le meurtre de six militaires par des civils. Il a également annoncé la démission de la droite.

La maison des BIBLIOTHEQUES

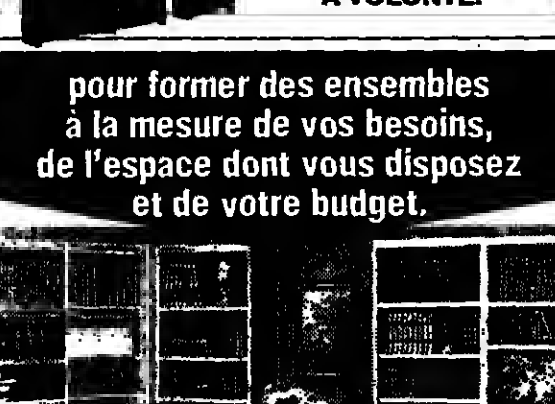
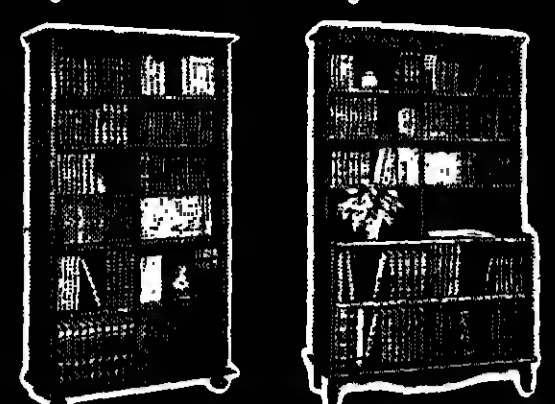
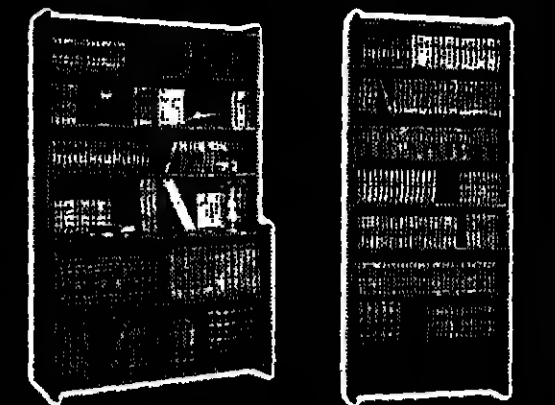
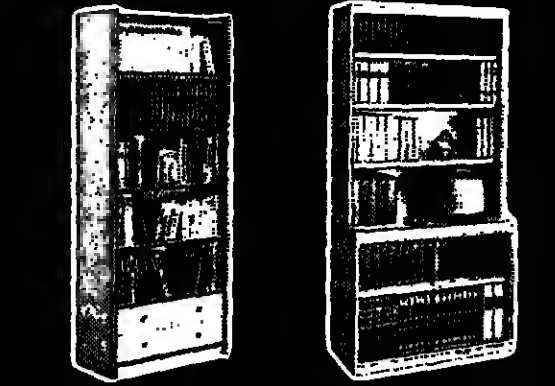
61, RUE FROIDEVAUX PARIS 14^e

ARPAJON (91290) - 13, Route Nationale 20 - Tél. 64 90 05 47

VERSAILLES (78000) - 64-70, rue des Chantiers

Tél. 39 53 66 09

Le plus grand choix de bibliothèques individuelles



17 LIGNES ET STYLES

DEMANDEZ LE CATALOGUE COMPLET EN COULEURS

GRATUIT

Vous y trouvez tout les modèles, hauteurs, largeurs, profondeurs... et plus

NOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

PROFESSION

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75680 PARIS CEDEX 14

OU PAR 24 h/24 : (1) 43.20.73.33

MD 70

ASIE

CHINE : la visite de l'empereur Akihito

Deux mille personnes ont manifesté à Hongkong devant le consulat japonais

L'empereur du Japon a quitté Pékin, dimanche 25 octobre, pour X'ian et Shanghai, à l'issue de ses rencontres avec les dirigeants chinois. Ceux-ci ont estimé sa visite « couronnée de succès ». A Hongkong, deux mille citoyens de la colonie britannique ont manifesté, dimanche, devant le consulat nippon pour protester contre le fait que le monarque n'ait pas présenté d'excuses pour l'invasion, dans le passé, de la Chine par le Japon.

PÉKIN

de notre correspondant

Depuis près d'un siècle, s'en prendre au colonialisme japonais est, pour les Chinois, une manière de protester contre leurs propres gouvernements. Le dispositif de sécurité déployé autour de la visite d'Akihito ayant, jusqu'à présent, prévenu la moindre expression de ce mécontentement sur le continent, il n'est pas surprenant que celle-ci soit venue de Hongkong, à l'heure où la polémique entre le gouverneur et Pékin prend une tournure acrimonieuse et menaçante (le Monde daté 25-26 octobre).

Les manifestants rassemblés dimanche devant le consulat nippon, dans l'un des principaux quartiers d'affaires de Hongkong, ont ainsi reproché au gouvernement communiste de ne pas avoir exigé d'excuses publiques du Japon.

Pékin « préfère le yen à son propre peuple », a lancé un vétéran de l'occupation japonaise, qui eut les rotules brisées par des soldats de Hirohito, le père d'Akihito.

Hongkong a passé trois ans et huit mois, à partir de 1941, sous occupation japonaise. Mais il est clair que la préoccupation principale des manifestants, rassemblés à l'initiative de partis libéraux, était moins le passé que l'avenir de la colonie une fois qu'elle sera rétrocédée au régime de Pékin, après l'ouverture des hostilités de ces dernières semaines.

La presse pékinoise s'est, évidemment, pas rendu compte de cette manifestation. Elle a, en revanche, révélé que le journaliste hongkongais Leung Wai-Man, correspondant du quotidien l'Express, avait été arrêté, dimanche, pour avoir averti auprès de plusieurs fonctionnaires « des documents et des secrets relatifs au Parti communiste et au gouvernement ».

Cette interpellation a une valeur diplomatique aussi exemplaire que la libération, samedi, du dissident Shen Toog, arrêté le 1^{er} septembre à son retour des États-Unis (le Monde daté 25-26 octobre). Cette « démeure » est principalement due au fait que Pékin a besoin de ne pas trop provoquer la prochaine administration américaine, quel qu'en soit le chef.

FRANCIS DERON

Lire également, page 29 : « Le grand axe Tokyo-Pékin », par Francis Deron et Philippe Fons.

THAÏLANDE

De puissants intérêts économiques s'opposent à un blocus des zones khmères rouges

BANGKOK

de notre correspondant

Imposer des sanctions économiques aux Khmers rouges paraît peu réaliste si l'on en croit les propos d'un député thaïlandais rapportés, dimanche 25 octobre, par un quotidien de Bangkok, The Nation. Cent mille Thaïlandais sont actuellement employés dans les concessions de pierres précieuses dans les zones contrôlées par les Khmers rouges, a déclaré M. Thanit Traiwit, député de la province de Trat, frontalière du Cambodge. Il a estimé que la fermeture de ces concessions et de la frontière, en cas de blocus des zones tenues par les Khmers rouges, représenterait une perte sèche, pour les chercheurs thaïlandais, de quelque 600 millions de francs.

M. Thanit a également déclaré qu'environ vingt compagnies thaïlandaises seraient affectées par l'interdiction de l'exportation de bois du Cambodge, décidée par le CNS (Conseil national suprême khmer) à partir du 1^{er} janvier 1993. Cette interdiction, qui affecte l'ensemble du Cambodge, et d'éventuelles sanctions économiques contre les Khmers rouges, ont causé probable- ment ces derniers continueraient de refuser d'appliquer les accords de Paris, pourrissent représenter une

perte de 2 milliards de francs pour les Thaïlandais - et mettre au chômage des dizaines de milliers de gens. M. Thanit a précisé qu'une application brutale de ces mesures contraindrait octam- daises à abandonner sur place près d'un million de forçats.

Les concessions accordées aux Thaïlandais par les Khmers rouges rapportent à ces derniers des millions de dollars par mois. Le gouvernement de Bangkok se retrouve, par sa part, dans une situation très délicate. D'un côté, il s'engage à appliquer strictement les résolutions des Nations unies concernant le Cambodge. De l'autre, il est soumis aux pressions de puissants lobbies forestiers et miniers.

M. Thanit, dont la circonscription électorale serait l'une des principales victimes en cas de blocus, a souligné que le gouvernement « existe aux pressions de l'ONU qui affectent les intérêts des milieux d'affaires thaïlandais » au Cambodge. Entre-temps, sans se faire d'illusions, des diplomates thaïlandais et japonais vont reproduire, cette semaine à Phnom-Penh, leurs négociations avec les Khmers rouges.

JEAN-CLAUDE POMONTI

PAKISTAN

Incidents lors d'une marche vers le Cachemire indien

Un sérieux incident a éclaté, dimanche 25 octobre, lors d'une marche organisée vers le Cachemire indien à partir de l'Azad Kashmir (« Cachemire libre », dénommé à New-Delhi « Cachemire occupé par le Pakistan ») par des organisations favorables au rattachement de tout le territoire au Pakistan, soit à son indépendance. Un jeune homme a été tué et une trentaine de personnes ont été blessées lorsque les forces de l'ordre pakistanaises ont tiré, peu avant la ligne de démarcation, sur des militants en train de démanteler des installations censées arrêter leur progression, indique l'AFP. Les autorités ont affirmé qu'elles avaient répondu à des tirs qui avaient fait deux blessés dans les rangs de la police. Cet incident a entraîné la dispersion d'une colonne partie samedi de Muzaffarabad, capitale de l'Azad Kashmir, vers Chakori, ville située à la « frontière » de l'Inde. Mais il ne semblait pas que les dirigeants de deux autres colonnes fussent prêts

à répondre à l'ordre de dispersion, et certains ont annoncé la poursuite de la marche pour lundi.

Cette manifestation est la troisième organisée cette année par des groupes cachemiris hostiles au maintien de la souveraineté de l'Inde, depuis l'indépendance de 1947, sur les deux tiers environ d'un territoire à majorité musulmane. Au moins seize et peut-être cinquante personnes avaient été tuées en février lorsque les forces de l'ordre pakistanaises avaient ouvert le feu. La position du gouvernement d'Islamabad est incohérente, et son attitude nécessairement ambiguë : il s'oppose en effet au statu quo, mais ne souhaite pas prendre le risque d'une troisième guerre avec l'Inde. L'insurrection qui a éclaté au début de 1990 au Cachemire indien a déjà provoqué la mort de huit mille cinq cents personnes. New Delhi a lancé depuis peu quelques signaux en vue d'une recherche de solution politique au conflit.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la campagne pour l'élection présidentielle

L'écart entre M. Clinton et M. Bush tend à se réduire

A neuf jours du scrutin du 3 novembre, la bataille est plus âpre et apparemment moins jouée à l'avance que les experts ne le disaient : selon une nouvelle série de sondages, l'avance du candidat démocrate Bill Clinton sur le président George Bush ne serait plus que de huit à cinq points.

WASHINGTON

de notre correspondant

Un peu péjorativement, on les appelle, ici, les *pundits*. C'est un mot indien qui veut dire experts, faiseurs d'opinion, scrutateurs de sondages, éditorialistes et autres oracles de la vie publique. Signe d'un vent tournant, les *pundits*, après avoir laissé entendre que le candidat démocrate, M. Bill Clinton, avait définitivement distancé le président George Bush, étaient en ce début de semaine cruciale beaucoup moins péremptores.

Déjà, la presse dominicale affichait des titres prudents : « La course présidentielle paraît plus serrée » (Washington Post), « La compétition se resserre » (New York Times). Les reporters qui suivent les deux principaux candidats rapportent un changement d'humeur. Le camp Bush aurait retrouvé le moral : « Les choses commencent à aller dans notre sens », affirmait M. Charles Black, un des principaux artisans de la campagne du président sortant. Côté Clinton, on s'attache à éviter de donner l'impression d'une victoire prématurée et à rassurer aux électeurs que « rien

n'est joué », bref qu'il ne faut pas se démotiver.

La raison de ce ton nouveau est une batterie de sondages qui, tous, et pour la première fois depuis plusieurs mois, indiquent une chute substantielle de l'avance du bénéficiaire M. Bill Clinton. Celle-ci se mesure régulièrement avec un nombre à deux chiffres ; elle est aujourd'hui très nettement en dessous de la barre des dix points.

Le baromètre le plus sévère pour les démocrates est fourni par une enquête New York Times/CBS qui se donne plus que cinq points d'écart entre les deux candidats : 40 % d'intentions de vote pour M. Clinton, 35 pour M. Bush, 15 pour l'indépendant Ross Perot. Même tendance dans un sondage Time Magazine/CNN : 38 % pour M. Clinton, 31 % pour M. Bush, 17 % pour M. Perot. Cependant, d'autres sondages, comme ceux de Washington Post/ABC, enregistrent 8 points de différence en faveur du démocrate.

Si cette tendance se poursuit, M. Bush et M. Clinton pourraient rapidement se retrouver à égalité dans les intentions de vote des électeurs américains. Il reste qu'il s'agit de sondages portant sur un échantillon national, alors que l'élection se joue État par État, avec, dans quarante-neuf d'entre eux, la règle du « segment emporté tout » : le candidat qui est en tête dans un État emporte tous les mandats de « grands électeurs » en jeu dans cet État (au total, il faut 270 mandats pour être élu). Cela relativise la portée de ces sondages qui suivent les candidats en fonction des suffrages populaires, par opposition au vote des « grands électeurs ». Or, État par

État, la position du gouverneur de l'Arkansas reste de loin la meilleure, ce qui en fait toujours le favori. L'entourage du président reconnaît que M. Bush n'est en tête que dans « huit à dix États ».

Les *pundits* s'en sont pas moins de plus en plus précautionneux. Signe que l'année pourrait être celle de toutes les surprises, les Canadiens de Toronto ne viennent-ils pas de remporter - fait sans précédent - les séries mondiales de base-ball, le sport américain par excellence, en battant les « Braves » d'Atlanta ? L'effondrement de l'avance de M. Clinton traduirait un double phénomène potentiellement dangereux pour le gouverneur : les attaques de M. Bush contre sa personnalité commenceraient à payer, cependant que la parole de M. Perot se ferait bel et bien à l'avantage des républicains (comme l'espérait le nouveau secrétaire général de la Maison Blanche, M. James Baker).

Une rumeur sangnue

Longtemps restées inefficaces, sion contre-productives, les attaques lancées par les républicains contre le candidat démocrate ébranleraient peu à peu une partie de l'électorat. M. Bush passe l'essentiel de son temps de campagne à dénigrer chez son adversaire « un homme qui dit tout et son contraire », ne sait pas décider et serait ainsi incapable de tenir sa place à la Maison Blanche en cas de crise grave. M. Bush transmet ce message en restant « présidentiel ». Ses adjoints sont plus vulgaires. L'un d'eux, M. Ray Scott, un ami de la famille

Bush, disait du gouverneur lors d'une réunion publique : « C'est une mauvaise affaire, ce se voit à ses lèvres pendantes et au mouvement de son arrière-train quand il marche ».

Et M. Bush n'a pas hésité pas à reprendre, pour la déconcerter en termes outragés, une rumeur de presse, a priori saugrenue, selon laquelle l'équipe Clinton aurait concocté un pacte secret avec la Commission de Bruxelles pour empêcher la conclusion d'un accord commercial au sein du GATT avant l'arrivée des démocrates au pouvoir.

Incertains ou ébranlés, une partie des électeurs démocrates potentiels se rapprochent de M. Perot : le tessament du gouverneur paraît être parallèle à la montée du milliardaire texan et candidat indépendant (le Monde daté 25-26 octobre). Le chef de la minorité républicaine au Sénat, le sénateur Robert Dole, ne s'y est pas trompé. Il se félicitait implicitement dimanche du boo travail accompli par M. Perot et, bien que le riche texan ne cesse de vilipender les républicains, M. Dole promet à l'indépendant une place dans le prochain gouvernement si M. Bush est réélu.

M. Clinton, de son côté, a reçu le soutien d'une bonne partie de la presse quotidienne new-yorkaise. L'éditorial du New York Times crêdite ainsi le candidat démocrate « d'un programme et d'une vision cohérents susceptibles de vaincre la stagnation ».

ALAIN FRACHON

Show démocrate à Winston-Salem

Bill Clinton et Al Gore arpentent la Caroline du Nord, un des États du Sud qu'ils doivent arracher aux Républicains

WINSTON-SALEM

(Caroline du Nord)

de notre envoyé spécial

Des projecteurs géants trouent le ciel noir. L'orchestre joue avec conviction de la *country music* pour faire passer le temps. La bannière étoilée flotte aux côtés du drapeau de la Caroline du Nord dans l'air plutôt frais du soir. Les sept mille à huit mille démocrates convaincus de Winston-Salem (445 000 habitants) ont bieu du mérite à rester debout en plein vent à attendre leur héros. M. Bill Clinton a déjà près de deux heures de retard.

L'organisation sur place est un peu cahotante. Les agents fédéraux chargés de la sécurité rapprochée du candidat démocrate à la présidence des États-Unis, les quatre-vingt-trois policiers de Winston-Salem au grand complet mobilisés pour l'occasion, les gardes nationaux de Caroline du Nord et quelques autres encore s'efforcent de ne pas se marcher sur les pieds. Les prérogatives locales comptent, dans cet État du vieux Sud où il ne fait pas bon plaisanter avec la tradition.

M. Clinton et son collègue, M. Albert Gore, accompagnés de leurs épouses Hillary et Tipper, arrivent, dans la soirée de ce dimanche 25 octobre, de Detroit (Michigan), où ils ont fait campagne depuis l'oubie. Leur avio- n privé a été retardé pour une raison inexpliquée. Un des jeunes gens de l'équipe Clinton-Gore a une idée de génie : il branche les haut-parleurs sur son téléphone portable qui le relie en permanence à M. Gore. Ce dernier, sénateur de l'État voisin du Tennessee, peut expliquer en direct à la foule qu'elle doit patienter encore un peu, mais que le véritable spectacle va bientôt commencer.

Et quelle mise en scène en vérité ! On entend d'abord passer l'avion du candidat. L'aéroport est à trois minutes à peine en voiture. Le cortège de limousines s'avance bécoté sous les projecteurs, escorté par des gardes nationaux à cheval. Le meneur de jeu, un chanteur de rap noir de Winston-Salem, réussit à « chauffer » encore un peu plus cet auditoire bon enfant, venu en famille et décidé de toute façon à faire un triomphe aux deux « sudistes » du tandem démocrate 1992.

M. Clinton et Gore ont un peu la même allure. Ils ont quasiment le même âge, quarante-six ans. Leurs deux épouses sont blondes. Elles sont au moins autant applaudies que les candidats eux-mêmes.

M. Gore parle le premier. « Le pays connaît la pire crise économique depuis celle de 1929 », et M. Bush ne semble pas s'en soucier. « Il est temps d'avoir un président qui s'intéresse à l'Amérique moyenne, celle qui travaille ». On dit que deux Sudistes sur le même « ticket », c'est un peu trop ? « Mais en Caroline du Nord, dans l'Arkansas, dans le Tennessee, on a des idées neuves, n'est-ce pas ? » L'auditoire sudiste hurle son approbation.

Ils enquêtent sur ma propre mère

M. Gore poursuit par une métaphore météorologique. Si l'Amérique se réveille le matin du 4 novembre en lisant dans le journal local qu'elle a en a pris encore pour quatre ans de pouvoir républicain à la Maison Blanche, ce sera « un jour pluvieux et gris ». Mais si les démocrates l'emportent, « ce sera un beau jour ensoleillé ». Les oiseaux chanteront et l'on pourra sentir une bonne odeur de café venant de la cuisine. M. Gore rit lui-même de cette trouvaille un tantinet démagoïque.

Son rôle, ce soir, est terminé. Il

ne lui reste plus qu'à présenter formellement à la foule, qui agite des calicots en l'honneur du tandem démocrate, « le prochain président des États-Unis, Bill Clinton ».

Le discours de M. Clinton, est rodé par ses dernières semaines de campagne. « Mon adversaire, M. Bush, affirme que le critère, cette année, est la confiance. Mais que vaut la confiance ? Le FBI, le CIA, enquêtent l'un sur l'autre à propos de l'irrigation et de l'irrigation. Le département d'État cherche à trouver quelque chose contre moi à propos d'un ancien passeport, et maintenant ils vont jusqu'à rechercher le passeport jadis accordé à ma propre mère ». Le propos est clair. M. Bush est « pathétique » dans son effort pour reprendre l'initiative grâce à une campagne uniquement négative.

Le président sortant est surtout « un exterminateur d'emplois ». « Nous n'avons pas besoin d'un exterminateur mais d'un créateur d'emplois », s'écrit le candidat démocrate. M. Clinton reprend ainsi le thème central de son « message ». « Notre pays a besoin d'un président dont la priorité est l'emploi. Il faut remettre l'Amérique au travail ». Il se défend d'être un démocrate à l'ancienne mode uniquement préoccupé de programmes sociaux et d'aide aux plus démunis. « L'État-providence doit constituer une seconde chance et non pas un mode de vie », affirme-t-il.

Le couplet sur l'éducation est également très au point. « Nous voulons ouvrir les portes de l'enseignement supérieur à tous les Américains ». Le plao de M. Clinton consiste à accorder des prêts aux étudiants pauvres qui pourront soit les rembourser plus tard, soit payer de leur personne en effectuant deux années de travaux d'utilité collective en tant que pompiers, policiers ou inspecteurs de l'environnement.

La pétaraison soulève l'enthous-

iasme des militants démocrates de Winston-Salem. « Nous représentons l'espoir et le changement. Nous avons entamé une croisade pour redresser ce pays. Merci à vous tous, et que Dieu bénisse l'Amérique ! » L'orchestre escale aussitôt sur un rock endiablé, et MM. Clinton et Gore quittent le podium en saluant la foule comme des stars de music-hall.

« Si l'Europe unie est ouverte »

De retour à son hôtel, M. Clinton nous confie que « l'Europe unie » constitue pour lui « un grand espoir ». Mais il ne veut pas que l'Europe devienne une forteresse commerciale. « Si l'Europe unie est ouverte, nous pourrions bâtir une économie globale qui apporterait à tous la prospérité ». Une polémique est née ces dernières heures à propos d'une démarche que M. Clinton, ou quelqu'un de son équipe, aurait effectuée auprès d'un dirigeant européen, afin de retarder l'accord multilatéral de libre échange (GATT). Le candidat démocrate dément formellement et avec la dernière vigueur. On explique dans son entourage qu'il s'agit probablement d'une manœuvre de l'autre camp.

MM. Clinton et Gore devaient poursuivre leur tournée électorale dans le même État. Le problème du candidat démocrate est que son avance, jusqu'ici considérable, sur M. Bush s'amenuise quelque peu. Il est donc crucial pour lui de gagner la Caroline du Nord, un État qui a voté républicain à toutes les élections présidentielles depuis 1980.

DOMINIQUE DHOMBRES

o CUBA : vives réactions au renforcement de l'embargo américain. — La signature par le président Bush d'une loi renforçant l'embargo américain contre Cuba (le Monde daté 25-26 octobre) a servi de leçon à ceux qui croyaient que La Havane pouvait parvenir à un accord avec les États-Unis en faisant des concessions politiques, a estimé, samedi 24 octobre, l'agence officielle AIN. « Nous n'allons pas céder ». Cuba préservera ses conquêtes dans les conditions les plus difficiles », écrit de son côté Gramma, organe du Parti communiste cubain, en guise de réponse à cette loi (approuvée par le candidat démocrate Bill Clinton), dont l'un des objectifs est d'accélérer la chute du régime castriste. — (Reuters, AFP).

Plus vite, moins cher !
Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !

Le choc des prix sur 1000 voitures en stock.

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT

• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42 61 15 63 • 179, bd Haussmann 75008 PARIS ☎ 42 89 55 31
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42 93 59 52 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42 85 54 34

ENQUÊTE

Désarrois américains (VI)

Religion : une vague de fondamentalisme

Suite de la première page

Retransmis par la chaîne câblée, ses offices dominicaux touchent 100 000 fidèles. Ses confessions radiodiffusées, beaucoup plus, « Les Américains se posent trois questions, dit le pasteur. Je fume, je bois, je suis homosexuel, Dieu m'aime-t-il encore? Je suis seul, malade, divorcé, Dieu est-il avec moi? Faut-il aller à l'église, est-ce que Dieu me pardonne? »

La frénésie baptiste qui gagne le Sud n'est pas nouvelle dans l'histoire de cette Bible Belt, où les sécessionnistes de la guerre civile cherchaient dans l'Écriture sainte une justification de l'esclavage. Elle n'est pas non plus la première dans un pays comme les États-Unis, régulièrement secoué par ces phases de « réveil » religieux — qui déjà avaient intrigué Tocqueville — après les traumatismes nationaux comme l'abolition, la prohibition, la guerre ou la campagne des droits civiques (1).

Cette fois, la vague de fondamentalisme qui s'exprime dans les Églises baptistes, évangéliques et à travers un essai de petites sectes pentecôtistes aux noms invraisemblables, frappe les grandes confessions protestantes — luthérienne, méthodiste, presbytérienne, épiscopaliennne — qui avaient depuis longtemps pignon sur rue, mais s'endormaient sur leur tradition libérale, ouverte aux minorités, pacifiste pendant la guerre du Golfe, « pro-vie » dans le débat sur l'avortement.

Elle mord sur la clientèle hispanique qui grossissait de l'Église romaine, noue des alliances avec les autorités catholiques hostiles à l'avortement (voir encadré). Elle divise les Églises baptistes elles-mêmes : lors de la dernière convention des baptistes du Sud à Indianapolis (13 millions de membres), en présence de 18 000 délégués, des Églises qui admettaient l'ordination d'homosexuels ont été purement et simplement exclues (2).

particulier où elles sont plus de 8 000. A Houston, la plus grande église a une capacité de 12 000 fidèles. La seule ville d'Austin (400 000 habitants) compte 70 églises baptistes sur 133 dénominations religieuses. Le centre-ville devenant trop étroit, elles débordent dans les banlieues cossues et rassemblent plus à des country-clubs pour classes moyennes qu'à des lieux de silence ou de prière.

Toutes sont jalouses de leur indépendance, se regardant comme chiens de faïence, comptant leurs ouailles et leurs dollars. Même s'il est déjà baptiste, le fidèle qui change d'Église passe à nouveau par les fonts baptismaux : il est baptisé à nouveau. Chaque dimanche, Stephen Washburn, jeune pasteur de Fluverville, dans la campagne d'Austin, présente à son troupeau ses nouvelles brebis, rouges d'émotion. La foule se lève, s'embrasse et entonne le cantique : « Je suis si content de faire partie de la famille de Dieu ». Le pasteur explique : « Nous sommes une génération de baby-boomers. Avec une foi de vérité, de traditions, de certitudes, une foi de Bible. »

Le fondamentalisme baptiste prend la Bible à l'état brut, se moque des interprétations données, à travers les siècles, par les dénominations chrétiennes. Il réprovoque Darwin et son « évolutionnisme », proclame qu'Adam et Eve ont réellement existé, que Jésus-Christ est bien né d'une vierge, qu'il est mort et physiquement ressuscité. Croire en lui est la garantie d'un salut individuel qui se passe de toute autre médiation. Il se bat pour les valeurs familiales mais tolère le divorce, pour la défense de la vie, et accepte la peine de mort. Il réprovoque la violence, mais fait le coup de poing dans les manifestations contre l'avortement.

Dans son bureau de manager, le pasteur Harold O'Chester collectionne les trophées de rapaces chassés dans sa forêt texane. Mais ce grand faulx est aussi un défenseur de la vie. « Toute vie commence dès la

conception, insiste-t-il. C'est écrit à chaque page de la Bible. Saint Jean raconte même que Jean-Baptiste a sauté de joie dans le ventre de sa mère à l'annonce de la naissance d'un Messie. L'avortement aux États-Unis, c'est 1,3 million de meurtres par an. A la rigueur, je le tolère pour un viol ou un inceste, mais cela ne fait que 3 % à 4 % de cas. »

Si la Bible défend la vie, comment peut-elle justifier la peine de mort? « Mais si, assure le pasteur Rochester, citant cette fois le Lévitique. Celui qui viole la loi doit le payer de sa vie. Puisque c'est la loi du pays, tout le monde doit être d'accord avec la loi. Ajoutant même : « Pour être dissuade, la peine de mort doit être exécutée judicieusement, c'est-à-dire rapidement. » Il admet les ravages

des plus agressives et odieuses, depuis le rétablissement de la peine de mort en 1976, on compte le plus d'exécutions capitales (cinquante-huit fin septembre). « Ce fondamentalisme du Sud, dit Frank Dietz, directeur de la conférence des Églises du Texas, réunit l'énergie du cowboy, du pionnier, du politicien qui s'est fait tout seul — comme Lyndon Johnson et Ross Perot, deux Texans — à une philosophie de la religion sanglée dans une haine d'argent. »

Une religion sans pitié pour les perdants, pour les hispaniques — environ 1 500, chaque nuit, traversent clandestinement la frontière du Texas et viennent grossir les barres des quartiers pauvres d'Austin ou de Houston, — pour les chômeurs, les drogués et les criminels. Hormis le

aussi à la crise de l'éducation, du système de santé, de la vie urbaine, de la famille, des références religieuses et morales. En période de désarroi, le succès des groupes fondamentalistes (et des précheries de l'Église évangélique) (3) vient précisément de l'assurance donnée aux fidèles qu'ils sont en règle avec Dieu, avec la société américaine, avec ses critères de réussite, d'enrichissement et de pouvoir. « Dieu est américain », chantent-ils.

Argent, célébrité, pouvoir

La conséquence est d'ordre économique et politique. Les initiatives communes des Églises reculent. Les rassemblements de protestation contre la peine de mort au Capitole d'Austin attirent de moins en moins de monde. Les confessions les plus ouvertes et les plus tolérantes subissent le rejet des années de libération (de la femme, du sexe, des minorités) et de doute (la guerre du Vietnam). Elles sont en perte de vitesse et divisées par des crises internes, par exemple à propos de l'ordination d'homosexuels. « La violence redonne l'une des plus grandes questions de notre culture », se plaint le pasteur luthérien Karl Gronberg.

Le fondamentalisme est un phénomène moderne et brutal de crispation sur des valeurs passées. Pour lui, « l'Amérique ne se sauvera qu'en retrouvant ses propres valeurs, et en faisant respecter ses propres lois », dit Douglas Laycock, professeur de droit constitutionnel à l'université du Texas. Et de hauts responsables religieux, baptistes ou catholiques, n'hésitent plus à faire pression sur le législateur dans un système où la frontière entre la politique et la religion est devenue de plus en plus floue.

Elle est même infime entre certains milieux fondamentalistes et une droite politique qui, quoique en recul, a tiré profit, depuis Reagan, de cette identification entre Dieu et ce sursaut de moralisme et de patriotisme. Dans le Sud, des pasteurs se défendent de faire voter, en chaire, pour Bush. Mais, tout en admettant que l'administration républicaine a

beaucoup déçu leurs fidèles, ils colent sur leur véhicule des appels à voter pour le président sortant. Richard Thompson, pasteur presbytérien, dénonce cette « alliance immonde et périlleuse » entre la religion et la droite. On retrouve, chez l'un comme chez l'autre, dit-il, « les mêmes recettes simples, rapides, démagogiques et les mêmes critères dominants de fortune, de célébrité et de pouvoir. »

Au-delà de la victoire prévisible des conservateurs dans le Sud baptiste, c'est toute une conception de la vie politique qui est sur le point de basculer. « Le fondamentalisme est en train de faire naître un type d'Américain naïf, simpliste dans son jugement et son comportement, ainsi que des modèles de pensée où tout est jugé de manière superficielle, où l'erreur et la déviation ne sont plus tolérées », dit le Père Vincent O'Keefe, professeur à l'université jésuite Fordham à New-York. Concluant : « Le fondamentalisme ne respecte plus la complexité des situations ou des personnes. Or, la politique est toujours une affaire de compromis. »

HENRI TINCO

- (1) Bill Clinton et son collègue Albert Gore sont tous deux de confession baptiste.
- (2) Les grandes Églises protestantes des États-Unis sont regroupées en Conseil national des Églises (qui compte une cinquantaine de dénominations). La mouvance évangélique est représentée par une association nationale, qui inclut les congrégations baptistes du Sud ainsi qu'une multitude de groupes pentecôtistes.
- (3) Toutefois, après les scandales financiers et conjugaux qui ont touché, entre autres, Jimmy Swaggart et Pat Robertson, l'étoile des « évangélistes » a pâli.

PROCHAIN ARTICLE :

Recherche : la récession entre dans les labos
par Jean-Paul Dufour



PANCHO

produits par le nombre croissant de divorces. « C'est un péché, dit-il, mais pardonnable. La Bible justifie le divorce en cas d'adultère et de débauche du foyer. » Ajoutant : « De toute façon, quand on devient baptiste, tous les péchés sont pardonnés. »

Bien que les pasteurs sudistes se défendent d'être des « ayatollahs », c'est un fondamentalisme plutôt dur qui règne au Texas, dans un État où la lutte contre l'avortement est l'une

cas extrême de David Duke, ancien dirigeant du Ku Klux Klan, battu à l'élection en poste de gouverneur de Louisiane, qui justifie aussi le racisme par la lecture de la Bible, y a-t-il un lien entre cette montée du fondamentalisme et les spasmes de violences et d'ultrapatriotisme qui secouent l'Amérique?

Pour beaucoup, la réponse ne fait pas de doute, liée au climat de profonde dépression de l'économie, mais

Catholicisme : à droite toute!

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

La « Vietnam des années 90 ». Si la formule est excessive, l'avortement est bien le sujet le plus irritant de la vie publique et religieuse américaine. Aux États-Unis, une grossesse sur quatre est interrompue volontairement. Les avortements y atteignent le nombre de 1 600 000 par an, soit un peu plus du tiers du total des naissances. Plus d'une jeune fille ou femme sur quatre ayant choisi l'IVG est âgée de moins de dix-neuf ans. Près de la moitié des mineurs se font avorter sans que leurs parents le sachent.

Sans satisfaire les partisans, ni les adversaires, de l'avortement, le Cour suprême a provisoirement tranché le débat dans un arrêt du 29 juin (le Monde du 1^{er} juillet). Au grand dam des organisations « pro-vie », elle a réaffirmé, par cinq voix contre quatre, le droit constitutionnel à l'avortement, inscrit dans le fameux arrêt de 1973 (Roe contre Wade). Mais, dépassant aussi les organisations féministes, favorables à une liberté totale (le pro-choix), les juges de la Cour suprême ont confirmé le droit des États à restreindre la pratique des IVG.

La ligne « pro-vie »

Si George Bush a rejoint l'aile du parti républicain la plus hostile à l'avortement, le démocrate Bill Clinton souhaite, en revanche, que le droit constitutionnel à l'IVG soit défendu. Également écartelée entre les partisans d'une liberté aménagée et les porte-parole d'une répression aggravée, la vie des Églises est aussi ébranlée par ce débat, notamment celle de l'Église catholique, qui, avec quarante millions de fidèles, touche environ un quart de l'électorat américain.

Tout en désapprouvant les actions violentes commises par exemple par le puissant groupe Rescue, la hiérarchie catholique est l'une des plus engagées contre l'avortement. Dès 1978, sur cette question, la conférence

nationale des évêques avait pris ses distances avec le candidat démocrate Jimmy Carter. En 1984, le cardinal John O'Connor, archevêque de New-York, avait polémique avec Geraldine Ferraro, catholique et candidate démocrate à la vice-présidence, à cause de ses opinions favorables à l'IVG. Aujourd'hui, en photo à la une du New York Times, on voit le même cardinal O'Connor manifestant dans la rue contre l'avortement à côté du vice-président Dan Quayle. Ses duels avec le gouverneur de New-York, Mario Cuomo, catholique comme lui, sont connus.

Des évêques moins audacieux

A l'intérieur de l'Église elle-même, le soupçon pèse contre ceux qui ne suivent pas cette ligne officielle « pro-vie », notamment dans les universités catholiques, les journaux et les mouvements de laïques. Mgr Daniel Pilarczyk, évêque de Cincinnati et président de la conférence nationale des évêques, les cardinaux Law, de Boston, et O'Connor ont publiquement désavoué les responsables de la grande université catholique Notre-Dame, dans l'Indiana, coupables d'avoir accordé une distinction au sénateur catholique de New-York, Daniel Moynihan, qui ne fait pas mystère de ses positions libérales sur l'avortement.

Cet activisme ant'avortement ne fait pas l'unanimité dans l'Église américaine, jusqu'à l'intérieur de la Conférence nationale de l'épiscopat où, derrière Mgr Rampert Weekend, évêque de Milwaukee (Wisconsin), des personnalités s'inquiètent de ce mélange des genres et de ce lobbying politique. A l'archevêché de New-York, on riposte en déplorant l'effet de grossissement médiatique, qui occulterait l'action du cardinal O'Connor contre la peine de mort ou l'euthanasie active, en faveur des pauvres ou des victimes du sida.

« Sur le thème de la morale naturelle, le catholicisme et le fondamentalisme se rejoignent de plus en plus », dit pourtant le

Père David Toolan, directeur de la revue jésuite America. Et cette collaboration avec la droite religieuse (baptiste et fondamentaliste), politique, économique (avec l'influence montante des « théologues du capitalisme », comme Michael Novak) est perçue comme un tournant dans un pays où l'épiscopat épousait hier davantage les options libérales et démocrates des électeurs catholiques. Les lettres critiques de la Conférence des évêques en 1983 contre le système d'armement nucléaire, puis en 1988 contre le capitalisme, son cortège d'injustices et de pauvreté, avaient été commentées dans tout le pays.

Après ce virage, le catholicisme américain risque de perdre une partie du capital de sympathie que lui avaient valu des décennies d'efforts pour s'intégrer à la société éduquée américaine, pour perdre son image d'Église de migrants et s'imposer face aux Églises protestantes (riches, blanches et dirigées), pour se hisser aux responsabilités gouvernementales (c'est fait depuis l'élection de Kennedy) et soutenir enfin, auprès des milieux d'affaires, les exigences de justice contenues dans l'Évangile et la doctrine sociale de l'Église.

« Les évêques d'hier n'étaient probablement pas aussi radicaux que ne l'indique une certaine image aujourd'hui », affirme Peter Steinfels, chroniqueur religieux du New York Times. Mais ils avaient su créer une sorte de consensus autour d'engagements sociaux forts. Ce n'est plus le cas, et le travail de la Conférence nationale des évêques s'en trouve dégradé. Outre la politisation du débat sur l'avortement, le principal raison de cette mutation est liée à la composition du collège épiscopal. Les nominations décidées à Rome favorisent les personnalités prudentes et disciplinées et renforcent l'image d'une Église cléricalle, sous la tutelle du Vatican dont la culture « centralisée » est aux antipodes de la mentalité libérale américaine.

H. T.

Partez en Amérique avec TWA, et n'oubliez pas votre passeport:



Quand vous montez à bord d'un avion TWA, c'est déjà l'Amérique! Durant votre voyage, TWA, compagnie pionnière des vols transatlantiques, vous donne l'avant-goût des vacances et de la célèbre hospitalité américaine.

En classe Ambassador, nous vous proposons une carte de plats gastronomiques toujours différents, accompagnés de vins sélectionnés.

Et dès votre arrivée dans l'une des très nombreuses escales, la Carte American Express vous ouvre les portes de l'Amérique. Pour louer une voiture ou réserver un hôtel, sans plafond préalable de dépenses, elle est votre passeport quotidien.

Présent également dans 120 pays, avec plus de 1700 Agences de Voyage, American Express vous offre partout un service de grande qualité.

TWA et American Express, pour profiter encore plus de l'Amérique!



LE MEILLEUR DE L'AMÉRIQUE

Winston-Salem

à la Caroline du Nord, attaché aux Républicains

Winston-Salem, dans le Nord de la Caroline, est une ville de 150 000 habitants, située à 100 km de la frontière avec la Virginie. Elle est connue pour son industrie textile et son rôle politique. Le maire, qui est un républicain, a été élu récemment. La ville est également connue pour son université et son patrimoine historique.

Le Monde ESPACE EUROPEEN

En attendant Bill Clinton

Les dirigeants européens se sont faits à l'idée d'une victoire démocrate aux Etats-Unis mais n'attendent pas de changements fondamentaux dans la politique américaine

OBSERVANT, à partir des tribunes, la course que se livrent les deux principaux concurrents à la Maison Blanche, l'Europe a en poche plus de tickets de pari en faveur de la casaque démocrate que de la tunique républicaine. Que le choix ait été fait par simple opportunisme (sondages obligent) ou par penchant politique, le résultat est là. L'Europe joue Bill Clinton gagnant, même si elle le fait sans illusions démesurées.

En Allemagne, George Bush semble déjà appartenir au passé. Selon *Der Spiegel*, qui a consacré la semaine dernière, sa «me» à Bill Clinton, le chancelier Helmut Kohl et ses conseillers misent sur une victoire des démocrates. Depuis plusieurs semaines déjà ils ont pris contact avec l'entourage du gouverneur de l'Arkansas. Le ministre des affaires étrangères allemand, Klaus Kinkel, se félicite des bonnes relations qu'il entretient avec Tony Lake, qui pourrait être le conseiller pour les affaires de sécurité d'un président Clinton.

L'état de grâce

Tous les deux étaient chefs des équivalents allemand et américain du Centre d'analyse et de prévisions du Quai d'Orsay, dans les années 70. Toujours selon *Der Spiegel*, Klaus Kinkel aurait même cherché à se faire photographier avec le candidat démocrate. Soucieux de ne pas laisser croire aux électeurs américains qu'il s'intéresse plus aux questions extérieures qu'aux problèmes intérieurs, le gouverneur avait décliné l'offre. Pour autant, la compétition américaine ne suscite pas un intérêt considérable outre-Rhin. L'Allemagne s'affranchit, peu à peu, de la tutelle américaine et place les dossiers de la réunification et de la construction européenne

aux premiers rangs de ses préoccupations.

A Bruxelles, les milieux communautaires espèrent d'un changement à la Maison Blanche un déblocage des négociations en cours avec les Etats-Unis. Certains estiment qu'un président démocrate fraîchement élu, bénéficiant d'un état de grâce et soutenu par un Congrès de même couleur politique, serait disposé à conclure un accord général pour évaluer les nombreux contentieux économiques qui opposent encore les Etats-Unis à l'Europe. En outre, la difficulté que semble éprouver le président Bush à renverser la vapeur économique dans son pays incline plutôt à préférer le changement que la continuité. Pourtant, d'autres observateurs se demandent si un cabinet démocrate ne risquerait pas d'être plus protectionniste qu'un cabinet républicain. Dans ce cas, les concessions faites, avant le 3 novembre, par un George Bush accablé pourraient fort bien ne plus être reprises par une administration démocrate, sûre d'elle-même et dominatrice.

Rien ne permet vraiment de déceler dans les déclarations de Bill Clinton un indice de changement d'orientation de la politique américaine à l'égard de la CEE. Si l'on tente de soupeser les déclarations de l'un et de l'autre candidat, le démocrate l'emporte toutefois assez nettement par le chaleur du propos. N'aurait-il pas affirmé, avant le référendum français sur Maastricht, qu'une victoire du «non» serait «une catastrophe pour l'Europe et le monde entier»? Le président Bush n'a jamais manqué de soutenir le processus de construction européenne, mais en des termes plus diplomatiques. La différence n'est peut-être pas très significative, car elle partage sans doute plus deux situations différentes (un président en exercice et un candidat à la parole plus libre) que des perceptions radica-

lement différentes. En France, les dernières offensives lancées par les Américains contre l'agriculture européenne, et singulièrement française, n'ont pas vraiment entraîné un grand courant de sympathie pour une administration républicaine dont l'orientation politique a parfois été discrètement égrainée. M. François Mitterrand n'avait pu s'empêcher de faire remarquer, après les émeutes meurtrières à Los Angeles, au printemps dernier, que de tels mouvements prenaient leur source dans une société «conservatrice et libérale» dont on voyait là les «répliques». Même si le président s'était empressé, sur Europe 1, d'ajouter qu'il était «en sympathie» avec le président Bush, le coup était parti. La remarque avait suscité une vive irritation à la Maison Blanche, d'autant que M. Mitterrand avait précisé que de telles choses étaient impossibles en France compte tenu du niveau de protection sociale.

«Poker-menteur»

Les semaines qui viennent de s'écouler n'ont pas contribué à améliorer le climat entre Paris et Washington. «Les Américains jouent une formidable partie de poker-menteur», constate un proche du président de la République à propos de l'offensive lancée par l'administration américaine pour isoler la France sur le dossier du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

En focalisant l'attention sur un seul aspect du dossier de l'Uruguay Round (l'agriculture), les Américains cherchent à fatiguer au maximum l'Europe, mais en des termes plus diplomatiques. La différence n'est peut-être pas très significative, car elle partage sans doute plus deux situations différentes (un président en exercice et un candidat à la parole plus libre) que des perceptions radica-

l'offensive a pu être - momentanément - bloquée par une activité diplomatique et politique française. M. Pierre Bérégovoy, était allé lui-même à Bonn, avant le sommet de Birmingham, pour s'assurer du soutien indéfectible allemand, tandis que ses ministres se livraient, parfois en ordre dispersé, à une débauche de déclarations destinées à faire savoir aux Américains, et aux partenaires européens intéressés par les propositions américaines, que la France n'avait aucunement l'intention de faire un cadavre électoral au candidat-président George Bush. Ce dernier éprouve, en effet, de sérieux difficultés dans l'Illinois et le Missouri, deux Etats gros producteurs de soja et d'électeurs. Un accord, même partiel, aurait été pain béni en cette période difficile mais le ministre français de l'Agriculture et du Développement rural, M. Jean-Pierre Soisson, s'est dit peu disposé à «faire la campagne de M. Bush». «Si encore nous étions sûrs à 90 % que Bush soit réélu... Mais si Clinton est finalement élu et si les démocrates remportent en question l'accord conclu avec l'administration républicaine, nous aurons l'air malin», souligne-t-on dans l'entourage du chef de l'Etat.

Les Britanniques critiquent quant à eux l'intransigence française. Sérieusement mis en difficulté dans son propre parti à propos de sa politique européenne, confronté à une situation économique et sociale difficile après l'annonce de la fermeture de bon nombre de puits de charbon, M. John Major aurait volontiers donné à George Bush un petit coup de pouce qui l'aurait, en retour, aidé à faire passer la pilule de la rigueur. «Le meilleur moyen d'améliorer la croissance et de lutter contre le chômage dans la CEE serait de parvenir à un accord sur le GATT», expliquait-on du côté britannique après l'offensive

de charme musclée des Américains à la mi-octobre.

En matière de politique étrangère, les Européens n'attendent pas de la future administration des changements révolutionnaires. M. Clinton aurait d'ailleurs laissé entendre à Bonn qu'il ne souhaitait aucune modification fondamentale de la politique extérieure américaine. Cette information est confirmée par les propos tenus par M. David Aaron, conseiller diplomatique du candidat démocrate lors d'une récente tournée en France (le Monde du 9 octobre). Le mot «continuité» est revenu dans sa bouche avec constance.

Changement psychologique

La continuité, donc, mais avec un changement psychologique. Le conseiller de M. Clinton a souligné le fait que son patron, compte tenu de son itinéraire personnel, avait sans doute moins de «rigidité mentale» que le président Bush et que sa conception du rôle de l'OTAN était dépourvue de tout esprit «dogmatique».

Un changement d'homme à Washington pourrait peut-être permettre à la France et aux Etats-Unis d'aborder enfin, avec plus de sérénité, la délicate question de la défense européenne et de la place que doivent avoir demain les Etats-Unis en Europe et la France dans l'OTAN. Lors d'un colloque, organisé au mois d'octobre par le ministère de la Défense, le ministre français Pierre Joxe avait fait un pas remarquable en direction de l'OTAN en proposant que la France participe désormais plus activement aux structures alliées sans pour autant revenir dans le commandement intégré.

Une évolution que les Allemands, coincés entre leur duo avec Paris au sein de l'Eurocorps et leur attachement à l'Alliance atlantique, ont apprécié même s'ils savent que l'unité n'est pas totale à Paris (entre le Quai d'Orsay et l'Hôtel de Brienne) sur cette politique de rapprochement. La France et l'Allemagne devront en tout cas, à la fin de l'année, examiner avec la nouvelle équipe américaine les accords de commandement qui lient le futur corps d'armée franco-allemand et l'OTAN. Quant à la présence militaire américaine en Europe, elle devrait être sensiblement la même : 150 000 hommes avec les républicains et 100 000 avec les démocrates.

Mais il est un domaine dans lequel les Européens souhaitent un changement de politique et de style, celui de la diplomatie européenne de la Maison Blanche à l'égard des pays de l'Est. La Commission de Bruxelles, notamment, ne manque jamais une occasion de dénoncer la volonté américaine d'avoir, dans ce domaine, le beurre et l'argent du beurre. Les Américains refusent de se «mouiller» dans les dossiers difficiles (la Yougoslavie par exemple), mais veulent conserver un leadership intégral en Europe. Ils se contentent, pour reprendre l'expression de M. Jacques Delors, de mettre la «cerise» sur le gâteau de l'aide aux pays de l'Est que la Communauté fournit à hauteur de 80 % tout en tirant à eux la couverture médiatique. Mais espérer un changement de comportement dans ce domaine tient sans doute du vœu pieux. Pour George Bush comme pour Bill Clinton, le slogan «America first!» reste toujours d'actualité.

PIERRE SERVENT
(avec PHILIPPE LEMAITRE à Bruxelles et HENRI DE BRESSON à Bonn)

La décennie Felipe Gonzalez

Ses détracteurs disent que le PSOE, tout en se réclamant de la gauche, s'est installé au centre pour mener une politique de droite... Depuis 1982, Felipe Gonzalez incarne le renouveau de l'Espagne

MADRID

de notre correspondant

SEPT ans après la mort de Franco, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) remportait, le 28 octobre 1982, à la surprise générale, les élections législatives. Avec plus de 10 millions de suffrages et 202 sièges (sur 350) aux Cortes, les socialistes s'installaient confortablement au pouvoir. La droite tout éberluée trouvait encore de la voix

pour crier «sus aux rouges». Dix ans plus tard, la droite ne parle plus du «jong socialiste». Le royaume a depuis longtemps perdu son éclat. Le PSOE est toujours aux commandes et il a toutes les chances d'y rester lors des prochaines élections, en 1993, en dépit d'une usure certaine qui risque de lui coûter la majorité absolue.

A quoi tient cette insolente longévité? Faut-il en rechercher le secret dans le bilan d'une décennie qui a profondément transformé l'Espagne? Il n'y a pas eu seulement la *Movida*

qui a fait sauter les derniers carcans ou tabous, entretenus et hérités, du franquisme, mais aussi une mutation politique et économique profonde de cette monarchie constitutionnelle. Ce changement était-il celui promis par le parti de Felipe Gonzalez, qui avait justement fait campagne sur le thème du *cambio* et de la modernisation? Une métamorphose socialiste?

Secrétaire général du PSOE depuis déjà huit ans, «ce garçon aux cheveux noirs» qui avait qualifié François Mitterrand, accédé au pouvoir. Il est tout juste quadragénaire, avec de belles idées et un programme ambitieux. Aujourd'hui, à l'heure des bilans, les socialistes estiment qu'ils ont réalisé «une politique solide et progressive sans précédent dans l'histoire du pays», qu'ils ont contribué à un «développement de la richesse nationale et à son partage». Des assertions qui méritent quelques nuances.

Une leçon vite apprise

Certes, jadis, le jeune évocat sévillan avait, ni plus ni moins, déclaré que la transformation socio-économique de l'Espagne «résidait dans l'élimination progressive de l'économie capitaliste». «L'idéologie», nom de la clandestinité, n'avait pas encore disparu sous Felipe. L'arrivée au pouvoir et son exercice ont rapidement fait le tri dans le discours réformiste radical. Déjà, en 1979, cinq ans après le congrès de Sarriena, en octobre 1974, qui l'avait porté à la direction du parti, un Felipe de plus en plus mesuré obtenait de pouvoir réviser la référence «marxiste» des statuts de sa formation au terme d'une lutte épique d'où il sortira renforcé. D'aucuns diront que, de toute façon, il avait toujours été un marxiste tendance molle. A cela, il avait répondu : «Ce parti est démocratique et doit transformer la société démocratiquement. En conséquence, il faut tenir compte de l'opinion de la majorité de la société».

Le pragmatisme perçait sous cet homme dont beaucoup se sont



demandé s'il était véritablement un socialiste. Au regard de quel dogme? Toujours est-il que le nouveau locataire de la Moncloa (palais de la présidence) prend, dès le départ, bien garde de ne pas romber dans les mêmes embûches que ses homologues français du congrès de Valence. La leçon a été rapidement apprise. Il ne faudra pas longtemps aux détracteurs du PSOE pour dire que «c'est un parti qui, en se réclamant de la gauche, s'est installé au centre pour mener une politique de droite».

Le véritable projet de Felipe Gonzalez n'a en fait jamais été de transformer radicalement la société espagnole en application du respect sacro-saint des principes socialistes. Il n'a jamais été de «changer l'Espagne de telle manière que la mère qui l'a enfantée ne la reconnaitra plus après vingt ans de pouvoir socialiste», selon la formule de son second et compagnon de toujours, Alfonso

Elle a, en tout cas, été dominée par l'omnipotence du PSOE et marquée par l'effacement des chrétiens-démocrates d'Adolfo Suarez, la marginalisation des communistes, la longue quête de la droite et le divorce d'avec les syndicats.

La rupture historique avec l'UGT (Union générale des travailleurs), en 1988, qui provoquera une grève générale - la première depuis un demi-siècle - constituera une étape importante de cette évolution. Nicolas Redondo, secrétaire général de ce syndicat-frère, aura ces mots amers : «Jamais aussi peu de gens, en aussi peu de temps, n'ont ruiné autant d'illusions». Deux ans plus tard, la double appartenance au parti et au syndicat était rayée des statuts du PSOE. Le glissement vers le libéralisme s'est poursuivi au fil des ans, provoquant le raidissement des plus orthodoxes, dont le chef de file n'est autre que le vice-secrétaire général du parti, Alfonso Guerra.

Afflux de capitaux

Personne ne conteste en revanche l'orientation du régime, qui a permis à l'Espagne de sortir de son isolement. Le succès le plus important des dirigeants socialistes fut, sans conteste, d'obtenir, en 1986, l'entrée dans la Communauté européenne. «Si ce n'avait pas été le cas, aujourd'hui l'Afrique commencerait aux Pyrénées», a fait remarquer l'hebdomadaire *Cambio 16*. Les conséquences de cette adhésion sont en effet incalculables pour le pays, à la recherche d'une légitimité extérieure. Répercussions psychologiques mais également économiques, puisque cette entrée a engendré un boom de développement et un afflux de capitaux.

MICHEL BOLE-RICHARD
Lire la suite page 10

IUA
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ **Université à San Francisco**, spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration for International Management

■ **Filière d'admission : 3^e CYCLE :**
Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ **Programme américain de 12 mois à San Francisco**, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chailot, 75116 Paris
Tél.: (1) 40 70 11 71

L'avenir d'une

Le spectre de Maastricht

ESPACE EUROPEEN

La résurrection des « sassi »

A Matera, petite ville du Mezzogiorno, l'habitat rupestre raconte un pays presque disparu, mais dont certains voudraient retenir des leçons d'art de vivre

L'E cœur antique de Matera, réminiscence byzantine, se dresse au-dessus d'un vertigineux promontoire rocheux. Une ville de l'Orient marquée à l'Italie : ainsi surgit le chef-lieu de la Basilicate, parmi des vallées arides et des grottes, crevasses parsemées d'oliviers et d'arbrassas dominés de tuf sculptés par l'érosion en de multiples figures – les sassi, « cailloux » en italien.

Il y a quelques millénaires, des populations chassées du littoral, vers le cinquième siècle, des moines byzantins cherchèrent refuge ici. Ils aménagèrent des grottes dans ce relief karstique maléfique. Les sassi firent un bon habitat troglodyte, puis une agglomération fortifiée, archétype du logement rupestre répandu dans les Pouilles. D'autres fermes et villages du même style se sont ainsi développés à Petrucci, Massafra, Altamura, et, bien sûr, à Alberobello, berceau des *trulli*, maisons à l'architecture conique plus élaborée que les sassi.

Il demeure ici un douloureux héritage pour la conscience italienne, depuis ces années 1948-1950 où des hommes politiques se sont faits l'instrument du destin. Palmiro Togliatti, communiste, et Alcide De Gasperi, démocrate chrétien, dénoncèrent le scandale et la misère de ces lieux, où s'entassaient quelque seize mille habitants, dans des conditions extrêmes d'insalubrité. « Honte nationale », tel fut leur verdict à propos des sassi. La phrase hante encore la conscience des acteurs de Matera, politiques, architectes, écrivains, tant elle semblait nier que des hommes avaient, si mal soit-il, vécu ici pendant des siècles.

Il est d'ailleurs devenu presque impossible de se faire projeter à Matera. Le Christ s'est arrêté à Eboli, le film que Francesco Rosi a tourné en 1978 à Guardigli-Petrucchi, village de la Lucanie (devenue la Basilicate) d'après le chef-d'œuvre de Carlo Levi. « Ce film donne une image possédée des sassi et de l'Italie, que nous voulons casser », explique un homme politique.

Mais les sassi continuent d'inspirer les créateurs, tel le peintre Gerardo, et de nombreux sculpteurs, fascinés par les volumes architecturaux de ces blocs de tuf. Les carrières en forme d'amphithéâtre attirent, elles, les musiciens pour qui elles forment des lieux de concert naturels en raison de leur acoustique. Une biennale internationale de sculpture est organisée depuis 1979, de juin à octobre, à Matera – où, cette année, la sculpture française a été à l'honneur.

L'initiative est venue de Raffaele De Ruggieri, qui a fondé il y a un peu plus de trois décennies



Matera, ville bâtie à même la colline.

une association culturelle, la Scaltella (le « petit escalier »). Il s'agit de promouvoir le patrimoine historique, social et artistique de la civilisation rupestre de Matera. Raffaele De Ruggieri déclare avoir voulu « réhabiliter l'image de honte attachée aux sassi ». Selon lui, il y a maintenant unanimité de la classe politique italienne pour assumer cet héritage. Il a également organisé, en 1969 à Matera, le deuxième congrès national d'archéologie chrétienne.

Un exode long et douloureux

Cette action va de pair avec celle du maire de Matera, Francesco Saverio Acito, qui s'est engagé il y a dix ans à entreprendre un ambitieux programme de réhabilitation des sassi – en fait « en restauration permanente depuis quarante ans », selon Lella Mancini, enseignante vivant à Rome mais qui a passé son enfance ici. Pour l'édile, financer la rénovation était le moyen cooerct d'« assumer les sassi dans leur dimension historique, sociale et artistique », afin d'en briser l'image de fatalisme et de misérabilisme.

Les travaux ont commencé en 1990. Le promoteur est frappé par le spectacle des grutes et des chantiers, contrastant avec l'aspect de ruines et le sentiment d'abandon qui prévaut par endroits.

Matera compte 57 000 habitants, mais à peine 1 000 vivent actuellement dans les sassi – dont environ 200 squatters. Des anciens bébi-

teints troglodytes, 24 000 ont été transférés dans des HLM périphériques entre 1957 et 1977. L'exode fut long et douloureux. Certains stigmatisaient encore aujourd'hui les politiques qui ont détruit toute une vie sociale, et recasés des paysans dans des cités-dortoirs parfois entourées de verdure.

Francesco Saverio Acito évalue le coût du programme de rénovation, étalé sur dix ans, à environ 700 milliards de lires (3 milliards de francs), dont une centaine sont engagés depuis 1989. Le financement est fourni par l'Etat, la commune, les investisseurs privés, et par la Communauté européenne, à

hauteur de 15 millions d'euros. Le maire de Matera souhaite voir les sassi se reconstruire, mais il emprend pas à la réalité des travaux après quarante ans d'abandon.

En décembre dernier, une vingtaine de jeunes couples ont choisi de s'installer dans les anciennes habitations troglodytiques qu'ils restaurent, partiellement subventionnées par la ville. Or les loyers y sont plus chers que dans les quartiers neufs ! D'autres dénoncent l'engouement et l'effet de mode provoqué par les sassi chez certains intellectuels. Ces habitations, observe ainsi un architecte, « ne

devraient pas être un lieu d'habitation à rénover. Leur architecture n'est pas adaptée aux besoins modernes. Il faut rompre avec cette démarche qui relève de la mauvaise conscience qui fait porter et supporter de façon irrationnelle le passé au lieu de l'assumer ». Il préconise plutôt l'aménagement dans les sassi d'un musée de l'habitat rural ancien.

Fresques byzantines

Au hasard d'une promenade dans les ruelles, il n'est pas surprenant, aujourd'hui, de découvrir l'envers du décor, inattendu : une crypte, un monastère, un couvent armenien ou orthodoxe, des peintures rupestres, des fresques byzantines qui éclairent les parois de leur or vieilli – une centaine de petites chapelles dans et hors la ville, autant de trésors qui témoignent des « riches heures » et forment un musée vivant. Le passé de Matera dort ainsi, derrière les blancs de ses grottes, myriades d'yeux sans regard (1).

Dans la ville moderne aussi, une certaine atmosphère tragique et hellène échappe quand on pense la saisir : lorsque, entre deux maisons roses sagement rectilignes et quelques cyprès, débouche soudain des vertiges de perspectives, minuscules et mi-ruelles, déboulant sur de petites cours aux voûtes blanches – les *vicinati*, anciens espaces communautaires – et sur des maisons aux toits bousculés et aux murs épais qui happent le silence...

BRIGITTE CAMUS-LAZARO

(1) Sur Matera, où il a passé toute sa vie, Amerigo Restucci, professeur d'histoire de l'architecture à l'université de Venise, a écrit un beau livre en noir et blanc, *Matera, la sassi*, éditions Einaudi, 1991.

La décennie Felipe Gonzalez

Suite de la page 8

Depuis longtemps présenté comme possible successeur de Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne, Felipe Gonzalez a toujours été un « euro-partisan », convaincu que la CEE est le seul locomoteur capable de tirer son pays vers l'avant. L'avenir consistait aussi pour lui à faire partie de la famille atlantique, après avoir pourtant mené campagne, en 1982, contre la participation à l'OTAN. Le 12 mars 1986, le référendum en faveur du maintien de l'Espagne dans l'Organisation s'est révélé être, en fin de compte, un véritable plébiscite. La consécration de cette place retrouvée dans le concert des nations sera l'entrée, cet automne, au Conseil de sécurité de l'ONU.

Admise dans la cour des grands, l'Espagne s'engouffrait d'être à nouveau un pays considéré, une nation sans complexe. Si quelques doutes devaient encore subsister, l'année 1992 aura permis de les dissiper grâce à la réussite des Jeux olympiques et de l'Exposition universelle de Séville. Ce besoin de reconnaissance assouvi, reste encore à se maintenir dans la course. Venue de ses nouveaux habits que sont la démocratie et la considération internationale, l'Espagne n'a encore pu éradiquer le terrorisme et assagir suffisamment les autonomies régionales. Le pouvoir peut se vanter d'être à la tête de « l'un des trois pays les plus décentralisés au monde », devant les Etats-Unis et l'Allemagne, cela ne lui enlève pas pour autant l'épine du pied. Quant à l'ETA, le mouvement séparatiste basque, il est moribond, mais peut encore frapper et survivre longtemps.

Tenace et persuasif

Ce n'est pas, cependant, de ces deux côtés-là que pointe l'incertitude. Le marché commun unique de janvier 1993 risque d'être un obstacle difficile. De nombreux secteurs encore perdus de ses nouvelles administratives ne sont pas préparés à ce défi. La déréglementation, la recherche de la compétitivité, la mise en application des principes de l'économie de marché, n'ont pas toujours donné les résultats escomptés. De plus, les restrictions exigées par le respect du plan de convergence et les répercussions de la récession risquent de peser très lourd lorsqu'il s'agira de continuer de coller au peloton de tête européen, ce qui est l'objectif de Felipe Gonzalez.

Ce dernier n'a pas pour autant cherché à fuir ses responsabilités en ce moment de crise. « La responsabilité, c'est la nôtre, c'est celle de ce gouvernement », a-t-il enfilé, il y a trois semaines, aux Cortes des députés.

Le moment apparaît donc comme particulièrement mal choisi pour le chef de l'exécutif de partir, comme on lui en a souvent prêté l'intention. « Ceux qui me connaissent savent que je préfère les situations difficiles aux situations faciles. Comment traduire cela en termes politiques ? Je n'ai répondu au *Financial Times* au début du mois d'octobre. Normalement, je ne me rends pas quand les choses deviennent difficiles. » Tenace et persuasif, cet homme, que l'on dit fatigué de gouverner, trop isolé dans son palais, plus intéressé par ses hobbies que par les joutes parlementaires, est donc prêt à conduire de nouveau ses

troupes à la bataille des élections générales de 1993.

Ce sera sans doute le plus âpre de tous les combats menés jusqu'à présent. Le PSOE va devoir surtout le livrer contre la crise, la morosité, la perte de confiance. Les socialistes espagnols, comme leurs homologues français, n'ont pas été épargnés par les scandales. Le plus grave a fait trébucher de la vice-présidence Alfonso Guerra en raison des malversations imputées à son frère Juan. Le dernier en date a éclaboussé le gouverneur de la Banque d'Espagne, Mariano Rubio. L'avant-dernier a obligé le ministre de la santé, Garcia Valverde, à démissionner au mois de janvier.

Après dix ans de survie, Felipe Gonzalez, avec son verbe facile et son art de séduire, peut-il encore convaincre ? Un dessinateur a récemment résumé la situation politique du pays en ces termes : « Les Etats-Unis ont trois candidats à l'élection présidentielle : Bush, Clinton et Perot. L'Espagne a Felipe, Gonzalez et Marquez. » Les deux noms du président. Le croquis est fait.

MICHEL BOLE-RICHARD

REVUE DE PRESSE

John Major dans la tourmente

Dès le début du mois d'octobre, l'hebdomadaire britannique *The Economist* jouait les Cassandre. Présentant les tempêtes à venir, le magazine écrivait : « La réponse traditionnelle de Major aux gageures compliquées est de faire le gentil (...). Mais le gentil est trop doux pour le désordre actuel (...). Le moment est venu pour le Méchant. »

Le mardi suivant la perution de ce numéro, la Grande-Bretagne se cabre à l'annonce abrupte de la fermeture de plus de la moitié des puits de charbon et du licenciement de près de 30 000 mineurs. Soudain, John Major « le gentil » se fait méchant, mais à son détriment. Devant le tollé, il est contraint de battre en retraite. L'ensemble de la presse britannique s'élève contre sa décision et le presse de faire marche arrière, puis lui reproche d'être une gloutonne. Le *Sunday Telegraph* écrit dans son éditorial du 18 octobre : « Mon honneur est une fois de plus en jeu, dit John Major, mais comment peut-il défendre ce qu'il a perdu. (...) Les Britanniques ressemblent aux soldats de la première guerre mondiale : des lions dirigés par des ânes. » Suite au double revirement du premier ministre, qui revient sur sa politique minière et sur sa politique économique, le *Financial Times* écrit le 23 octobre : « Nous connaissons maintenant la stratégie du gouvernement. (...) Elle tient en un mot : survivre. »

A l'inverse de la presse britannique, le *Wall Street Journal* considère la fermeture des puits non pas comme une « lubie », mais comme « une réponse à un problème fondamental ». Au lendemain de la volte-face du premier ministre, qu'il regrette, le journal écrit : « La marche arrière d'hier sera interprétée comme une nouvelle humiliation pour John Major. Mais les défauts de Major émanent de ses vertus. Il est déterminé à conduire un gouvernement sérieux (...). Face à la bataille minière qui oppose les Etats-Unis et l'Allemagne, ou face à l'héritage de la nationalisation des mines, ce n'est certes pas une mauvaise chose d'avoir un homme sérieux à la barre. »

Un mécontentement social croissant

Le quotidien espagnol *El País* est également moins critique à l'encontre de M. Major, mais il ne montre pas moins qu'il a une vision pessimiste quant à son avenir : « Le grand problème est de savoir si Major sera capable de résister à l'orage qui menace. Les mineurs ne sont que le fer de lance d'un mécontentement social croissant qui affecte de plus en plus, outre les chômeurs et les fonctionnaires, les classes moyennes », écrit-il. Après la parution des résultats d'un sondage paru le 22 octobre, selon lequel seuls 16 % des Britanniques disent faire encore confiance à leur premier ministre, *El País* commente : « Major a obtenu le leadership des Tories et a gagné les élections en avril avec quatre compromis : Maastricht, le système monétaire européen (SME), une livre forte et une inflation faible. Mais Maastricht ne séduit pas les Britanniques, la livre a quitté le SME et se déprécie à une vitesse vertigineuse, et tous les pronostics signalent un retour de l'inflation. »

La quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* commente, pour sa part, la prochaine épreuve du premier ministre, la ratification du traité de Maastricht, dont le débat préliminaire a été avancé au 4 novembre : « Définit les Britanniques comme de « mauvais Européens » est l'éternel malentendu (...). Lorsque les Allemands et les Français leur prouvent – par des actes et non plus par des symboles – que l'idée de l'Europe une prend forme et vie, les Britanniques n'en resteront plus étonnés. »

LIVRES ET REVUES

L'INFLUENCE FRANÇAISE EN EUROPE

La dernière livraison du groupe des Belles Feuilles, qui rassemble de jeunes décideurs français et étrangers passionnés par la construction européenne, passe au crible l'influence de la France en Europe. Un double regard, introverti et extraverti, permet avec clarté de se cerner dans plusieurs de ses dimensions : culturelle, industrielle, juridique, etc. M. François Perrot, président du CNPF, y appelle à lutter contre « les vieux démons du nationalisme et de leur avatar économique, le protectionnisme », tandis que M. Frank Vibert, directeur de l'Institut of Economic Affairs de Londres, s'interroge sur la façon de bien faire fonctionner le principe de philosophie politique qui est le subsidiarisme.

L'« influence française en Europe », dossier du groupe des Belles Feuilles (groupe des Centres européens), 144 pages, 80 F, 47, rue de l'Université, 75007 Paris. Tél : 45-44-14-15.

LES CLÉS DU MARCHÉ UNIQUE

Maastricht n'est pas encore définitivement refuée, contrairement à l'Acte unique européen qui entre en vigueur le 1^{er} janvier prochain. La publication d'AGRA Europe consacrée au futur grand marché se veut la parfaite référence pour les décideurs et les entreprises « face à la nouvelle donne économique et juridique européenne ». Cette revue aborde dans le contrat le mode de fonctionnement du futur mar-

LES PAYS D'EUROPE OCCIDENTALE

Une synthèse sur l'actualité politique, économique et diplomatique de dix-huit Etats d'Europe occidentale, qui permet d'apprécier les évolutions de 1981, avec les problèmes intérieurs et l'attitude par rapport aux événements internationaux.

Les Pays d'Europe occidentale, sous la direction d'Alfred Grosser, le Documentation française, 342 pages, 110 F.

VERS UNE NOUVELLE EUROPE ?

Cet ouvrage collectif, édité par Mario Telo, auquel ont participé des hommes politiques et des universitaires, reprend les actes d'un colloque organisé en février dernier par l'Institut d'études européennes de Bruxelles. Il trace des pistes de réflexion pour les futures relations entre la Communauté et l'Europe de l'Est.

Vers une nouvelle Europe. Editions de l'université de Bruxelles, 28, avenue P.-Hager, 1050 Bruxelles, 561 pages, 268 F.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS OCTOBRE 1992

UN SEUL DOSSIER : L'ALGÉRIE DEPUIS 1945

Ce numéro spécial de *Dossiers et Documents* consacre 16 pages à l'histoire de l'Algérie, de la domination française à l'indépendance, à travers les archives du journal *Le Monde*. Trois grandes étapes : la colonisation d'abord, et l'erratique mise en place d'un statut, suite d'incertitudes et d'ambiguïtés qui va déboucher sur sept années de guerre. L'Algérie gagne son indépendance dans le sang au prix du départ massif des Européens. La période contemporaine voit la dégringolade économique, la corruption de la nomenclature, le désespoir d'une jeunesse trop nombreuse et mal formée et la montée du courant islamiste, nourri de la misère et du mécontentement.

Au sommaire des « clés de l'info » : la campagne pour l'élection du président des Etats-Unis, la chute du dollar, la question de l'Etat-nation, les dérives de l'inculpation, le tarif réduit du PC chinois, le marché des déchets, le tarif réduit au cinéma le mercredi, la polémique autour des ours pyrénéens, la natalité n'est plus ce qu'elle était, l'achat d'espaces publicitaires et les centrales, que se passe-t-il en Irak aujourd'hui ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 17 F

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

Le débat de censure à l'Assemblée nationale

L'opposition veut prendre date pour les lendemains de l'alternance

L'Assemblée nationale devait discuter, lundi 26 octobre, de la motion de censure déposée par les groupes RPR, UDF et UDC contre la politique budgétaire du gouvernement. Prenant date pour le lendemain des élections législatives, l'opposition entend convaincre son électorat que, même si elle l'emporte en mars, l'héritage socialiste risque d'hypothéquer durablement le redressement économique.

C'est avec *« l'esprit tranquille »*, comme il l'avait affirmé, le semaine passée, à la veille du début sur le projet de loi de finances pour 1993, que le premier ministre devait aborder, lundi 26 octobre, la motion de censure déposée par l'opposition après le vote de la dernière partie du budget. A la différence de ce qui s'était passé le 1^{er} juin, lors de la première motion de censure engagée contre le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, le Parti communiste ne compte pas, cette fois-ci, mêler ses voix à celles de la droite.

Pour justifier sa non-participation à tout sur la première partie du budget, consacrée aux recettes, le groupe communiste à l'Assemblée nationale a découvert, cette année, que ce vote de l'article d'équilibre — qui fixe le montant du budget — n'est qu'une étape technique et provisoire. A moins que le Sénat ne décide de le modifier, le PC s'est, en fait, engagé dans une nouvelle offensive destinée à « réorienter à gauche » la

sion de la première partie du budget, ils n'ont consacré que quelques minutes, lors de la réunion du 12 septembre, à l'examen des recettes et laissé leurs spécialistes seuls face au gouvernement. Le coup de colère du rapporteur général de la commission des finances, M. Alain Richard, contre le cabinet de M. Bérégovoy est, de ce point de vue, tout à fait injuste. Il aurait pu tout aussi bien viser le manque de solidarité de son propre groupe.

Figaro, en réponse aux points exprimés précédemment
MM. Balladur et Philippe Séchouan. Dans sa réponse aux différents points de la question, M. Barrot (UDC), Charles M. (UDF), Bernard Pons (RPR), Auroux (PS) et Louis de Funès (PR) ont répondu que le premier ministre devrait rendre son pouvoir à la nation, au lieu de s'occuper de son pouvoir. M. Barrot a dit qu'il y a eu d'autre politique possible et que le budget constitue bien « une réorientation » à l'actuelle situation.

A droite, après la reprise de la sempiternelle discussion sur les primaires, le débat de censure aura comme principal thème : la détermination d'un véritable « unité de l'opposition ». Le texte de la motion résume les principales critiques formulées, tout au long de la session parlementaire, par les différents groupes de l'opposition : les hypothèses économiques, les affirmations sur la conjoncture, les affirmations sur la conjoncture, les affirmations sur la conjoncture.

M. Marchais dénonce l'«hallucinant comportement des dirigeants du pays»

Le PCF a réuni, samedi 24 et dimanche 25 octobre, à Villejuif, une conférence nationale consacrée au renouvellement de l'activité des militants communistes dans les entreprises. Neuf cent vingt-deux délégués y ont participé et cinquante-cinq d'entre eux sont intervenus dans la discussion. Concluant les débats, M. Georges Marchais a réaffirmé l'objectif de « réorienter à gauche » la politique du gouvernement en dénonçant « l'adhésion comportement des dirigeants du pays » qui « s'obtiennent, selon lui, à ne pas prendre en considération l'ampleur du « non » exprimé au référendum du 20 septembre.

Le secrétaire général du PCF, dans son allocution, a notamment affirmé : « Tous les cadres politiques des dirigeants du pays se sont révélés désastreux. (...) Il y a quelques semaines, pendant qu'ils critiquaient les militants du « non de gauche », ils n'avaient pas de mots assez flatteurs pour encenser le « grand homme d'Etat » qu'était selon eux Giscard d'Estaing... Manifestement, c'est-à-dire sur le pied de la lettre, car le voilà qui exige aujourd'hui du président de la République qu'il lui laisse sa place dans les meilleurs délais ! (...) Non seulement le respect de la démocratie et la fidélité à ceux qui les ont élus, mais le simple instinct de conservation devraient conduire le président et son gouvernement à entendre le message que les forces vives de notre pays leur ont adressé et à réorienter à gauche leur politique. Mais non ! Ils s'obstinent. Au peuple, contre toute vérité, ils continuent de répéter : « Tout va bien... A la droite, contre toute raison, ils continuent de sourire. Ainsi de leur projet de budget : calqué sur les exigences du patronat et de la droite française et européenne, il provoque le mécontentement légitime du monde du travail. Le RPR et l'UDF leur en ont-ils gré ? Assurément ! Ils y voient au contraire une occasion de se séparer, de faire démagogiquement l'écho de cette colère au moyen de la censure. (...) Tel est l'hallucinant comportement des dirigeants du pays. Plus ils persistent dans cette

M. Bérégovoy veut être le coordonnateur de la majorité présidentielle

M. Pierre Bérégovoy a participé samedi 24 octobre, à la Sorbonne, à une conférence intitulée de la réunification. Cette manifestation, organisée avec le soutien, notamment, du conseil régional d'Île-de-France, mettait en vedette des personnalités du monde des sciences, de la culture, de la littérature, de la politique, devant des milliers d'étudiants français et étrangers. A cette occasion, le premier ministre a précisé le rôle qu'il entendait tenir lors de la campagne des élections législatives du mois de mars prochain, en affirmant : « Je suis convaincu sans ambiguïté et dans le respect des convictions des autres. Il a ajouté que, « comme chef du gouvernement », il s'efforcera de « coordonner le PS, les radicaux de gauche, les réformateurs », précisant que pour chacun d'eux restera « à sa place ».

Faisant allusion aux critiques émises par certains membres du PS après les propos tenus par des membres du gouvernement, comme M. Marie-Noëlle Lienemann ou M. Jean-Claude Gaudon, le ministre a déclaré : « Je regrette les édicts de voix quand ils ont un caractère personnel mais je souhaite le débat dans ce pays... C'est fini pour moi, ça ne peut plus continuer. Je ne veux pas être édicté en sonneur qui ne peut rien dire... »

An « Grand Jury RTL-le Monde »

Selon M. Strauss-Kahn, il appartient à M. Fabius de « conduire la campagne électorale »

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, a estimé dimanche 25 octobre, au « Grand Jury RTL-le Monde », qu'il appartient à M. Laurent Fabius de mener la campagne pour les élections législatives. « J'étais de ceux, il y a quelques années, qui pensaient que le premier secrétaire doit conduire la campagne électorale. Je suis toujours de cette opinion. C'est à Laurent Fabius de mener cette cam-

pnifn déclaré : « J'ai entendu plusieurs hommes politiques, de gauche ou de droite, considérer que le Jumeau Haute Cour n'était pas une bonne solution. Je suis de leur avis : il faut qu'il y ait une justice unique qui s'adresse à tous les Français, qu'ils soient responsables politiques ou non. »

Le MRG s'inquiète

des difficultés
d'un accord

A propos du Parti socialiste, M. Strauss-Kahn a déclaré qu'il a aujourd'hui « un certain nombre de réflexions » et qu'il ne peut pas dire, « il ne faut pas organiser le défilément syndicaliste, surtout de la part de ceux dont les fonctions de responsabilité qu'ils occupent au gouvernement, au Parlement ou ailleurs, sont entièrement dues à leur appartenance au Parti socialiste ». « Je trouve cela un peu indigne », a-t-il dit. Le ministre Strauss-Kahn a aussi déclaré, à propos de la déclaration de M^{me} Marie-Noëlle Lénormand, qu'« on a le droit de formuler des remarques du type « Le PS n'a fait son temps », mais, si on le formule, alors on va faire autre chose ailleurs. Personne n'est obligé de rester au Parti socialiste ».

AVEC LES SOCIALISTES

Les discussions entre le Parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche en vue des prochaines élections législatives se poursuivent depuis le 20 juillet. Une première réunion s'est tenue le mardi 27 octobre. Pour le président du MRG, M. Jean-François Hory, « les conditions politiques d'un accord global et notional ne sont pas réunies » et, ajoute-t-il, « compte tenu des contre-propositions des radicaux de gauche, il est probable qu'elles le seront prochainement ». M. Hory a fait le point des négociations samedi 24 octobre devant le comité directeur de son mouvement.

Outre son souhait d'une déclara-

Le ministre de l'Industrie et du commerce extérieur a également réagi au verdict du procès du sang contaminé en se déclarant «*choqué*» par l'absence du principal accusé, le docteur Garzeta. A propos du jugement en Haute Cour souhaité par l'opposition pour certains membres du gouvernement de l'époque, le ministre a

tion», les radicaux de gauche justifient leur demande par la nécessité d'« affirmer l'identité radicale », la possibilité ainsi donnée au PS de présenter « un visage plus pluriel » et les exigences de la nouvelle loi sur le financement des partis politiques accordant une aide financière aux seules formations présentant au moins soixante-quinze candidats.

Le MRG juge insuffisantes les contre-propositions du PS portant sur vingt-huit circonscriptions, dont dix des onze assemblées détenues par le MRG, et sur une douzaine, voire une quinzaine, de « suppléances significatives ». Le comité directeur du MRG, devant l'évolution des discussions avec son partenaire naturel, a donc décidé d'approfondir les contacts avec les écologistes, les réformistes, d'anciens socialistes et diverses personnalités de la majorité présidentielle en vue de la constitution d'un « pôle réformiste » qui pourrait présenter des candidats

D'autre part, M. Hory a proposé, dimanche 25 octobre, devant l'assemblée générale des jeunes radicaux valaisiens, la constitution d'un club, « Convergences radicales », où le Parti radical et le MRQ pourraient mener une réflexion commune sur des thèmes comme la réforme des institutions ou la construction européenne. M. Yves Galland, président du Parti radical, comme M. Hory ont rappelé que la réunification lactique de la famille radicale n'est pas d'ordre du jour.

M. Balladur (RPR)
estime que
« la cohabitation
n'est pas évitable »

M. Edouard Balladur, député RPR de Paris, a expliqué, dimanche 25 octobre à « l'heure de vérité » sur France 2, que « la cohabitation n'est pas évitable » et qu'il ne faut pas « réécuser ce qui est inévitable. » « On ne va quand même pas faire dépendre notre réponse de la plus ou moins grande difficulté du problème, a-t-il dit. Nous n'allons pas dire aux Français : « si c'est facile nous voulons bien y aller ; si c'est difficile, faites donc appel à d'autres ». La situation est difficile aujourd'hui mais elle l'était aussi en 1986. Nous avons pu gouverner et nous avons pu obtenir des résultats. »

L'ancien ministre de l'économie et des finances a fait «trois suggestions» pour relancer la croissance : donner «une plus grande autonomie à la Banque de France», en demandant, en échange, à l'Allemagne «de ne plus fixer ses taux d'intérêt de façon solitaire»; «faire preuve de plus d'inventivité» dans la politique des taux d'intérêt; enfin, «faire voter un collectif budgétaire pour économiser de 15 milliards à 20 milliards de francs qui seraient affectés à toute une série de mesures, comme l'aide au secteur logement ou une réduction des tranches de l'impôt sur le revenu pour faciliter la consommation».

Des soupçons sur la Haute Cour

M. Balladur a estimé, d'autre part, que les primaires à droite en vue de l'élection présidentielle « sont souhaitables ». « Nous avons fait deux fois l'expérience de la division, en 1981 et en 1983. On n'a vu ce que ça donnait. [Les primaires] sont nécessaires. Elles sont possibles », a assuré M. Balladur qui a jugé « psychologiquement et humainement normale » la candidature à ces primaires de responsables politiques tels que MM. Michel Noir ou François Léotard.

Le député de Paris s'est enfin déclaré favorable à un « autre système » que celui de la Haute Cour pour juger de la responsabilité politique du gouvernement dans l'affaire du sang contaminé. « La Haute Cour (...) est un organisme politique qui ne comprend que des parlementaires et qui, donc, sera forcément soupçonné de juger pour les motifs politiques », a expliqué M. Balladur, qui a proposé de la remplacer par un organisme « composé de parlementaires et de hauts magistrats, du président de la Cour de cassation, du vice-président du Conseil d'Etat et de quelques personnalités ayant exercé des fonctions importantes dans l'Etat ».

Le débat sur les primaires au sein de l'opposition

M. Bosson (CDS) :
« Giscard-Chirac, nous avons
déjà donné »

M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, a défendu, dimanche 25 octobre au « Forum-Radio », le système des primaires au sein de l'opposition, en soulignant qu'il y avait « une certaine désespérance à imaginer que l'on va recommencer à avoir un duel fructifère Giscard-Chirac » au premier tour de l'élection présidentielle. « Je ne veux pas revoir Giscard-Chirac, nous avons déjà donné », a déclaré M. Bosson en estimant « extraordinaire que l'élection présidentielle soit la seule élection où l'on pense que la division est le meilleur moyen de faire une addition.

Le secrétaire général du CDS s'est déclaré favorable aux primaires pour les élections législatives dans les circonscriptions tenues par l'opposition et pour un candidat unique de droite « créant la dynamique dans les circonscriptions à conquérir ». Évoquant la probable victoire de l'opposition aux élections législatives, M. Bosson a observé : « Le pire pour nous, c'est que, les Français étant plus à gauche et les socialistes, nous allons gagner, mais si nous gagnons sans projet, sans contrat, et sans qu'ils nous aiment, nous ne gagnerons pas pour longtemps et nous ne pourrions pas faire grand-chose. »

DEMANDEZ NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
INITIATIVES

REFONDACTIONS

vous invite à un débat public :

EUROPE

Après le référendum, comment parvenir à une Europe démocratique, sociale et ouverte sur le continent et sur le monde ?

JÉUDI 29 OCTOBRE A 20 h 30

MAISON DE LA CHIMIE

28, rue Saint-Dominique Paris 7^e (M^o Invalides)

Sous la présidence de

avec la participation de :

Malek BOUTH
Charles FITTERMAN
Georges MONTARON

Claude CHEYSSON
Philippe HERZOG
Pierre MOSCOVICI
Dominique VOYNET

Le Monde INITIATIVES

A Ch

POLITIQUE

En désignant de nouveaux présidents de fédération

Le PR et le RPR cherchent à reprendre position à Lyon

MM. André Soulier et Alain Mérieux viennent d'être désignés comme présidents, respectivement, du PR et du RPR du Rhône. Avec ces deux personnalités, peu suspectes de complaisance pour le maire de Lyon, M. Michel Noir, les partis de droite lyonnais comptent reprendre l'initiative à quelques mois des élections législatives.

LYON

de notre bureau régional

En moins d'une semaine, la droite lyonnaise a voulu mettre un terme aux flottements qui la caractérisaient depuis plusieurs années. Le 22 octobre, « la démission de Jacques Chirac », M. Alain Mérieux a postulé à la présidence du RPR du Rhône : le comité départemental l'a élu par 109 voix sur 112 votants. Le 16 octobre, M. André Soulier avait inauguré, lui, sa fonction de président du Parti républicain par une formule claire : « J'ai des renoncements passés ».

Ces deux personnalités ont en commun de ne pas être - c'est le moins qu'on puisse dire - des inconnus du maire de Lyon. Ainsi, M. Soulier, ancien premier adjoint de la municipalité UDF (de 1983 à 1989), devenu simple conseiller municipal, a exprimé à plusieurs reprises, publiquement, ses désaccords avec M. Noir sur la gestion de certains dossiers. C'est donc en toute connaissance de cause que l'assemblée générale du PR - une fédération qui a vu ses effectifs passer de trente-sept adhérents à trois cent soixante-quatre - a préféré à l'autre candidat au poste de président, M. Jean-François Mermet, actuel premier adjoint au maire de Lyon.

Quant à M. Mérieux, il avait jusqu'alors affirmé vouloir s'en tenir à son mandat de premier vice-président du conseil régional Rhône-Alpes et à ses activités de président-directeur général de l'Institut Mérieux et de Biométrieux. « La démocratie est suffisamment importante pour qu'on consacre quelque temps à la res publica », explique-t-il aujourd'hui pour justifier son nouvel engagement. L'industriel, qui met souvent en avant son « attachement à M. Chirac », vient à préciser qu'il n'a pas « la mequinerie d'entrer en politique contre quelqu'un ». Mais, depuis 1989,

M. Mérieux ne fait pas mystère de ses divergences avec la trajectoire suivie par le maire de Lyon. Son arrivée à la présidence du RPR du Rhône, presque deux ans après que M. Noir eût quitté avec fracas, n'est donc pas anodine.

Certains cadres du mouvement le désignent désormais sous l'abréviation explicite d'« AMX ». Serait-ce son nom de code pour partir à l'assaut de la deuxième circonscription du Rhône, celle de M. Noir ? M. Mérieux affirme n'avoir « aucune velléité » de solliciter un mandat : « Mais la vie m'a appris que les choses peuvent bouger très vite », ajoute-t-il.

Les investitures pour les élections législatives constituent la première épreuve de ces deux nouveaux présidents. Et tous les deux, séparément, renvoient le sujet aux instances nationales. Car la situation s'avère complexe : à Lyon même, trois députés sortants sur quatre n'appartiennent ni à l'UDF ni au RPR : M. Raymond Barre (app. UDF) et deux ex-RPR, MM. Noir et Jean-Michel Dubernard. En s'en remettant aux stratégies des appareils parisiens, MM. Soulier et Mérieux indiquent qu'ils n'entendent plus abandonner la ville à son particularisme politique, notamment à l'influence de son maire.

« On verra bien, a expliqué M. Noir, qui répondait mardi matin sur RMC à une question sur une éventuelle candidature RPR contre lui. Je vais, j'imagine, dans les prochaines semaines, avoir des contacts avec les responsables de l'opposition, pour comprendre leur point de vue, faire entendre le mien. » Au cours de cette émission, M. Noir a démenti tout rapprochement éventuel avec le CDS : « J'ai une famille, la famille gaulliste ».

La volonté du PR et du RPR de reprendre place sur l'échiquier politique lyonnais, jusqu'alors occupé par le maire de Lyon, suscite des réactions. Ainsi, l'opposition probable, par le RPR ou l'UDF, du président de la chambre de commerce et d'industrie de Lyon, M. Bruno Vincent, dans la troisième circonscription - celle de M. Dubernard -, a dépassé le stade de la rumeur. Aux dernières nouvelles, c'est dans ce secteur de la ville que les deux candidats soutenus par M. Noir ont été battus par ceux estampillés RPR et UDF.

BRUNO CAUSSÉ

Les socialistes du Nord-Pas-de-Calais, réunis dans une convention régionale, ont approuvé, dimanche 25 octobre, l'accord conclu entre le PS et les Verts au conseil régional. Au sein de l'opposition, ce cet accord prive de toute majorité de rattachement, une partie des élus souhaitant la définition d'une nouvelle stratégie. En attendant, ils ont choisi de jouer la carte du blocage de l'institution régionale en repoussant, avec le concours du Front national, le projet de budget supplémentaire proposé vendredi par M. Marie-Christine Blandin.

LILLE

de notre correspondant

Encouragés par le succès de M. Alex Türk, entré au Sénat le 27 septembre en défiant les formations politiques, plusieurs élus de l'opposition menacent de créer un groupe de « renouveau » en se séparant du groupe UDF qui préside, au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, M. Jacques Legendre, nouveau sénateur RPR. Cette aspiration au renouvellement des hommes et des méthodes n'est pas nouvelle. La montée du « phénomène Borloo » avait enclenché le mouvement lors de la campagne pour les élections régionales. Face à des formations politiques qui, jusqu'alors, n'étaient pas parvenues à mettre un terme à l'hégémonie du parti socialiste, le maire de Valenciennes apparaissait à certains comme le vecteur d'un possible renouveau. M. Alex Türk, secrétaire départemental du RPR, s'est inquiété, mais il ne réussissait pas à se faire entendre des instances nationales, qui avaient la maîtrise des investitures.

Les résultats confirmaient toutefois le diagnostic des « renouévateurs » qui avaient beau jeu d'opposer la victoire éclatante de la droite aux cantonnements régionaux. Ce constat allait déboucher tout droit sur la dissolution de M. Türk au sein du RPR,

lors des sénatoriales de septembre. Une fois de plus, regrette-t-il, « c'est Paris qui allait imposer ses candidats ». Il constituait sa propre liste sous la bannière « des élus locaux » et emportait deux sièges à côté des trois conservés par la liste traditionnelle que conduisait M. Legendre.

Ce succès a incité ceux qui plaident pour la rénovation à aller de l'avant. Voici trois semaines, MM. Philippe Vasseur, député PR du Pas-de-Calais, et Marc-Philippe Daubresse, député CDS du Nord, appelaient dans un communiqué commun « au-delà des apparences, à une autre démarche politique portée par des hommes nouveaux, au service d'une nouvelle ambition qui doit se traduire le plus rapidement possible, notamment au niveau du conseil régional, mais qui doit déboucher sur la recherche des meilleurs candidats pour les élections législatives de 1993 ».

Deux événements semblent depuis avoir précipité les choses : d'une part, l'accord entre les Verts et le PS, d'autre part le choix de M. Legendre, qui préside le groupe UDF (Union pour la France) du conseil régional où il paraît contesté, d'abandonner sa mairie de Cambrai pour conserver son poste à la région. Dès lors, une partie des élus RPR-UDF était prête à constituer un groupe « renouévateur » autour de MM. Vasseur, Türk, Vignoble, député CDS du Nord,

Le blocage de l'institution régionale

Les renouévateurs revendiquaient quatre-vingt signatures sur les vingt-sept élus que compte le groupe UDF. Ce chiffre est contesté par M. Legendre. Il n'empêche que ce dernier a répondu au message plaçant pour l'unité du groupe par respect des électeurs (« Nous avons été élus unis, nous devons rester unis »), il a accepté la mise en place d'une mission chargée de tout mettre à plat. Confiée à M. Vignoble, celle-ci devra proposer d'ici un mois une charte et un règlement intérieur pour le groupe.

Les renouévateurs entendent également faire passer à l'élection d'un nouvel exécutif du groupe, et notamment de son président. Ils réclament « un fonctionnement plus démocratique ». Enfin, ils veulent - sans être parfaitement d'accord entre eux - que soit définie une stratégie claire de l'opposition, et refusent toute idée

de cogestion ou de recherche de consensus au conseil régional.

Les renouévateurs semblent vouloir jouer la carte du blocage de l'institution régionale - certains d'entre eux plaident même pour un retour devant les électeurs - car il est évident que, désormais, les Verts étant liés par un accord avec le PS, l'opposition n'a pas de majorité de rattachement, sauf à s'allier avec le Front national, ce qu'elle s'est toujours refusée à faire, pour constituer une majorité de gouvernement de la région... En revanche, elle peut former avec l'extrême-droite une majorité de blocage. Elle en a fait une nouvelle fois la démonstration, vendredi 25 octobre, lorsqu'elle a contribué au rejet du projet de budget supplémentaire proposé par la présidente verte du conseil régional, M. Marie-Christine Blandin.

L'ajustement budgétaire proposé par M. Blandin ne portait que sur une somme peu importante (146 millions de francs) rapportée au budget primitif 1992 (3,7 milliards). Mais, et c'était la pierre d'achoppement - il visait notamment à combler partiellement, par l'apport de 5,3 millions de francs, le déficit de l'ORCEP (Office régional de la culture et de l'éducation permanente) et à éviter le dépôt de bilan de cet organisme de la région dont les trente-cinq salariés risquent d'être licenciés au 31 octobre prochain. La démonstration de l'absence de majorité était faite, le groupe UDF demandait dès le lendemain matin, samedi 24 octobre, une nouvelle décision modificative du budget, affirmant cette fois prêt à « sauver » les salariés de l'ORCEP.

M. Guy Hascoët, au nom des Verts, n'a pas manqué de souligner l'aspect « curieux » d'un comportement « qui consiste à accepter le lendemain ce qu'on a refusé la veille ». « Nous avons affaire à des nihilistes qui jouent aux apprentis sorciers et prennent le Nord-Pas-de-Calais en otage de leur jeu narcissique et rétrograde », protestent les Verts, en mentionnant en avant leur volonté de « gouverner autrement ».

L'accord Verts-PS, « seule avancée vers la stabilité et vers la clarté », est une base de négociations avec toutes les autres formations à l'exclusion du Front national, affirment-ils. Dans cet esprit, les Verts ont confié deux missions : l'une à un membre de Génération Ecologie sur la protection

de l'environnement, l'autre à un élu RPR et issu du monde agricole sur le développement du milieu rural. Et c'est dans ce même esprit qu'ils souhaitent préparer le budget pour 1993.

PS-PC : la fin du « tête-à-tête historique »

« Qui sont les véritables renouévateurs ? » a demandé de son côté M. Bernard Roman, premier secrétaire de la fédération socialiste du Nord, devant la convention régionale du PS, réunie dimanche 25 octobre, à Lille, pour ratifier l'accord passé avec les Verts. Est-ce que ce sont ceux qui, à droite, tout en s'alliant avec le Front national, se taxent de modernisme, ou ceux qui osent regarder le monde qui bouge, les forces nouvelles qui apparaissent et engagent avec elles la réflexion sur le fond ? Pour M. Roman, c'est à une révolution culturelle que les socialistes ont été confrontés en perdant le conseil général du Nord et en ne réussissant pas à placer Michel Delebarre à la présidence de la région. « Il nous faut, assure-t-il, la volonté de renouer nos pratiques, nos discours, notre comportement ».

Dans ce contexte, le PS a tout intérêt à saisir l'accord passé avec les écologistes pour rapprocher la politique au quotidien et s'en servir comme levier de son propre renouvellement. « Le tête-à-tête historique avec le PC a en partie vécu », explique M. Daniel Percheron, premier secrétaire de la fédération socialiste du Pas-de-Calais, « même si nous ne devons pas renoncer à l'unité et au rassemblement à gauche demeure nécessaire pour défendre les couches populaires. Mais nous passons pour la première fois une alliance de proposition ». M. Percheron voit dans cet « accord novateur » l'occasion de « renouer aussi avec la jeunesse ». « Les écologistes aujourd'hui, souligne-t-il, ont l'âge qu'avaient les socialistes de la génération d'Epinal ». M. Michel Delebarre ne dit pas autre chose quand il souligne combien cet accord est nécessaire pour répondre aux préoccupations régionales mais aussi et surtout « par rapport à notre propre évolution ». « A nous, insiste-t-il, de faire le chemin qui va à la rencontre de notre électeur ».

JEAN-RENÉ LORE

Une élection cantonale partielle

MOSELLE: canton de Sarrebourg (2^e tour)
L. 10,595; V. 6,194; A. 41,53%; E. 3,965.

Alex Staub, RPR, 3520 (59,01%)
ELU, Robert Rossier, PS, m. de Sarrebourg, 2445 (40,98%).

[M. Staub, RPR, succède à un autre RPR, André Ziegler, décédé le 4 août dernier. Arrivé en deuxième tour de scrutin avec 30,85% des voix, soit quatre dix points de moins que son prédécesseur en septembre 1988, il l'emporte en revanche au second tour avec six points de plus que son prédécesseur.

Outre une plus forte mobilisation de l'électorat de droite, ce second tour se caractérise par de nombreux reports de suffrages à gauche. Cette dernière était majoritaire en voix au premier tour. M. Rossier, maire de Sarrebourg, arrivait en tête avec 33,87% des voix et pouvait espérer récupérer au second tour les suffrages qui s'étaient portés une semaine plus tôt, sur M. Hamman (div. g.) et sur le candidat communiste, M. Vandenberghe.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : L. 10,595; V. 5,807; A. 44,44%; E. 5,629; Robert Rossier, 1907 (33,87%); Alex Staub, 1737 (30,85%); Roland Hamman (div. g.), m. de Sarrebourg, 831 (14,76%); Jean-Louis UDF, m. de Pétange-aux-Lacs, 722 (12,87%); Jean-Louis Berger, FN, 316 (5,79%); Marcel Vandenberghe, PC, 106 (1,88%).

André Ziegler, RPR, avait été réélu au second tour des cantons de 1988, avec 2853 voix (53%) contre 2530 (46,99%) à M. Robert Rossier, PS, sur 10 415 inscrits, 5 641 votants (soit 53,3% d'abstention) et 5 383 suffrages exprimés.]

Annulation de deux élections cantonales

Le tribunal administratif de Montpellier a prononcé l'annulation de l'élection, le 29 mars, de M. Bernard Nicolau (UDF-FR) comme conseiller général du canton de Perpignan-2 (Pyrénées-Orientales). La commission nationale des comptes de campagne reproche à l'élu d'avoir dépassé le plafond des dépenses électorales autorisé par la loi du 15 janvier 1990 réglementant la publicité électorale. Au lieu des 54 412 francs permis, les comptes de campagne produits par M. Nicolau atteignent 114 764 francs. D'autre part, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand a annulé l'élection de M. René Soubeon (PS), maire d'Aurillac, dans le canton d'Aurillac-I (Cantal) où il avait été réélu avec six voix d'avance sur son adversaire, M. Annie Brunet-Fuster (RPR). Le tribunal constate que le président du bureau de vote de Belbex s'est absenté momentanément de la table de dépouillement pour revenir avec un paquet d'enveloppes (...) et qu'un doute sérieux subsiste sur l'origine de ces enveloppes. Il observe qu'il « était établi que des procès-verbaux, comportant des surcharges et rectifications, ont été présentés à la signature des membres du bureau à leur domicile, dans la nuit qui a suivi la clôture du scrutin, [ce qui] peut faire naître des doutes suffisants pour justifier l'annulation du scrutin ». - (Corresp.)

EN BREF

Le directeur du cabinet de M. Delors serait candidat dans l'Eure. - M. Pascal Lamy, directeur du cabinet de M. Jacques Delors, président de la Commission des communautés européennes, pourrait être candidat aux élections législatives pour le PS dans la cinquième circonscription de l'Eure (Vernon), détenue par M. Freddy Deschamps-Beaune, qui a annoncé qu'il ne se représenterait pas. M. Lamy, pressenti par les militants de la circonscription, n'a pas encore donné de réponse définitive. D'autre part, dans la deuxième circonscription (Evreux-Nord-Ouest), M. Alfred Recours, député sortant (PS), maire de Conches, a fait savoir qu'il ne se représentait pas. - (Corresp.)

M. Clarys est investi dans les Hautes-Pyrénées. - M. Jean

Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, maire de Mauveque, dans les Hautes-Pyrénées, sera le candidat de l'entente PS-MRQ dans la troisième circonscription de ce département aux élections législatives. L'ancien chef de cabinet du président de la République, seul candidat en lice, a été désigné, par les militants socialistes, avec 162 suffrages sur 169 votants. Lors des élections de juin 1988, il avait subi un revers dans cette circonscription, où il avait été battu par le député sortant, M. Claude Miquel, qui ne se représente pas.

Tassement des cotes de popularité de MM. Mitterrand et Bérégovoy. - Une enquête de l'IFOP publiée dans le Journal du dimanche du 25 octobre fait apparaître un tassement des cotes de popularité de MM. François

Mitterrand et Pierre Bérégovoy. Avec 31 % de personnes « satisfaites », au lieu de 32 % en septembre, celle du président de la République est en retrait d'un point. La cote de popularité du premier ministre est également en retrait d'un point avec 35 % de « satisfaites » au lieu de 36 % en septembre. M. Jean-Luc Parodi, directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, commente ces résultats en faisant observer qu'en 1986 M. Mitterrand comptait 35 % de « satisfaites » alors que le taux de mécontents était inférieur de 13 points (49 %) au lieu de 59 % aujourd'hui. « C'est dire l'importance du handicap qui frappe le pouvoir socialiste à l'entrée de la campagne législative », ajoute M. Parodi. L'enquête de l'IFOP a été effectuée du 15 au 20 octobre auprès de mille huit cent trente-cinq personnes.

M. Delebarre change de circonscription

LILLE

de notre correspondant

M. Miel Delebarre, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, maire de Dunkerque, sera candidat aux élections législatives dans la douzième circonscription du Nord, celle de Dunkerque ouest, détenue actuellement par M. Albert Denvers (PS). A quatre-vingt-sept ans, M. Delebarre, maire de Gravelines, parlementaire depuis 1947 d'abord comme sénateur, puis comme député depuis 1956, a décidé de ne pas briguer un nouveau mandat. Ce retrait permet à M. Delebarre de trouver une circonscription plus facile que la treizième, découpée par M. Charles Pasqua, qu'il avait gagnée en 1988.

C'est son suppléant d'alors, M. André Delattre, devenu député lorsque M. Delebarre est entré au gouvernement, qui sera candidat dans cette circonscription, alors que M. Jean Le Garrec, élu en 1988 dans la dix-huitième (Cambrai), défendra les couleurs du PS dans la quatorzième, dont le sortant, M. Charles Pacou, RPR, ne devrait pas solliciter le renouvellement de son mandat.

J.-R. L.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33
et publications, au 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Imprimerie du « Monde » 12, rue du Chêne-vert 94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F
Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Croc
Membres du comité de direction : Jacques Guio, Philippe Dupuis, Isabelle Taub
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria 75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : 206.806 F
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 261.311 F
ABONNEMENTS : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)
Taux : FRANCE 536 F, SUISSE 571 F, AUTRES PAYS 798 F
3 mois 1 838 F, 6 mois 1 123 F, 1 an 1 998 F
1 an 1 890 F, 2 ans 2 066 F, 3 ans 2 968 F
ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : non abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les versements en espèces à l'adresse ci-dessus.
231 MO 02 PP-Paris RP

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 46-62-74-43

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

En cours d'examen au Conseil d'Etat

Un nouveau décret réforme les études d'impact

Créées il y a quinze ans dans la foulée de la loi sur la protection de la nature de 1976, les études d'impact font l'objet d'un nouveau décret, actuellement au Conseil d'Etat. Un toilettage rendu indispensable par la réglementation européenne et l'expérience acquise.

Le concept d'étude d'impact, né aux Etats-Unis dans les années 1960, veut que tout promoteur d'un projet doit effectuer publiquement quelles en seront les retombées sur le milieu naturel, faute de quoi son projet sera refusé. Formalisé dans la loi américaine de protection de l'environnement adoptée par le président Nixon en 1970, le concept a été repris en France dans la loi de 1976 de protection de la nature, et officiellement défini par un décret de 1977.

En quinze ans, les conditions d'application de ce décret ont beaucoup changé. En outre, une directive européenne de 1985 fait obligation à la France d'intégrer dans son droit interne les dispositions communautaires. C'est pourquoi le gouvernement, depuis près de deux ans, préparait un nouveau texte dont la version définitive vient d'être arrêtée et soumise à l'avis du Conseil d'Etat.

Objet principal de cette réforme : le champ d'application de l'étude d'impact est considérablement élargi. Elle doit d'abord indiquer les effets directs du projet, et pas seulement directs, et elle doit inclure les retombées à long terme. En outre, la nouvelle étude d'impact se borne plus au milieu naturel (faune, flore, sol, eau, air, etc.). Elle prévoit aussi les conséquences sur « les biens matériels et le patrimoine culturel », ainsi que sur la sécurité du public.

On demandera au maître d'ouvrage d'expliquer les méthodes de prévision et d'indiquer les cas échéant les lacunes scientifiques ou les difficultés techniques « rencontrées dans la compilation des informations requises ». Comment, en effet, évaluer le sérieux d'une étude si les obstacles rencontrés sont énumérés ?

Si le seuil financier exigé pour étudier l'impact est revu à la hausse (12 millions de francs au lieu de 6 millions), c'est seulement pour rattraper l'inflation. En revanche, l'ambassadeur ne pourra plus fractionner son programme en petites tranches — qui lui permettaient de rester en deçà du seuil et donc d'échapper à la procédure d'étude d'impact. Non seulement il ne pourra plus « saucissonner », mais il devra évaluer

l'impact de l'ensemble de son programme. Une opération comme Eurodisneyland, par exemple, qui prévoit trois tranches distinctes de travaux, devra être évaluée dans son ensemble.

Sursis à l'exécution

Autre nouveauté : lorsqu'un projet « est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'un autre Etat membre de la CEE », le dossier sera transmis au ministre des affaires étrangères, qui le remettra à l'Etat concerné « avant l'ouverture de l'enquête publique, en lui indiquant les délais prévisibles de la procédure ». Ainsi, la construction d'une centrale nucléaire frontalière, comme celles de Cboez, Fessenheim ou Cattenom, sera désormais soumise à l'examen du voisin. En revanche, la France

n'aurait en principe pas l'obligation de soumettre le dossier de Superphénix à la Suisse, puisqu'elle n'appartient pas à la Communauté européenne.

La modification la plus importante touche au rôle du ministre de l'environnement. Dans le décret de 1977, il ne se voyait fixer aucun délai pour donner son avis lorsqu'il était saisi. Si bien que, lorsque le projet l'emportait, il disposait d'un délai de quarante-cinq jours pour donner son avis, et aucune autorisation de travaux ne pouvait être donnée avant ce délai — sauf pour « prévenir un danger grave et imminent ». Autrement dit, la saisine du ministre de l'environnement entraînait automatiquement un sursis à l'exécution.

ROGER CANS

Travaux dispensés

Comme en 1977, un certain nombre de travaux échappent à l'obligation d'étude d'impact. En voici la liste :

- Travaux de renforcement routiers.
- Remontées mécaniques en dessous de 6 millions de francs de travaux.
- Lignes électriques au-dessous de 63 kilowatts (au lieu de 225 kilowatts actuellement).
- Défrichements pour des opérations d'urbanisation inférieures à 25 hectares. Mais tous les défrichements inférieurs à 25 hectares, continuant à faire l'objet d'une « notice d'impact », c'est-à-dire une étude simplifiée, remanée à quelques pages.
- Travaux de défense contre les inondations totales inférieures à 2 000 mètres carrés (au lieu du seuil de 6 millions de francs).
- Les travaux d'hydraulique agricole de moins de 6 millions de francs. Entre 6 et 12 millions de francs, ils font l'objet d'une notice d'impact.
- Les constructions entre 3 000 et 5 000 mètres carrés dans les communes sans plan d'occupation des sols (POS).

Voici par ailleurs la liste des travaux qui seront désormais soumis à étude d'impact (et qui n'y figuraient pas en 1977) :

- Les lignes électriques transportant au moins 63 kilowatts.

- Les barrages hydroélectriques supérieurs à 500 kilowatts.
- Les lotissements de plus de 5 000 mètres carrés sur une commune sans POS.
- Les immeubles d'une hauteur supérieure à 50 mètres.
- Les surfaces commerciales supérieures à 10 000 mètres carrés.
- Les équipements culturels, sportifs ou de loisir pouvant accueillir plus de cinq mille personnes.
- Les remontées mécaniques au-delà de 6 millions de francs de travaux.
- Les terrains de golf d'un coût supérieur à 12 millions de francs ou accompagnés de constructions dépassant 1 000 mètres carrés.
- Les terrains pour la pratique des sports motorisés dont l'emprise totale dépasse 4 hectares.
- La construction ou l'agrandissement de garages lorsque le coût dépasse 12 millions de francs.
- Les travaux de défense contre les inondations lorsque l'emprise dépasse 2 000 mètres carrés.
- Les travaux connexes du raménagement rural faisant désormais l'objet d'une notice d'impact, comme les travaux aux-mêmes. Mais le remembrement échappe toujours à l'étude d'impact proprement dite.

POLICE

La crise du syndicalisme chez les policiers en tenue

Les dissidents parisiens de la FASP ont créé un nouveau syndicat

La crise du Syndicat général de la police (SGP), branche parisienne de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), majoritaire parmi les policiers en tenue et proche de la gauche, a connu de nouveaux développements. Tandis que la direction du syndicat organisait des « états généraux », diffusant 20 000 questionnaires auprès des policiers de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, les dissidents annonçaient leur décision de créer un nouveau syndicat, le Syndicat parisien des policiers en tenue (SPPT), qui présentera une liste aux élections professionnelles, fixées à la mi-décembre.

Les légions des compagnies de district, ils viennent dans le huitième pour assurer le jalonnement des voyages officiels et, chaque samedi, pour rester debout pendant toute la cérémonie de la flamme à l'Arc de triomphe, regrettent les gardiens de la paix. L'objectif proclamé de développer une police de proximité est-il bien une priorité, demandent les syndicalistes, alors que tant de missions délaissent les effectifs de la voie publique ?

Conditions de logement

Alors que les policiers du huitième sont plutôt bien installés, au rez-de-chaussée du Grand Palais — ils ont toutefois découvert des souris et des rats dans les bureaux, la plupart de leurs collègues déplorent l'état des locaux : ceux du commissariat central du dix-huitième arrondissement ne disposent que d'un « coin toilettes pour 600 collègues ». Tout aussi répréhensible est la critique des conditions de logement, tant chez les policiers parisiens en tenue que dans les autres légions. « La plupart d'entre nous ont deux heures de trajet par jour, et il y a des collègues qui ont dormi pendant des mois dans leur voiture ou dans une caravane », confrontés à des listes d'attente et aux conditions de logement qui les écartent des locaux, ils se sont donc très attentifs à la mise en œuvre de l'opération « 1 000 logements pour les policiers en région Ile-de-France » lancée par M. Quilès.

Nouveau venu au bureau du SGP après la crise syndicale qui s'est traduite par l'éviction de trois de ses membres, Jean-Louis Arajol, chargé des dossiers parisiens, admet cependant que « des progrès sensibles » ont été réalisés ces dernières années en matière de réduction des gardes statiques. Mais il souligne les « incohérences » d'une gestion des personnels qui conduit à affecter une cinquantaine de brigadiers, mobilisés par des tâches de procédure, à la « brigade des accidents » dernièrement installée au commissariat du cinquième arrondissement. Ou, encore, à ne pas compenser les départs en retraite ou les mutations à la « brigade de nuit » du quatorzième arrondissement, dont les membres ont pas pu prendre de congés depuis le 1^{er} juillet. De quoi alimenter les cahiers de revendications qui seront remis au préfet de police de Paris.

Pour les « dissidents » récemment écartés du bureau du SGP (le Monde du 17 octobre), « l'organisation de ces états généraux n'est qu'une opération en trompe-l'œil, destinée à la « vente » pour faire un coup de communication ». Réunis au matin du 21 octobre dans le flambant neuf commissariat central du douzième arrondissement, longtemps présent comme la « vitrine européenne » snobée par la FASP, une vingtaine de ces policiers ont dénoncé « le bilan très négatif de l'actuelle direction de la FASP : rien n'a été obtenu, ni du côté de la réforme des corps et carrières, ni du côté de la loi d'orientation pour la sécurité intérieure ». Jeunes militants engagés dans l'action sociale ou dans les luttes syndicales, ils ont quitté l'appareil syndical, mais « parce que plus aucun fonctionnement démocratique n'existe au SGP ».

« Refus de tout débat contradictoire »

Aussi les « dissidents » ont-ils appelé les délégués du syndicat parisien à participer à une réunion d'information, vendredi 23 octobre, à laquelle 200 policiers du SGAP (secrétariat général à l'administration de la police) de Paris — regroupant la capitale et les trois départements de la petite couronne — ont participé. L'assemblée a voté la création d'une organisation dissidente « devant le refus de tout débat contradictoire au sein du SGP ». Un conseil d'administration de trente-cinq membres a été désigné. M. Francis Massenet a été élu secrétaire général et M. Christian Adjaguet secrétaire général adjoint. La seïssion est donc consommée.

Les statuts du nouveau Syndicat parisien des policiers en tenue (SPPT) devaient être déposés lundi 26 octobre. Chassés sur les terres du SGP, également dirigé par des policiers proches du PS, ce nouveau venu présentera une liste concurrente aux élections professionnelles, menées par M. Castagnet, qui, il y a trois semaines, était encore directeur de cabinet du secrétaire général de la FASP, M. Richard Gerbaud.

ERICH INCIVAN

DÉFENSE

BIBLIOGRAPHIE

« L'Etat trafiquant », de Jean-Pierre Lenoir

Un ancien agent secret dénonce les ventes d'armes

A l'occasion de ce qu'il faut bien appeler une diatribe contre le « complexe » militaro-industriel, Jean-Pierre Lenoir, l'auteur de *L'Etat trafiquant*, assume une volte de bois vert aux socialistes français d'après 1981, accusés d'avoir trompé leurs électeurs en ayant « dopé » férocièrement un commerce des armes qu'ils condamnaient vertueusement quand ils étaient dans l'opposition. M. Lenoir n'est pas n'importe qui. Son ouvrage n'en prend que plus d'intérêt, même si l'homme qui se laisse ainsi aller à tant de paroles violentes sait retenir sa langue, comme son ancien métier lui en fait une ardue obligation.

Agent secret, lorsque l'actuelle direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) n'avait pas encore succédé au service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), Jean-Pierre Lenoir était, en quelque sorte, le « bras droit » de Marcel Le Roy, dit Finville, qui a fondé et dirigé le service 1, chargé plus spécialement de mener des opérations clandestines. Il s'y occupait de surveiller le trafic d'armes dans le monde. Avec son « patron », il est « grillé », et il doit abandonner ses activités lorsque l'affaire Ben Barka, du nom de cet opposant au roi du Maroc enlevé en France et jamais retrouvé depuis, éclate en mettant en cause le fonctionnement du SDECE. Jean-Pierre Lenoir entre alors dans les « affaires ».

Dans *L'Etat trafiquant*, deux « cibles » particulières sont l'objet des foudres de l'auteur. D'abord, le Parti socialiste, qui a acquis une réputation de « condamnation adieu » en matière de vente d'armes. « Le Parti socialiste n'a fait que dupes des militants », écrit M. Lenoir. En s'occupant avec des despotes, en livrant des obus à tous les belligérants d'un même conflit, la France a souffert sur les bords de guerres fratricides. En dissimulant, en échantonnant, en ne sanctionnant pas des scandales où étaient régulièrement impliqués des amis de ministres, voire les ministres eux-mêmes, le gouvernement a fait de l'Etat un trafiquant institutionnel au-dessus de tout les pouvoirs et de tous les contrôles. Ensuite, les pays de l'Est, qui « étaient et sont encore les plus gros trafiquants d'armes du monde ».

Dévoilant les manigances, mal connues, de la firme tchécoslovaque Omnipol, Jean-Pierre Lenoir dénonce l'ex-URSS : « La préparation à un conflit mondial, qui occupe l'esprit de tous ses dirigeants, et l'aide à tous les régimes de la planète ayant des sympathies soviétiques l'ont engagée dans un processus irréversible de course aux armements. Elle croise sous les surplis et finit par vendre à n'importe qui. »

Une seule institution sort quasiment intacte du livre de M. Lenoir. On devine aisément laquelle : c'est, en règle générale, les services secrets et, plus particulièrement, le SDECE,

où il a travaillé vingt années durant, juste après la Libération.

Le livre *L'Etat trafiquant* donne, de ce point de vue, un satisfecit aux services de renseignements à propos de l'Etat et de leur aptitude à avoir très tôt décelé la volonté de M. Sadam Hussein de mettre sur pied une formidable « machine » de guerre, y compris dans l'ordre nucléaire. Dès 1975, affirme Jean-Pierre Lenoir, le gouvernement français a su à quoi s'en tenir. « Le SDECE le sait et le dit, écrit-il. L'inaptitude des gouvernements successifs à prendre la mesure du péril irakien s'expliquait plus vraisemblablement par la puissance dans l'Etat du complexe militaro-industriel, qui sait brouiller le jugement des décideurs par la désinformation, le chantage à l'emploi, le copinage et la corruption. »

Venant après l'ouvrage de l'ancien « patron » de la DGSE, Pierre Marion, précisément intitulé *Le Pouvoir sans visage* et consacré, lui aussi, au « complexe » militaro-industriel, le livre de Jean-Pierre Lenoir cofonce le clou. Deux « repentis » des opérations secrètes n'hésitent plus à s'en prendre à ce qui leur apparaît comme un cancre de la vie politique en France.

JACQUES ISNARD

► *L'Etat trafiquant*, de Jean-Pierre Lenoir, avec la collaboration de Pascal Auchin, collection « Notre époque », éditions Robert Laffont, 228 p., 100 F.

VILLE

Le projet de budget 1993

Les sites urbains en difficulté recevront une aide en hausse de 14 %

Si le projet de budget 1993 est adopté sans modification substantielle, les quartiers et les villes en difficulté devraient recevoir l'an prochain environ 7 milliards de francs. En annonçant ce chiffre, M. François Leriche, secrétaire d'Etat à la ville, a fait observer qu'il traduirait une augmentation de 14 % par rapport à celui de cette année.

Pour arriver à une telle somme, il faut se livrer à de laborieuses additions, tant il est vrai que la politique de la ville est aussi « éclatée » dans ses sources (une douzaine de ministères différents y contribuent) que dans ses points d'application (trois cents sites urbains en difficulté). Ses modes de financement sont l'illustration de cette complexité.

On y trouve au premier rang les crédits dont le secrétariat d'Etat à la ville et son bras exécutif, la délégation interministérielle à la ville, peuvent disposer directement. Par ce canal, les acteurs de terrain recevront en 1993 1 milliard de francs, soit 6,5 % de plus que cette année. La mesure qui sera la mieux accueillie — c'est d'ailleurs la seule innovation de ce budget de la ville — sera l'attribution directe aux associations de 14 millions de francs. Les militants des quartiers qui ont des projets pourront donc les mener à bien avec une grande liberté. On fera le bilan

au bout d'un an : celui des succès comme celui des inévitables bavures auxquelles une telle opération complexe peut donner lieu.

Autres financements pour les quartiers et les villes à problèmes, ceux qui, en application des contrats signés pour trois à cinq ans, leur viennent chaque année de différents ministères. Après les conventions de quartiers, les contrats de villes se multiplient. Ils seront au nombre de dix-neuf avant la fin de l'année. Il n'est donc pas surprenant que, l'Etat tenant ses engagements, les crédits de ces chapitres soient en hausse de 17 % et atteignent en 1993 2 milliards de francs.

Le plein effet de la solidarité

Même lorsqu'ils ne sont pas sous contrat, les sites urbains en difficulté font l'objet de la sollicitude d'une douzaine de ministères. Loin de se ralentir, l'action des services publics va se renforcer l'an prochain. Ainsi l'éducation nationale prévoit de nommer 750 instituteurs supplémentaires dans les zones d'éducation prioritaire (ZEP) et d'augmenter les indemnités des maîtres actuellement en poste. De son côté, le ministère de l'Intérieur envisage de mettre sur le terrain, notamment pour pratiquer l'« éducation », 3 200 hommes de plus. Au ministère de la jeunesse et des sports, on pense déjà au renouvellement de l'équipe de « prévention

déjà », qui sera marquée l'an prochain par l'ouverture de cinq cents nouveaux espaces sportifs au pied des HLM. Le ministère de la justice, quant à lui, a programmé l'ouverture de vingt-cinq maisons de justice. L'ensemble de ces initiatives entraînera 2,3 milliards de francs de dépenses, soit 9,5 % de plus que cette année.

Enfin, les communes qui supportent des charges élevées en raison de l'importance de leur habitat social vont bénéficier en 1993 du plein effet de la loi de solidarité urbaine qui attendait alors son régime de croisière. Alimenté par les versements des communes « riches », Paris figure au premier rang d'entre elles, — le fonds de solidarité redistribuera donc aux communes « pauvres » 1,7 milliard de francs, soit 21 % de plus qu'en 1992.

Tout compte fait, les moyens de la politique de la ville seront donc majorés de 14 %. Il fallait bien cela pour redonner courage aux chefs de projets, aux fonctionnaires de base et aux militants d'associations. Tous avaient été démotivés par la vague, en 1992, des responsables de la politique de la ville : Michel Delebarre, Bernard Tapie, François Leriche. Une instabilité recrudescence par la continuité des efforts budgétaires de l'Etat. En prenant du recul, on s'aperçoit, en effet, que les sommes consacrées aux banlieues ont été multipliées par 2,5 en quatre ans.

MARC AMBROISE-RENDU

de Calais

éfinir sa stratégie PS et les Verts

Le conseil municipal de Calais, réuni mardi 26 octobre, a débattu de la stratégie à adopter pour les élections municipales de 1995. Les socialistes et les Verts ont présenté des propositions divergentes. Les socialistes plaident pour une stratégie de « majorité de gauche », tandis que les Verts prônent une « coalition de gauche ».

PS-PC : la fin du « télé-républicain »

Le conseil municipal de Calais a également débattu de la stratégie à adopter pour les élections municipales de 1995. Les socialistes et les Verts ont présenté des propositions divergentes. Les socialistes plaident pour une stratégie de « majorité de gauche », tandis que les Verts prônent une « coalition de gauche ».

Le conseil municipal de Calais a également débattu de la stratégie à adopter pour les élections municipales de 1995. Les socialistes et les Verts ont présenté des propositions divergentes. Les socialistes plaident pour une stratégie de « majorité de gauche », tandis que les Verts prônent une « coalition de gauche ».

M. Delebarre change de circonscription

Le conseil municipal de Calais a également débattu de la stratégie à adopter pour les élections municipales de 1995. Les socialistes et les Verts ont présenté des propositions divergentes. Les socialistes plaident pour une stratégie de « majorité de gauche », tandis que les Verts prônent une « coalition de gauche ».

BULLETIN SONNEMENT

PARC OISEL

Le Monde
PIERRE LITTÉRAIRE
16-62-74-43

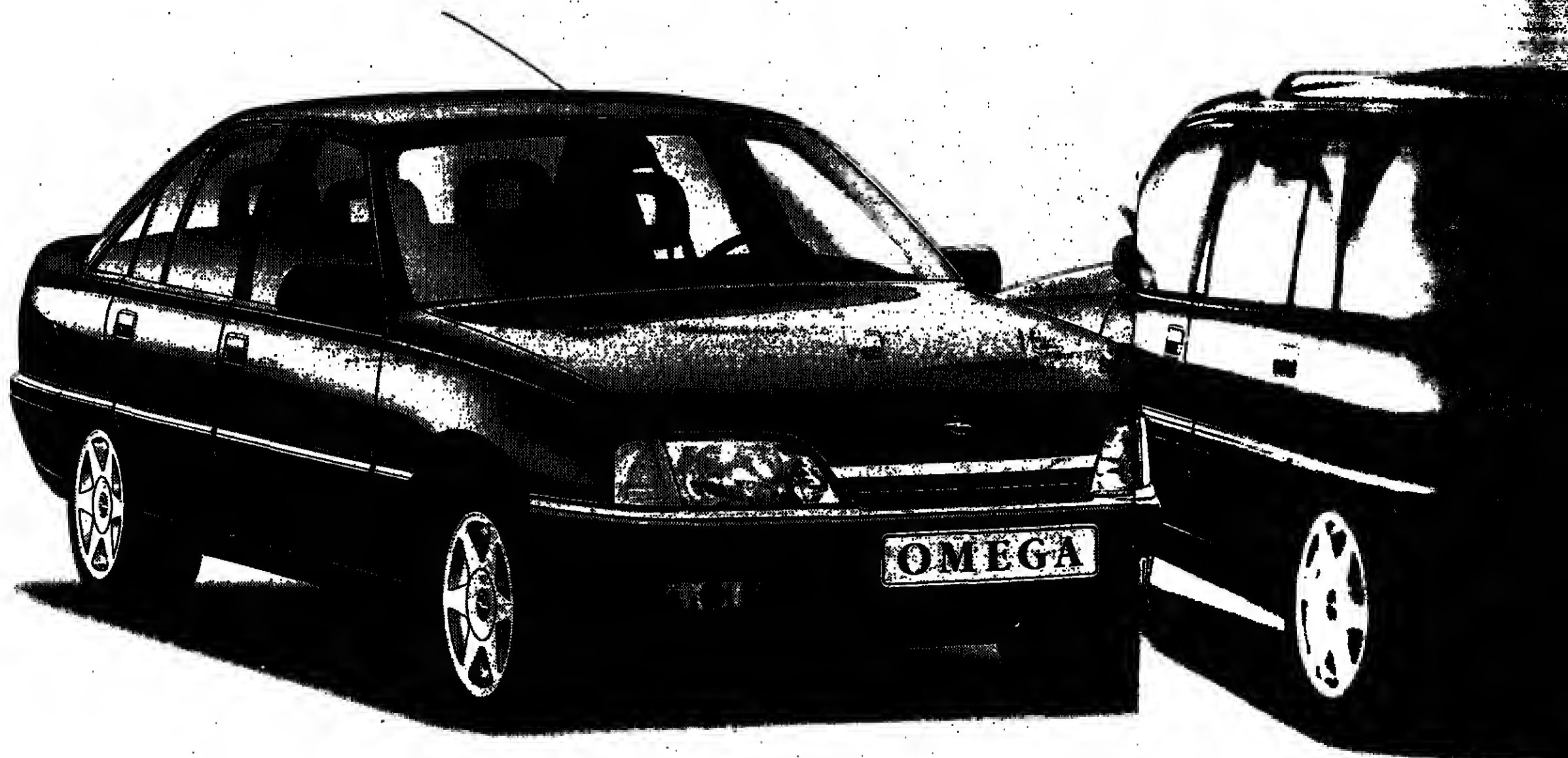
مكذا من رلاصل

2 Le Monde • Dimanche 25 - Lundi 26 octobre 1992

14 Le Monde • Mardi 27 octobre 1992 •

OPEL OMEGA

Break ou berline, ça serait
de se décider après le 31



OFFRE N° 1

LE BREAK OMEGA
AU PRIX
DE LA BERLINE.

OFFRE N° 2

LE TURBO-DIESEL
AU TARIF
DE L'ESSENCE.

OFFRE N° 3

- 10 000 TTC
SUR LE BREAK OMEGA
CLIMATISÉ.

OFFRE N° 4
REPRISE A
10 000
MINIMUM



Information consommateur: 1 et 2. A finitions égales - 4. Reprise aux conditions générales Argus diminuées des frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard. Reprise de votre ancienne voiture roulante (carte grise à votre nom depuis au moins 6 mois) - Offres 2, 3 et 4

3615 OPEL

OPEL MEGA

erline, ce serait dommage
der après le 31 décembre.



N° 2

DIESEL
RF
NCE.

OFFRE N° 3

— 10 F TTC
SUR OMEGA
CLISÉES.

OFFRE N° 4

REPRISE ARGUS
10 000 F
MINIMUM.

OFFRE N° 5

— 2 000 F SUR
TOUS LES MODÈLES
ESSENCE.

1. Reprise aux conditions générales
de remise à l'état standard. Reprise
au moins 6 mois) - Offres 2, 3 et

non cumulables - 5. Offre gouvernementale : — 2000 F sur véhicules essence jusqu'à 2.0 l. Offre Opel : mêmes
conditions étendues aux modèles essence de plus de 2.0 l. - Offre cumulable avec
1, 3 ou 4. - Offres 2-3-4-5 valables pour toute immatriculation avant le 31.12.92.

OPEL

Opel. Une idée neuve.

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Réuni en assemblée plénière à Lourdes

L'épiscopat français s'inquiète du vieillissement de son clergé et de ses structures

La conférence des évêques de France a ouvert sa rencontre annuelle, à Lourdes, samedi 24 octobre. Jusqu'au 30, elle doit débattre de la famille, de l'œcuménisme et désigner un nouveau secrétaire général, en remplacement du Père René Wasselynck, récemment décédé. La pénurie de prêtres et l'adaptation de ses structures pèsent de plus en plus sur le fonctionnement de l'épiscopat.

La France compte cent vingt évêques en activité, mais 4-elle encore un évêque? Paradoxalement, la question est posée par l'administration, qui se plaint parfois de «manquer d'interlocuteurs», par les milieux œcuméniques, qui imputent à la hiérarchie catholique l'absence de déclaration commune sur l'écoulement de la vie, par l'opinion et les médias, qui se demandent où est la ligne de l'épiscopat et pourquoi celui-ci est devenu si prudent dans son expression et chiche de déclarations.

La question inquiète les évêques eux-mêmes, qui, surchargés par les tâches de leur diocèse, disent «travailler les pieds» pour se rendre aux rencontres régionales ou aux réunions de commission épiscopales à Paris. Ils sont absorbés par leur «synode» (assemblée de prêtres, religieux et laïcs élus) ouvert ou déjà conclu dans une quarantaine de diocèses, par les visites de terrain, la formation de laïcs aux responsabilités, le vieillissement et la diminution de son clergé.

Ce dernier point est le plus sensible. La crise du sacerdoce rejette désormais sur l'épiscopat français. «L'évêque doit courir ses diocèses pour boucher des trous et jouer le rôle de super-curé qui était hier celui de l'archiprêtre», dit un sociologue. Si les grands diocèses, encore relativement riches en prêtres, en laïcs compétents, en outils de formation et de communication, résistent et assurent des options communes décidées, à prédominance rurale, sont proches du seuil de rupture. A un clergé guetté par l'épuisement et l'isolement.

ment, les évêques multiplient les conseils de prudence, comme Mgr Orchamp à Angers, demandant à ses prêtres de limiter deux soirées par semaine et de ne pas excéder une certaine heure pour les réunions tardives.

Cette hyperactivité locale contraste avec un désengagement sur le plan national. Les commissions semblent inadaptées aux besoins actuels de l'église. Faute de finances, un service comme l'œcuménisme-Médias vient de disparaître. Les prêtres chargés d'animer les secrétariats nationaux sont de plus en plus difficiles à recruter. Pour le deuxième année consécutive, le Père Stanislas Lalanne voit se prolonger son mandat de directeur du Centre national de l'enseignement religieux. Des mois de recherches ont été nécessaires pour le remplacer. Des mois de recherches ont été nécessaires pour le remplacer. Des mois de recherches ont été nécessaires pour le remplacer.

Le flou demeure sur la fonction du secrétaire général de l'épiscopat. A une personnalité forte, celle du Père Gérard Defois, aujourd'hui archevêque de Sens-Auxerre, qui savait orienter les travaux, produire des rapports, assurer des tâches de représentation et de communication, ont succédé, depuis 1983, des personnalités dont le rôle et le rayonnement ont été volontairement limités. Le choix du successeur du Père Wasselynck, subitement décédé le 5 septembre dernier, s'orientait dans le même sens.

«Nous naviguons à vue»

Le scepticisme règne sur l'intérêt même des assemblées plénières de Lourdes. «Qu'est-ce que le travail de l'épiscopat, dit un sociologue, si ce n'est une série d'assemblées auxquelles j'ai participé?» s'interroge un évêque. Elles servent à l'étude de dossiers, sans que des évaluations soient faites sur la santé de l'église de France ou des options communes décidées, à prédominance rurale, sont proches du seuil de rupture. A un clergé guetté par l'épuisement et l'isolement.

«Il fut une époque où la conférence des évêques produisait plus souvent de grands textes, convenait-il. Mais laissez-nous le temps de les assimiler.» Il admet toutefois que des idées exprimées dans les synodes diocésains pourraient être «ressuscitées» au niveau national et que des sujets-clés, comme l'événement des ministères de prêtres et de laïcs, posé dans un récent article des *Événements* (1), ne pourront plus être longuement étudiés. «Notre dispositif est au bord de l'écroulement», confirme un conseiller de la hiérarchie.

L'hétérogénéité de l'épiscopat ne facilite pas non plus le travail collectif. Les différences de générations, de sensibilités, de filières de formation et de nominations composent un épiscopat moins cohérent qu'en l'absence de concile Vatican II (1962-1965). Si son image globale demeure libérale et ouverte, les nominations des années 80, mises au compte de l'œcuménisme à Paris, Mgr Felici, aujourd'hui cardinal de curie à Rome, ont créé un trouble. Son successeur, Mgr Antonetti, semble revenu à des critères de sélection plus classiques (chez les directeurs de séminaire ou les responsables de mouvement et d'aumônerie). La génération des évêques choisis d'abord pour leur orthodoxie s'est imposée difficilement à son clergé (dans les diocèses d'Auxerre ou de Sens) et pose peu collectivement.

Les évêques peuvent-ils se passer d'un niveau national de réflexion et d'expression? Même les moins convaincus d'entre eux par l'utilité des «bureaux» et les plus réticents sur la «collégialité», mise en œuvre après le concile, répondent par la négative. Pour rester présents aux évolutions de la société, prendre part aux réflexions éthiques et politiques, des outils intellectuels sont nécessaires. «Nous ne faisons aucun travail de recherche, ni de prospective, dit un évêque. Nous n'avons ni le temps ni les laboratoires. Nous naviguons à vue.»

HENRI TINCQ

(1) Un article du Père Bernard Scobé dans le numéro de septembre 1992.

ÉDUCATION

Selon une enquête de l'Observatoire de la vie étudiante

Les étudiants sont de plus en plus dépendants de leurs parents

L'Observatoire de la vie étudiante a diffusé, vendredi 23 octobre, les premiers résultats d'une enquête consacrée au budget des étudiants. De plus en plus dépendants de leurs parents, en moyenne, pour un célibataire, 5 300 francs par mois.

Les liens entre les étudiants et leurs parents ne sont pas près de se distendre. Les premiers résultats de l'enquête révèlent que la part des dépenses assumées par les familles ne cesse de croître. Aujourd'hui, les parents financent en moyenne 60 % des dépenses de leur enfant inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur.

La faible autonomie financière des étudiants est d'autant plus remarquable que ce phénomène s'explique. En 1989, les familles supportaient 41 % du budget d'un étudiant, révélait alors une étude de la SOFRES sur les prêts étudiants. Dix ans plus tard, la dépendance financière des étudiants était encore moins forte. Selon une enquête de M. M. Nabli Aboud et de Philippe Cazenave (1), seulement 23 % des dépenses étaient alors financées par les parents.

La forte proportion de jeunes de milieux aisés à l'Université – les enfants de cadres supérieurs représentent plus de tiers des effectifs, autant que les enfants d'ouvriers, d'employés et d'agriculteurs réunis – explique ce budget moyen assez élevé. Toutefois, des disparités importantes apparaissent toujours d'un bout à l'autre de la pyramide sociale. Les dépenses mensuelles de l'étu-

diant varient en effet de 4 362 F quand les parents disposent de moins de 8 000 F par mois, à 8 087 F quand ceux-ci gagnent 30 000 F ou plus. Les familles les plus modestes consacrent 1 194 F à leur enfant. À l'autre extrême, les foyers les plus favorisés fournissent 5 260 F à l'étudiant chaque mois. Ce sont les bourses et allocations d'études qui compensent ces différences dans l'aide familiale et non les revenus d'activités professionnelles.

40 % habitent au domicile familial

Le lien financier qui relie les étudiants à leur famille est renforcé par le fait qu'aujourd'hui 40 % d'entre eux n'ont pas quitté le domicile familial. Contrairement à une idée reçue, les jeunes issus de milieux favorisés sont plus nombreux à demeurer chez leurs parents que ceux d'origine sociale plus modeste. Il est vrai que l'enquête ne traite que des étudiants inscrits à l'Université ou dans un institut universitaire technologique (IUT) et n'a pas pris en compte les modes de vie de ceux qui suivent un cursus en sections de techniciens supérieurs (STS).

En dépit de cette évolution, le logement reste le premier poste budgétaire pour les étudiants (16 % en moyenne pour un célibataire), devant les transports (15,7 %), les loisirs (15,1 %) et l'alimentation (11,1 %). Les étudiants dépensent beaucoup plus, proportionnellement, que la moyenne de la population en sorties, mais ils ne dépensent pas, lorsqu'ils ont quitté le domicile parental, du confort d'ha-

bitat «habituel» en France. Avec l'âge, toutefois, les étudiants gagnent en autonomie. Les moins jeunes vivent plus rarement chez leurs parents, en reçoivent moins d'aides, mais leurs ressources augmentent car ils exercent plus fréquemment une activité professionnelle. Pour ceux inscrits en troisième cycle, les revenus du travail tendent à égaler, voire à légèrement dépasser, l'aide familiale. En premier cycle, en moyenne, pour 1 franc gagné par l'étudiant, 5 sont versés par les parents.

Les résultats complets de cette enquête devraient être disponibles à la mi-décembre. Ils devraient servir de base de discussions à la rencontre de La Villette, organisée les 15 et 16 décembre par le ministère de l'Éducation nationale et de la culture pour établir un bilan du plan social étudiant (*Le Monde* du 22 octobre). Réalisée par le Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) auprès de 2 000 étudiants sélectionnés par la méthode des quotas, cette étude se voit toutefois reprocher l'écart de son échantillon. Le CREDOC n'a pu ainsi affiner l'analyse et établir les différences entre les étudiants inscrits dans les grandes villes et les autres. Au printemps, l'Observatoire de la vie étudiante devrait fournir une enquête plus large sur les conditions de vie des étudiants.

MICHÈLE AULAGNON

(1) «Les ressources et les dépenses des étudiants en 1978-1979», revue *Économie et Éducation*, études et documents 2, trimestre 1983.

REPÈRES

INTEMPÉRIES

Plusieurs bateaux mis en difficulté par la tempête en Manche

Les côtes et plusieurs régions françaises ont été balayées, dimanche 25 octobre, par une violente tempête. En Manche et sur l'Atlantique, le vent a soufflé en rafales à plus de 120 kilomètres à l'heure. On a enregistré des vitesses de 182 kilomètres à l'heure au cap de la Hague.

Plusieurs bateaux ont été en difficulté. Un ferry de Brittany-Ferries, transportant un millier de personnes, a dû attendre plus de six heures avant de pouvoir entrer dans le port d'Ouessant (Calvados). Les dix hommes d'équipage du cargo *Agio-Lion* (Bahamas) ont dû être évacués au large de Guernsey. Un hélicoptère français s'est posé sur secours d'un marin blessé à bord d'un cargo de la CEE, et le canot de sauvetage du Conquet (Finistère) s'est pris en remorque un yacht néerlandais. En outre, le canot de sauvetage d'Ouessant a récupéré deux pêcheurs bretons parés en mer malgré la tempête. Dans l'intérieur du pays, on a signalé des toits envolés, des arbres abattus et des lignes électriques rompues dans les départements du Calvados et de la Manche. Dans la région de Metz (Moselle), les vents forts et les pluies abondantes ont également provoqué des dégâts matériels.

FAITS DIVERS

Le système d'indemnisation des victimes de Furiani est prêt

Près de six mois après la catastrophe du camp de Furiani, à Bastia, tout semble prêt pour permettre l'indemnisation définitive des 2 200 victimes du drame. Selon le rapport de M. Alain Damecour, magistrat, et du docteur Denis Vélizier, membres du Comité de suivi des victimes du 5 mai 1992, présenté dimanche 25 octobre à Nice, un système d'indemnisation «totalement irréprochable», déjà estimé entre 300 et 400 millions de francs, doit être mis en place. Six semaines seront nécessaires pour alerter les familles. L'indemnisation menée par le chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia, qui doit déterminer les responsabilités pénales dans cette catastrophe, est égale-

ment proche de son terme. Les dix-huit inculpés ont été remis en liberté, à l'exception de M. Jean-Marie Bolmond, directeur général de l'Entreprise nippone Sud-Tri-lune. La procès devrait avoir lieu au cours du premier semestre 1993.

MÉDECINE

L'hôpital d'Albi renvoie un malade pour raisons budgétaires

M. Jean-Marie Azam, un hémophile de quarante-cinq ans, vient de saisir l'association des hémophiles de Midi-Pyrénées après avoir été renvoyé, pour des raisons budgétaires, de l'hôpital général d'Albi (Tarn), le 5 octobre, vers une clinique où les produits sanguins nécessaires à son intervention – la réduction chirurgicale d'un hémartrose dorsale – devaient être pris en charge par la Sécurité sociale grâce au système de tiers-payant.

L'administration d'extraits sanguins coagulants, qui favorisent la coagulation des plaquettes hémophiles, coûte très cher. Pour M. Azam, le coût du traitement avait été estimé à 100 000 F. «Dans une salle d'urgence, on reçoit une centaine de malades par jour, on doit procéder à des orientations en fonction de la pathologie, mais aussi parfois pour des raisons économiques», a expliqué le directeur de l'hôpital, M. Maurice Paganet, qui a ajouté que «la vie du malade n'était pas en danger». Selon lui, l'existence d'une enveloppe budgétaire unique pour chaque hôpital rend la pratique courante dans le service public. Le ministère de la santé a assuré que «l'établissement en avait référé aux autorités de tutelle, il aurait pu obtenir les sommes nécessaires à un surcoût de dépenses», et a ajouté qu'une enquête allait être menée.

CATASTROPHES

L'enquête sur l'accident du Boeing d'El Al se poursuit

Le ministère néerlandais des transports a publié, samedi 24 octobre, une lettre dans laquelle le vice-président de l'administration américaine de l'aviation (FAA), M. Thomas McSweeney, écrit, à propos des causes de la catastrophe aérienne du Boeing d'El Al, le 4 octobre

dernier à Amsterdam : «Puisque les défauts semblent se situer au niveau des réacteurs des moteurs sur les pylônes et des pylônes eux-mêmes sur les ailes, le problème n'est probablement pas spécifique aux avions de fret (...). Nous poursuivons notre enquête sur toutes les versions du Boeing-747.» Quant au bilan des victimes de la catastrophe, il vient d'être, une fois de plus, revu à la baisse. Alors que les premières estimations faisaient état de 250 morts, le dernier bilan s'en tient à 43, auxquels pourraient s'ajouter cinq autres disparus dont on ne sait pas encore s'ils ont péri dans l'accident. Le nombre des personnes identifiées s'est élevé à 39. Dans les jours qui ont suivi l'accident, 1 588 personnes avaient été portées disparues, la durée et l'intensité des températures de l'incendie comme la difficulté à recenser les clandestins présents dans les deux immeubles touchés par l'avion, laissent place à toutes les spéculations. — (Interim.)

DROITS DE L'HOMME

M. Pierre Aldendaum, nouveau président de la LICRA

A l'issue du 39^e congrès de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), qui s'est tenu samedi 24 et dimanche 25 octobre à la Défense (Hauts-de-Seine), M. Pierre Aldendaum a été élu président de ce mouvement, en remplacement de M. Jean Pierre-Bloch, quatre-vingt-sept ans, qui ne se représentait pas après vingt-cinq ans de mandat. M. Jean Pierre-Bloch avait adhéré à la LICRA (la notion de racisme a été ajoutée ultérieurement) dès sa fondation en 1927. Il fut l'un des plus jeunes députés élus en 1936 dans l'Aisne où il fit toute sa carrière politique. Prisonnier, puis évadé, il rejoignit la Résistance à Londres en 1943 et fut commissaire à l'intérieur du gouvernement provisoire, puis secrétaire d'État jusqu'en 1946. Il se spécialisa ensuite dans les affaires de presse et devint en 1968 président de la LICRA.

[Né le 3 mai 1942 au Puy-en-Velay (Haute-Loire), M. Pierre Aldendaum est le fils de Joseph Aldendaum, cofondateur en 1927 de la LICRA. Grand de société, conseiller municipal socialiste de Paris depuis les élections de mars 1989, il était depuis 1981 secrétaire général de la LICRA.]

IP VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur OSP - 64, rue La Boétie-PARIS
Tél. : 45.63.12.66 - FAX : 45.63.89.01

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, Jeudi 19 Novembre 1992 à 14 h 30, en un lot, dans un ens. immob. un

APPARTEMENT à PARIS 4^e
17, rue Ferdinand-Duval
EN DUPLEX, dans le bâtiment A comprenant : chambre, cuisine au 4^e et trois chambres, bains et W.C. au 5^e - cave
Mise à Prix : 100 000 F
S'adr. à la SCP CHAIGNE, avocat à PARIS-16^e, 22, rue Buissonière.
Tél. : 47-21-87-87. Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS et sur les lieux pour visiter s'adressant à l'avocat poursuivant.

VENTE sur saisie immobilière, Palais de Justice de BOIGNY le MARDI 3 NOVEMBRE 1992, à 13 h 30

PROPRIÉTÉ à TREMBLAY-EN-FRANCE
(93) - 155, rue du Limousin
comp. : une MAISON individuelle élevée et construite, buanderie, Cave - Rez-de-cha. : cuis. Séjour, salon, 2 ch. s. de bain, W.C. Comble. Terrain de 522 m²
MISE A PRIX : 600 000 F
S'adr. M^{me} Bénédicte BERTIN, avocat à BOIGNY (93), 2, avenue Paul-Bourdieu.
Tél. : 43-26-82-98 de 9 h 30 à 12 h. - SCP GASTINEAU, MALANGREAU, BOITELLE-COISSAU, avocats associés 2, carrefour de l'Odéon, 75006 PARIS.

Vente sur publications judiciaires au Palais de Justice de PARIS, le LUNDI 9 NOVEMBRE 1992, à 14 heures
EN UN SEUL LOT

APPARTEMENT de 7 PIÈCES
principales au 3^e étage, à gauche de l'ascenseur, divisé en : antichambre, 7 pièces, cuisine avec accès escalier de service, lingerie, 2 salles de bains, office, W.C. - CAVES - PIÈCE et DÉBARAS au 6^e étage
PARIS (17^e)
15, rue Marguerite - MISE A PRIX : 7 000 000 F
S'adresser à M^{me} Jean NOUËL, avocat au Barreau de PARIS, 26, boulevard Raspail. Tél. : 45-49-00-79.
Sur les lieux pour visiter : le VENDREDI 30 OCTOBRE 1992 de 10 h à 12 h, le LUNDI 2 NOVEMBRE 1992 de 10 h à 12 h et le MERCREDI 4 NOVEMBRE 1992 de 10 h à 12 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 29 OCTOBRE 1992 à 14 h 30
EN UN SEUL LOT, dans un immeuble sis

à PARIS-15^e - 5, rue Mizon
et 65, boulevard Pasteur
APPARTEMENT de 5 P. Ppales
au 6^e gauche, comp. : salon, salle à manger, 3 ch., salle de bains, cuisine, entrée, w.c. - Une CAVE au sous-sol portant le n° 12
Mise à Prix : 600 000 F
S'adresser à M^{me} SCHMIDT, avocat au Barreau de PARIS, demeurant 76, avenue de Wagram à PARIS-17^e - Tél. : 47-43-29-24.

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

100 grandes questions posées et résolues

365 56F

Botha. splendeur

Fire

SPORTS

RUGBY : la France bat l'Afrique du Sud 29-16

Naas Botha, splendeur et misère des Springboks

L'équipe de France a remporté sa première victoire à domicile contre une sélection sud-africaine en battant les Springboks 29-16, samedi 24 octobre au Parc des Princes. Après la défaite lors du premier test-match à Lyon, les Français se sont logiquement imposés grâce à deux essais d'Olivier Roumat et Alain Penaud, contre un essai de Danie Gerber et neuf points de l'ouvreur vedette des Sud-Africains, Naas Botha.

« Ils ont pris leur rugby par le bon bout », Daas la bouche de Pierre Berbizier, la phrase est revenue tout de suite, comme un long soupir de soulagement. Après l'humiliation lyonnaise, la sélection de l'équipe de France n'avait cessé de rabâcher à ses rugbymen la seule règle simple du jeu oval : tout commence obligatoirement devant, et s'achève éventuellement derrière. Au Parc des Princes, ses joueurs ont redonné une leçon à moitié retenue. Et même, ça touche, dans les regroupements, les avant français ont beaucoup glané. Et les trois-quarts ont beaucoup gaspillé, par excès de zèle, maladresse ou précipitation.

Mais ces nouvelles preuves du malaise qui frappe actuellement le jeu à la main française importaient peu. Le pack tricolore dominait trop les guerriers Springboks pour que quelques fautes puissent annuler son avantage. De mêlées enfoncées en mêlées pénétrantes, les avants bleus ont réussi l'essentiel, ce qu'ils n'avaient pu réaliser à Lyon : faire tomber Naas Botha de son fauteuil, ébranler le socle sur lequel l'ouvreur des Springboks a construit sa gloire.

Hendrik Egnatius Botha sait, lui, depuis longtemps par quel bout prendre son rugby. Lui derrière, les molosses devant, et les autres confiés dans des tâches subalternes. Son visage, après un match, sert de résumé à cette conception du jeu. Ces traits lisses et cette nuque bien peignée qui le font ressembler à un adolescent malgré ses trente-quatre ans, les avants les payent en égratignures et en oreilles décollées. Botha ne porte aucune marque de ces combats que d'autres livrent pour lui fournir des munitions et lui laisser le temps d'ajuster ses coups.

De cette période d'isolement, Naas Botha tire sa personnalité atypique et son expérience. Lui seul a su s'extraire d'un milieu qui vivait en autarcie et ébauchant une brève carrière dans le football américain. Puis en se partageant entre le Northern Transvaal, basé à Pretoria, et le club italien de Rovigo, dont le salaire lui permet de vivre comme le premier professionnel du rugby sud-africain. L'Africain est ainsi devenu davantage qu'une vedette dans son pays : un trait d'union entre le passé et le nouveau, entre l'étranger et la culture nationale. Mais il coince la même vélocité des Springboks, l'ouvreur vedette d'embûches entre régions sud-africaines qu'il refuse sur le terrain d'unir les deux parties d'un jeu équilibré, la coquetterie et l'attaque. Comme si Naas Botha saisisait les difficultés de sa formation, sans chercher à en tirer les conséquences. L'alchimie du personnage aux multiples facettes et au talent unique ne fonctionne que lorsque son paquet d'avants domine une rencontre.

Ce fut le cas à Lyon, lorsqu'il sut transformer les cadeaux français en matelas de points. Mais lorsque, devant lui, le digne du pack s'effrita, Naas Botha semble se noyer plus vite que les autres ouvriers. L'accélération des Springboks devient alors boulet, le principal atout de l'équipe se mue en handicap. Ce fut évident lors du test-match contre l'Australie, où Botha se mit à sombrer peu à peu dans l'indigence. C'était également sensible au Parc des Princes.

TENNIS : le Grand Prix de Lyon

Pete Sampras panse ses plaies

Vainqueur du Grand Prix de tennis de Lyon 1991, l'Américain Pete Sampras, tête de série numéro un, a conservé son titre en battant dimanche 25 octobre le Français Cédric Pioline (6-4, 6-2). L'Américain retrouve la deuxième place du classement mondial derrière son compatriote Jim Courier.

LYON

da notre envoyée spéciale

Longtemps, Pete Sampras a hésité avant de revenir défendre son titre à Lyon. Comment oublier qu'un mois après son triomphe de 1991, il était vaincu par Guy Forget en finale de la Coupe Davis, permettant à la France d'enlever le saladier d'argent aux États-Unis ? Sampras porta cette défaite comme un soufflet cuisant qui lui brûle encore la joue. « C'est un souvenir indélébile dans ma carrière », reconnaît-il. J'espère seulement qu'il va pas à peu à peu enfoncer dans un profond des mémoires.

Pour les Springboks, c'était la preuve supplémentaire que les progrès d'une équipe passent par une prise de risque que ce soit par leur jeu ou par leur jeu. Pour les Français, c'était un encouragement à persévérer dans une voie encore hésitante.

JÉRÔME FENOGLIO

FOOTBALL : les clubs russes

Etre après avoir été

Malgré l'éclatement de l'empire, les principales équipes restent compétitives sur le plan international

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Non, je ne suis pas conservateur, mais, quand même, cette équipe d'URSS, c'était quelque chose ! On jouait avec des Balles, des Géorgiens, des Ukrainiens. » Comment ne pas être nostalgique, Nikita Simonian, soixante-deux ans, lui qui a été longtemps un des attaquants les plus en vue du Spartak de Moscou et de l'équipe nationale soviétique, avec laquelle, se souvient-il, il a rencontré plusieurs fois l'équipe française des Kopa, Jonquet, Remetter ? Aujourd'hui premier vice-président de la fédération russe de football, il sait bien que la page a été définitivement tournée en juin 1992, lors d'une piètre équipe de la CEI - « Une équipe de l'import-export », dit-il - se faisait battre trois buts à zéro par l'Ecosse, au cours du championnat d'Europe des nations.

Apparemment, et surtout si on le compare à l'ensemble de la situation du pays, le football russe n'a pas trop mal digéré l'épreuve. Ainsi, sur les quatre équipes soviétiques qui avaient passé le deuxième tour des coupes européennes, deux ont encore toutes leurs chances de poursuivre leur chemin : le Dynamo est allé battre 2-1 le Torino chez lui en Coupe de l'UEFA, et le Spartak, à Moscou, a battu les vainqueurs de la Coupe, le Liverpool, 2-0. Les deux équipes ont donc toutes leurs chances de se qualifier pour la phase finale de la Coupe de l'UEFA. Mais, à l'exception de la victoire de la Coupe de l'UEFA, le football russe n'a pas trop mal digéré l'épreuve. Ainsi, sur les quatre équipes soviétiques qui avaient passé le deuxième tour des coupes européennes, deux ont encore toutes leurs chances de poursuivre leur chemin : le Dynamo est allé battre 2-1 le Torino chez lui en Coupe de l'UEFA, et le Spartak, à Moscou, a battu les vainqueurs de la Coupe, le Liverpool, 2-0. Les deux équipes ont donc toutes leurs chances de se qualifier pour la phase finale de la Coupe de l'UEFA.

Morosité et hooliganisme

Tout, pourtant, pouvait laisser craindre une véritable débâcle. La désaffection du public tout d'abord : si, en moyenne, 30 000 spectateurs assistaient aux matches de championnat il y a dix ans, on n'en compte plus que 5 000 aujourd'hui ! Ils étaient tout juste 10 000, le mois dernier, au stade Lénine de Moscou, qui peut abriter plus de 100 000 personnes, lors de la rencontre au sommet Spartak-CSKA, qui devait pourtant décider de l'issue du championnat (Spartak vainqueur et champion par la même occasion). Et, bien que les billets aient été gratuits ce jour-là, pas plus de 50 000 Moscovites soutenaient, jeudi dernier, le Spartak contre Liverpool.

« Les gens ne vont plus au football, mais ils ont aussi déserté les salles de spectacles et toutes les manifestations populaires », constate, comme pour se consoler, un supporter moscovite. La crise économique, la psychose de l'insécurité, le manque d'essence, mais aussi la morosité qui caractérise la Russie d'aujourd'hui, expliquent cette faible affluence.

En revanche, si les supporters sont moins nombreux, ils se font davantage entendre. Drapeaux, écharpes, fusées, cris, il est bico fiol le temps des sages tribunes soviétiques, où le « meilleur public du monde » ou se risquerait jamais au moindre débordement. La police veillait à empêcher toute manifestation excessive. A voir, jeudi dernier, les jeunes fanatiques du Spartak, passablement éméchés, vociférer en sortant du stade, on s'en prendrait presque à regretter le temps des vertes de vin chaud à la cannelle vendus à la mi-temps pour quelques kopecks. Compte tenu du mal de vivre de la jeunesse russe, ou risque d'éclore d'ici peu le prochainement de « hooliganisme » sur les stades russes.

Autre question : comment vont se financer les clubs de football ? L'Etat soviétique, et tous ses organes, ou légalisaient sur les myosopes pour entretenir des équipes. Ainsi, à Moscou, le Dynamo dépendait du ministère de l'Intérieur, le Spartak des syndicats, le CSKA était l'équipe de l'armée et les gigantesques usines de fabrication automobile ZIL subvenaient aux besoins du Torpedo. « Nous sommes maintenant confrontés à des problèmes d'argent », admet Nikita Simonian, alors que, avouant, nous n'y pensions jamais : c'était l'Etat qui payait.

Le directeur du Spartak, Youri Chaliapine, ne voit pas que des inconvénients dans cette nouvelle donne : « Certes l'Etat s'occupe de nous, mais un peu trop peut-être. L'équipe de football devenait ainsi la quasi-propriété des responsables du parti ». D'autant plus que la situation financière du Spartak s'est assez vite rétablie. « Il y a trois ans, au début de la perestroïka, cela a été très difficile, nous devions mendier de l'argent à la mairie de Moscou pour trouver un appartement pour les joueurs qui arrivaient. Maintenant, nous sommes plus riches », reconnaît Youri Chaliapine. Le club, qui va se transformer en société par actions, envisage d'améliorer les installations du stade Lénine, d'ouvrir un restaurant et un certain nombre de magasins.

Sans doute la comptabilité du Spartak n'est-elle pas un modèle de gloire et il est difficile d'obtenir des renseignements précis sur les différentes sources de financement.

Yongobadov vivant à Paris, Myrko Chichovitch est un des principaux sponsors de l'équipe. Président de l'entreprise d'emballage UNIPAC, il dit avoir signé un contrat d'un peu près d'un demi-million de dollars avec le club moscovite. « Quand je pensais à la publicité dans l'ex-URSS soviétique, le premier d'abord au football », explique-t-il.

Exportation de joueurs

Une chose est certaine : la principale source de revenus reste la vente de joueurs aux clubs étrangers. Une manne, compte tenu du coût de la vie et de la faiblesse du rouble. Ainsi, le salaire d'un joueur du Spartak se monte à 20 000 roubles par mois : cinq fois le salaire moyen à Moscou, peut-être, mais l'équivalent de moins de 400 francs. Un bon transfert, et voilà un club qui peut vivre serein dans l'opulence, du moins dans un relatif confort. Officiellement, la vente d'Alexandre Mostovoi à Benfica a porté sur 1,4 million de dollars (près de 500 millions de roubles). De quel acheteur, en Russie, cette fois, les jeunes joueurs les plus prometteurs. L'équation posée par Youri Chaliapine est simple : « Je vends mes joueurs en dollars et j'en achète d'autres en roubles ».

L'exil n'est pas toujours facile. Certains joueurs font les beaux jours de leur équipe - Zavarov à Nancy, Dobrovolsky, le Pelé suisse, ou Servette de Genève. D'autres sont déçus de l'entraîneur. Certains souhaitent retourner, un jour, chez eux. D'autres ont décidé de faire leur vie en Occident. Mostovoi a été naturalisé portugais, Ponomarev a demandé l'asile politique en Suède. Ce même Ponomarev qui raconte qu'un moment de son transfert, en 1989, son club avait touché 60 000 dollars mais que son salaire en Suède ne dépassait pas 3 000 couronnes, soit la moitié de l'allocation-chômage.

Pour le moment, cette exportation massive de joueurs permet au football russe de continuer à vivre, voire à gagner. Jusqu'au jour où l'hémorragie sera trop forte. Si, à Moscou, les grands clubs parviennent à s'en sortir, les équipes de province sont moins florissantes, sinon totalement exsangues. Certaines ne trouvent plus l'argent nécessaire pour aller disputer des matches dans une autre ville.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Les résultats

FOOTBALL	
CHAMPIONNAT DE FRANCE	
Première division (Dixième journée)	
Le Havre B. Lille	1-0
Caen B. Lens	3-0
Monaco B. Strasbourg	2-1
Nantes B. Montpellier	3-0
Marseille B. Saint-Etienne	1-0
Lyon et Metz	1-1
Paris-SG B. Toulon	2-0
Auxerre et Toulouse	0-0
Nîmes B. Valenciennes	2-1
Classement : 1. Nantes, 20 pts ; 2. Paris-SG, 19 ; 3. Auxerre, Monaco et Marseille, 16.	
Deuxième division (Dixième journée)	
GROUPE A	
Mulhouse et Nice	0-0
Albi B. Istres	2-0
Nancy B. Bastia	2-1
Perpignan B. Valence	2-0
Sedan B. Rodez	1-0
Clermont B. Annecy	4-2
Epinal B. Metz	1-0
Charleville et Lorient-Caennas	0-0
Ajaccio et Cannes	1-1
Classement : 1. Metz et Sedan, 16 pts ; 2. Mulhouse et Nancy, 14 ; 3. Perpignan, Bastia, Cannes, Istres, Nice et Charleville, 13.	
GROUPE B	
Angers B. Tours	4-1
Beauvais et Rouen	1-1
Red Star B. Amiens	2-0
Quimper B. Niort	1-0
Guingamp B. Lens	2-0
Angers B. Bourges	2-1
Rennes B. Lorient	4-1
Le Mans B. Amiens	1-0
La Roche-sur-Yon B. Châteauroux	2-1

CYCLISME	
Grand Prix des Nations	
Le Belge Johan Bruyneel s'est imposé, samedi 24 octobre, à Palma de Majorque, dans le Grand Prix des Nations. Ce contre-la-montre individuel était l'ultime épreuve de la Coupe du monde de cyclisme 1992, qui revient à l'Allemand Olaf Ludwig, quatrième de cette dernière manche.	
JUDO	
Championnat d'Europe par équipes	
Les Français ont gagné dimanche 25 octobre à Leonding (Autriche) les championnats d'Europe de judo par équipes, confirmant leurs résultats des Championnats d'Europe individuels et des Jeux olympiques de Barcelone et réussissant le deuxième doublé de leur histoire après celui de 1986. Les messieurs se sont imposés face à l'Allemand Olaf Ludwig, quatrième de cette dernière manche.	
HOCKEY-SUR-GLACE	
Tournoi français au Canada	
L'équipe de France de hockey-sur-glace a obtenu, vendredi 23 octobre, une victoire historique sur le Canada (3-5) lors de sa tournée dans le pays. Samedi, les hockeyeurs français ont pris leur revanche en battant les bleus (6-3).	
BASKET-BALL	
CHAMPIONNAT DE FRANCE	
Première division	
9 journées	
Villeurbanne B. Le Mans	75-63
Châlons B. Montpellier	79-70

CYCLISME	
Grand Prix des Nations	
Le Belge Johan Bruyneel s'est imposé, samedi 24 octobre, à Palma de Majorque, dans le Grand Prix des Nations. Ce contre-la-montre individuel était l'ultime épreuve de la Coupe du monde de cyclisme 1992, qui revient à l'Allemand Olaf Ludwig, quatrième de cette dernière manche.	
JUDO	
Championnat d'Europe par équipes	
Les Français ont gagné dimanche 25 octobre à Leonding (Autriche) les championnats d'Europe de judo par équipes, confirmant leurs résultats des Championnats d'Europe individuels et des Jeux olympiques de Barcelone et réussissant le deuxième doublé de leur histoire après celui de 1986. Les messieurs se sont imposés face à l'Allemand Olaf Ludwig, quatrième de cette dernière manche.	
HOCKEY-SUR-GLACE	
Tournoi français au Canada	
L'équipe de France de hockey-sur-glace a obtenu, vendredi 23 octobre, une victoire historique sur le Canada (3-5) lors de sa tournée dans le pays. Samedi, les hockeyeurs français ont pris leur revanche en battant les bleus (6-3).	
BASKET-BALL	
CHAMPIONNAT DE FRANCE	
Première division	
9 journées	
Villeurbanne B. Le Mans	75-63
Châlons B. Montpellier	79-70

Sortir de l'ombre de Courier

Pendant une semaine, l'effacement du tennis américain a permis à un joueur de se faire connaître. Cédric Pioline, 25 ans, a tiré ses coups au court de la ville de Lyon. Sans jamais déborder sur ses bords, mais, à l'instar de son compatriote Jim Courier, il a renvoyé en toute maîtrise tous les traits les plus perfides de ses adversaires dans un court à la surface trop rapide pour être spectaculaire. En véritable maçon, il s'est construit une forteresse inébranlable à la violence coupée de truelle, bien planté sur ses jambes solides, gâchées désormais de coups de bras, d'un artiste, enfin, au poignet magique. Capable de masquer ses coups avec une rare élégance, de varier la vitesse de son service avec une souplesse malicieuse, il a aphorisme des adversaires ébahis. Ainsi, Malivai Washington, le numéro 14 mondial, balayé en demi-finale par le Français, a dû s'incliner en une heure, transpirant par les ravers croisés de l'Américain et finalement assommé par des services qui allaient jusqu'à bombarder le public des premiers rangs.

Pete Sampras reviendra à Lyon. Il l'a promis. Il a retrouvé, dimanche, sa place de numéro deux mondial et, à vingt et un ans, il n'attend pas, bien sûr, rester éternellement dans l'ombre de son compatriote Jim Courier. Il avoue cependant qu'il n'a pas encore brisé le « tabou » de la Coupe Davis. Il veut la reconquérir, mais il ne veut pas se laisser distraire par la reconquête finale contre la Suisse, au Texas. Aux côtés de Courier, Agassi et McEnroe et très loin de Lyon, Pete Sampras entend être l'artisan de la victoire américaine. Pour sa faire pardonner. Pour penser une plume si dure à cicatriser.

BÉNÉDICTE MATHIEU

CULTURE

CINÉMA

Réalités italiennes

Aux Rencontres d'Annecy, les signes du renouveau et d'un retour au réalisme

ANNECY

de notre envoyé spécial

Les Rencontres du cinéma italien d'Annecy, qui se sont achevées le 24 octobre, ont été marquées par deux événements en rétrospective, de confirmations en découvertes, l'histoire du cinéma italien depuis dix ans passe par Annecy. Cette année, on n'a pu revoir des films du Mario Sesti, Vittorio Cottafavi, Riccardo Freda, Federico Fellini, Alberto Sordi, Luigi Comencini et Giuseppe De Santis, et rendre hommage à Giuseppe Bertolucci (prix Sergio Leone) et à Simon Mizrahi, qui fit tant pour imposer le cinéma italien en France. Mais c'est vers la compétition que se portaient les curiosités.

Dix films, première ou deuxième œuvre, de nouveaux réalisateurs que le public français ne connaît pas. Dix films qui n'auraient pas existé sans les subventions du ministère italien du tourisme et du spectacle. Cet organisme bicéphale apporte son soutien à ce que nous appelons chez nous le cinéma d'auteur. Et, au bout du compte, la consécration de Pasquale Pozzessere (trente-cinq ans), qui fut assistant de Pier Paolo Pasolini et Francesco Maselli. Le film a obtenu le Grand Prix des Rencontres, le prix du scénario et celui des cinémas d'art et d'essai (CICAE).

A Rome, Paola, jeune délinquante qui sort de prison, rencontre Eugenio, un garçon vivant de petits larcins et dormant dans les wagons de

chemin de fer. Ils zonent ensemble. Ils s'aiment. Paola est mère d'un enfant de quatorze mois qui a été confié à une institution pour mineurs. Elle risque d'en être séparée. Elle l'enlève. Le couple part vers le sud de l'Italie avec le bébé dans l'espoir de vivre une autre vie. Les films de Marco Risi ou Les Enfants volés, de Gianni Amelio, marquaient déjà un retour à la réalité sociale contemporaine. Verso Sud peut se rattacher à ce courant, mais dépasse le constat de déliquescence sociale et de misère matérielle par son romantisme sur fond de crise économique, qui peut rappeler les Amants de la nuit de Nicholas Ray.

Désarrois sentimentaux

Parfaitement interprété par Antonella Ponziani et Stefano Dionisi, le film est tourné en décors naturels avec de petits moyens, une grande rigueur de la mise en scène et un son direct. Le néoréalisme des origines avait, pour diverses raisons, abandonné la prise de son directe. Habitude bien installée ensuite dans les studios italiens. Le retour au son direct est une sorte de révolution et une façon de se situer par rapport à la production traditionnelle.

Excepté Ambrogio, de Wilma Labate, histoire assez mièvre, située au début des années 60, d'une adolescente qui veut devenir capitaine au long cours, tous les films présentés en compétition tenaient

compte de la situation sociale en Italie. On voit réapparaître là les soupes populaires, les bureaux d'assistance, les familles éclatées, les désarrois sentimentaux et sexuels jusque dans les classes aisées.

Dans *Manila Paloma Blanca*, de Daniele Segre, un jeune acteur sorti d'un hôpital psychiatrique, obsédé par ses rancunes que par ses chimères, bouleverse la vie d'une jeune femme juive de Turin (l'occasion de découvrir une ville et une communauté). Sous l'humour des situations et de la mise en scène, *Cinecittà Cinecittà*, de Vincenzo Badolacci, muré en partie sur le plateau du *Capitaine Fracasse* de Scola, rend compte de la double crise du cinéma et des liens sentimentaux privés et professionnels. Dans *Quattro figli unici*, de Fulvio Wetzl (ces trois films ont obtenu une mention du jury), une fille d'une douzaine d'années truffe son appartement de micros pour épier son entourage et mettre les comportements en fiches sur ordinateur. Il ne s'agit pas de voyeurisme ou de perversion, mais d'une tentative de réinventer les liens familiaux et affectifs.

L'emprise de la télévision est manifeste dans beaucoup de ces nouveaux films (convention de scénarios, rythme narratif, façon de cadrer). C'est sans doute de cela qu'il faut se désarmer au plus vite. Mais quelque chose est en marche.

JACQUES SICLIER

Le château enchanté

LA BELLE ET LA BÊTE

de Gary Trousdale et Kirk Wise

Un bon dessin animé selon les critères Disney, c'est une histoire féerique, une série de personnages à mi-figures, attendrissants, effrayants, poétiques. C'est de l'émotion, des chansons, de l'humour, de la loufoquerie, du rêve, un peu de morale et tout ce qu'il est impossible de réaliser avec des comédiens humains, même en y ajoutant des images de synthèse et des effets spéciaux.

La Belle et la Bête, nouvelle et luxueuse production des studios du bon Walt, possède toutes les qualités requises. L'histoire est simple. Le spectateur le plus innocent sait bien que Belle n'épousera pas Gaston, le bellâtre friéreur aux muscles de culturiste. Quand elle se rend au château de la Bête pour prendre la place de son père bousillonné de père enfanté dans une cellule, le sort en est jeté. Elle aimera, et son amour exorcisera la Bête, qui redeviendra le beau prince qu'il fut avant d'avoir chassé une pauvre femme venue lui demander la charité.

Mais, entre-temps, tout l'arsenal du génie aura été mis à contribution : sur un rythme échevelé, défille une galerie variée de personnages à l'aspect humain, d'autres en forme d'horloge, de théâtre et de tasse, plus un chandelier qui chante comme Maurice Chevalier et conduit un éblouissant ballet façon *Banby Berkeley*. De la comédie musicale au film de cape et d'épée, *La Belle et la Bête* va bon train.

COLETTE GODARD

THÉÂTRE

Dernière parade pour Cargo 92

NANTES

de notre envoyé spécial

Il était 18 heures, samedi 24 octobre à Nantes, quand s'est mise en marche la dernière parade de Cargo 92 : les armées à travers les âges vus par Royal de Luxe et la Mano Negra. La première parade avait eu lieu à Carcassonne (le Monde du 23 avril) et marquait le coup d'envoi d'une opération de prestige qui, organisée par l'Association française d'action artistique (AFAA), a parcouru pendant six mois l'Amérique latine.

Au centre de Nantes, les rues avaient été interdites à la circulation automobile. Une foule impressionnante se baladait en liberté, les enfants à califourchon sur les épaules paternelles, les chiens mêlant leurs aboiements affolés aux pétarades et feux d'artifice. Fête de famille un peu hâtive, dans une ambiance aux couleurs du ciel ventoux.

Six mois ensemble

C'est dur de vivre six mois ensemble, même quand le triomphe est là. C'est dur aussi de terminer une aventure. Royal de Luxe prend du large. La troupe abandonne la Vérité.

ble Histoire de France, qu'elle tourne depuis plus de deux ans. Pendant quelques mois, elle va travailler sur des spectacles moins lourds, conçus pour des occasions précises et uniques : par exemple, l'inauguration de la nouvelle ligne de tramway de Saint-Denis.

Le retour de Royal de Luxe à Nantes, sa ville de base, correspondait à la troisième édition des « Alliances ». Manifestation politico-culturelle comme la plupart des festivals, bénéficiant d'un grand remue-ménage médiatique. Le principe est de donner aux nuits nantaises, pendant une semaine, un goût étrange venu d'ailleurs. De Buenos-Aires, cette année, et, comme les autres années, en invitant des artistes non institutionnels. Mais en projetant des films officiels, plus faciles à obtenir et moins coûteux que les spectacles vivants.

La 24 octobre vers 22 heures se déchaînait une fête bruyante : Nantes avait battu Montpelier par six à zéro. Les Argentins présents n'ont pas été les derniers à hurler leur enthousiasme pour le football et la victoire de leur sphère patrie.

COLETTE GODARD

URBANISME

L'architecture en projet

Suite de la première page

Où bien faut-il comprendre l'architecture française, à travers l'accumulation de ratés qui font l'essentiel et du bâti et du développement récent des villes ? On le voit bien au SIA, où, malgré une sélection assez vigilante que l'autorisation des exigences financières du Salon, la médiocrité pour-éventée rentre aussitôt par les fenêtres.

Le SIA était heureusement inauguré par M^{me} Marie-Noëlle Liemann, ministre déléguée au logement et au cadre de vie, qui avait un temps inhabitulement long dans la Grande Halle de la Villette, visitant chaque stand et réconfortant ses « troupes », victimes d'une perspective assurément morose (le Monde du 22 octobre). Est-ce cette perspective, ou la consécration de la FIAC, qui ouvrirait ses portes le même jour, voire celle du Salon international de l'habitat, fatal homonyme du SIA, qui ouvrirait le dimanche 25 ? Toujours est-il qu'il n'y avait ni la fièvre ni véritablement l'ambiance attendue de cet événement, qui grand le relais de la Semaine de l'architecture.

Une petite fièvre, si, mais d'étudiant, devant les portes. Foule bon enfant et faisant sonner la plus traditionnelle des fanfares pour rappeler l'extrême décadence de leur enseignement en France. Un étudiant en architecture ne court pas le même jour, voire celui du Salon international de l'habitat, fatal homonyme du SIA, qui ouvrirait le dimanche 25 ? Toujours est-il qu'il n'y avait ni la fièvre ni véritablement l'ambiance attendue de cet événement, qui grand le relais de la Semaine de l'architecture.

Une petite fièvre, si, mais d'étudiant, devant les portes. Foule bon enfant et faisant sonner la plus traditionnelle des fanfares pour rappeler l'extrême décadence de leur enseignement en France. Un étudiant en architecture ne court pas le même jour, voire celui du Salon international de l'habitat, fatal homonyme du SIA, qui ouvrirait le dimanche 25 ? Toujours est-il qu'il n'y avait ni la fièvre ni véritablement l'ambiance attendue de cet événement, qui grand le relais de la Semaine de l'architecture.

Rare architecte surtout à avoir su se servir sans faux pas de couleurs franches, il a laissé aussi quelques citations, notamment lors de la réception de son prix, suscitant de nombreux emprunts et instant, constructif, de fraîcheur ; « Nul et jour le jour, le souvenir des fontaines : celles, merveilleuses, qui marquent pour toujours mon enfance, les citernes des fermes, les marais de

quits dans les couvents, les rigoles où l'eau court allègrement, les sources qui reflètent les cimes d'arbres millénaires, les queues qui conduisent l'eau aux fermes avec le fracas d'une cascade ». Barragan, on l'aura compris, n'est pas seulement un artiste du brouillard. Comme ne le sont pas les architectes de l'autre côté du monde, l'exposition produite par nos voisins ibériques, « 10 ans d'architecture espagnole, 1980-1990 », qui présente près de deux cents réalisations de toutes les généralités du pays.

Le parti-pris de se présenter, sauf exception, qu'une œuvre par architecte ainsi que le classement par grande catégorie d'édifices (maisons particulières, édifices publics, aménagement d'édifices anciens, etc.) ne permettent guère de repérer la réalité des tendances. En revanche, et c'est ce qui est l'objectif ? Il se dégage, pour qui a le courage d'entrer cette forêt de papyrus, un sentiment de vitalité proche de ce qu'on pouvait ressentir devant les pavillons de Généralités, à l'Exposition universelle de Séville. Et puis, aussi, à l'exception de rares et inévitables médiocrités, on sent que, là où la France a produit durant les dix dernières années une belle inventivité elle aussi, mais grevée de narcissisme et d'un individualisme hautain, les Espagnols laissent majoritairement un souci de mesure, d'exigence contextuelle, de modestie somme toute. Ce qui a interdit nullement le lyrisme.

Absence des grands investisseurs

Le retour en France, dans la nef de la Grande Halle, Grand Palais, technocratique, même si l'architecture reste ordinairement le prétexte véritable des stands. EDF s'offre une présentation masochiste, pleine de bonne volonté, écologique et urbaine, mais marquée par un infantilisme architectural qui lui fait présenter un mélange de réalisations à peine convaincables et de monstres architecturaux sur le mode « avant-après ». Comme les transports sont devenus un thème consensuel du SIA, la ville de Toulouse croit faire oublier par la présentation de son métro les dix années de médiocrité majoritaire dont elle offre actuellement le catalogue au Musée des Augustins (2).

La SNCF conçoit pour sa part de faire la preuve par l'exemple, son architecte et ingénieur fétiche, qu'elle n'a pas fait que des massacres dans



Immeuble de Frédéric Borel, boulevard de Belleville à Paris (20)

ses anciens gares, comme les malheureux bâtiments de Valence ou Bordeaux. Belle envolée de la ville de Nantes, sympathique tentative pédagogique de la ville de Reims. Les architectes italiens se font abondamment présents, même s'ils sont désarmés par le SIA, mais pour le coup adroitement de l'absence, à commencer par le groupe Caisse des dépôts, dans la politique d'intervention dans le monde de l'architecture est devenue des plus étranges, sauf à comprendre que la réponse se trouve dans sa nouvelle collection d'art plastique.

FRÉDÉRIC EDELMANN

Les prix Aga-Khan d'architecture 1992. — Les prix Aga-Khan d'architecture ont été récemment remis à Samarcande, en Ouzbékistan, en présence de l'Aga Khan. Depuis 1977, les prix Aga-Khan récompensent les réalisations architecturales d'exception élaborées dans le monde musulman. Cette année, neuf lauréats ont été désignés. Les réalisations primées sont le programme de conservation de la ville turisienne de Kairouan ; le projet de réhabilita-

tion des parcs et palais d'Istanbul ; un parc culturel pour enfants au Caire ; l'urbanisation de Wadhwan à Annam ; le Kampong de Kail Cho-de à Yogyakarta, en Indonésie ; un système de construction en pierre dans la province de Dar'a, en Syrie ; un village de vacances de Demir à Bodrum, en Turquie ; un institut panafricain pour le développement au Burkina-Faso ; et un institut indien pour le développement de l'entreprise à Ahmedabad, en Inde.

Le plan du ministre de l'équipement

Une autonomie croissante des écoles et la réorganisation des concours

Inaugurant la quatrième Semaine de l'architecture, dont le relais est pris par le Salon international de l'architecture dans la Grande Halle de la Villette (le Monde du 22 octobre), M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, a tenu à rappeler l'effort de l'Etat en matière d'architecture, autant que le nombre de constructions publiques à doubler depuis 1989 pour dépasser annuellement le million.

M. Bianco a annoncé les grandes lignes des projets de son ministère, qui s'articulent autour de trois axes prioritaires : la formation des professionnels, la reconnaissance des concepts dans la maîtrise d'ouvrage publique et la valorisation de l'architecture auprès d'un public élargi.

Le plan « Ecoles d'architecture 2000 », premier volet de cette politique, intervient alors que les écoles d'architecture traversent une crise sans précédent, largement due à un manque de moyens (le Monde du 8 octobre). Il est proposé une autonomie croissante des écoles d'architecture, même si M. Bianco n'exclut pas de faire évoluer à l'avenir leur statut en leur permettant de procéder d'abord à une expérimentation dans une ou deux écoles.

Passerelles avec les universités

Le ministre a également annoncé une hausse de 37 % du budget des écoles d'architecture - 20 % pour les crédits de fonctionnement, 25 % pour les bourses, un accroissement de 7,5 millions de francs des crédits de vacations, les crédits affectés à l'équipement immobilier passant de 27 millions à 50,4 millions de francs en 1993.

Sur la base du pré-rapport du recteur Frémont dont la version définitive devrait être publiée prochainement, des passerelles plus nombreuses seront lancées entre les écoles d'architecture et les universités, en plus des six DEA et trois DESS déjà existants (création d'enseignements de deuxième cycle, filières doctorales et diversification des troisième cycles).

Malgré ces nouvelles ouvertures, la spécificité des écoles d'architecture doit être conservée, et, selon le ministre, « l'accent doit être mis sur l'enseignement de projet ».

voit la nomination de trente et un professeurs et de deux cent quarante maîtres-assistants d'ici à la fin de 1993.

Pour le deuxième chapitre de ce programme consacré aux concepteurs, une réorganisation des concours est annoncée. Pour faire face à leur multiplication et répondre à la directive européenne relative aux marchés publics de services, l'Etat propose notamment un relèvement du seuil de l'obligation des concours de 900 000 francs à 1,3 million de francs, et le ministre s'engage à mettre en œuvre diverses mesures qui permettent désormais une meilleure indemnisation des candidats participant à ces concours.

Enfin, pour favoriser la promotion de l'architecture, M. Bianco a réaffirmé son soutien aux initiatives proposées dans le cadre de vie quotidienne comme le programme expérimental, élaboré en collaboration avec M^{me} Marie-Noëlle Liemann, ministre déléguée au logement, sur les aménagements de proximité de plus de cent sites pilotes.

F. E.

Maisons sur catalogue

Cébré pour ses créations d'objets design, ou ses immeubles au Japon et aux Etats-Unis, Philippe Starck se lance dans un nouveau pari : il veut vendre par correspondance des « maisons d'architectes ». « L'intelligence française se gargarise de grands travaux alors que la France se couvre d'une lèpre : les lotissements individuels, indignes Philippe Starck. Tout le monde s'ennuierait bien d'avoir une maison signée par un maître de l'architecture, mais les honoraires font peur. »

Assai veut-il rendre cette idée possible en vendant, entre 5 000 francs et 10 000 francs, un dossier complet destiné à une entreprise de construction et à l'obtention du permis de construire. Cette maison sera en vente dans le catalogue des 3 Suisses, la firme de vente par correspondance qui diffuse déjà la plupart des objets créés par Starck. « Je voudrais qu'ensuite des architectes comme Frank Gehry, Jean Nouvel prennent le relais, dit le designer. Pour que tous les ans, une nouvelle maison soit proposée. »

OPERA
BASTILLE

3 DERNIERES
27, 29, 31 Octobre

JEANNE D'ARC
AU BUCHER

LABELLE HUPPERT

TARIF : 15-100-200-300-400-500
ETUDIANTS 1000

44 - 73 - 13 - 00

CULTURE

ARTS

Le feu et les nœuds

De son premier métier - graveur, - Jaccard a conservé une fascination pour l'empreinte, sous toutes ses formes

CHRISTIAN JACCARD
à la galerie Louis Carré

Aux commencements, Jaccard fabriquait des outils, cordes tressées et ligatures, dont il marquait la silhouette sur la toile. Il fut de ceux qui estimèrent le tableau de chevalet impuissant à traduire l'art de leur siècle. Et qui le regret-

C'est par un désespoir presque amoureux que Jaccard va, vers 1973, non pas brûler le Louvre mais brûler le feu au tableau, au moyen de la mèche d'allumage d'un bâton de dynamite. Il aime à comparer cette pratique à l'éco-

cumuler En 1978, la série des «Trophées», constituée de peaux de vache, crée un premier malaise. Les cuirs brûlés sont perçus comme des agressions. Jaccard, qui a le sens du sacré, continue d'égratigner les idoles. En 1980, les «Anonymes calcinés» sont réalisés à partir de tableaux anciens, scarifiés par le cordon ardent. En les détruisant, il réhabilite des œuvres publiées, jetées aux poubelles de l'histoire.

Mais c'est aussi l'avenue de son profond regret de ne plus pouvoir travailler comme eux, depuis que Frantz a fendu une toile, que Miro, Burri ou Klein ont brûlé les leurs, que les avant-gardes l'ont convaincu de l'obsolescence de la peinture. Il en retrouve pourtant certains procédés dans la combustion de ses mèches lentes, qu'il a soigneusement disposées et dont il

dirige flammes et suies par des mouvements divers donnés au tableau. En 1986, il commence, parallèlement à ses ignitions, un travail baptisé «Concept supranodé», composé d'éléments naturels nu d'objets recouverts de cordes nouées.

Surgeaient ainsi des sculptures patiemment élaborées, un mobilier indéniable, tumescent et presque baroque. Le rouge dominait dans les toiles brûlées et les sculptures supranodales, signalant la chaleur passée lors de la mise à feu, rappel de l'œuvre en train de se faire.

L'exposition d'aujourd'hui poursuit le dialogue entre le feu et le nœud, la blancheur du second formant comme un écho de l'état originel du papier avant sa combustion. Elle est également une sorte d'apaisement, Jaccard entamant

un nouveau jeu avec l'histoire de l'art : les cadres se succèdent, diplo-

Le résultat est surprenant, les courbes tendues par les flammes, la densité variable des suies et des charbons créent des œuvres qui font à nouveau penser aux anciens mythes. Le spectateur devra reconnaître en Christian Jaccard un des rares artistes actuels capables de ferveur.

HARRY BELLET

► Galerie Louis Carré, 10, avenue de Messine, 75008 Paris. Tél. : 45-62-57-07. Jusqu'au 31 octobre.

Occasions manquées

L'ART RENOUVELLE
LA VILLE
au Musée des monuments français

Toujours avides d'exemples, les Japonais ont tenté de parler d'un pays où l'on tentait depuis longtemps d'introduire un peu de poésie dans la rue, de l'urbanité dans la ville, de l'art dans la vie. Ils vinrent donc en France qui, par là, fait figure de modèle en la matière, et contribuent à l'organisation d'une exposition qui nous revient aujourd'hui. On y retrouve plus de trente artistes qui tentent de s'exprimer avec les administratifs divers, tantôt se virent au contraire sollicités par la commande publique ces vingt dernières années. Les maquettes des projets, réalisés ou non, voisinent avec des œuvres qui donnent une idée plus large du travail de chacun.

L'exposition aurait pu servir tout le siècle : après le premier conflit mondial, au Bauhaus au groupe De Stijl, une nouvelle morale s'était ébauchée qui voulait déjà unir l'art et la vie. Sans beaucoup de succès. Les années 50 virent ressurgir le phénomène, avec une tendance très nette (au moins durant les dix années qui suivirent la Libération) à l'abstraction géométrique. Celle-ci fut petit à petit concurrencée par une nouvelle ligne, plus lyrique mais qui restait

fidèle aux mêmes préoccupations, nées du constructivisme, d'intégration des arts à la société.

De cette époque héroïque, on retrouve ici avec plaisir la figure de Martha Pan, sculpteur, qui fut, dit-on, très impliquée dans la préparation de l'exposition. Mais on doit regretter l'occultation quasi complète des recherches de Georges Patry par exemple, ou de ceux qui, comme Nicolas Schöffer, cherchaient moins à s'adapter à l'architecture qu'à s'en emparer totalement. D'autres sont présents, mais avec des œuvres qui ne verront jamais le jour, projets refusés, ou reportés indéfiniment.

Ce n'est pas l'un des minimes intérêts de cette exposition que d'établir un premier inventaire des occasions manquées. Il s'en dégage un autre constat, plus pernicieux : les Français ne voient aucun inconvénient à installer l'art contemporain dans les villes nouvelles, ou au milieu des quartiers pavillonnaires. Mais que l'on propose une intervention à proximité d'un bâtiment du onzième siècle, fût-il achevé par Viollet-le-Duc, et l'on assiste à un concert de protestation.

H. B.

► Palais de Chaillot, place du Trocadéro, 75016 Paris. Tél. : 44-05-39-10. Jusqu'au 15 novembre.

Marionnettes en liberté

Un festival doublé d'une compétition inédite

CANNES

de notre correspondant régional

L'art de la marionnette française vient de trouver, à Cannes, la manifestation-vitrine qui lui manquait. Celle-ci avait été préconisée dans une enquête sur l'image de la marionnette et ses publics, effectuée, en 1990, à la demande du Centre national des marionnettes (CNM). Sa raison d'être : fournir des repères aux programmeurs tout en répondant aux besoins d'ouverture et d'échanges des compagnies. Deux objectifs remplis par le festival international Marionnettes 1992 de Cannes, qui vient de se dérouler, pendant neuf jours, dans la cité du cinéma. Mis à part la grande fête des marionnettistes qui a lieu, tous les trois ans, à Charleville-Mézières et le nouveau théâtre de la marionnette à Paris, il existe, déjà, plusieurs autres festivals du genre en France, notamment à Strasbourg et à Auxerre.

La particularité de celui de Cannes est de se doubler d'une compétition inédite : les Rencontres professionnelles de la marionnette française, placées sous l'égide du CNM.

Ces Rencontres, qui se renouvelleront, désormais, tous les deux ans, en alternance avec l'accueil de troupes étrangères, sont inspirées de la formule des Césars et des Molières. Avec la présentation des dix meilleurs spectacles - sélectionnés par un vote à bulletin secret de la profession parmi ceux créés l'année précédente. La première compétition cannoise, d'un excellent niveau, a plus particulièrement illustré la tendance à l'interpénétration du théâtre vivant et du théâtre d'illusion. Guignol, certes, est toujours fidèle au poste. Mais la marionnette n'est plus, tout à fait, dans la marionnette.

Art de synthèse par excellence, elle a jeté des passerelles vers toutes les autres formes d'expression artistique. A la faveur, aussi, de la multiplicité et de la complémentarité des moyens et des techniques, elle a brisé, depuis longtemps, le carcan des traditions. Théâtre dramatique sous toutes ses

formes, théâtre d'ombres, théâtre d'objets : la diversité des spectacles présentés à Cannes a pleinement témoigné de cette évolution.

Le Grand Prix du jury des professionnels, présidé par Paul-Louis Mignn, a récompensé la compagnie Amoros et Augustin (Strasbourg) pour un spectacle (*Senor Z*, fantaisie visuelle et musicale, inspirée des aventures de Zorro) qui renouvelle de façon très originale le théâtre d'ombres. Le Prix des jeunes ainsi que le Prix du public ont été attribués à Flash Marionnettes (également de Strasbourg) pour *L'Amour des trois oranges*, un spectacle de théâtre noir, savamment décomposé et d'un humour ravageur. Le festival a également fait un triomphe à la dernière création (hors compétition) de la compagnie Philippe Genty.

GUY PORTE

DANSE
THEATRE DE LA VILLE
PARIS
DU 3 AU 7 NOV. 20H30
KARINE SAPORTA
LE REVE D'ESTHER
création pour 16 danseurs
2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

ATHENES
Festival d'Automne à Paris
30 Octobre - 22 Novembre 1992
LECTURES
SUR LE THEME DU VOYAGE
Conrad, Gombrowicz, Lagerkvist, Melville, Pessoa, Supervielle...
CHANTS MARINS
chansons de Jean Cocteau, Tristan Corbière, Paul Faure, Pierre Mac Orlan...
par Francesca Solleville

MAIRIE DE PARIS

13ème FESTIVAL DE JAZZ DE PARIS
15 AU 31 OCTOBRE 1992

LUNDI 26 OCTOBRE
RADIO FRANCE
STUDIO 105 - 20H30
Le guitariste brésilien NELSON VERAS
invite le trio du pianiste Jeff GARDNER

MARDI 27 OCTOBRE
THEATRE DE LA VILLE - 20H30
ANTOINE HERVE
THE BRECKER BROTHERS BAND
featuring
MIKE STERN - DENNIS CHAMBERS

MERCREDI 28 OCTOBRE
THEATRE DE LA VILLE - 20H30
LE BIG BAND LUMIERE
de
LAURENT CUGNY
HERMETO PASCOAL E GRUPO

JEUDI 29 OCTOBRE
THEATRE DE LA VILLE - 20H30
JANE BUNNETT QUINTET
featuring Cindy BLACKMAN
JEAN-MICHEL PILC
"Big Bang" - Création

VENDREDI 30 OCTOBRE
THEATRE DE LA VILLE - 20H30
RICCARDO DEL FRA
"Silent call" - Création
CHARLIE HADEN
Quartet WEST

SAMEDI 31 OCTOBRE
RADIO FRANCE
GRAND AUDITORIUM - 20H30
"ANNA LIVIA PLURABELLE"
Musique de André HOEIR
Dir. mus. : Patrice CARATINI
SCLAVIS - PIFARELY
Acoustic Quartet

INFORMATIONS :
(1) 40 56 07 17

mière parade pour Cargo 92

MAITIS

une œuvre spéciale

Le 13 octobre, à 20h30, la mière parade pour Cargo 92 sera présentée à la Mairie de Paris. Cette œuvre, réalisée par le collectif Cargo 92, est une œuvre d'art contemporain qui se présente sous la forme d'une installation interactive. Elle invite le spectateur à découvrir une œuvre d'art contemporaine qui se présente sous la forme d'une installation interactive. Elle invite le spectateur à découvrir une œuvre d'art contemporaine qui se présente sous la forme d'une installation interactive.

Stéphanie

Le 13 octobre, à 20h30, la mière parade pour Cargo 92 sera présentée à la Mairie de Paris. Cette œuvre, réalisée par le collectif Cargo 92, est une œuvre d'art contemporain qui se présente sous la forme d'une installation interactive. Elle invite le spectateur à découvrir une œuvre d'art contemporaine qui se présente sous la forme d'une installation interactive.

plan du ministre de l'équipement

une autonomie croissante

et la réorganisation de...

Le plan du ministre de l'équipement vise à promouvoir une autonomie croissante et la réorganisation de... Le plan du ministre de l'équipement vise à promouvoir une autonomie croissante et la réorganisation de...

Maisons sur catalogue

Le catalogue des maisons sur catalogue propose une sélection de maisons modernes et contemporaines. Ces maisons sont conçues par des architectes renommés et sont disponibles à des prix très attractifs. Le catalogue des maisons sur catalogue propose une sélection de maisons modernes et contemporaines. Ces maisons sont conçues par des architectes renommés et sont disponibles à des prix très attractifs.

OPERA DE PARIS BASTILLE

3 DERNIERES
27, 29, 31 Octobre

JEANNE D'ARC AU BUCHER

ARTHUR HONEGGER
Poème de Paul Claudel
CHUNG / REGY / JEANNETEAU

avec
ISABELLE HUPPERT

TARIFS : 125-195-250-310-350-495F
ETUDIANTS : 100F*

44 - 73 - 13 - 00

ÉCONOMIE

BILLET

La guerre commerciale transatlantique sur les oléagineux et les céréales

M. Kohl et la hausse des impôts

M. Helmut Kohl a déclenché une tempête au sein de la coalition au pouvoir en Allemagne en déclarant dans une interview au journal *Bild am Sonntag* que ses concitoyens devaient se préparer à « des temps rigoureux ».

Le chancelier a annoncé que la réunification nécessiterait de nouvelles hausses d'impôts à partir de 1995, ajoutant qu'il faudrait aussi allonger la durée du travail. Ces sacrifices demandés longtemps à l'avance ont ébranlé la coalition au pouvoir. M. Theo Waigel, ministre des finances et leader de la CSU, branche bavaroise conservatrice de la démocratie-chrétienne, a immédiatement répliqué que l'économie allemande était en fort ralentissement et que l'annonce d'impôts nouveaux risquait de casser la reprise. Si M. Waigel rappelle souvent que le réajustement des comptes publics allemands est aussi indispensable que difficile, ses propositions portent sur des économies budgétaires et non sur des hausses d'impôts.

M. Jürgen Möllemann, ministre de l'économie et l'un des têtes pensantes du parti *Liberal* qui participe à la coalition au pouvoir, préfère lui aussi réduire les subventions et les dépenses publiques, « les augmentations d'impôts ne devant être utilisées qu'en dernier recours ».

Voilà donc M. Kohl un peu plus en difficulté. Les grands de ce monde ont décidément bien du mal à gouverner. Aux États-Unis, M. Bush risque de chuter sur des problèmes économiques. En Grande-Bretagne, c'est M. Major qui doit quasiment changer de politique pour se maintenir au pouvoir. En France, si la situation n'est pas aussi grave, le débat budgétaire et les réactions au sein même du Parti socialiste affaiblissent de plus en plus M. Mitterrand et Bérégovoy.

Le sort de M. Kohl aura été de ne pas dire la vérité aux Allemands de l'Ouest lors de l'effondrement du mur de Berlin. Le chancelier avait assuré à l'époque que la réunification pourrait se faire sans douleurs, c'est-à-dire sans impôts. Les Allemands ont découvert depuis l'erreur ou le mensonge. Les augmentations de salaires - trop dévotées - demandées par les salariés allemands d'expliquent en partie par la volonté de contraindre la voûte-fuse de M. Kohl : les impôts supplémentaires seront effacés par des hausses de salaires.

Reste que l'Allemagne commence à abaisser ses taux d'intérêt et que ce mouvement peut assez rapidement s'amplifier. La politique budgétaire prend ainsi le relais d'une politique monétaire qui a jusqu'ici assuré l'essentiel de la rigueur. Tournant important puisque M. Major peut annoncer une nouvelle détente du loyer de l'argent et qu'en France il se pourrait...

ALAIN VERNHOLLES

Les Douze tentent de trouver une position commune sur le volet agricole de la négociation du GATT

Les ministres de l'Agriculture de la CEE, réunis lundi 26 et mardi 27 octobre à Luxembourg, devaient tenter de trouver une position commune à propos de leurs échanges agricoles avec les États-Unis. Alors que l'administration américaine a menacé, il y a quelques jours, d'imposer des sanctions commerciales à l'encontre des produits européens si la CEE n'acceptait pas la signature d'un accord, les responsables français ont une nouvelle fois rappelé leur opposition à la signature d'un tel texte, dans l'attente des négociations.

Dimanche 25 octobre au soir, le ministre français de l'Agriculture, M. Jean-Pierre Soisson, recevait dans un dîner « informel » ses homologues anglais, danois, allemand, italien, espagnol et irlandais.

Recentrage sur l'assurance

Le danois Baltica tente de réduire sa dette

Le premier groupe d'assurances danois Baltica, en proie à d'importantes difficultés financières, a annoncé vendredi 23 octobre une série de mesures destinées à réduire son endettement, estimé à 14 milliards de couronnes (12 milliards de francs) et à recentrer le groupe sur son métier principal qui est l'assurance.

Ainsi, Den Danske Bank, le premier institut financier du Danemark, va entrer dans le capital de Baltica. Fortisbank en acquérant 32,46 % des actions de cette filiale d'assurances pour 2,5 milliards de couronnes (2,1 milliards de francs). Parallèlement à cette ouverture, l'assureur danois vient de se désengager de son concurrent suédois Skandia dont il possédait 4,9 % du capital. Il vient également de céder une partie des 2,89 % qu'il détenait dans le groupe Suez où il était entré à la suite d'échange de participations en 1989. Baltica Holdings a perdu au premier semestre près de 350 millions de francs en raison d'importantes moins-values sur les portefeuilles immobiliers et boursiers (le *Monde* du 3 septembre).

À l'issue de la rencontre, M. Soisson a déclaré : « La présence de nos homologues européens montre notre volonté d'arriver à des positions communes sur le GATT ». Interrogé au « Grand Jury RTL-le Monde », le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, a rappelé qu'il ne négocie pas sous la menace de rétorsions. Allant dans le même sens, l'ancien ministre de l'économie, M. Edouard Balladur, a estimé à « L'heure de vérité », sur France 2, que l'interdiction des négociations jusqu'à l'élection présidentielle américaine du 3 novembre était « acquise ». Il a souhaité que « les Européens fassent preuve de solidarité ». La veille, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, avait affirmé qu'aucun accord ne pourrait être signé avant le 3 novembre.

Un numéro spécial d'« Économie et statistique »

La mutation de l'agriculture

Économie et statistique, la revue mensuelle de l'INSEE, vient de publier un numéro spécial consacré aux problèmes agricoles intitulé : « La mutation de l'agriculture » (1). On y relève notamment une étude sur les performances de l'agriculture européenne et la conclusion qu'en tirent les experts : un net avantage des États-Unis sur l'agriculture européenne, entre 1973 et 1989, d'environ 30 % en termes de productivité.

Un autre article examine les perspectives pour l'agriculture française, à l'horizon 1997, après la réforme de la politique agricole commune (PAC) du printemps 1992. L'offre tendra à se rapprocher de la demande. La croissance de la production va se ralentir, notamment pour la viande, les céréales et les oléagineux. En revanche, pour la porc et les volailles, la production augmentera du fait de

l'abaissement du coût des aliments. Grâce aux aides importantes distribuées pour compenser la baisse des prix, note l'INSEE, le revenu brut moyen par exploitation devrait non seulement ne pas diminuer mais progresser de 7 % en termes réels sur cinq ans, soit un peu plus qu'en l'absence de réforme de la PAC.

Enfin, une étude sur la démographie insiste sur la diminution de la population active agricole. Si les tendances actuelles se prolongent, il ne restera plus que 700 000 exploitants en 1998, alors que le recensement de 1990 a dénombré 1 284 000 agriculteurs représentant 5 % de la population active (20 % en 1962).

(1) *Économie et statistique*, numéro de mai-juin 1992. Adresse postale : 75582 Paris Cedex 12.

Une nouvelle rencontre États-Unis-CEE pourrait avoir lieu à New-York

Le secrétaire américain à l'Agriculture, M. Edward Madigan, et le commissaire européen pour l'Agriculture, M. Ray Mac Sharry, pourraient se retrouver mercredi 28 octobre à New-York pour tenter de sortir de l'impasse les négociations sur le volet agricole de l'Uruguay Round qui sont bloquées depuis l'échec, le 21 octobre, d'une réunion de Bruxelles.

NEW-YORK

de notre correspondant

En annonçant cette rencontre Madigan-Mac Sharry, un haut fonctionnaire du département américain de l'Agriculture, qui a tenu à garder l'anonymat, a précisé que cette réunion n'aurait lieu qu'à condition que les discussions visent à faire avancer le dossier et non pas à revenir sur des points déjà acquis. De même source, on indique que les deux négociateurs se sont entretenus de cette possibilité de rencontre par téléphone au cours du week-end. M. Madigan attend la réponse de la CEE aux propositions américaines.

Après la rupture des précédents pourparlers de Bruxelles, une réunion s'était tenue le 22 octobre dans la soirée à la Maison Blanche en présence de M. Madigan, du secrétaire d'État, M. Lawrence Eagleburger, et de M. Carla Hills, la représentante spéciale pour les relations internationales. À l'issue

de cette longue réunion, M. Hills s'était adressée à la presse en attribuant la responsabilité de la rupture des négociations à la CEE, accusée de ne pas avoir été capable de développer une position commune sur les deux principaux sujets concernés, les exportations de céréales et la production d'oléagineux. « Nous en sommes arrivés à la conclusion que nous ne pouvons pas négocier avec un *Janisme* », a-t-elle indiqué, ajoutant qu'elle « tenait fermement » d'obtenir un accord qui permettrait de compenser « les souffrances que subit notre industrie des oléagineux ».

En rejetant la responsabilité de l'échec des négociations sur les Européens, M. Hills prend en compte les intérêts des fermiers américains, dont le revenu aura diminué de 18 % cette année par rapport au montant record de 62 milliards de dollars pour l'ensemble de la profession, annoncé par le département de l'Agriculture pour 1990. Mais M. Hills, placée elle aussi au cœur de la campagne électorale, entend défendre tout particulièrement le sort des 400 000 producteurs d'oléagineux qui sont installés, pour la plupart, dans le Missouri et l'Iowa, deux États généralement acquis au Parti républicain et qui, à huit jours de l'élection présidentielle, ne doivent pas basculer dans le camp démocrate. M. Hills s'y emploie.

SERGE MARTI

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

Conjoncture : forte progression des commandes industrielles. Les commandes de biens d'équipement et d'outillage à l'industrie américaine ont progressé de 77,1 % en septembre par rapport à août. Cette progression - qui n'est pas corrigée des variations saisonnières - est la plus forte jamais enregistrée depuis vingt ans (l'augmentation avait été de 79 % entre novembre et décembre 1970). Par rapport à septembre 1991, la progression des commandes est de 6,1 %.

Afin de tenir compte des réalités sociologiques

Entreprise et progrès préconise l'abolition de la frontière entre les cadres et les non-cadres

Dans un document rendu public le 20 octobre, l'association Entreprise et progrès, qui réunit les nombreuses entreprises françaises, préconise l'abolition de la frontière entre les cadres et les non-cadres telle qu'elle a été officialisée par les arrêtés Parodi-Croizat de 1945-1946.

Alors que d'autres s'interrogent sur la distinction opérée dans les conventions collectives entre les cadres et les non-cadres ou que M. Martine Aubry souhaite que l'on examine un rapprochement éventuel des statuts sociaux (« le Monde Initiatives » du 21 octobre), cette nouvelle mise en cause est plus fondamentale. Elle porte en effet sur l'ensemble des spécificités d'un groupe social qui n'a pas d'équivalent aussi large dans les autres pays occidentaux.

Pour Entreprise et progrès, « il est important et urgent de reconnaître que la distinction (...) n'a plus de sens et constitue un obstacle au progrès économique et social des entreprises ». Avec le temps, l'hétérogénéité et le « malaise » identitaire de la catégorie se sont l'un et l'autre amplifiés avec son développement : selon les estimations, il y aurait de deux à six millions de cadres en France, actuellement. On en arrive au

point où, selon Entreprise et progrès, il ne sera bientôt plus possible de définir les cadres « autrement que par leur adhésion à un même régime de retraite ».

En conséquence, la frontière « n'est plus représentative des réalités sociologiques et culturelles » et ne correspond plus au découpage des métiers entre ceux de conception et d'organisation, d'une part, et ceux dits d'exécution, d'autre part. Les positions hiérarchiques deviennent « artificielles » et ces distinctions entretiennent « une vision périmée des structures d'entreprise, fondée sur des principes de centralisation ». Surtout, le statut est en passe « de devenir une clause d'exclusion » pour un nombre croissant de salariés et finit par constituer « un mur infranchissable ».

Selon Entreprise et progrès, l'abolition passe par des discussions au sein des entreprises, par une révision des conventions et accords et par un assouplissement des règles de représentation, telles qu'elles figurent dans le code du travail. Financièrement, cela pourrait ne pas être plus coûteux et un rapprochement des régimes de retraite « pourrait être opportun ».

A. Le.

L'exonération de charges lors de l'embauche d'un premier salarié est prolongée pour les associations. Le gouvernement a décidé de prolonger jusqu'au 31 décembre 1993 l'exonération de charges patronales pour l'embauche d'un premier salarié accordée aux associations depuis la loi du 31 décembre 1991. Depuis sa mise en œuvre, cette disposition a permis aux associations de réali-

ser 5 % du total des embauches avec exonération. Depuis 1989, l'exonération a permis aux travailleurs indépendants et aux gérants de SARL d'embaucher 260 000 premiers salariés, sur des contrats à durée déterminée, précise le ministère du travail dans un communiqué. Depuis le début de l'année, on en a enregistré 58 000, soit 16 % de plus qu'en 1991.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

AMÉRIQUE DU SUD

Il y a des Marchés qui Méritent le Déplacement

ARGENTINE, CHILI, VENEZUELA, PARAGUAY, URUGUAY, BRÉSIL, COLOMBIE, ÉQUATEUR... Autant de pays, autant de marchés à développer ou à conquérir, à l'exemple des grands groupes internationaux français dans des domaines aussi variés que l'automobile, les communications, l'énergie, l'agro-alimentaire, etc.

AEROLINEAS ARGENTINAS vous ouvre les portes de l'Amérique du Sud et plus particulièrement celles de l'Argentine, offrant aux hommes d'affaires, aux industriels, des marchés à forts potentiels.

Tout est prêt maintenant pour vous accueillir.

AEROLINEAS ARGENTINAS, 8 vols par semaine depuis l'Europe vers l'Amérique du Sud et plus de 50 vols inter-américains depuis Buenos Aires vers les grands centres de chaque pays.

Une flotte moderne, un accueil et un service à bord parfaits pour savourer immédiatement l'hospitalité légendaire de l'Argentine. L'Amérique du Sud des Affaires par AEROLINEAS ARGENTINAS, un monde à conquérir.

Pour en savoir plus, appelez votre Agence de Voyages ou AEROLINEAS ARGENTINAS.

AEROLINEAS ARGENTINAS
Le meilleur et davantage

77, Champs-Élysées - 75008 PARIS
Tél. : (1) 43.59.02.96 - Fax : (1) 45.63.77.43

EOG

LE MONDE diplomatique

EST-CE LA FIN DU RÊVE AMÉRICAIN

ÉTATS-UNIS, FIN DE SIÈCLE

MOSQUES - 17

ÉCONOMIE

Les difficultés sociales en Grande-Bretagne

L'espoir s'éteint au fond de la mine

Suite de la première page

Devant la cage de l'ascenseur, les mineurs plangent encore, en forçant la note, pour conjurer ce mauvais sort qui s'acharne sur les « gueules noires », sur cet avenir qui ressemble à une galerie désaffectée. On parle de ce « spectacle » redouté des indemnités de licenciement qui accompagnera la fermeture prochaine de la mine, de l'attitude des syndicats, de mariage (hypothèque) et de job-centre (agence pour l'emploi). Peter Higgs, trente-cinq ans, dix-sept ans de mine, deux enfants, quelques mots hachés : « Je suis formé pour le travail de la mine, je ne sais rien faire d'autre. S'ils ferment, je suis fini. Je ne peux expliquer avec des mots ce que je ressens. »

Puis le silence s'installe. L'ascenseur est là, et les équipes se croisent : visages noirs de ceux qui minent, visages blancs, presque hagards, de ceux qui descendent. Ces derniers « pointent » en donnant une pièce de métal au surveillant en faction : on saura ainsi combien d'hommes travaillent au fond. La grille claque. Commence alors le voyage « au centre de la terre », 830 mètres plus bas, sept heures et quinze minutes de labeur et de chaleur infernale, l'une des trois shifts de la journée. Les « gueules

noires » se sont précipitées dans la salle des lampes, presque en se bousculant vers la sortie, la douche, le car, les petites maisons toutes pareilles de Grimsby ou de Cudworth, le repos. Ce n'est pas le temps des confidences : de toute façon, que dire de la fatalité du chômage ?

« Du sang, de la sueur, des larmes »

L'un d'eux s'attarde pourtant, submergé de fatigue et d'émotion : « A la fin de la grève de 1985, ma femme et moi avions décidé de ne pas avoir d'enfants, parce que nous pensions qu'ils n'auraient pas d'avenir dans ce pays. » Dix-huit ans de mine, trente-quatre ans, des indemnités de licenciement qui approcheront les 22 000 livres sterling (1), l'heure du bilan, paraphrasant Churchill : « Du sang, de la sueur et des larmes, c'est ce que nous avons retiré de la mine. » Un autre encore : « Avec mes indemnités, nous ferons quelques achats pour la maison, je placerai 1 000 livres en banque pour chacun des quatre enfants et nous nous offrirons des vacances. Après ? Je ne sais pas. Je toucherai mes 41 livres par semaine d'indemnité de chômage. » Dans cinq jours, vendredi 30 octobre, les 848 employés

- dont 787 mineurs - de Grimsby auront perdu tout espoir avec la fermeture définitive du puits. Grimsby est sur la liste des dix mines qui, qualifiées de « non rentables » par le gouvernement et par British Coal, ne peuvent bénéficier du moratoire qui s'applique à 21 autres mines (le Monde du 20 au 23 octobre), dont le maintien en activité dépendra des résultats de l'enquête de viabilité. Un « sursis d'exécution » statutaire de quatre-vingt-dix jours a bien été accordé pour Grimsby, mais chacun sait que l'échéance est inéluctable. Pendant cette période, des équipes de maintenance surveilleront les installations essentielles, afin d'éviter les inondations des galeries et la propagation des gaz, pour le cas improbable - où la production reprendrait.

Tel est déjà le cas de la mine de Silverhill, dans le Nottinghamshire. Le site est silencieux et presque désert. Sur les superstructures du puits de la mine, un drapeau britannique flotte au vent, en berne, pour souligner l'acte de décès du charbon. Le paysage est immobile, vallonné de collines de minerai noir, les tapis roulants suspendus qui relient de gigantesques cuves et entranants s'étant figés au milieu de leur course. Un stock de 160 000 tonnes, représentant une valeur de 6,5 millions de livres, n'a pas trouvé preneur, à l'image de ces 25 millions de tonnes de charbon britannique qui, dès l'année prochaine, constitueront le surplus de la production nationale. Les mines ont beau avoir accès à leur productivité de quelque 120 % depuis dix ans, le charbon reste trop cher, non concurrentiel, victime surtout d'une politique de privatisation de l'électricité et du « dash for gas », cette ruée vers le gaz.

En l'an 2000, estiment les spécialistes, la Grande-Bretagne n'aura probablement pas besoin de plus de 25 millions de tonnes de charbon, le relais ayant été pris par d'autres sources d'énergie. A Sheffield, le professeur Philip Wright, expert en questions énergétiques, ne doute pas d'un seul instant que la volonté du gouvernement est de signer un quel que soit de mort de la production charbonnière. S'il reconnaît un « gaspillage de capacité technique » dans les centrales au charbon, il souligne que nombre d'entre elles ont encore près de vingt années d'existence, et il dénonce des « choix erronés » qui n'ont tenu aucun compte de la situation écono-

mique. A Sheffield, par exemple, où le chômage atteint 15 % de la population active, la fermeture des mines risque de multiplier par deux ce pourcentage.

Ce jeudi 22 octobre pourtant, Silverhill a connu une brusque effervescence avec la « sortie » de Roy Link, le président de l'Union démocratique des mineurs (UDM), installé depuis six jours au fond de la mine dans un « sitting » de protestation depuis l'annonce des 30 000 licenciements. Mais la fête était triste : porté en triomphe par une centaine de mineurs, Roy Link s'est félicité du « succès » de son initiative, mais il est clair qu'il n'y croyait déjà plus : « Tout le monde a été floué par les conservateurs, pas seulement nous. »

En 1984, l'UDM a refusé de faire grève, provoquant une scission au sein de la puissante Union nationale des mineurs (NUM), présidée par M. Arthur Scargill. Cette brèche dans le front syndical a permis l'intervention de M. Thatcher aidant, de mettre fin au plus long conflit du travail de l'histoire des relations sociales britanniques. « A l'époque, se défend Roy Link, nous ne nous sommes pas battus pour le gouvernement, mais pour qu'une procédure de vote démocratique ait lieu parmi les mineurs. »

Aujourd'hui, les mineurs du Nottinghamshire, dont qui représente le bedon de l'UDM, estiment avoir été trahis par le gouvernement. A Silverhill comme à Grimsby, la colère se dispute à l'incertitude et à l'anxiété. Ian Clayton, le directeur de Silverhill, sait que, « comme tout le monde », il va perdre son travail. Il reconnaît que le charbon est, en Grande-Bretagne, une industrie « mourante », mais il ne trouve aucune justification au procédé de ces licenciements « secs », presque sans préavis, sans humanité. Il s'insurge aussi contre les chiffres avancés par le gouvernement : seuls 5 % des mineurs, indique-t-il, peuvent espérer toucher le maximum du montant des indemnités de licenciement, soit

37 000 livres sterling, la moyenne se situant entre 15 000 et 18 000 livres.

Ce soir-là, à Mansfield, au cours d'une réunion organisée par Randy Florence, le président de l'union locale du Parti conservateur, c'est aussi le sentiment de la trahison qui domine. Dix notables s'étaient rassemblés dans une salle municipale pour discuter de la situation créée par les licenciements. Avant qu'un vote à main levée des participants ne condamne unanimement la décision des pouvoirs publics de fermer 31 mines sur les 50 encore en activité, le « président » n'avait pas caché son ressentiment : « Nous ne pouvons plus avoir confiance dans ce gouvernement. Ce sont des brutes ! Avant, lorsqu'un puits fermait, British Coal s'arrangeait pour reclasser les mineurs. »

Le reclassement, aujourd'hui, apparaît comme de la poudre aux yeux à beaucoup. Steve Curry, mineur à Grimsby, est allé au job centre de Barnsley il y a deux jours. Sur les six offres d'emploi qui étaient proposées, une seule, compte tenu de sa formation, a retenu son attention : une place de veilleur de nuit, à 90 livres par semaine. Dans sa petite maison de Longwood, avec sa femme Ann, qui ne peut cacher son émotion, il détaille les projets communs auxquels il leur faudra, dès vendredi, renoncer. « Je voudrais donner mes indemnités de licenciement à ceux qui ont pris cette décision et leur demander de vivre avec cet argent, s'ils le peuvent, avec leurs enfants. » Pour Steve, l'espoir est resté au fond de la mine de Grimsby, mais il est quand même allé à Londres participer à la manifestation dimanche 25 octobre : « Ma mine ne peut être sauvée, mais d'autres peuvent l'être. »

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vaut environ 8,30 F.

Un rapport officiel envisage la fermeture de plusieurs hôpitaux londoniens

M^{me} Virginia Bottomley, ministre britannique de la santé, qui faisait référence à un rapport officiel rédigé par Sir Bernard Tomlinson, a indiqué devant la Chambre des communes, vendredi 23 octobre, que le gouvernement « accepte l'opinion largement partagée selon laquelle Londres compte un trop grand nombre d'hôpitaux et de lits ».

Le rapport Tomlinson préconise la disparition de plusieurs hôpitaux londoniens, dont celui de Charing Cross, et la fusion de certains autres. Au total, une dizaine d'établissements sont concernés. Néanmoins, M^{me} Bottomley a souligné qu'il s'agit d'un conseil donné au gouvernement et non de la politique de ce dernier.

Suppression de vingt mille emplois

Elle a précisé qu'aucune décision importante ne serait prise sans consultation des différentes parties concernées. Des propositions détaillées seront annoncées au début de l'année quand cette période de consultations démarquera.

Les syndicats jugent que la mise en application des recommandations du rapport, qui aboutirait à la fermeture de plusieurs milliers de lits, entraînerait la suppression de vingt mille emplois.

Plus de 100 000 manifestants dans les rues de Londres

De cent mille à cent cinquante mille personnes, selon la police, auraient manifesté dimanche 25 octobre à Londres, pour protester, avec les mineurs britanniques, contre la politique économique du gouvernement de M. John Major. Parti des bords de la Tamise sous une pluie torrentielle, le cortège s'est rendu à Hyde Park pour y entendre les discours des dirigeants syndicaux et de l'opposition politique. Le leader travailliste, M. John Smith, s'en est pris à M. Major en lançant : « Protégez les intérêts nationaux et commencez à agir en

premier ministre ! » Le chef du Parti libéral-démocrate, M. Paddy Ashdown, a accusé le gouvernement d'être « d'une indifférence sans pitié ».

Sur les pancartes, les slogans allaient de « Virez Major, pas les mineurs ! » à « Aujourd'hui les mineurs, demain tous les autres ! ». Cette manifestation aura été un succès pour le TUC (Trade Union Congress). Par son ampleur, elle a dépassé celle de 1990 contre la loi et renouait avec celles contre la guerre du Vietnam, il y a plus de vingt ans.

L'actionnaire roi

En quelques semaines, plusieurs PDG du secteur privé ont été remerciés. La crise rappelle que dans le capitalisme, le pouvoir est au capital.

La valse des PDG du secteur privé s'emballa. M. Pierre Conso, président des Ciments français, a été remercié. M. Michel Bon, PDG des magasins Carrefour, a été remercié. M. Jean Arvis, patron du groupe d'assurances Victoire, a été remercié. M. Willy Stricker, président de l'Express, a été remercié. L'accélération des plans de licenciement dans les entreprises privées ne concerne pas que les « petites » salaires. En quelques semaines, plusieurs « poids lourds » de l'établissement parisien ont été remerciés et sont venus renforcer le marché, désormais bien encombré, des PDG chômeurs.

Différents les uns des autres, ces multiples départs rappellent à ceux qui auraient tendance à l'oublier une réalité simple du capitalisme : dans l'entreprise, le vrai patron, c'est l'actionnaire. Et lorsque les temps deviennent plus difficiles, celui-ci devient plus exigeant... ou plus fantasme parfois. Mais comme le dit l'un des « vireux » récents, avec quelque réalisme : « De toute façon, l'actionnaire a toujours raison. »

Avec le manque de capital, l'absence de mécanisme de sanction à l'égard des dirigeants d'entreprise avait souvent été considérée comme l'un des handicaps de l'économie française. Si l'insuffisance de fonds propres reste une faiblesse, les PDG ne semblent plus désormais protégés ni par leurs titres, ni par leurs amis, ni par leur degré d'insertion dans le microcosme, ni même par leurs performances financières.

Certes, à l'agence pour l'emploi des PDG, de nombreux inscrits ont en fait été écartés de leur poste précédent pour simple raison économique. En clair, ils n'ont pas rempli les missions dont ils avaient été chargés par leurs actionnaires, familiaux ou institutionnels. Cela est particulièrement vrai aujourd'hui dans l'immobilier, où de nombreux responsables paient de n'avoir pas anticipé le retournement du marché. La banque Worms (du groupe UAP) a ainsi remercié M. Didier Renaudin, qui a dû abandonner son poste de PDG d'Acmer. La banque Indosuez a « licencié » M^{me} Geneviève Gomez, responsable notamment de la « stratégie » opérationnelle sur l'immobilier des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP). Elle vient de quitter ses fonctions de PDG de l'immobilière Satis et de la Foncière des Champs-Elysées (le Monde du 14 octobre).

Autre victime récente de la crise des bureaux parisiens, M. Bertrand Balaresque, patron du Groupement foncier français, chassé au début du mois par les actionnaires - les assureurs de la place - catastrophés par l'état financier du groupement.

M. Antoine Dupou-Fauville abandonne la présidence de NSM (Nouvelles Messageries de la presse parisienne, groupe de presse). M. Jean-Louis Bouché, PDG de la banque, Quelques cadavres dans l'immobilier, soupçonnent certains confitures.

Bonnes émissions

Ces licenciements dans l'immobilier relèvent de pratiques déjà anciennes dans le capitalisme français. Les patrons responsables de lourdes pertes ont toujours fini par être sanctionnés. Ils servent bien souvent de bouc émissaires. Imaginez-vous qu'ils ont engagé les opérations dévastatrices à l'origine de leur déchéance sans en avoir informé leur conseil d'administration, voire sans son accord plus ou moins explicite ?

Aujourd'hui, le phénomène nouveau est ailleurs : les actionnaires rappellent à leurs mandataires qu'ils n'attendent pas seulement des dividendes. Ils sont aussi les véritables maîtres dans la définition de la stratégie des entreprises dont ils sont les propriétaires. Qu'un brillant inspecteur des finances, M. Bon, soit remercié brutalement par ses actionnaires familiaux, qu'un ancien élève d'HEC, éminent professeur de finances, M. Conso, le soit par une grande banque de la place, qu'un centralien infatigable, M. Stricker, le soit par sa maison mère : tout cela a surpris le landerneau parisien. Ces dirigeants n'avaient pas démerité. Ils sont tombés sur des désaccords dans la politique à mener pour l'entreprise.

Actinnaire majoritaire de la société d'assurances Victoire, Suez n'avait aucun reproche à faire sur la gestion de M. Jean Arvis, l'homme qui a construit le groupe et en a fait l'un des plus rentables de la profession. Mais la compagnie financière, sensible à l'intérêt de l'un de ses propres actionnaires - en l'occurrence l'UAP - souhaitait favoriser un rapprochement entre les deux assureurs. M. Arvis s'opposait à un tel projet. Entre le manager et le propriétaire, c'est ce dernier qui l'a emporté.

Même scénario dans le cas de M. Michel Bon : PDG des magasins Carrefour depuis deux ans (il était depuis huit ans dans la maison), il a mené, en parfait accord avec ses actionnaires, une stratégie gagnante de développement, avec l'acquisition, notamment, de Montauriol et d'Eurocarrefour. Même si le fond du désaccord est encore peu clair, il a été remercié par les familles proprié-

taires du jour au lendemain. Encore mal étudiée, la démission forcée de M. Conso de la présidence des Ciments français est révélatrice elle aussi. Il semble que, s'agissant de la banque, Quelques cadavres dans l'immobilier, soupçonnent certains confitures.

Sur des sièges éjectables

Les patrons sont donc, eux aussi, sur des sièges éjectables. Ils ne peuvent trouver leur autonomie qu'en devenant eux-mêmes leurs propres actionnaires. C'est ce qu'ont parfaitement compris les « nouveaux condottieri » que sont les Vincent Bolloré, François Pinault, Bernard Arnault et autres Alain Mallat (Novalliance). Comme le raconte M^{me} Christine Kerdellant (1), ceux-là ont su profiter des « années Mitterrand » - avec les soutiens de l'Etat pour certains et l'euphorie financière pour tous - pour se constituer un capital et devenir les véritables maîtres de leurs empires.

Aujourd'hui, la crise ne permet sans doute plus la création de tels groupes. Les managers salariés peuvent, certes, tenter de « gérer » leurs actionnaires - en les associant à leurs opérations, en leur assurant de confortables dividendes... ou en limitant leurs droits de vote. C'est ce que font encore avec succès des personnalités comme MM. Jean-Louis Boffa (Saint-Gobain), Pierre Suard (Alcatel-Alsthom) ou Guy Deljouany (Générale des eaux). Mais cela devient de plus en plus difficile. Avec la crise, les managers savent qu'ils sont à la merci de leurs actionnaires. MM. Jacques Calvet (Fenestron SA), Gérard Worms (Suez), André Levy-Lang (Paribas), sont avertis. Dans le capitalisme, le pouvoir est au capital !

ERIK IZRAELEWICZ

(1) Les Nouveaux Condottieri. Dix capitalistes des années Mitterrand. Christine Kerdellant, Calmann-Lévy, 333 pages, 120 francs.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes	locations non meublées offres
<p>8^e arrdt</p> <p>RUE LIÈGE Bel imm. pierre de t. Chêne serv. comm. cuis. 6^e s'us. 180 000 F. 44-78-86-81</p> <p>11^e arrdt</p> <p>RÉPUBLIQUE Pro M^{me} 2 P., cuis. TT CONFORT 3^e ét. Châ. Déco. Pro. 418 000 F. CREDIT. 43-70-04-04</p> <p>14^e arrdt</p> <p>EXCEPTIONNEL 60 Z P. Tt. ét. dble exposition, très clair. Calme dans bat imm. ancien. A S&S&S. 845 000 F. 43-70-52-92</p> <p>A VOIR</p> <p>DEJERT MARIE Belle surface 3 réaménager au 2^e esc. dans imm. ancien avec balcon. POSSIBLE PROF. LIBER. 43-35-52-82</p> <p>M^{me} DEJERT-ROCHEREAU STUDIO av. a. de b. Calme et agréable dans superbe imm. pierre de t. S&S&S. 350 000 F. 43-35-48-79</p>	<p>Paris</p> <p>16^e - V. HUGO Belles Follies bel standing, dble av., + chère. 70 m² s/ jardin. Poss. park. 8 500 F. + ch. 47-04-17-83</p> <p>AUTREUIL</p> <p>SUPERBE 2/3 P. 85 m² 9 300 F. ch. comm. 40-34-73-88</p> <p>BOIS PAILLON 6^e esc. Studio. 2 P. Voe. Châ. Refait nt. 5 200 F. 45-08-55-17</p> <p>pavillons</p> <p>NOUVEAU SUR A&S&S (94) Proche PER et BALDARD Pavill. sur 3 niveaux. 4 P. ois. 1 250 000 F. 44-78-86-81</p> <p>A VENDRE</p> <p>A MORSANG-ORGE (Essonne, berline aut. à 20 min. de Paris) PAVILLON 3 chbres, plus cuis. équipée, séjour double, salle de bns, wc, grand gr. 1^{er} étage. Alerte Châ. Central serv. 1^{er} ét. Cve comm. comm. vit. hôte. arch. 110 m² de la gr. PRIX 1 000 000 F. Tél. 60-16-30-02</p>
appartements achats	locations non meublées demandes
<p>VERRIÈRES-LE-BUISSON (91) TRES URG. Vd de parc boisé, 4 PCEES, 76 m², 3^e ét. se acc. à l'auto. 600 000 F. 80-11-66-82.</p> <p>Paris</p> <p>URGENT 100 à 120 m² Paris. Préfère 5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e. Paix comm. chez nous. 48-73-48-07</p> <p>VOUS VENDEZ OU LOUEZ UN APPARTEMENT Adressez-vous à UN PROFESSIONNEL 40 ans d'expérience. S'FECO. 44-78-86-81</p>	<p>Paris</p> <p>recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VUES ou MEUBLES GESTION POSSIBLE (1) 45-62-30-00</p>

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux	bureaux	bureaux
<p>Locations</p> <p>BUREAUX ÉQUIPÉS PARK. 78 SERVICES, SÈGES SCULPTÉS Paris-Nanterre-Provence</p> <p>MULTIBURO TEL. 46-40-37-03</p> <p>Recherche 600 m² de LOCAUX PROFESSIONNELS dans le 8^e, 10^e ou 17^e arrondis 20 bureaux minimum. Écrire au journal au réf. 5002. Le Monde Publique 15-17, rue du Col-P. Ave 75802 Paris Cedex 15</p> <p>VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS et tous services. 43-55-17-50</p>	<p>A 5 minutes de ROISSY-CHARLES-DE-GAULLE GONESSE (95)</p> <p>Exceptionnel A LOUER (575 m²) LUXUEUX BUREAUX</p> <p>dans ancienne maison de maître entièrement rénovée et protégée par alarme - dont 2 pièces blindées - 900 F.H.T. le m² charges comprises</p> <p>GIP - (1) 42 25 21 21</p>	<p>Autre victime récente de la crise des bureaux parisiens, M. Bertrand Balaresque, patron du Groupement foncier français, chassé au début du mois par les actionnaires - les assureurs de la place - catastrophés par l'état financier du groupement.</p>

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

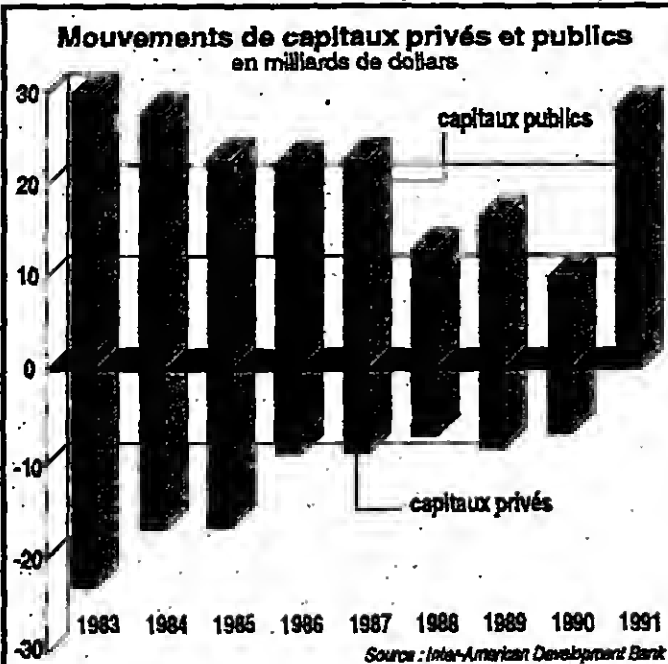
Le rapport annuel de la Banque interaméricaine de développement

L'Amérique latine attire de plus en plus de capitaux

Les réformes engagées dans les pays d'Amérique latine ont favorisé, en 1991, une nette reprise de la croissance dans la région et une forte augmentation des flux nets de capitaux. La Banque interaméricaine de développement (BIAD) dans son rapport annuel rendu public lundi 26 octobre. Après une décennie de quasi-stagnation, la production globale y a augmenté de 3,2 %. Certains pays ont enregistré l'an dernier de fortes progressions de leur activité : Panama (+9,3 %), le Venezuela (+9,2 %), l'Argentine et le Chili (+6 %) notamment.

responsables de la banque insistent, à leur tour, sur l'importance de politiques s'attaquant aux « problèmes immenses et longtemps négligés dans la région de la pauvreté ». « Une nouvelle aggravation des inégalités déjà

internationales des euro-obligations. » Pour l'avenir, les experts de la BIAD sont optimistes. Malgré la pénurie d'épargne au niveau mondial, les capitaux devraient continuer à affluer. Ils retiennent cependant certaines conditions. Au niveau interna-



Les experts de la banque soulignent que le retour de la confiance a favorisé l'arrivée de flux substantiels de capitaux. « L'intensification la plus spectaculaire [observée en 1991] dans la région porte sur les comptes courants, qui révèlent, selon le rapport, une entrée nette de capitaux de 36 milliards de dollars, soit une progression de plus de 100 % par rapport à 1990. » La BIAD note à cet égard plusieurs évolutions positives : le retour de capitaux nationaux qui avaient fui la région dans les années 80, l'orientation des flux financiers vers l'investissement productif (11 milliards de dollars d'investissements directs étrangers) et vers les placements financiers (10 milliards de dollars) dans le privé plutôt que dans le secteur public.

Les pays qui profitent le plus de cet afflux de capitaux sont ceux dont les économies apparaissent le plus engagées dans les processus de réforme structurelle : l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Mexique et le Venezuela. Les programmes de privatisation auraient entraîné au total, en 1991, 3,5 milliards de dollars. Autre signe de la confiance retrouvée : « Pour la première fois depuis le début de la crise de la dette en 1982, des entreprises du secteur privé (de la région) ont pu avoir accès au marché

national, il s'agit nécessairement la poursuite des « processus d'intégration régionale » et l'aboutissement des négociations du GATT. Il faut aussi, selon eux, que les pays poursuivent leurs réformes économiques et financières et améliorent la formation de leur main-d'œuvre. Mais surtout, les

grandes dans la plupart des pays de la région pourront réellement bloquer la reprise en provoquant des réactions politiques et sociales négatives, en réduisant les flux d'épargne privés et en relançant la fuite des capitaux », conclut la BIAD.

En vue de créer une future zone de libre-échange en Asie du Sud-Est

Les six Etats membres de l'ASEAN discutent d'une baisse de leurs tarifs douaniers

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Réunis à Manille les jeudi 22 et vendredi 23 octobre, les ministres de l'économie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont convenu que les premières mesures en vue de la création d'une zone de libre-échange seront appliquées à compter du 1^{er} janvier 1993. A cette date, les six Etats de l'Association (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) procéderont à une réduction partielle de leurs tarifs douaniers mise au point, les 11 et 12 décembre, lors d'une réunion du conseil de l'AFTA, acronyme anglophone pour Asian Free Trade Area.

Les décrets seront modestes. Le premier objectif est de réduire à 20 %, dans un délai de sept à dix ans, les taxes sur quinze catégories de produits qui représentent plus de la moitié des sept mille produits sus-

ceptibles d'être échangés entre les pays de l'ASEAN. Mais le classement et l'identification de ces produits ne sont pas encore terminés. En outre, des dérogations dans le temps et des exemptions sont prévues. En revanche, un consensus semble s'être dégagé à Manille sur la qualification des produits *made in ASEAN* : 40 % de leur contenu doit être produit dans l'un (ou plusieurs) des Etats de l'Association.

A terme, dans son ambition de créer un marché régional intégré, l'ASEAN entend ramener toute barrière douanière entre ses Etats membres à 5 % en l'an 2008, soit dans un délai de quinze ans, conformément à une décision prise lors du dernier sommet de l'Association, en janvier à Singapour. Les Etats de l'ASEAN - créée en 1967, - en pleine guerre du Vietnam - regroupent 330 millions d'habitants, et leur taux annuel moyen de croissance économique a été de 8 % ces dernières années. Jusqu'à une date

récente, l'ASEAN s'était surtout préoccupé de coordonner la diplomatie des gouvernements qui la composent. L'idée de créer une zone de libre-échange est encouragée par la croissance de pays dont certains sont déjà des « tigres » (Singapour) ou des « éléphants-tigres » (Malaisie et Thaïlande) asiatiques. C'est également une réponse à la création de la NAFTA (zone de libre-échange entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique) et au marché unique européen.

Mais les négociations promettent d'être serrées entre des pays dont la croissance est tirée par les exportations. Le commerce inter-ASEAN ne représente que 20 % du commerce des Etats membres de l'Association. Les Thaïlandais, à l'origine de la création de l'AFTA, ont d'ailleurs traité les pieds ces derniers mois. Ce sont eux qui ont demandé le report à décembre du conseil de l'AFTA, qui devait se réunir cette semaine à Manille.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BNPI

BNP INTERCONTINENTALE

RESULTATS DU 1^{er} SEMESTRE 1992.

Lors de sa séance du 6 octobre 1992, sous la présidence de M. René THOMAS, le Conseil d'Administration de la BNP INTERCONTINENTALE a arrêté les comptes du premier semestre de l'exercice en cours.

Le produit net bancaire du groupe s'élève à 542,9 millions de francs et progresse de 7,5 %. La maison-mère - dont le produit net bancaire s'élève à 287 millions de francs - et les filiales, contribuent à cette progression à parts égales.

Le résultat brut d'exploitation du groupe, en hausse de 6,1 %, s'établit à 273 millions de francs. En revanche, la diminution des résultats des sociétés mises en équivalence d'une part, la hausse des provisions d'autre part, entraînent une baisse de 22 % du résultat net, part du groupe, qui s'établit dans ces conditions à 130,8 millions de francs, au lieu de 167,6 au premier semestre 1991.

L'évolution du second semestre ne laisse pas prévoir d'amélioration de la conjoncture générale ni des conditions de l'exploitation bancaire.

Au cours de la même séance, M. Vincent de ROUX a été nommé Directeur Général de la BNP INTERCONTINENTALE, en remplacement de M. Jean-Claude CLARAC appelé à d'autres fonctions.

BNP. TOUT CE QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER.

GROUPE



Le Conseil d'Administration de la Société MMB, réuni le 22 octobre 1992 sous la Présidence de Monsieur Philippe CAMUS, a examiné les comptes du premier semestre de l'exercice 1992.

Les résultats sont les suivants :

DONNÉES SOCIÉTÉ MÈRE	1 ^{er} semestre 1991	1 ^{er} semestre 1992
En millions de francs		
Résultat d'exploitation	(5,9)	(6,2)
Résultat courant	(8)	(13,1)
Résultat net	(8)	(13,1)

DONNÉES CONSOLIDÉES	1 ^{er} semestre 1991	1 ^{er} semestre 1992
En millions de francs		
Résultat d'exploitation	(7,5)	(14,2)
Résultat courant	(12,7)	(7,1)
Résultat exceptionnel	(0,6)	2,1
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	2,7	35,5
Autres éléments	(13,1)	(21)
Résultat net consolidé part du Groupe	(23,7)	9,5

La part dans les résultats des sociétés mises en équivalence, essentiellement les Groupes MATRA et HACHETTE, qui constituent les éléments majeurs de la consolidation, augmente en raison de la hausse du résultat semestriel du Groupe MATRA annoncée par ailleurs.

Pour l'exercice en cours, le résultat net consolidé part du Groupe sera, conformément à l'évolution constatée sur ses principales filiales, en amélioration sensible par rapport à celui de 1991.

FINANCEMENTS DE L'ACQUISITION EN LBO DE L'ACTIVITÉ LITIÈRE DU GROUPE PIRELLI

par

FINANCIÈRE SAPSA

FRF 175.000.000



BANQUE INDOSUEZ

Agent

BANQUE NATIONALE DE PARIS

CRÉDIT LYONNAIS

CRÉDIT NATIONAL

CRÉDIT SUISSE (France)

UNION EUROPÉENNE DE CIC

Suez Finance Conseil (Paris),
Suez & Associati SpA (Milan) et Overseas Partners (Milan)
ont conseillé les investisseurs pour cette transaction

Le présent avis est publié à titre d'information seulement.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

141 000 LECTEURS du Monde
exercent une
PROFESSION LIBÉRALE.
Le Monde est leur
premier titre d'information.
(IPSOS 92)

Le Monde
ÉDITIONS

LES PARADOXES
DE LA PAUVRETÉ

REPORTAGES

par René Dumont

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde

Après Epinal

bourg attend une dérogation traiter des déchets allemands

strées de la commu-
une de Strasbourg
avant avec impo-
sition du mini-
mum qui per-
la raprice des
de déchets ména-
gères d'Alle-
responsables stras-
sant d'autant plus
Epinal a déjà obtenu
en autorisation.

de ces ordures est indispensable
au fonctionnement de l'usine de
à papier de Rambervillers.

Mais ils s'étonnent que les com-
munes françaises et allemandes
éloignées de la frontière aient
un dossier traité en priorité. Le
ministère de l'environnement
sur le point d'accorder une dérogation à une usine en construction
Verdun.

Cette affaire remet en cause la
stratégie développée par la CUS
pour empêcher la construction
d'une usine de traitement de
déchets toxiques à Kehl (Bas-
Rhin), distante de 3,5 km
de la cathédrale de Strasbourg.
La municipalité, conduite
par M. Catherine Trautmann
(PS), a toujours fait valoir les
autorités régionales allemandes
la CUS ne s'occuperait plus de
ordures ménagères des communes
de cette zone si Stuttgart réalisait
son projet.

Un des éléments de l'accord
entre les deux rives du Rhin -
jusqu'ici, a bien fonctionné, est
que le projet des autorités régio-
nales allemandes est gelé par
l'instant - disparaîtrait dans le
pot-hole où Paris ne donnerait
son accord à une reprise de
importations.

MARCEL SCOTT

Depuis 1894

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61
Du mardi au samedi de 10 h à 18 h

PASSAGES

Les Passages ce mois-ci.

Henri BERNARD, Henri BERNARD, Jacques
BARNIER, Vincent ENGEL, GUY
HAYMON, Thierry BOUVERET,
Jean-Marie JANNIN, Jean-
Louis LEBLANC, Yves LEBLANC,
Philippe LEBLANC, Christophe
LEBLANC, Armand VALADARIS

Le défi indien de l'Equateur



L'Equateur a
décidé de quitter
l'OFEP pour mieux
gérer ses res-
sources pétro-
lières. Dans ce
petit pays andin,
les Indiens sont en
révolte ouverte,
l'armée tient l'in-
dustrie, et la dette
et l'inflation
pèsent lourd.

page 35

Déflation, monnaie et taux



La soif de liqui-
dité et la hausse
des taux qui l'ac-
compagne sont
typiques des
débuts de défla-
tion, où le roi du
marché est celui
qui paie cash, écrit
Paul Fabre. Mais la
déflation n'est pas
le contraire de l'in-
flation.

page 38

Vers un reflux des thèses libérales ?



Les politiques
libérales, des
années 80 ont
suivi de dix ans
l'adoption de ces
théories par les
économistes.
Aujourd'hui, on
revient vers plus
d'intervention-
nisme, constatent
P.-A. Chiappori et
G. Saint-Paul.

page 39

MODE D'EMPLOI 30
Le casse-tête des frais de chauffage.
Humeur, par José Doyère : Le pire
n'est pas toujours sûr. Le code des
mots : Newsletter. Bloc-notes. Lois
et d'actualité.

ACTUALITÉ 31 à 33
PERSPECTIVES 34 à 36
DOSSIER 37
Le Marché unique européen
OPINIONS 38 et 39
Livres : L'économie n'est pas la
guerre. Notes de lecture. A signaler.
CONJONCTURE 40
Les prix : Equilibre précaire. L'Afrique
subsaharienne : La voie de
l'ajustement. Ghana : L'économie
devient les urnes. Le cycle :
Ascension interrompue.

L'ÉCONOMIE

Fleurs à manger

Du fond de son Léon,
François Le Lagadec vend
aux fins palais
des plantes inouïes.
Et ça marche !

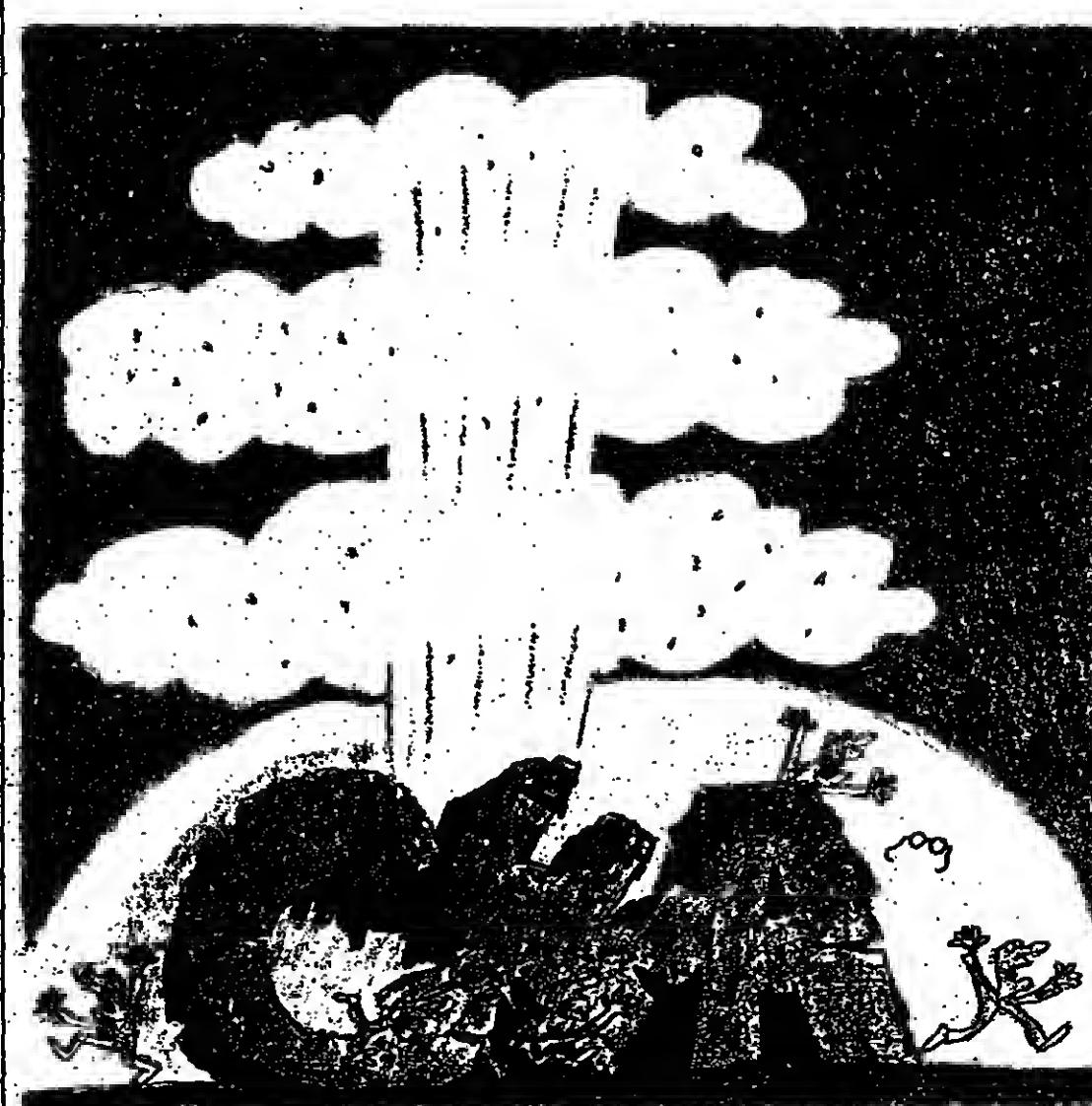
TAULÉ (Finistère)
de notre envoyé spécial

AIMEZ-VOUS la capucine ? En bou-
quet pour l'admirer, en salade pour
la manger. Et la rose trémière ? Ses
pétales préparés en beignets sont étonnam-
ment raffinés. Savez-vous que le souci rem-
place admirablement le safran pour parfumer
le riz ? Que le blé est une saveur
fructueuse ? Les fleurs ont-elles un goût
de menthe ? Sur le stand, évidemment.
Quand la dégustation se complait ou la
passion.

Mais comment peut-on manger une
pétale ? La question fait sourire François Le
Lagadec. « Mais parce que c'est merveilleux
dit-il doucement en manipulant des
pétales. Les fleurs ont depuis des temps
immémoriaux servi à la préparation des
plats. Elles dégustent beauté, parfum, saveur.
Elles illuminent une assiette et combinent les
artistes qui élaborent les plats. Les
« artistes » entendent les grands chefs - le
savant depuis longtemps qui, de Paris, Lon-
dres, Los Angeles, Singapour ou Tokyo, pas-
sent commande au jeune homme avisé, in-
stallé près de Morlaix, qui expédie chaque
année plus de cinq cent mille barquettes de
fleurs coupées. La reine, à Buckingham, ne
mange que des fleurs jaunes, la compagnie
Disney n'en achète que des bleues.

Arnick Cojean

Lire la suite page 36



Le Commissariat à l'énergie
atomique (plus connu sous son
sigle de CEA) est aujourd'hui
prié de se recentrer sur le
nucléaire militaire et civil et de
restreindre ses ambitions. Une
fin ? En tout cas un repli. Créé
après la dernière guerre, cet
organisme exceptionnel, dont
l'activité s'étend à
l'électronique, à
l'astrophysique et à la biologie,
a été longtemps choyé par les
gouvernements. Mais, depuis
plusieurs années, il voit ses
dotations budgétaires se
restreindre, ses effectifs
diminuer. A l'origine de la
force de frappe et des
centrales nucléaires françaises,
il n'a pas retrouvé de nouvel
objectif à sa mesure. Il a
échappé de peu au
démantèlement. Ses
collaborateurs vieillissent,
certains s'en vont. L'avenir
paraît sombre...

Lire page 32
les articles de Jean-Pierre Tuquoi

Le grand axe Tokyo-Pékin

La visite en Chine de l'empereur du Japon scelle la normalisation des relations
entre les deux pays. Sans s'illusionner sur le marché chinois, les Japonais s'y installent
et importent de plus en plus, malgré les différences culturelles et le poids du passé

PÉKIN-TOKYO
de nos correspondants

La visite de l'empereur Akihito en Chine
du samedi 24 au mercredi 28 octobre
marque solennellement le vingtième
anniversaire de la normalisation des relations
entre les deux pays : deux décennies au cours
desquelles, en dépit de crispations politiques,
la Chine et le Japon sont devenus des parten-
naires économiques de première importance.
Une expansion qui n'est rien, affirme Yoshiu
Suzuki, conseiller de l'institut de recherches
Nomiura, en regard de la coopération future :
en 2025, la Chine pourrait être le premier par-
tenaire commercial du Japon.

L'ambitieux programme de développe-
ment économique annoncé au cours du qua-
torzième congrès du Parti communiste, qui
vient de se tenir à Pékin, dont l'objectif est de
quadrupler le PNB d'ici au milieu du siècle
prochain, semble étayer de tels pronostics.

La complémentarité des deux économies,
capitales et technologie d'un côté, main-d'œuvre
abondante et marché en expansion de l'autre,
et sur le plan politique la nécessaire
entente entre Pékin et Tokyo, condition sine
qua non pour la stabilité régionale, incitent à
penser que la coopération japo-chinoise sera
l'un des grands axes du développement de

l'Extrême-Orient. Les Japonais, cependant, s'y
engagent doucement. Ils ont connu leur « fièvre
chinoise » dans les années 70, et certains
industriels s'en sont mordus les doigts (le projet
de l'acier de Baoshan à Shanghai illustre
cette déconvenue). Aussi, aujourd'hui, ne
révèlent-ils pas trop sur les potentialités du
marché d'un milliard cent millions de
supposés futurs consommateurs. La pau-
vreté des infrastructures empêche aussi
d'accroître de façon importante la présence de
l'industrie japonaise en Chine.

D'autre part, tout en accueillant favo-
rablement ce qu'ils estiment être une victoire de
la ligne pragmatique au sein de l'équipe diri-
geante chinoise, les observateurs japonais res-
tent réservés, sinon sceptiques, sur les chances
de la Chine de réaliser son programme écono-
mique.

MARCHÉ SOCIALISTE • Les ambiguïtés,
voire les contradictions, de la notion nouvelle
d'économie de marché socialiste gisent
moins les Japonais, qui ont démontré leur
habileté à tordre le sens des mots pour donner
à des notions familières ou occidentales des
contenus différents, que les difficultés objec-
tives auxquelles est confrontée la Chine.

En dépit du qualificatif socialiste et mal-
gré la dictature du Parti communiste qui sub-

siste, l'économie chinoise s'est engagée sur la
voie d'un rapprochement du capitalisme», écrit
le Yomiuri Shimbun, premier quotidien japo-
nais. « Mais il est trop tôt pour savoir si elle est
entrée dans une phase de développement stable
et durable », poursuit-il.

La « hâte excessive » des Chinois risque,
souligne l'autre grand quotidien nippon,
l'Asahi Shimbun, de provoquer une inflation
galopante ainsi qu'une aggravation des dispa-
rités de développement entre les zones côtières
et l'intérieur du pays. Les incertitudes politi-
ques qui planent sur la succession de Deng
Xiaoping, en dépit du rajeunissement de
l'équipe au pouvoir, sont un autre sujet de pré-
occupation.

Les Japonais jouent néanmoins la carte
chinoise. Pas seulement par intérêt écono-
mique. La chute du communisme en Europe les a
davantage convaincus de la nécessité d'aider la
Chine. Ils ont deux soucis. D'une part éviter
une remise en cause du système qui pourrait
entraîner un éclatement de la Chine, facteur
de déstabilisation régionale, et, peut-être, un
afflux de réfugiés sur l'archipel nippon.

Francis Deron
et Philippe Pons

Lire la suite page 33

Aujourd'hui,
l'essentiel de l'économie
c'est Capital.



15F SEULEMENT. EN VENTE DES AUJOURD'HUI

Le droit change et tout est transformé

NOUVELLE ÉDITION
ENTièrement
ACTUALISÉE.



DALLOZ

CODE
DE
COMMERCE

1992-93

MODE D'EMPLOI

LOGEMENT

Le casse-tête des frais de chauffage

Comment répartir équitablement les dépenses de chauffage collectif dans les immeubles ? Une loi de 1977 a prévu l'installation de systèmes de mesure. Malgré un report d'application et de nombreuses dérogations, le problème demeure.

DANS les immeubles collectifs, la répartition des frais de chauffage est un des nombreux sujets de friction entre celui qui aime se promener en petite tenue dans son appartement alors qu'il fait -15 degrés dehors et son voisin qui vit radiateurs fermés, fenêtres ouvertes et se plaint lorsqu'il reçoit la «douloureuse».

Pour inciter aux économies d'énergie, en 1977, ce pleio eboe pétrolier, une loi imposa l'installation de répartiteurs individuels dans les immeubles en cas de chauffage collectif. Cette mesure devait entrer en application dès 1981 pour les immeubles neufs et au 31 décembre 1985 pour les autres. Mais en 1985, les pouvoirs publics reportèrent au 31 décembre 1990 la date d'entrée en vigueur pour les immeubles anciens.

En effet, plusieurs obstacles avaient empêché l'application de la mesure dans les délais prévus. D'abord, en 1985, huit ans après le vote de la loi et six ans après la publication des décrets d'application, aucun appareil de mesure n'était encore homologué.

Ensuite, la loi avait été jugée injuste par certains, bien que partant d'une bonne idée : ainsi, elle pénalisait les occupants de logements mal exposés ou situés près de locaux non chauffés (caves, terrasses, appartements vides...). Ce que l'Association des responsables de copropriété (ARC) qualifie de « loi de calvitie ». Enfin, les frais de chauffage étaient tellement élevés (jusqu'à 700 francs par an, selon l'ARC) que le surcoût dépassait l'allègement escompté - alors qu'on autorisait une dérogation à la loi si l'investissement dépassait 10 % du coût annuel du combustible.

CONTRAVERSES • Devant les controverses engendrées par le texte, les pouvoirs publics ont introduit toute une série de précisions, mais aussi d'autres dérogations à l'obligation de comptage par un décret publié en *Journal officiel* du 30 septembre 1991.

D'abord ce texte dispensait un grand nombre d'immeubles de la répartition individuelle des frais de chauffage : hôtels, foyers, locaux agricoles ou installations sportives, mais aussi des immeubles satisfaisant aux normes de labels

de qualité énergétique (Haute performance énergétique, Qualitel, etc.), ainsi que ceux utilisant des systèmes de chauffage mixtes.

D'autre part, le décret instituait un plancher de dépenses (40 francs, toutes taxes comprises, par mètre carré et par an) en-dessous duquel l'obligation de répartir les charges ne s'applique pas : ce montant ne concerne que les dépenses de combustible, sans les frais d'exploitation et d'entretien de la chaudière. Si la sur-

charge sur le choix des appareils et les modalités d'utilisation. Il existe, en effet, plusieurs techniques : évaporateurs, comptage électronique ou compteur d'énergie thermique. Ces appareils, qui doivent être agréés, peuvent être loués ou achetés.

Dans les immeubles dont les permis de construire ont été demandés après le 31 décembre 1985, les appareils de mesure doivent être installés de façon à permettre des relevés sans pénétrer dans les locaux privés. Les appareils une fois installés, l'assemblée générale des copropriétaires devra alors déterminer la part des charges de combustible qui fera l'objet d'une répartition individualisée. Le minimum, appliqué automatiquement en l'absence d'une décision de l'assemblée, est de 50 %, mais les copropriétaires peuvent aller jusqu'à 75 % pour les immeubles construits avant le 31 décembre 1985, et même jusqu'à 100 % pour ceux qui sont postérieurs.

GESTION • D'autre part, des aménagements sont prévus pour les locaux qui ont une situation thermique défavorable. Mais cette opération relève du prestataire de service qui est chargé de la gestion des compteurs.

Pour les autres frais de chauffage (conduite et entretien de l'installation), la répartition est plus simple : elle est fondée sur celle prévue pour les charges dans les règlements de copropriété (millièmes).

Ces nombreuses précisions, dérogations, etc., n'ont apparemment pas résolu tous les problèmes posés. Ainsi, l'ARC, qui vient de publier un guide sur les charges (1), déplore notamment que la nouvelle réglementation - qui n'a pas prévu de sanctions lorsqu'elle n'est pas observée - ne permette pas d'échapper à l'obligation de comptage en engageant dans l'immeuble des travaux permettant d'économiser l'énergie. Néanmoins, cette possibilité existe et peut s'avérer aussi intéressante que la pose de répartiteurs.

Françoise Vayssé

(1) *Faites baisser vos charges !*, édité par l'ARC (60 francs) et disponible au 27, rue Joseph-Pybon, 75020 Paris.



face chauffée n'est pas connue, elle peut être fixée forfaitairement à 85 % de la surface «hors œuvre nette» (c'est-à-dire sans les murs) de l'immeuble.

Ce ratio valait pour la saison de chauffe 1988-1989 (du 1^{er} septembre 1988 au 31 août 1989) et à condition que l'immeuble ait été occupé normalement. Pour les années suivantes, on applique des coefficients de correction tenant compte du climat et du prix des combustibles, qu'on peut obtenir de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ex-Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), par correspondance (27, rue Louis-Victor, 75015 Paris) ou par Minitel (3615 code AFME).

Lorsque l'installation d'appareils de comptage s'avère nécessaire, l'assemblée générale des copropriétaires en prend acte et doit se pronon-

HUMEUR • par Josée Doyère

Le pire n'est pas toujours sûr

AVEC la SNCF, tout est possible. Même le pire. Parfois le meilleur... Celui qui ne s'est jamais retrouvé coincé dans une gare, aux petites heures de la nuit, ne connaît pas son bonheur... Un de nos lecteurs nous a transmis la bafouille circonstanciée qu'il a adressée à la direction de la compagnie, après une folle nuit : le père avait prétendu aller de Strasbourg à Dax ; deux heures de battant entre le gare de l'Est et la gare d'Austerlitz, ça paraissait raisonnable, même pour s'échapper un an-cas, avant le train de nuit. Las ! La «dure» elacien avait une heure et demie de retard, et le train pour l'un n'avait pas attendu, à Austerlitz, malgré un rapide transfert en taxi.

Ils étaient trois à avoir loupé le train d'Irun. Tout ce que le responsable (qui avait couru fermer «sa» gare : plus question d'en sortir pour chercher un hôtel) a trouvé à offrir à ces trois peumés, après bousculade par des vigiles et menaces par des agents, c'est... quelques couvertures pour passer la nuit sur les sièges «anti-clochards» de la salle d'attente (par définition fabriqués pour qu'on ne puisse pas s'y allonger), rien à se mettre sous la dent et... (par pure humanité) le pipi-room «sans décalage d'un train stationné à environ 150 mètres». Ah ! j'oubliais, nos voyageurs exaspérés ont pu porter leurs remarques sur le registre des réclamations !

Notre lecteur, lui, a écrit au directeur commercial et au président, Jacques Fournier. Et ce, à partir que c'est efficace : «On répond à toutes les lettres», dit-on fièrement à la SNCF. C'est bien le moins.

Renseignements pris, quand le retard d'un train est dû à la SNCF, elle rembourse la réservation, le taxi, la couchette, et on propose au

client, si nécessaire, une chambre «dans un hôtel du groupe SNCF». S'il n'y a pas d'hôtel de ce type à proximité, le client peiera sa chambre et, avec un peu de chance, on le remboursera... ou on lui donnera un crédit de kilomètres sur le réseau ferroviaire. En revanche, quand le retard est dû à des conditions extérieures (comme intempéries, manifestant sur la voie de quidams en rogne contre tout ou n'importe quoi) ... rien, niente, nîb de nîb. Voyagers, faut choisir vos retards !

Quant à l'aventure de notre lecteur, on m'a dit (toujours à la CeNeCeFa) qu'il allait recevoir un «avoir» pour 400 francs de voyage sur le réseau. Oui. Bon. Ça coûte moins cher qu'un chèque, même si ce n'est pas très élégant. Et on sait que la SNCF tient à continuer à équilibrer ses comptes. Faut pas dépenser à tort et à travers. A sa place, la prochaine fois que la folle idée me prendrait d'aller de Strasbourg à Dax, je chercherais à voir s'il n'y a pas un avion...

Tout ça n'est pas dramatique. Et il paraît que trois sur quatre des voyageurs transportés (800 000 chaque jour sur les longs parcours) sont satisfaits. Ça fait quand même 200 000 mécontents... C'est beaucoup.

Il faut le dire. Nos gares françaises sont peu accueillantes. Arriver à l'aube dans une grande gare française et ne pas avoir la possibilité de prendre une douche, de se changer, de se refaire une beauté ou de se reposer... soit parce que rien n'est prévu pour, soit parce que ce lieu de rêve n'ouvre qu'à 7 heures, c'est indigne de la SNCF. Il paraît qu'ils font des efforts pour améliorer tout ça. Ça urge. Et pour l'image de la SNCF, ça rendrait la pub drôlement crédible.

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

SOMMET EUROPEEN. Les dirigeants des Douze, à l'issue d'un Conseil européen extraordinaire, ont adopté le 16 octobre, la *déclaration de Birmingham*, qui réaffirme l'attachement au traité de Maastricht et se prononce pour une Communauté plus transparente et plus proche des citoyens. A propos de la subsidiarité, le communiqué précise qu'«il appartient à chaque Etat membre de décider comment ses pouvoirs doivent être exercés chez lui. La Communauté ne peut agir que lorsque les Etats membres lui en ont donné le pouvoir dans les traités» (le Monde daté 18-19 octobre).

LOI ANTI-CORRUPTION. L'Assemblée nationale a adopté par 272 voix contre 256, le 17 octobre, le projet de loi sur la prévention de la corruption et la transparence de la vie économique. Il autorise les dons des entreprises aux partis politiques à condition qu'ils soient rendus publics et plafonnés. Les contributions des entreprises ne peuvent excéder 25 % du budget des partis (le Monde daté 18-19 octobre).

CRISE A LA CFTD. Jean Kaspar, secrétaire général du syndicat, depuis 1982, a démissionné le 20 octobre. Son autorité et sa stratégie étaient contestées. Nicole Notat, secrétaire générale adjointe, a été élue par le bureau national pour lui succéder (le Monde daté 21, 22, 23 octobre).

DETENTE SUR LES MARCHES SOUS-DEVELOPPÉS. Après la décision de la Bundesbank, le 20 octobre, de revenir à des taux variables pour les primes en pension, la Belgique, les Pays-Bas et l'Autriche, pays de la zone mark, ont réduit leur taux d'escompte d'un quart de point (le Monde daté 22, 23 octobre).

CREISSANCE FRANÇAISE MOROSE EN 1993. L'institut Rexcode prévoit, dans une étude publiée le 21 octobre, une croissance économique de 1,7 % en 1993 (le Monde du 23 octobre).

ÉCHEC AU GATT. Les discussions entre les Etats-Unis et la CEE sur les échanges agricoles, le 21 octobre, à Bruxelles n'ont pas abouti (le Monde du 23 octobre).

EXCÉDENT COMMERCIAL. Les échanges extérieurs de la France se sont soldés en septembre par un excédent de 3,7 milliards de francs, soit 23,1 milliards en cumulé depuis le début de l'année (le Monde du 24 octobre).

MARDI 27 OCTOBRE. Europe. Grève européenne des cheminots pour protester contre les menaces pesant sur les sociétés publiques de chemins de fer en Europe (de 11 heures à 12 heures). Bruxelles. Visite du président finlandais, M. Mauno Koivisto (jusqu'au 29).

Paris. Deuxième audition de la Commission d'enquête sur la situation et les perspectives des médias à l'Assemblée nationale : Emile Zuccarelli, ministre des postes et télécommunications, et Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication. Salon européen de la communication sur le lieu de vente (Porte de Versailles, jusqu'au 30 octobre). Salon international du génie industriel, alimentaire et biologique (Porte de Versailles) (jusqu'au 30 octobre). Salon international de l'alimentation (Parc des Expositions de Villepinte, jusqu'au 29 octobre).

MERCREDI 28 OCTOBRE. Afghanistan. Le président afghan, Burhanuddin Rabbani, quitte ses fonctions. Londres. Rencontre des chefs de gouvernement du Triangle de Visegrad (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie), pour décider de leur association à l'Europe des Douze.

JEUDI 29 OCTOBRE. Francfort. Réunion du conseil de la Bundesbank. Manille (Philippines). Réunion ministérielle de l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est) (jusqu'au 30 octobre). Tokyo. Conférence internationale sur l'aide aux pays issus de l'ex-Union Soviétique (jusqu'au 30 octobre). Paris. Journée de grève avec manifestation des salariés des caisses de mutualité agricole, à l'appel de la CGC-CFE, FGA-CFDT, COT, FGSOA et FO.

SAMEDI 31 OCTOBRE. Togo. Elections législatives (et 14 novembre).

DIMANCHE 1^{er} NOVEMBRE. Allemagne. Expulsion des réfugiés roumains vivant en situation illégale vers leur pays d'origine.

LUNDI 2 NOVEMBRE. Dubaï (Emirats arabes unis). Foire commerciale française pour développer les exportations vers le Golfe (jusqu'au 7 novembre).

MARDI 3 NOVEMBRE. Etats-Unis. Election présidentielle.

LOIS ET DÉCRETS

Travail temporaire

Un décret fixe le cautionnement minimum des entreprises de travail temporaire à 474 878 francs pour l'année 1992. Cette garantie a pour but d'assurer le paiement des salaires et des charges sociales du personnel en cas de défaillance de l'entreprise d'intérim.

Décret n° 92-1093 du 2 octobre 1992. *Journal officiel* du 8 octobre 1992, p. 13777.

Code APE

L'harmonisation européenne amène la Commission nationale des nomenclatures d'activités et de produits à changer le code APE (activité principale exercée) des entreprises françaises. Chaque entreprise se voit attribuer ce code lors de son immatriculation, au répertoire Sirene, à l'INSEE. Les administrations, les artisans, les commerçants, les associations et les professions libérales vont aussi devoir d'un code. A compter du début de l'année prochaine, l'ancien code APE composé de quatre chiffres sera remplacé par un nouveau code composé de trois chiffres et d'une lettre. L'INSEE est chargé de tenir à jour les nomenclatures et de les rendre facilement accessibles sur support informatique ou télématique. Les entreprises n'auront aucune formalité à accomplir, elles pourront obtenir leur nouveau code APE sur Minitel : 3617-Sirene, dès le mois de janvier 1993.

Décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992. *Journal officiel* du 11 octobre 1992, pp. 14191 et 14192.

Dockers

Le régime du travail des dockers régi depuis près d'un demi-siècle par la loi du 6 septembre 1947, a été modifié par une loi du 9 juin 1992. Cette réforme favorise la mensualisation des dockers, prévoit l'application du droit commun du travail et modifie la contribution des employeurs à l'indemnisation du chômage, (lire les articles de François Grosrichard dans le Monde du

16 avril et daté 19-20 juillet 1992).

Deux nouveaux décrets et un arrêté complètent cette réforme. Le premier décret précise les conditions d'emploi et les opérations que peuvent accomplir les dockers. Les dockers ont le monopole de toutes les opérations effectuées dans les lieux à usage public à condition que celles-ci portent sur des marchandises en provenance ou à destination de la mer. Ce texte prévoit aussi les conditions de licenciement des dockers mensuels, l'organisation du bureau central de la main-d'œuvre (BCMO), chargé de l'embauche des dockers intermittents et les modalités des élections professionnelles.

Le second décret précise les taux maxima des effectifs des dockers intermittents et les taux maxima d'emploi (vacations chômeurs) des dockers intermittents dans tous les ports maritimes, en fonction de l'importance de ces derniers. Si ces taux ne sont pas respectés, il sera procédé à des radiations pour assurer le respect de ces limites. Par ailleurs, un arrêté fixe la liste des ports de commerce comportant la présence d'une main-d'œuvre d'ouvriers dockers professionnels.

Décrets n° 92-130 et 92-131 du 12 octobre 1992 et arrêté du 25 septembre 1992. *Journal officiel* du 13 octobre 1992, pp. 14255 à 14257.

LA COTE DES MOTS

Newsletter

On peut se demander pour quelles raisons certains s'obstinent à utiliser l'anglicisme *newsletter* pour désigner un bulletin d'information(s) interne à une entreprise, ou destiné à un lectorat plus étendu.

En effet, les équivalents français sont nombreux et riches en nuances : en sus de *bulletin d'information(s)*, on a le choix entre *circular*, *lettre d'information(s)* - la traduction littérale «lettre de nouvelles» n'est pas à retenir, car insolite, - *infobulletin*, *infotelex*, *lettre confidentielle*...

De la politique à la publicité, du domaine médical à l'informatique, des sports aux affaires, on a vu fleurir ces publications à la pagination plutôt réduite et au format modeste, par lesquelles sont transmises des informations de dernière heure (1), ou bien des dossiers relatifs à un domaine spécialisé, voire des renseignements censés être «confidentiels» (alors que bien souvent ces informations sont un secret de Polichinelle...) et destinés aux membres d'un parti politique, d'une association militant pour telle ou telle cause, etc.

La lettre d'information(s) sera fréquemment d'allure simple, mais parfois reflétera, par son lourd papier couché, un certain luxe.

Les newsletters sont souvent éditées, aussi, par des... *news*, ou *newsmagazines*. Ce dernier terme, qui en général s'applique à tous les magazines d'information, s'est vigoureusement implanté - surtout sous sa forme abrégée *news* - dans le milieu des médias, de la publicité et des affaires, comme dans les cercles «branchés». Peu à peu, l'exception s'est resserrée et a été ramenée à «hebdomadaire (en couleurs) consacré à l'actualité sous tous ses aspects : culture, politique, société, économie...» Mais on pourrait sans regret faire l'économie de ces deux mots anglais !

Jean-Pierre Colignon

(1) Ainsi, pour transmettre aux lecteurs - notamment aux professionnels - des informations toutes fraîches touchant à tous les domaines de l'éducation, la rédaction du *Monde de l'éducation* fait paraître depuis quelques mois une lettre d'information hebdomadaire : la *Lettre du Monde de l'éducation*.

HOTEL DU RHÔNE
GENÈVE

Parce que
l'on me reconnaît.

The Leading Hotels of the World
TEL. (41 22) 731 96 31
FAX (41 22) 732 45 58

Time (h)	Control (Log CFU/g)	100% RH (Log CFU/g)
0	0.0	0.0
10	1.0	0.5
20	2.0	1.0
30	3.0	1.5
40	4.0	2.0
50	5.0	2.2
60	6.0	2.4
70	7.0	2.5
80	8.0	2.5
90	8.5	2.5
100	8.5	2.5

L'implosion du CEA

Longtemps choyé, cet organisme de recherche exceptionnel à l'origine de la force de frappe et des centrales nucléaires françaises n'échappe aujourd'hui au démantèlement que pour être condamné au repli



A l'ombre de la tour Eiffel, l'immeuble occupe un site prestigieux. Derrière sa façade couleur lie-de-vin fanée par le temps, douze étages de bureaux abritent la « dernière vache sacrée de la République », le Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Plus pour longtemps. Dans douze mois, dix-huit au maximum, le CEA devrait démanteler. Direction Fontenay-aux-Roses ou Saclay, pour la plupart des mille salariés. Ne resteraient dans la capitale que deux cents personnes environ. Derrière ce transfert voulu par les pouvoirs publics, comment ne pas voir un symbole ? Celui du déclin d'un organisme de recherche scientifique et technique sans équivalent dans le monde, mi-civil, mi-militaire, architecte de la force de frappe et du programme électronucléaire, jadis intouchable, aujourd'hui critiqué de toutes parts.

Les indices de la perte d'influence de ce CEA quasi quinquagénaire et touché à tout, présent dans la biologie et l'électronique, le nucléaire et l'astrophysique, ne manquent pas. Le plus éclatant est d'ordre financier. Quelque quatre milliards de francs par an environ, les dotations budgétaires baissent régulièrement — depuis 1985 pour les activités civiles, depuis 1988 pour le militaire. Les effectifs sont sur la même pente. Entamés en 1984, les « dégraissages » se poursuivent à grands coups de plans sociaux tandis que — plus inquiétant pour l'avenir — qualité d'investissements sont gâchés dans l'attente de jours meilleurs.

1993 sera du même tonneau que les années antérieures. Certes, les pouvoirs publics ont choisi de se montrer moins chiches à l'égard du CEA, qui bénéficie, pour ses activités civiles, d'une rallonge de 2,7 % (dépendances ordinaires et crédits de paiement) par rapport à l'année précédente.

DÉCEPTIONS • Mais que vaut l'engagement du ministère de l'économie de fournir 740 millions de francs sans le dire sur des privatisations à venir ? S'il s'agissait d'un chèque en bois ? « Ce qui m'intéresse, ce sont les recettes réelles, pas les recettes éventuelles », s'insurge l'administrateur général du CEA, Philippe Rouvillois. Les craintes du numéro un du Commissariat sont d'autant plus justifiées que, côté militaire, la météo budgétaire s'annonce peu engageante. L'an prochain, la baisse du

budget friserait 7 %, selon les syndicats.

« Je suis inquiet pour l'avenir du CEA. Depuis cinq ou six ans, on dérape », lâche Bernard Tinturier, directeur de la planification et vingt-cinq ans de maison. « Le CEA va mourir par engorgement, sans s'en apercevoir, comme un organisme progressivement privé d'oxygène », pronostique, de son côté, un industriel. « Il est déjà mort », tranche un ancien cadre dirigeant.

Le CEA a toujours vécu avec le sentiment d'avoir raison envers et contre tous. Héritage de l'histoire ? Sans doute.

Signer le certificat de décès du CEA est prématuré. Mais impossible de nier le malaise au sein d'un maison qui a consommé trois « oméga un » depuis 1983. Il est diffus mais patent. Témoin les remous suscités au sein de la direction des applications militaires (DAM) par l'annonce surprise, au printemps dernier, d'un moratoire sur les essais nucléaires. « Certains de mes ingénieurs, parmi les plus doués, ont alors choisi de quitter la maison », note Roger Balesar, le patron de la DAM. Un second moratoire serait catastrophique.

En juin dernier, le veto mis par Matignon au redémarrage du surprogramme Soperphénix a laissé des traces, lui aussi. « Nous étions convaincus d'avoir raison techniquement et stratégiquement », explique le directeur de la division « réacteurs nucléaires », Jacques Bouchard.

Le CEA a toujours vécu avec le sentiment d'avoir raison envers et contre tous. Héritage de l'histoire ? Sans doute. Créé au lendemain de la seconde guerre mondiale par la volonté du général de Gaulle pour favoriser « l'utilisation de l'énergie atomique dans les divers domaines de la science, de l'industrie et de la défense nationale », le Commissariat a longtemps bénéficié d'une totale liberté et d'une abondance de moyens exceptionnels. De 1960 à 1987,

pour l'ensemble de ses activités, il a reçu de l'Etat l'équivalent de 258 milliards de francs 1989. C'est beaucoup.

« Nous étions intouchables. Les ministres s'inclinaient devant l'administrateur général », se souvient Bertrand Goldschmidt, l'un des pères fondateurs du CEA. Époque bénie pour l'organisme de recherche et ses troupes financièrement choyées (la mutuelle maison gratuite et les copieuses primes en cas de mariage ou de naissance en sont les vestiges). En retour, le CEA a rempli son contrat. La France dispose d'une force de frappe crédible. Son parc de centrales nucléaires — une cinquantaine de tranches en service qui fournissent plus des trois quarts de l'électricité consommée dans l'Hexagone — donne satisfaction, tout comme l'usine de retraitement des déchets irradiés de La Hague.

Les lendemains qui déchantent étaient inscrits dans cette réussite. À partir du milieu des années 80, mission accomplie, le CEA aurait dû se fixer une autre ambition, s'assigner des objectifs nouveaux. Des tentatives ont bien eu lieu mais sans résultat probant.

TROP PRUDENT • Celle de Gérard Renou, administrateur général du commissariat de 1983 à 1986 après avoir été le « Monsieur Énergie » de l'Élysée, était cohérente. Son projet : transformer le CEA en un groupe industriel puissant, une sorte de mini-CEG, articulé autour de trois filiales : la Cogema, en charge, depuis 1976, du cycle du combustible — de la production de l'uranium au retraitement des matières irradiées ; la Cisi, héritière en 1972 du département informatique du CEA ; enfin, Framatome, le constructeur de chaudrons nucléaires, un temps entièrement sous contrôle de l'organisme de recherche.

Trop prudent, trop inexpérimenté aussi, en froid avec nombre de « barons » du CEA, en délicate avec le ministre de l'Industrie d'alors, Edith Cresson, fragilisée par la perspective d'un changement de majorité politique, Gérard Renou n'a pu mener à bien son projet.

Son successeur a compté de 1986, Jean-Pierre Capron, n'a pas fait mieux. Le CEA attendait un chef d'entreprise. Il hérite d'un contrôleur de gestion lucide et désintéressé mais manquant de diplomatie (sa manie de diffuser en comité de direction, annotées par

ses soins, les notes de ses proches collaborateurs lui vaudra de se brouiller avec nombre d'entre eux). « Son départ a été vécu comme une libération », raconte un témoin des « années Capron ».

En 1989, arrive Philippe Rouvillois. Décoré à vingt ans de la Légion d'honneur et de la croix de la valeur militaire, sorti major de l'ENA, il débarque au CEA précédé d'une réputation exceptionnelle, celle d'un « moine soldat » injustement brimé par le Prince (il avait été évincé de la présidence de la SNCF à la suite d'une catastrophe ferroviaire). Les limites de sa culture scientifique, le peu de goût qu'il manifeste pour les affaires militaires, ses réserves à l'égard du nucléaire (« Je ne suis pas un nucléocrate », edmet-il) apparaissent, sur le coup, secondaires.

Trois ans plus tard, Philippe Rouvillois a été reconduit pour un second mandat alors que les pronostics le donnaient partout. Doit-il son maintien à une docilité appréciée de l'actuel premier ministre ? Ou les remous suscités par le chamboulement à la tête d'Electricité de France (EDF) interdisaient-ils de changer le patron du CEA ? La question se pose. Le CEA a-t-il une mission ? approuvé au chevet du Commissariat pour le redynamiser, il a lancé des idées, exploré quelques pistes, mais sans véritablement s'engager à fond. « Le CEA, c'est l'Empire ottoman finissant. Il suffirait de souffler dessus pour qu'il s'effondre. Il lui manque un Atatürk », lance un cadre d'EDF.

DÉSÉQUILIBRÉ • L'image est cruelle mais en partie exacte. Pyramide des âges déséquilibrée, l'un over insignificant (moins de 1 % par an) : le CEA souffre d'une absence d'irrigation vers l'extérieur, dit Alain Vidart, l'ancien patron de sa branche militaire. Revenu quelque temps au CEA, après quinze ans d'éloignement, il a, dit-il, « retrouvé les mêmes personnes aux mêmes postes ». Autre handicap : une organisation aussi lourde que coûteuse. Philippe Rouvillois s'est attaqué au problème. Mais ses résultats en demi-teinte ont incité les pouvoirs publics à lui demander de « réduire significativement [ses] coûts et notamment [ses] charges de structure » de l'établissement.

La tâche n'est pas aisée. Exception faite de la direction des applications militaires — un Etat

dans l'Etat, — les laboratoires des grandes branches du CEA sont en effet éparpillés entre des centres multidisciplinaires. A Cadarache, dans les Bouches-du-Rhône, 5 000 chercheurs travaillent sur les réacteurs nucléaires de la prochaine génération, la conservation des aliments, l'informatique, le solaire... Idem à Saclay, près de Paris, ou à Grenoble.

Résultat : des conflits d'autorité inévitables entre les directeurs de centre et des patrons de

« C'est l'Empire ottoman finissant. Il suffirait de souffler dessus pour qu'il s'effondre. Il lui manque un Atatürk. »

branche tout-puissants qui, de loin, courent leurs équipes. « Il serait bon que les directeurs de centre deviennent une autorité hiérarchique pleine et entière », convient le secrétaire général du CEA, Emmanuel Dorrel. En attendant, chacun défend son pré carré et « la collaboration entre laboratoires laisse à désirer », déplore le numéro un du CEA. « La maison est encore beaucoup trop cloisonnée. Il faut à tous les niveaux un vouloir-vivre ensemble qui se traduise dans les actes concrets », a lancé récemment l'administrateur général à ses cadres supérieurs réunis à Fontenay-aux-Roses, le site où commencent l'avenir nucléaire civil et militaire français.

Existe-t-il encore, ce « vouloir-vivre ensemble » ? L'histoire du CEA peut aussi se lire comme celle d'un démantèlement insidieux. Depuis le début des années 70, tour à tour, l'informatique du groupe (via la Cisi) puis l'industrie du cycle du combustible (avec la Cogema) se sont progressivement émancipées. Fin 1991, ce fut le tour de l'ANDRA, l'agence chargée de la gestion des déchets radioactifs, transformée en établissement public industriel et commercial. L'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) suit la même voie : pour la première fois, il s'est vu accorder une ligne budgétaire distincte dans la loi de finances 1993. Demain, il est pos-

sible que le LETI, laboratoire d'électronique de Grenoble, avec ses quatre cents ingénieurs de haute volée, rejoigne SGS-Thomson, le fabricant de composants, au secours duquel le CEA a été prié de voler par le gouvernement (le Monde du 11 septembre).

DÉSHABILLEMENT • Autre hypothèse : que l'Etat détache du CEA ses participations industrielles (Cogema, Framatome), détachées par CEA-Industrie, le holding du CEA. Pourquoi ne pas pousser la logique du déshabillage plus avant ? La tentation existe depuis longtemps. Régulièrement, un projet refait surface. Ses lignes directrices : détacher les activités militaires, rattacher au CNRS la branche des sciences du vivant, et à la Cogema les activités liées au cycle du combustible. Ce qui subsisterait du CEA deviendrait un laboratoire de recherche à la disposition d'EDF aussi bien que des PME-PMI.

Pour l'heure, le menace du démantèlement est écartée. Concocté l'été dernier par les pouvoirs publics, un timide projet de réforme a été abandonné devant la levée de boucliers qu'il avait suscitée. « Le dossier était sur le bureau des ministres, constate un haut fonctionnaire, il a été rangé sur une étagère, la plus haute. » A sa place, Philippe Rouvillois a reçu, fin septembre, de ses trois ministres de tutelle (défense, industrie, recherche) une lettre de mission. Elle recommande à l'administrateur général de recenser le CEA sur le nucléaire militaire (avec moins d'essais grandeur nature, davantage de simulations) et civil (des centrales plus économiques, moins polluantes — un « vrai mixte maîtrisé »). En dehors de ces deux missions, « essentielles », le CEA est en liberté surveillée. Ses équipes sont priées de ne pas s'écarter « des domaines connexes à ceux des missions essentielles », et d'« intensifier les coopérations avec les établissements publics de recherche ».

Le programme paraît terne, médiocre, dépourvu d'ambition. « Il faut apprendre à vivre différemment », rétorque l'administrateur du CEA. Le constat justifie la phrase terrible attribuée à Pierre Guillaumat, qui fut délégué du gouvernement près le CEA : « Il n'y a jamais eu de commissariat à la machine à vapeur. »

Jean-Pierre Tuquoi

La Cogema fille émancipée

La Cogema « se comporte vis-à-vis du CEA comme une fille très émancipée », constatait déjà il y a trois ans Philippe Rouvillois dans un rapport qu'il cosignait avec « Le secteur nucléaire civil en France ». Depuis cette date, on est passé de l'émancipation à la révolte ouverte.

Au cœur de la brouille entre la Cogema (21,4 milliards de francs de chiffre d'affaires ; 18 800 salariés), contrôlée — en droit au moins — à 100 % par le CEA, via un holding (CEA Industrie), une question de gros sous. La Cogema, dirigée par Jean Syrota, un homme de convictions, refuse de signer un chèque en blanc à sa maison mère, qui se trouve être également son organisme de recherche obligé. La litige porte sur des centaines de millions de francs par an.

La Cogema verse chaque année 700 millions de francs environ à sa maison mère, dont l'essentiel au titre de redevances pour des procédés mis au point dans les laboratoires du CEA. Un nouveau système est en négociation depuis la fin de 1989, mieux adapté à la période de vaches maigres que traverse le CEA. Finies les redevances payées à

posteriori. La Cogema, comme les autres clients de la recherche du CEA, financera une partie des recherches de sa maison mère.

COMPROMIS • Encore faut-il être d'accord sur les thèmes des travaux à mener. Et sur le coût de la facture. Or, sur ces deux points, la Cogema s'estime flouée. « Nous voulons que l'argent donné au CEA serve à financer des recherches qui nous intéressent, et qu'il n'aille pas se perdre dans des frais de structures inutiles », dit un de ses dirigeants.

Les pouvoirs publics espérant qu'un compromis interviendra avant la fin de l'année. Les intéressés n'y croient guère. D'autant que, entre la CEA et la Cogema, « les rapports sont freudiens », comme l'edmet Philippe Rouvillois. Sur une photo publiée en début d'année par la revue du CEA à l'occasion d'un accord de partenariat entre le CEA, EDF et le groupe Framatome, l'un des quatre signataires de l'accord a été gommé volontairement : Jean Syrota dont on ne distingue que le bras gauche...

J.-P. T.

PREMIER VOLUME DE LA COLLECTION "SAVOIRS"

les mers, avenir de l'Europe

132 pages en couleurs 48 francs

POUR UNE POLITIQUE DU GRAND LARGE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Douze centres de recherche

A sa création, le 18 octobre 1945, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) s'est vu confier une mission hybride, à la fois civile et militaire, qui se reflète dans son organisation. « Etablissement de caractère scientifique, technique et industriel », le CEA est en effet dirigé et géré par un administrateur général, nommé en conseil des ministres pour trois années. Mais, parallèlement, existe un « haut commissaire » — depuis 1975 le titulaire du poste est Jean Tillet — qui sert, en quelque sorte, de caution scientifique au CEA auprès du gouvernement.

Par ailleurs, si le Commissariat est doté du traditionnel conseil d'administration, il possède aussi un comité de l'énergie atomique : sa composition est prestigieuse (il est en principe présidé par le premier ministre), mais son rôle est insignifiant en pratique.

RÉORGANISATION • Fin 1992, selon les prévisions officielles, l'effectif du CEA devrait atteindre 19 290 salariés (- 3,16 % par rapport à 1991), dont 37 % de cadres et d'ingénieurs. Sur ce total, la Direction des applications militaires (DAM) emploie

6 120 personnes. Avant embauche, les candidats font l'objet d'une enquête de six mois. La moyenne d'âge des salariés de la DAM est élevée ; les femmes y sont rares. Les effectifs civils (en baisse de 2 % en 1992) se répartissent entre les cinq directions opérationnelles (cycle du combustible, réacteurs nucléaires, sciences de la matière, sciences du vivant, technologie avancée), l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), l'Institut national des sciences et techniques nucléaires (INSTN) et les directions fonctionnelles.

Géographiquement, le CEA dispose de douze centres d'études, quatre militaires et huit civils. À l'image du centre de Saclay, le plus lourd avec 8 500 salariés, les ont souvent une vocation multidisciplinaire. Dans le cadre de sa réorganisation, la CEA compte ramener les grands centres civils à trois d'ici à la fin de la décennie.

Parallèlement, il a prévu la fermeture de deux des centres de la DAM : Limeil, dans le Val-de-Marne, et Villacoublay, dans les Yvelines.

J.-P. T.

L'ECONOMIE

ACTUALITÉ

Le grand axe Tokyo-Pékin

Suite de la page 29

D'autre part, concourir à la stabilité en favorisant le développement de la Chine sans en faire un concurrent ou se lier les mains.

Aussi apportent-ils un soutien aux autorités chinoises, afin d'éviter leur isolement international, et poursuivent-ils une expansion des échanges, mais un développement plus circonscrit des implantations. Le premier souci explique l'attitude japonaise après les événements de 1989. Le Japon fut le premier pays à rétablir son aide à la Chine en 1990. Or il est aussi son principal bailleur de fonds : l'aide japonaise représente la moitié du total de l'assistance reçue par la Chine en 1991.

Le Japon a consenti au total 1 600 milliards de yens (1) de prêts gouvernementaux à la Chine, en trois tranches (330 milliards en 1979, 470 en 1984 et 810 en 1988), auxquels il faut ajouter 1 700 milliards de yens de crédits accordés (en trois tranches aussi) par l'Eximbank pour la mise en valeur des ressources naturelles.

Une quatrième tranche de prêts est à l'étude. Inquiets du développement du potentiel militaire chinois (figurant parmi les dix grands objectifs du programme annoncé au Congrès), les Japonais souhaitent que ces prêts soient affectés non aux traditionnels projets d'infrastructure mais à la protection de l'environnement.

ÉCHANGES • En matière d'échanges, le développement est substantiel : alors qu'ils atteignaient que 1,1 milliard de dollars (2) en 1972, ils dépasseront cette année 25 milliards. Si les ventes japonaises ont connu des périodes de stagnation (en 1986, en raison de la surchauffe de l'économie chinoise; puis en 1990, à la suite de la répression des manifestations sur la place Tian-an-men), les achats à la Chine n'ont cessé d'augmenter. Si bien que depuis 1983 le

Japon enregistre un déficit (5,3 milliards de dollars en 1991). Ces importations japonaises en provenance de Chine se sont modifiées : aux matières premières s'ajoutent désormais les produits alimentaires et manufacturés (textiles, machines et même kimonos), qui représentent plus de 50 % des achats.

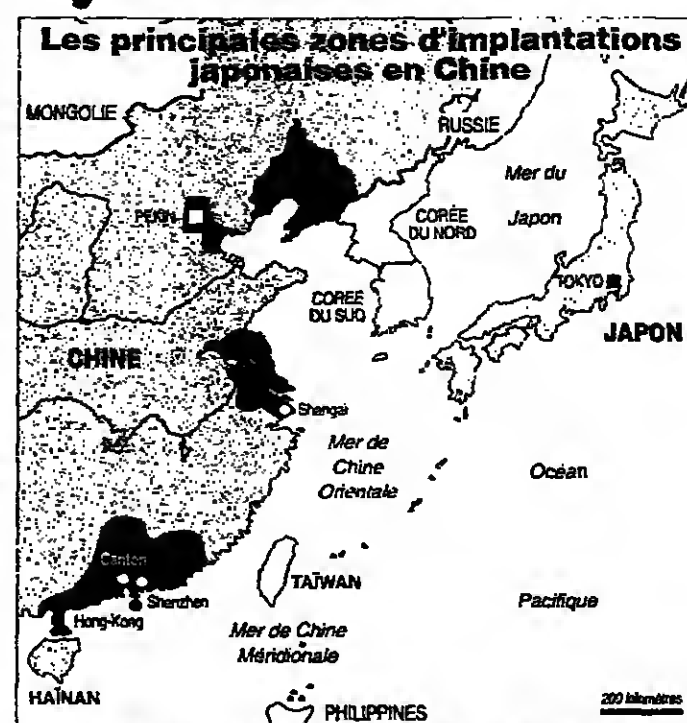
La Chine est devenue le troisième fournisseur du Japon en produits agroalimentaires, après les États-Unis et l'Australie. Certaines grandes entreprises importatrices envisagent de faire de la Chine une source d'approvisionnement en légumes frais (ce qui suppose des progrès en termes de productivité agricole et de distribution). Bien que la part du commerce avec la Chine augmente, il ne représente que 4 %

La Chine est devenue le troisième fournisseur du Japon en denrées agroalimentaires.

du total des échanges japonais, moins que celui avec Taiwan.

Relativement prudents dans leurs implantations en Chine au cours de la seconde moitié des années 1980, les Japonais ont repris dernièrement leurs investissements à un rythme soutenu dans le domaine du textile, de l'électronique et des composants électroniques : en 1991, 599 contrats d'implantation ont été signés pour une valeur de 810 millions de dollars, soit une augmentation de 75,7 % par rapport à l'année précédente.

En 1992, les investissements directs japonais doubleraient encore. Six maisons de commerce viennent notamment d'annoncer ce qui serait le plus gros investissement japonais en Chine : un complexe pétrochimique d'un coût de 4 milliards de dollars, dans la province du Liaoning, au Nord-Est. Il traitera 1,7 million de tonnes de pétrole brut, et devrait entrer en service en l'an 2000. Pour la première fois, les Japonais, conduits par Mitsubishi Corp. et Itochu, détiendraient la majorité du capital (51 %).



Les zones d'implantations japonaises sont indiquées en noir.

investissements étrangers en Chine, loin derrière Hongkong et Taiwan, et même derrière les États-Unis. Mais ce sont des investissements de long terme, dont la moitié dans le secteur industriel. Jusqu'à présent, il s'agit essentiellement d'usines de fabrication - d'assemblage - de produits destinés au marché intérieur chinois.

Les Japonais concentrent leurs efforts sur les consommateurs des villes : le grand magasin Seibu s'est installé dans la zone spéciale de Shenzhen et la chaîne de grandes surfaces Yaohan envisage d'ouvrir un millier de magasins en Chine d'ici à l'an 2010. Pour son président, Kazuo Wada, la Chine est le marché dont le potentiel de croissance est le plus élevé dans les vingt

prochaines années. A la prudence japonaise s'ajoute, paradoxalement, celle des Chinois. S'il est un domaine où le poids du passé ne s'efface pas aussi facilement que les deux gouvernements le voudraient, c'est précisément celui où ils sont le plus d'accord pour coopérer : le développement industriel.

TECHNOLOGIE • La Chine soupçonne d'abord le Japon, non sans raison, de vouloir transférer ses technologies que lorsqu'elles sont largement dépassées. Ainsi dans l'automobile, contrairement aux constructeurs occidentaux (Peugeot, Volkswagen, American Motors et, plus récemment, Citroën), seul Daihatsu a installé des chaînes de montage en Chine, pour des modèles de bas de gamme, adaptés au marché chinois naissant mais inexpérimenté et n'aidant guère l'industrie chinoise à accéder à un stade moderne. Les autres transferts de technologies provenant du Japon portent aussi, pour l'essentiel, sur des produits de piètre qualité, trop chers à fabriquer ailleurs en Asie (petit appareillage électronique ménager par exemple).

Les Chinois, sortant de l'ère communiste, ont ensuite beaucoup de mal à s'adapter aux réalités parfois douloureuses de l'enrichissement capitaliste. Les cadences de travail et la discipline du mode de production nippon se marient mal avec l'anarchie nonchalante qu'avait permise le communisme. Une certaine propension des « managers » japonais des entreprises à capital mixte à se montrer condescendants (à leur manière courtoise mais persiflante) envers les employés chinois n'arrange pas les choses.

INSATISFACCTIONS • Le problème est évidemment culturel, mais il a aussi une dimension politique, et les hommes d'affaires japonais vivant en Chine le savent, même s'ils le reconnaissent avec réticence. Depuis l'ascension du Japon sur la scène

régionale au début du siècle, à un moment où la Chine se trouvait dans le marasme politique, le plus sûr moyen des Chinois d'exprimer leur insatisfaction à l'égard de leur gouvernement était de s'en prendre au Japon, la plus proche des grandes puissances impérialistes que l'inconscient collectif rendait coupables des humiliations à répétition subies par la Chine.

La règle vaut depuis 1919. Elle a d'autant moins changé que le Parti communiste lui-même, par la voix de ses chefs historiques, a cyniquement remercié le Japon de l'avoir « aidé à conquérir le pouvoir » en ressoudant la nation chinoise contre son invasion.

A plusieurs reprises, les anniversaires du douloureux passé sino-japonais ont ainsi servi de prétexte à des mouvements de protestation se parant de l'habit patriotique, mais en fait dirigés, à travers le Japon, contre le gouvernement en place. Le cas le plus important a été un soulèvement étudiant qui en 1986 coûta sa place au secrétaire général du Parti communiste d'alors, le défunt Hu Yaobang. Aussi, sans l'avouer, les patrons d'entreprises nippones en Chine craignent-ils de voir le moindre dérapage économique tourner à une agitation qui s'en prendrait à ce voisin dont la présence dans la production industrielle est toujours plus évidente.

Conscients, enfin, de la volonté des Japonais de tenir en bride le développement de la Chine, les dirigeants de Pékin cherchent à équilibrer leur poids dans l'économie nationale par celui des Coréens du Sud, afin de s'assurer une autre source de capitaux et de technologies.

Francis Deron et Philippe Pons

(1) Cent yens valent environ 4,2 francs.
(2) Un dollar vaut environ 5,1 francs.

Douze centres de recherche

Le 19 septembre 1992, le Comité directeur de l'Agence spatiale européenne (ASE) a adopté une nouvelle stratégie de recherche et de développement, qui vise à renforcer son rôle de leader mondial dans le domaine de l'espace. Cette stratégie est basée sur trois piliers : la recherche scientifique, les applications et les services. Elle prévoit également la création de douze centres de recherche, qui seront répartis dans les douze États membres de l'ASE. Ces centres auront pour mission de mener des recherches de pointe dans les domaines de l'aérospatial, de l'océanographie, de l'écologie, de l'agriculture, de l'industrie, de l'énergie, de l'environnement, de la santé, de la culture, de l'éducation, de la communication, de la sécurité et de la défense. Ils seront financés par l'ASE et les États membres, et auront accès aux ressources humaines et matérielles de l'Agence.

RECRUTEMENT • Fin 1992, l'Agence spatiale européenne (ASE) a lancé un appel à candidatures pour recruter des chercheurs et des ingénieurs. Elle recherche des personnes ayant une formation universitaire ou professionnelle dans les domaines de l'aérospatial, de l'océanographie, de l'écologie, de l'agriculture, de l'industrie, de l'énergie, de l'environnement, de la santé, de la culture, de l'éducation, de la communication, de la sécurité et de la défense. Les candidats doivent avoir moins de 40 ans et être citoyens d'un des États membres de l'ASE. Les candidatures doivent être envoyées à l'ASE avant le 31 décembre 1992.

Jean-Pierre Tugnot

Minitel 36290059 INPI BILANS. Parce que quand une entreprise a l'air de bien marcher...

...il est parfois utile d'examiner son bilan.

MINITEL 36290059 INPI BILANS. L'ACCÈS DIRECT À L'ENSEMBLE DU REGISTRE NATIONAL DU COMMERCE.

L'INPI vous donne accès à la totalité des 2500.000 comptes et bilans des SA et SARL publiés les cinq dernières années. Pour constituer le registre national du commerce, l'INPI collecte et regroupe tous les bilans de tous les greffes de France. Avec 36290059 INPI BILANS, vous accédez instantanément aux bilans, comptes de résultat, annexes et ratios de structure, d'endettement, de trésorerie... Possibilité de capture sur micro.



CALLEGARI BERVILLE

J.P.T.

P E R S P E C T I V E S

CONCURRENCE

Continents contre Continent

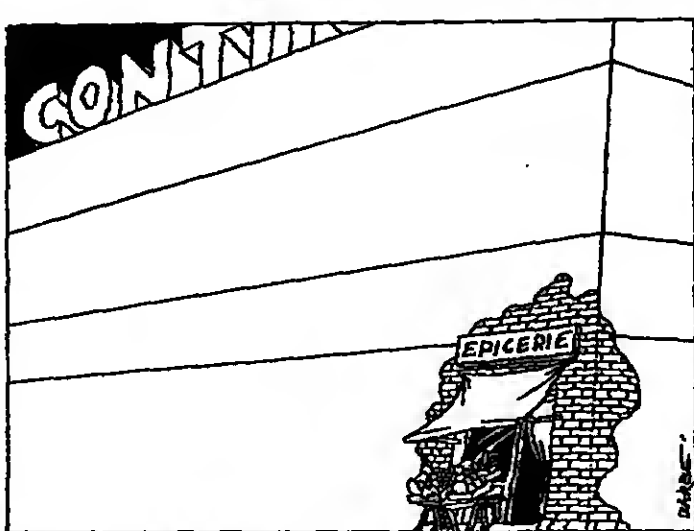
La chaîne d'hypermarchés Continent est en train d'effacer son nom de certains de ses produits maison. Parce qu'une petite épicerie de la rue de la Roquette à Paris, « Aux cinq continents », a plaidé la contrefaçon... et gagné

« C'EST David contre Goliath » : Jacques Abramoff aime se référer à la Bible. Il y puise son inspiration et les préceptes qui guident sa vie. Même sur uoe question aussi terre à terre que le conflit qui l'oppose, lui un petit épicier de la rue de la Roquette dans le ozième arrondissement de Paris, à la chaîne d'hypermarchés Continent. Une guerre qui dure depuis quatorze ans et n'est pas finie : 500 adversaire a déposé un référé afin d'obtenir un délai de trois mois pour appliquer l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 9 juillet lui donnant raison.

L'affaire peut sembler banale : une simple accusation de contrefaçon sur l'utilisation de la marque « Contiocten ». Ce qui l'est moins, c'est la disparité entre la taille des adversaires ... et le fait que c'est le plus petit des deux qui ait gagné : le justice a ordonné à la chaîne d'hypermarchés de radier immédiatement la dénomination « Contiocten » apposée sur toute une série de produits (alimentaires, de lavage et nettoyage, liquides). La chaîne est condamnée à une astreinte de 100 000 francs par jour.

1 000 francs par attraction.

« Si c'est bon, si c'est rare, si ça pousse, nous l'avons »: poussez la porte de l'épicerie « Aux cinq continents » de Jacques Abramoff et toutes les senteurs de l'Orient vous envoleveront. Ici, les dattes, les abricots et les raisins secs. Là, les olives vertes ou noires. Les thés côtoient la vanille et la cannelle, le jaoou du safran et l'orange du paprika claquant... sur le mur, de pierres, les photos sépia des marchands. Dans le maga-



Ses parents ouvrent donc boutique rue de la Roquette. La confrontation avec le monde occidental a été quelquefois rude. « La première année, ils ont perdu de l'argent. Ils ne comprennent pas pourquoi. Un jour, on leur a conseillé de vérifier le poids des livraisons. Ils ont été stupéfaits », raconte Jacques Abramoff.

ALÉAS « J'étais le plus jeune de la famille et le plus intégré. Je voulais avoir un peu d'argent de poche pour aller au cinéma. Un camelote vendait du cirque sur la place. Je lui ai acheté et il m'a appris le métier. J'ai commencé à circuler toutes les semaines de la famille. Je récolter un carnet par-ci, deux centimes par-là. Des années plus tard, cela m'a servi. » Un parent anglais portait en effet des chausseries reluisantes : « M'a'm'a'envoyé trois boîtes de Tixton, un

ci-rue renommé vendu en Grande-Bretagne. J'ai commencé à le distribuer, mes deux associés et moi-même, à Londres, en 1951. Il ne s'agissait pas de mettre un bon produit entre les mains des gens, il faut leur apprendre à l'apprécier. » D'embelle, il adopte une politique commerciale sélective, chez les petits cordonniers, avec le soutien du président du Syndicat des cordonniers de France : « J'ai démarré grâce à la bonté et à la gentillesse des autres. Ce genre de réussite n'existe plus aujourd'hui. L'affaire marche si bien qu'un an et demi plus tard, il augmente... son prix d'achat. En 1951, en raison, affirme-t-il, de restrictions aux importations, il ouvre une fabrique à Monaco, qui a employé jusqu'à vingt personnes. Tuxan a été vendu il y a dix ans à

L'affaire qui oppose Jacques Abramoff à Constantine dure depuis 1978. Dix ans et plus tôt, un problème analogue s'était soldé avec un autre groupe par un accord à l'amiable. Il connaissait donc bien ce type de question, mais pas les procédures : « il a fallu étudier, ramasser les archives, apprendre le droit procédural. Maintenant, je m'aperçois qu'il faut apprendre le droit de l'application de la victoire ». Treize avocats se sont succédés pendant les quatorze ans qu'a duré la procédure, suspendue par les aléas de la vie comme une opération, la maladie d'un petit-enfant (« Les enfants, c'est le capital essentiel des parents. Les petits-enfants, c'est l'intérêt du capital »).

Aujourd'hui, même si les choses se vont pas aussi vite que

Continent rayé sa marque des produits iocrimés, magasin par magasin, préjudice, entrepôt par entrepôt. Le préjudice, très dispersé, est difficile à évaluer d'autant qu'il s'agit souvent d'heures de manutention passées à rayer la mention en question ou à la reconstruire d'une étiquette. Reste l'enseigne : chez le Continent, on affirme que le jugement ne la concerne pas. Ce que conteste Jacques Abramoff se référant à l'appel selon lequel « la société Continent hypermarchés, en adoptant à titre d'enseigne la dénomination Continent et C. Continent en France, a usé d'un dénigrement pour se faire désigner des produits (...) », a commis des actes de contrefaçon de la marque Aux cinq continents ».

Francine Vaysse

Soldes : loi contre tradition

Que faire lorsque vous êtes l'une des plus prestigieuses maisons françaises, porte-drapeau du luxe tricolore à l'étranger, et que l'une de vos traditions commerciales vient contredire un texte de loi récent ? Tel est le dilemme qui a valu à Hermès de se retrouver, le 13 octobre, devant le tribunal de commerce de Paris.

L'objet du litige : la dette retenue par la société de la rue du Faubourg-Saint-Honoré pour ses soldes, qui lui a attiré les foudres de la Fédération nationale de l'habillement, nouveauté et accessoires. Depuis 1933

Hermès fait ses soldes deux fois l'en en mars et en octobre. Or la loi du 25 juin 1991, précisée par un décret du 18 octobre, encadre très précisément les dates des rabais, même si la profession des couturiers et créateurs de mode, regroupant sur une liste nominative cinquante-deux maisons (dont Hermès), a obtenu une dérogation préfectorale l'autorisant à solder avec quinze jours d'avance entre les deux dates suivantes : du 15 décembre au 15 février et du 7 juin au 7 août.

Lorsque Hermès annonce
ses soldes du 12 au 16 octobre.

la Fédération introduisit donc un référé auprès du tribunal de commerce. La 13 octobre, celui-ci rendit un jugement constatant que « la SA Hermès réalise une vente de soldes entre le 12 et le 16 octobre 1992, illicitement ». Considérant qu'il n'y a pas lieu de l'arrêter, les juges n'en décident pas moins que « cette tolérance ne saurait être renouvelée pour les périodes à venir sans textes autorisant » et condamnent la maison à payer aux plaignants 5 000 francs.

F. V.

[illegible]

DAFSA est actionnaire de toutes les sociétés répertoriées ci-dessus et fournit analyses et données sur plus de 2000 sociétés françaises et étrangères.

DAFSA

Le spécialiste de l'information économique et financière

Pour tout renseignement : DAFSA, Service Commercial - 25 rue Labent, CP 50, 75513 Paris Cedex 15. Tél : (1) 40 60 36 00 - Télécopie : (1) 40 60 36 10

Dans l'espace
personne ne vous entend
CRIER.

En matière d'achat
d'espace publicitaire, rien n'est
plus difficile que de se
faire entendre.

Le meilleur prix dans l'absolu est une condition nécessaire mais loin d'être suffisante : au mieux il vous permet de chuchoter ou de bégayer vos ~~messages~~. L'obsession du taux de négociation a fait oublier à la plupart d'entre nous que les médias sont des produits vivants qui ont leur caractère et leur humeur. Si les principaux opérateurs du marché obtiennent aujourd'hui des conditions quantitatives sensiblement équivalentes, certaines centrales ignorent la ~~tactique~~ et l'~~efficacité~~ du Média-Planning en proposant aux annonceurs des campagnes médias toutes identiques. Tempo est une ~~agence de Conseil et de Service Média~~ qui pense que seule la mise en œuvre d'une tactique média gérée dans le court terme est aujourd'hui ~~primordiale~~ pour l'efficacité des campagnes de Publicité. Tempo c'est une équipe de ~~publicitaires experts en média~~ totalement aguerrie à l'utilisation des outils de Média-Planning les plus performants du marché, et soutenue par un ~~grand réseau européen~~. Si vous désirez vous faire entendre, contactez-nous.

TEMPO

TEMPERATURE

TEMPO 1477149. QUAI DE STALINGRAD - 921 50 1557 LES MOULINEAUX - TEL. : 40 95 08 09 - FAX : 40 95 08 37

PERSPECTIVES

Fleurs à manger

Suite de la page 29

La discrétion est de rigueur sur les caprices de l'Elysée, mais Fauchon, dans sa vitrine, joue de toutes les couleurs. « On fait du sur-mesure, explique François Le Lagadec, attentif aux besoins, à l'offre des clients, respectueux de la moindre demande. Une règle élémentaire sur un micro-marché. » C'est là tout le secret de cette société bretonne - la Meingwen Armor Services (MAS) - qui, pour se tailler une place et un avenir sur le marché encombré des légumes, a joué dès son arrivée dans ce secteur, en 1983, l'originalité et la diversité, le marketing et le micro-marché. Au point de devenir le leader mondial en gammes de produits proposés.

EXOTIQUES • Cent soixante! Pas moins. Des plus classiques comme la pomme de terre et la tomate, aux plus fous comme l'oxalis ou le spoutnik. Des plus bretons comme l'artichaut et le chou-fleur aux plus exotiques comme le shiitake ou le pépino. Des plus légers comme la capucine, aux plus volumineux comme la citrouille géante. Car tout semble pousser sur la terre du Léon. Question de climat - particulièrement doux, grâce à la proximité de la mer - question de volonté et de patience surtout.

Et la centaine d'agriculteurs qui, regroupés au sein de la coopérative L'Armorique maraîchère, ont rompu avec l'agriculture intensive pour adhérer au projet du jeune directeur de la MAS, ne le regrettent pas. Les voici désormais « maraîchers », producteurs de légumes rares et pourvoyeurs de marchés très circonscrits, haut de gamme et sophistiqués. Une révolution dans le fameux Léon. Et un défi permanent pour François Le Lagadec, trente-deux ans,



qui fut il y a déjà dix ans, à son retour au pays après des études de marketing à Paris, l'initiateur du changement de cap.

« Le drome de l'agriculture, dit-il, c'est le fossé d'incompréhension qui sépare le producteur du consommateur, le rural du citadin. Il faut recréer des ponts, remettre en adéquation production et consommation; cesser de produire en aveugles et stimuler la demande par une offre constamment oléochante. » Bref, il faut innover: repérer des cibles et en faire des marchés, détecter des désirs et en faire des créneaux, devancer la mode, quitter la case.

François Le Lagadec ne prétend pas bouleverser l'agriculture bretonne. Ce qui l'intéresse, dit-il modestement, c'est d'assurer travail et débouchés aux agriculteurs audacieux qui ont ainsi rompu avec la tradition locale. Ce qui le passionne, c'est d'étendre toujours davantage la gamme des produits à mettre sur la table. Sans tabou ni limite.

En prospectant dans trois directions. D'abord la géographie. Rêve de tel que les voyages pour élargir les horizons et qu'un périple dans les campagnes étrangères pour découvrir des cultures des plus extraordinaires. L'oxalis a été repéré au Pérou, les tomates au Mexique; le pépino, un fruit blanc en forme de cœur avec un léger goût de melon, et le babaco, une sorte de papaye de forme pyramidale au goût meringué, viennent tous deux d'Asie. Tandis que le spoutnik, ainsi baptisé à cause de sa forme d'engin spatial, aurait été découvert en Indonésie (la coopérative l'a d'abord vendu comme légume, avec une couleur verte, avant de constater qu'en augmentant le temps de maturation, il ferait un fruit rouge très sucré). Le Lagadec adore explorer ainsi le patrimoine légumier des continents.

Une concertation avec ses partenaires agriculteurs pour étudier les conditions d'adaptation de ces cultures au sol breton, la

consultation de quelques professionnels du goût pour imaginer vite le parti à tirer de ces nouvelles formes et saveurs, une étude marketing pour définir le marché, et voilà amorcé le lancement d'un nouveau produit. « Le marché souvent restera minuscule et élitiste, explique son promoteur; parfois il décollera et s'inscrira durablement dans les habitudes de la consommation occidentale. » Il y eut le brocoli, d'introduction récente. Il y aura peut-être demain le shiitake, ce champignon japonais dont l'espèce est la deuxième consommée dans le monde.

ESTHÉTIQUE • Parallèlement à l'exploration d'autres continents, l'entreprise fouille aussi les mémoires et le passé de la région. « Que mangeaient donc nos ancêtres, qui, peu à peu, est retourné à l'état sauvage? Quels sont les produits « naturellement bretons? » Pour cette chasse peut-être plus difficile que l'autre, François Le Lagadec interroge les « collectionneurs de légumes », ces fous du potager, jardiniers amateurs, qui échangent des graines, tentent des greffes, sauvegardent le patrimoine; il consulte les ouvrages d'arboriculture, certains livres d'histoire de la région et, bien-sûr, les vieux livres de recettes. Cela donne la corne-de-cerf, la tétragone cornue, ou la fascinante ficoïde glaciale, cette salade foncée, enrobée de perles de rosée, qui fond dans la bouche avec un goût poivré.

Mais une étude du passé pourrait aussi aboutir à remettre au goût du jour des légumes délaissés ou affublés d'une connotation négative dont il est grand temps de les débarrasser. A quand le grand retour en force du potiron ou du rutabaga, injustement associés aux images de privation et de guerre?

Enfin, la recherche se veut également esthétique. Et le travail conjoint de la MAS et de L'Armorique maraîchère sur la forme et la couleur des légumes lui a déjà valu son succès le plus spectaculaire. C'est le triomphe de la technique bonsoi: mini-tomates, mini-navets, mini-artichauts, mini-choux, mini-fenouil, mini-carottes, aubergines de la taille d'un cornichon, citrouilles en forme d'oranges, bettes crues comme des balles de ping-pong... Depuis cinq

A quand le retour en force du potiron ou du rutabaga, injustement associés aux images de privation et de guerre?

ans, la gamme des mini-légumes n'a cessé de s'étendre, donnant au grand hangar où sont emballés les précieux produits des allures de potager pour les sept nains.

Pas de tour de passe-passe, pas de manipulation génétique, assure pourtant l'apprenti sorcier. Simplement une sélection attentive des graines et variétés selon de nouvelles critères. Et puis, l'adaptation progressive des techniques de culture (saison, arrosage, etc.), car un mini-légume est un produit à part entière avec ses propres exigences. La mise au point du mini-céleri n'a-t-elle pas exigé quatre ans?

De «micro», le marché cette fois pourrait devenir «maxi». Mais François Le Lagadec n'y

tient pas. Son originalité lui vaut des commandes de toute l'Europe (28 % de la production est exportée), la rareté de ses produits commercialisés sous la marque Hoigame lui permet des prix flamboyants, et L'Armorique maraîchère aime à jouer les compléments et continuer à surprendre avec ses tomates-cerises, tomates-olives, tomates-pêches, tomates-groscelles et tomates-poirs jaoques. « Et quand tout le monde aura fini par adopter les tomates de serre, sans goût mais identiquement calibrées, c'est chez nous que l'on trouvera toujours les vraies tomates de plein champ. »

Aucun légume ne joue le rôle de produit vedette, même si la laitue iceberg dont raffolent les Britanniques tient le haut du pavé (1,2 millions de têtes ont été vendues l'août dernier), devançant les mini-carottes (plus de sept cent mille bottes!), les choux verts et les échalotes. Mais les produits les plus « extraordinaires », ceux qui font écarquiller les yeux, ne sont pas qu'anecdote et ne cessent de gagner du terrain. Ils représentent aujourd'hui plus de 30 % du chiffre d'affaires de la MAS, occupent une trentaine d'agriculteurs hardis et stupéfient les sceptiques de la première heure.

Chambres d'agriculture, conservatoires et agronomes considèrent l'expérience avec une attention croissante. La Commission de Bruxelles ouvre de grands yeux, elle dont les règlements ne sont guère adaptés à cette agriculture dynamique. Les Japonais aussi, totalement fascinés. L'espionnage n'est pas loin, mais François Le Lagadec est prudent: pas une caméra de télévision ne franchira la porte du hangar fabuleux de Taulé. C'est déjà une chance qu'il y tolère les stylos.

Annick Cojean

Deux jours pour décider de votre avenir professionnel



Le Monde organise les 4^{es} Journées Prospectives les 27 et 28 octobre 1992

UNESCO - 125, avenue de Suffren, 75007 Paris
métro : Ségur

Renseignements : (1) 48-06-51-91 du lundi au vendredi de 9 heures à 13 heures

Mercredi 28 octobre entrée libre et gratuite

Les tribunes des entreprises

BOSSARD CONSULTANTS

« Bossard et les nouveaux territoires du conseil »

Salle I de 16 h 30 à 18 h 30

BULL

« Passeport pour l'avenir ou comment faire évoluer la réalité sociale en fonction d'une ambition technologique novatrice »

Salle II de 9 h à 11 h

CRÉDIT MUTUEL

« Gestion des ressources humaines : un second souffle »

Salle I de 9 h à 11 h

ELF

« La gestion des hommes par famille professionnelle. Deux exemples : la famille des explorateurs et celle des juristes »

Salle II de 14 h à 16 h

FRANCE TÉLÉCOM

« Le défi du changement »

Salle II de 16 h 30 à 18 h 30

LA POSTE

« La force de La Poste : les hommes »

Salle I de 14 h à 16 h

PRICE WATERHOUSE

« Auditeur et consultant : recrutement, carrières et débouchés en 1993 »

Salle I de 11 h 30 à 13 h 30

SNCF

« La SNCF : décentraliser et anticiper »

Salle II de 11 h 30 à 13 h 30

Les rendez-vous des métiers

FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS :

« Les travaux publics : quels métiers ? quelles ambitions ? »

Salle IX de 9 h 30 à 11 h 30

FÉDÉRATION NATIONALE DU BÂTIMENT :

« Profession : bâtiment »

Salle IX de 14 h 30 à 16 h 30

TEMPS DENSE et le CIGREF

« Profession : informatique »

Salle IX de 17 h à 19 h

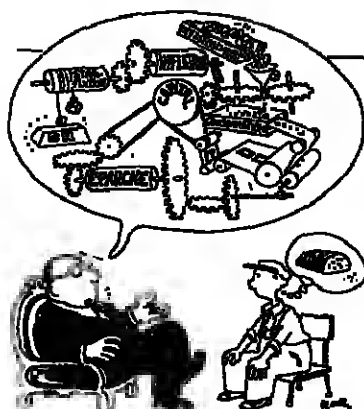
Le débat

« Vendeurs et commerciaux : comment combler le déficit ? Les enjeux de la formation des vendeurs de demain »

Salle I de 19 h à 21 h

L'ECONOMIE
DOSSIER

Le Marché unique européen



Quelles libertés de circulation ?

La ratification du traité de Maastricht connaît des vicissitudes, mais il serait faux de croire que la construction communautaire plétine. Les fameux monétaires de ces dernières semaines, joints à l'incertitude institutionnelle, ont pu faire oublier une échéance bien réelle pour l'Europe des Douze : l'avènement le 1^{er} janvier 1993 du grand marché sans frontières intérieures, véritable colosse de quelque 340 millions d'habitants, avec un produit intérieur brut cumulé de 4 500 milliards d'écus (29 700 milliards de francs).

C'est l'aboutissement d'un processus entamé en 1957 avec la signature du traité de Rome entre les six pays fondateurs de la Communauté économique européenne, devenus douze en 1986. Ce texte fondateur a en quelque sorte reçu ses décrets d'application avec l'Acte unique, paraphé en 1985 et ratifié en 1987. Une étape essentielle a alors été franchie, puisque les pays membres, au lieu de statuer le plus souvent à l'unanimité, ont pu commencer à prendre des décisions importantes à la majorité : il n'en a pas fallu davantage pour débloquent la construction européenne.

La tâche fixée, avec l'objectif « non négociable » de supprimer les frontières avant le fin de 1992, était considérable. Elle supposait l'adoption en cinq ans de 282 mesures communes qui changeaient en profondeur la règle du jeu économique et juridique dans chacun des pays membres.

A deux mois de l'échéance fatidique, 235 de ces directives ont été adoptées et 47 sont en négociation. Les questions traitées vont de la durée minimum du congé de maternité à la reconnaissance mutuelle des diplômes, en passant par la normalisation des jouets et la déréglementation des transports.

Cet énorme effort d'harmonisation et de libéralisation qui s'achève est une véritable prouesse administrative, soutenue par une volonté politique plus ferme qu'on ne l'a dit. Chacun a fait des concessions de poids : l'Angleterre en renonçant au taux zéro de TVA sur les produits de première nécessité, la France en relâchant son contrôle sur la fiscalité des revenus financiers, l'Allemagne en desserrant l'état de la normalisation.

Résultat : la vie des citoyens, et plus encore celle des entreprises, ne sera bientôt plus tout à fait le même. Davantage de libertés mais moins de chasses gardées pour chacun, telle sera demain la nouvelle Europe du grand marché.

Dossier établi par Martine Frager-Berlet et Hélène de Largentaye-Schrameck

Le passage d'un espace fermé de douze marchés nationaux cloisonnés à un marché européen était déjà, en théorie, la finalité du traité de Rome. Mais il a fallu démanteler les entraves de droit ou de fait à la liberté de circulation entre Etats de la Communauté pour que le Marché commun devienne le Marché unique. Dès l'an prochain, quatre libertés seront garanties.

La libre circulation des marchandises. Elle se traduit par deux nouveautés majeures : premièrement la suppression des postes frontières à partir du 1^{er} janvier. La principale justification des arrêts aux frontières, depuis 1969, étant la perception de la TVA sur les ventes intracommunautaires, la suppression des contrôles douaniers centralise l'application d'un nouveau régime de TVA (voir ci-dessous). Les coûts directs des formalités aux frontières sont chiffrés à environ 1,8 % des transactions intracommunautaires, soit presque 10 milliards d'écus que l'on pourra économiser. Deuxièmement, la reconnaissance mutuelle des normes et règles techniques : aucune norme ou règle technique nationale ne pourra être opposée à l'entrée dans un Etat membre d'un produit ou d'une prestation d'un autre Etat membre.

La libre circulation des personnes. L'article 7 du traité de Rome interdisait déjà toute discrimination fondée sur la nationalité entre les travailleurs des Etats membres, et une continuité entre les protections sociales nationales s'est instaurée progressivement. La nouveauté est de permettre aux professionnels d'exercer dans le pays de leur choix grâce à la libre prestation des services, la reconnaissance des diplômes et le droit d'établissement.

La libre circulation des capitaux. Depuis le 1^{er} juillet 1990 (à partir du 1^{er} janvier 1993 pour l'Espagne et l'Irlande), une directive a supprimé toute restriction aux mouvements de capitaux entre Etats membres ; toutefois, pour la Grèce et le Portugal, des restrictions subsisteront jusqu'à fin 1995, en vertu d'un régime transitoire.

La libre circulation des services. Elle concerne tous les services, financiers ou autres, et en particulier les transports maritimes, aériens et maritimes. Concrètement, cela signifie qu'un transporteur espagnol, par exemple, pourra prendre du fret entre la France et les Pays-Bas et faire du cabotage (transporter des marchandises entre deux villes de France). Le secteur des assurances est lui aussi décloisonné : les assureurs pourront désormais offrir leurs services dans les autres Etats membres sans pour autant y être établis, une entreprise employant plus de 250 salariés pouvant s'assurer auprès d'une compagnie de son pays quel que soit l'Etat membre.



Quelles innovations pour les entreprises ?

Un certain nombre de nouvelles règles du jeu et de nouveaux instruments vont changer la vie des entreprises, qui sont les premières concernées par le marché unique.

Les normes ne pourront plus servir à protéger les producteurs nationaux. Une norme est une description technique qui permet de s'entendre sur les caractéristiques d'un produit : performances, sécurité, ou encore compatibilité avec les produits complémentaires.

"Beaucoup d'entreprises ont une perception trop administrative de l'Europe et pas assez économique."

Un chef d'entreprise

La multiplication des normes nationales (privées ou publiques) a eu pour effet, après la disparition des barrières douanières entre les Etats membres (1968), de recloisonner les marchés nationaux au moyen de barrières techniques.

La « nouvelle approche » communautaire en matière de normes peut se résumer ainsi : si un produit est bon pour un Etat membre, il l'est aussi pour tous les autres. Certains produits pour lesquels se posent de réelles questions de sécurité ou de compatibilité font l'objet de directives spécifiques et peuvent porter la marque CE (finets, machines, matériels électriques, etc.).

Pour l'ensemble des autres produits, la reconnaissance mutuelle des normes nationales par les autres pays permet la circu-

tion des produits dans leur fabrication d'origine.

Les marques et brevets seront protégés au niveau communautaire. En déposant un brevet à l'Office des brevets européens à Munich (par l'intermédiaire de l'INPI), l'entreprise acquiert directement et à moindre frais la protection de son invention dans tous les pays de la CE au sein d'un seul pays qu'elle le souhaite. De même, l'Office européen des marques, dont le siège n'est pas encore choisi, permettra le dépôt de marques européennes protégées dans tous les pays de la CE sur la base d'un droit harmonisé.

Des sociétés, associations ou personnes physiques de différents pays de la Communauté pourront créer un groupement européen d'intérêt économique (GIEE), une nouvelle forme de personne morale, pour développer ensemble un projet mutuellement bénéfique ; par exemple, un laboratoire d'essais commun, un système de réservation informatique, etc. Le GIEE est immatriculé dans le pays de son siège, et soumis au même statut juridique et fiscal dans tous les Etats membres.

La Société anonyme européenne (SAE), prévue dans une directive non encore adoptée, permettra la création de sociétés anonymes d'un type harmonisé dans chacun des Etats membres, les sociétés anonymes traditionnelles restant par ailleurs en application.

L'utilisation de l'écu par les entreprises est appelée à se développer. Il est d'ores et déjà possible de signer un contrat rédigé en écus, d'ouvrir un compte bancaire en écus, de facturer en écus. Compte tenu de sa stabilité, cette devise permet de réduire les risques de change lors de la négociation des contrats, ainsi que les frais de conversion. L'écu vaut actuellement 6,60 francs français.

Comment accéder aux marchés publics ?

Les Etats et autres collectivités publiques sont de gros acheteurs, qui absorbent 15 % de la production des pays de la CEE. Or seulement 1 % à 4 % des marchés publics sont attribués à des fournisseurs étrangers. Pour combattre ce type particulier de cloisonnement des marchés nationaux, plusieurs directives ont été adoptées par les ministres européens. Elles organisent les modes de passation des marchés publics (fouritures aussi bien que travaux publics), la règle étant celle de l'appel d'offres. Les appels d'offres devront être publiés et leurs résultats divulgués pour que les entreprises puissent connaître à l'avance les marchés prévus et disposer de recours en cas de discrimination ou de fraude. Ce dispositif concerne aussi la prestation de services.

Plusieurs secteurs essentiels, au départ exclus de ces directives - énergie, transport, eau - ont aujourd'hui leur propre directive d'ouverture des marchés publics. Les télécommunications, aussi mises à part, font encore l'objet de négociations.

Quels nouveaux financements ?

Le Marché unique de 1993 n'est pas seulement un vaste programme de libéralisation. La CEE a aussi mis en place des politiques volontaristes pour favoriser la compétitivité des entreprises et pour développer les régions en retard. Les entreprises françaises peuvent bénéficier de plusieurs fonds, à certaines conditions : géographiquement, l'aide ne dépassera pas 50 % du montant réel du projet. Enfin, l'aide est accordée en réponse à des appels d'offres publiés par la Communauté et auxquels l'entreprise doit répondre.

Voici deux types d'aides mises en place par la Communauté :

Les aides à la recherche. Le troisième programme-cadre (1990-1994), d'un montant total de 8,8 milliards d'écus porte sur les technologies de l'information et des télécommunications, de l'énergie, de l'environnement, etc. ; parallèlement, il existe le programme SPRINT pour promouvoir l'innovation entre les pme ainsi qu'Eureka, qui ne concerne pas seulement les pays de la CEE (10 milliards d'écus pour 521 projets labellisés).

Les aides aux régions. Ce sont les aides les plus importantes (plus de 14 milliards d'écus par an) et dont le budget pourrait croître encore ces prochaines années. La politique régionale de la CEE poursuit six objectifs : développement des régions en retard, reconversion des régions industrielles en déclin, lutte contre le chômage de longue durée, insertion professionnelle des jeunes, adaptation des structures dans l'agriculture et la sylviculture, développement des zones rurales. Parmi les régions françaises, seuls les DOM et la Corse sont concernés par le premier objectif, qui est le plus important par son budget.

LEXIQUE

DIRECTIVE : acte communautaire publié au Journal officiel de la Communauté européenne, arrêté par le conseil des ministres sur proposition de la Commission. La directive lie tout Etat membre quant aux résultats à atteindre, mais laisse aux instances nationales la compétence quant aux moyens et à la forme de la transposition dans le droit national. Si cette transposition n'intervient pas avant la date fixée, celle-ci entre directement dans le droit national et est prime les autres dispositions.

CONSEIL DES MINISTRES DE LA COMMUNAUTÉ : on parle « du » conseil des ministres de la Communauté européenne, mais sa composition change selon la question abordée. Ce sont les ministres des finances des douze Etats membres quand il s'agit de

fiscalité, les ministres de l'agriculture pour parler de quotas laitiers ou encore ceux de l'industrie, de l'intérieur, etc. Le conseil des ministres arrête, sur proposition de la Commission, les décisions essentielles de la Communauté, dont il constitue le véritable organe législatif. Il se réunit presque chaque semaine dans les différents domaines de l'activité. Ses décisions sont prises à l'unanimité ou, dans certains cas, à la majorité qualifiée, trois ou quatre pays pouvant alors constituer une « minorité de blocage ». Le Parlement européen peut amender les textes adoptés par le conseil, celui-ci ayant le dernier mot. Le traité de Maastricht prévoit dans certains domaines le recours à une instance d'arbitrage ou cas de désaccord entre le Parlement et le conseil (procédure de codécision).

RECONNAISSANCE MUTUELLE : c'est l'un des principes de fonctionnement du grand marché. En vue d'assurer la liberté de circulation, d'établissement ou de prestation de services, tout pays de la Communauté reconnaît comme équivalents à ceux de ses ressortissants les droits, autorisations, normes ou standards, diplômes, agréments ou licences obtenus par les personnes ou les entreprises des autres pays. Exemples : reconnaissance mutuelle des normes nationales, reconnaissance des diplômes, agrément unique pour la circulation des médicaments, etc.

BIBLIOGRAPHIE

■ Réussir en Europe, Hélène de Largentaye-Schrameck et Martine Frager-Berlet, Nathan, 1992, 96 pages, 69 F.
■ Pratiquer l'Europe, Bruno Vever, Eyrolles, 1992, 528 pages, 245 F.
Et pour davantage d'informations :
■ Point Europe-CCIP, tél. : (1) 45-08-35-90.
■ Minitel : 3616 EUROGUIDE (ministère des affaires européennes) - 3617 POINTEUR (chambres de commerce et d'industrie d'Ile-de-France) Posez vos questions sur l'Europe, réponse dans les quarante-huit heures.

L'IMBROGLIO DE LA TVA

La fiscalité indirecte est l'une des difficultés les plus ardues que les architectes du grand marché aient eues à résoudre. Pour éviter une distorsion de prix trop importante entre les pays membres, il fallait harmoniser les taux de TVA (taxe à la valeur ajoutée), mais sans trop bouleverser la structure fiscale de pays comme la France, où la TVA représente une grosse part des recettes de l'Etat (45 %).

"C'est parce que les chefs d'entreprise ont appuyé notre analyse et nos propositions que les hommes politiques ont fini par prendre intérêt à ce projet de 1992."

Jacques Delors, président de la Commission européenne

Le dossier TVA a été définitivement bouclé par les ministres des finances des Douze, réunis en conseil le 19 octobre à Luxembourg. La palette des taux sera très réduite : les taux majorés qui subsistent encore disparaîtront dès le 1^{er} janvier, les taux minorés ou nuls pourront subsister jusqu'en 1997. Pour l'essentiel, les Etats devront choisir entre un taux normal (qui ne peut être inférieur à 15 %) et un taux réduit d'au moins 5 % sur une liste limitative de produits ou services à caractère social ou culturel. En

France, les taux sont actuellement de 22 % (majoré), 18,6 % (normal) et 5,5 % (minoré), avec un taux « super-minoré » à 2,1 %.

Pour les droits d'accise, une autre forme d'impôt indirect portant sur le tabac, les carburants ou les alcools, les Douze ont fixé des limites minimales.

La vie des entreprises qui achètent ou vendent dans les pays membres va beaucoup changer. Prenons l'exemple d'un fournisseur français exportant en Italie. Aujourd'hui, il vend son produit hors taxes, et c'est son client qui paie la TVA italienne à la frontière avant de l'imputer au consommateur final. Au 1^{er} janvier 1993, il n'y aura plus de postes-frontières : le client italien achètera toujours le produit français hors taxes mais acquittera la TVA italienne par déclaration mensuelle (il fera donc moins d'avances de trésorerie). Au premier janvier 1997, nouvelle étape : le produit français sera vendu TTC, donc taxé au taux du pays de départ, mais l'entreprise cliente imputera toujours au consommateur final le taux italien. La perception induite de la taxe en France (la TVA étant un impôt sur le consommateur) fera l'objet d'une compensation de l'Etat français à l'Etat italien.

Les fisco nationaux s'inquiètent évidemment des risques de retard de paiement, de fraude, voire de simple désorganisation. Quant aux entreprises, elles redoutent que le fait de vendre TTC ne désavantage leurs produits si les taux français restent supérieurs aux taux des autres pays. Tout cela devrait pousser à un alignement rapide des taux de TVA et à l'élaboration d'un système informatique commun aux différents fisco.

essionnel

Le Monde organise
Journées Prospectives
le 28 octobre 1992

venue de Suffren, 75007 Paris
métré : Ségur
du vendredi de 9 heures à 13 heures

ÉMISSION NATIONALE

BATIMENT :
du vendredi de 14 h 30 à 16 h 30

IPS DENISE et le CIGREF
du vendredi de 17 h à 19 h

debat

acheteurs et commerciaux :
comment combler le déficit ?
enquêtes de la formation des vendeurs
du vendredi de 19 h à 21 h

52 من ابريل

OPINIONS

CHRONIQUE • par Paul Fabra

Déflation, monnaie et taux

«I m'apparait, écrit un de nos lecteurs, que, loin de sortir d'une crise, nous nous y enfonçons. Bien des questions se posent, auxquelles notre correspondant me demande aimablement de répondre.

Première question : « Peut-on à la longue espérer maintenir une baisse des taux d'intérêt, alors que la demande, le besoin urgent de liquidités, se fait sentir de toutes parts ? »

Ce besoin « urgent » de liquidités est typique du début d'une période de déflation. Sans crier gare, les marchés se sont bloqués, ou bien ont perdu l'équilibre. De quelque côté qu'on se retourne, c'est l'argent qui paraît difficile à obtenir. Le temps des grandes braderies a commencé. Naguère, c'étaient ceux qui possédaient les biens universellement recherchés, par exemple, un appartement à Paris, qui tenaient, c'est le cas de le dire, le haut du pavé. Pour les acquérir, beaucoup de gens étaient prêts à s'endetter dans une demi-insouciance : dans le pire des cas, croyaient-ils, ils revendraient pour rembourser, avec, à la clé, une plus-value. Les organismes prêteurs se pressaient à leur porte. Les rois du marché, aujourd'hui, sont ceux qui sont capables de payer comptant.

Parmi les actifs qui se dévalorisent, il n'est pas que l'immobilier. Une autre catégorie de biens, par nature touchés de plein fouet par la crise, ne s'échangent pas sur la place publique, ce qui explique pourquoi on ne parle pas directement de leur décade. Il s'agit des innombrables créances qui constituent la matière première du monde financier. Quand un banquier refuse de renouveler un crédit à un client, il exprime, dans toute sa rigueur, la préférence qu'il exprime pour le « liquidité ». Plutôt que d'introduire dans son bilan un nouveau prêt à l'entreprise X ou au particulier Y, il juge plus expédient, en ne reportant pas l'échéance du remboursement, de réduire ses engagements.

Le banquier peut manifester d'une autre manière qu'il n'est plus, ou qu'il est moins demandeur de créances. Il accepte bien d'acheter celles que leur présentement ses clients (prêteur de l'argent, c'est acquiescer une créance sur l'emprunteur), mais à un moindre prix. C'est ce qu'on appelle communément la hausse du taux de l'intérêt. Le taux est une résultante : sur un marché, les cotations ne portent jamais que sur des cours (prix). Mais ce qui intéresse les usagers, c'est l'effet et non pas la cause. Voilà pourquoi il est rare, dans le langage courant, qu'on fasse allusion à la dévaluation des créances. L'attention se concentre, presque exclusivement, sur l'élévation des taux.

Si déprimé que soit le marché immobilier, on n'imaginerait pas que le prix des biens qui s'y achètent et qui s'y vendent tombe à pratiquement rien. Il n'en est évidemment pas de même pour les créances. Leur valeur peut, objectivement, tomber à zéro. C'est le cas lorsqu'elles deviennent inrecouvrables. Sur les marchés correspondants - marché dit monétaire quand il s'agit de créances en monnaie nationale, marché des changes quand il s'agit de créances en monnaies étrangères - les fluctuations peuvent être énormes, sur des durées.

L'exemple-type est une crise de change. Il arrive des circonstances où plus personne n'est disposé à prendre du « papier » (reconnaissance de dette) libellé en telle ou telle devise. La dévaluation, si elle est finalement décidée, consacre à due concurrence le décade de toutes les créances en cette devise, y compris des billets (laquelle sont des créances à vue sur la banque centrale qui les a émises). On a vu, récemment à Stockholm, le taux pour les transactions interbancaires (achat par la banque A d'une créance à un ou plusieurs jours d'échéance sur la banque B) monter jusqu'à 30 % par mois - équivalent à 500 % l'an.

Cependant, des excès de ce genre ne se produisent jamais pour des raisons purement « psychologiques », ce qui veut dire sans raison. En l'occurrence, la crise couvait depuis plus d'une année. Depuis le dernier trimestre de l'an dernier, banques et compagnies d'assurances effectuaient des pertes considérables. Sans le soutien des pouvoirs publics et de l'institut d'émission, la plupart d'entre elles auraient dû déposer leur bilan. Si la Banque de Suède n'était pas intervenue en leur faveur, en rachetant, d'une façon ou d'une autre, le papier offert par ces établissements, les taux suédois se seraient hissés, dès novembre ou décembre 1991, à un niveau très élevé.

La logique financière d'une telle situation, c'est en effet la faillite, autrement dit la réduction (dévaluation) de la valeur du passif accumulé à celle de l'actif estimé à sa valeur de marché. Une fois cette opération faite, on repart sur un autre pied. Les débiteurs insolubles ont été éliminés, les créanciers ont perdu des plumes. Liquidés à perte, les actifs ont été remis en circulation. Le marché a été brutalement assaini. Les taux peuvent enfin être ramenés à un niveau beaucoup plus bas qu'on aurait cru possible.

Tout l'art d'une banque centrale consciente de ses responsabilités est d'accompagner ce mouvement, en le contrariant parfois, mais jamais très longtemps. Le but de la manœuvre est d'atténuer la brutalité du mécanisme, tout en le laissant jouer le temps qu'il faudra. Si on le neutralise durablement, on crée une situation très malsaine : inflation prolongée dans le marasme économique. On appelle cela stagflation à la fin des années 70 et au début des années 80.

Une des pires difficultés est la choix de la date. Ceux qui s'en prennent à la Bundesbank l'accusent de se tromper d'ennemi en combattant l'inflation, alors que c'est la déflation qui menace. Leurs critiques sont probablement injustifiées. Ils feignent d'ignorer qu'au premier stade de la déflation, un marché réagit naturellement par une hausse des taux, le plus souvent terrifiante. A vouloir y substituer une baisse, on crée les conditions d'une crise plus grave à terme. L'atténuer est le meilleur parti à prendre : c'est ce que font en réalité les autorités de Francfort (et de Paris).



NICOLAS GUILBERT

C'EST ressembler de manière dialectique, c'est-à-dire fautive, que de voir dans la déflation la « contrepartie » de l'inflation. Cela ne veut rien dire. Ces mots désignent des phases successives d'un même processus analysable logiquement. L'hypothèse se traduit aussi par un besoin insatiable de liquidités, et donc par une pénurie. Dans les pires moments, on a vu l'Etat argentin manquer d'argent pour les salaires de ses fonctionnaires. Il leur distribuait la place des bons du Trésor. Les entreprises qui demandent des délees de

pelement n'égissent pas autrement : elles offrent une créance, à défaut de pouvoir payer rubis sur l'ongle.

Deuxième question : « La monnaie a-t-elle une valeur en elle-même ou sa valeur est-elle fonction de la prospérité de l'industrie et du commerce du ou des pays où elle est utilisée, prospérité qui, elle, amène la confiance qui valorise la monnaie ? »

Que de questions en une seule ! La « confiance » est une notion ambivalente, dans les affaires monétaires du moins. La monnaie la plus utilisée du monde est, plus que jamais, le dollar. Elle ne cesse de se dévaloriser. Le rayonnement d'un pays et celui de sa devise ne dépendent pas toujours de sa rigueur. D'autres considérations, dont toutes ne sont pas économiques et monétaires, jouent. Cela dit, la monnaie est bel et bien une valeur, dite « intrinsèque » par ceux qui y croient. Cette valeur se détermine toujours par un pouvoir d'achat. Du temps de l'étalon-or, c'était le pouvoir d'acquiescer à tout moment un poids, fixé une fois pour toutes, d'or. La valeur relative de l'or par rapport à toutes les autres marchandises venait peu (ou venait lentement), celle garantissait indirectement une certaine stabilité de la valeur de la monnaie.

Avec l'abandon d'une référence à un étalon unique, les choses se sont compliquées. Ni la monnaie, ni le problème de sa valeur n'ont changé pour autant de nature. Auparavant, son pouvoir d'achat se mesurait par rapport à un seul article du marché (l'or choisi pour étalon) ; aujourd'hui, il se mesure par rapport à sa capacité d'acheter une quantité plus ou moins grande des biens et services compris dans le panier de la ménagère servant à calculer l'indice des prix. C'est ce panier composite qui est devenu l'étalon de référence.

La conservation de la valeur de la monnaie était, avec l'ancien système, garantie par la stabilité du prix de l'or. On considère, avec le système actuel, cette valeur préservée si l'indice ne bouge pas, ou bouge très peu. La question de savoir si le système actuel est « meilleur » que l'ancien reste ouverte. Son degré plus élevé d'« abstraction » tient seulement au fait que le panier de la ménagère est une construction artificielle.

(A suivre.)

LIVRES

L'économie n'est pas la guerre

Et si la « guerre économique » n'était qu'un leurre, comme en envoient les missiles de croisière ? Deux ouvrages nous aident à réfléchir sur l'économie comme stratégie, et aussi comme façon de dissiper la violence

STRATÉGÈMES. Trois millénaires de ruses pour vivre et survivre de Harro von Senger. InterEditions, 296 pages, 195 F.

DE LA STRATÉGIE MILITAIRE À LA STRATÉGIE D'ENTREPRISE du général Gil Fivèret. InterEditions, 272 pages, 195 F.

LES rapports de l'économie et de la guerre sont trop évidents pour n'être pas suspects. Au dix-septième siècle, où le commerce évoque l'amour, on ne séduit pas, on « étiquette » ou on « assiege ». Aujourd'hui, on dit « guerre économique », « reconquête du marché », « forteresse Europe », « ligne Maginot des salaires » et « Waterloo du GATT ». Des mots ? Oui, rien que des mots, mais deux étapes pour l'admettre.

Première étape : le livre érudite de Harro von Senger. Il présente dix-huit des trente-six stratégies qui fondent la pensée chinoise, si peu compréhensible pour un Occidental. Il a collecté les travaux récents de chinois, coréens et japonais sur ces stratégies, qui peuvent être appliquées à toutes les circonstances de la vie. Evidemment, le « gestionnaire » doit les connaître.

Qu'il sache néanmoins qu'il ne s'agit pas de simples recettes. Les stratagèmes sont poétiques, d'un temps où l'action des hommes méritait des adresses et où la ruse conférait la noblesse (le « ruse » Sunzi ou le « ruse » Ulysse) ; très vite, hélas, la tradition philosophique occidentale a occulté la ruse. Exemples : « Le stratagème des portes ouvertes de la Cité », « tuer avec un couteau emprunté », « le premier se dessèche à la place du pêcheur ». Tous devraient être cités.

Chaque stratagème est intemporel. Prenons « tuer avec un couteau emprunté ». On le retrouve dans la Bible, dit von Senger.

David, qui convoite Bethsabée, épouse d'Uri le Hittite, envoie celui-ci se faire tuer par les guerriers de Joab, en ordonnant une folle sortie de Jérusalem. Hitler, Staline et leurs services secrets s'utilisent mutuellement comme couteau d'emprunt pour éliminer le maréchal Toukhatchevski. Le couteau emprunté, c'est encore la légende du « hardi petit tailleur » des frères Grimm. Autant de réminiscences qui font de ce livre un coffret à bijoux. Bravo à l'éditeur von Senger, et quel plaisir initié que et malin à le lire !

Le stratagème Sunzi propose une hiérarchie des victoires, l'idéal étant de vaincre sans combattre, grâce à la ruse. Ensuite, mieux vaut vaincre par la diplomatie. Enfin, en dernier rang, le moins noble - pour ce pas dire ignoble - vient la victoire après la bataille.

Or la « guerre économique », si nous acceptons l'image, relève à l'évidence des deux premiers types de victoire, évidemment supérieurs aux passages de la soldatesque. Clausewitz vit d'abord la guerre comme aboutissement logique de l'« ascension aux extrêmes », mais reconstruit plus tard qu'un bon général gagne sans combattre. Faut-il en conclure un sommet d'intelligence, Verdun de bêtise.

SURPLUS • Et nous voilà à la seconde étape, avec le général Gil Fivèret. Le général est un hussard, donc un homme cultivé. Son livre, très facile à lire, est une sorte de dictionnaire des citations, avec des encadrés, des tableaux et des exemples, comme : « la notion d'offensive et de défensive vis par Clausewitz », « évolution de la pensée de Clausewitz sur la nature de la guerre », « enseignement commandé pour qui désire se passer du plaisir de lire cet auteur ».

Le général est aussi professeur à l'ESSEC. La multitude d'informations historiques et militaires (les deux tiers du livre) sur les batailles de Cannes, d'Austerlitz, de Midway ou la guerre du Golfe plaira dans les séminaires pour cadres n'ayant jamais entendu si-

fler une balle. Tout ça au cordeau, avec un petit côté fiches-cuisines, me fait pas désagréable. Il y a même une interprétation astucieuse de la bataille de Midway comme application du principe de subsidiarité. Qu'on se le dise dans les popotes à Bruxelles.

Le titre de l'ouvrage n'est repris et justifié que dans le dernier tiers. On découvre alors que la vie de l'entreprise n'est que harcèlement, déroute, résistance, attaque en force, diversion, poursuite, contre-attaque, action retardée ou guerre subversive. D'intéressantes applications sont proposées : par exemple la guerre Pepsi contre Coca. Oui, nous sommes convaincus : « L'art de la guerre emprunté à celui du commerce », Clausewitz encore. C'est l'alliance nouvelle du sabre et de la calculatrice.

TEMPS • En vérité, nous sommes convaincus du contraire. On plutôt nous redécouvrons que le discours de la guerre, tout simplement, est universel. Ce que dit en fait le général Fivèret, entre deux citations, c'est que la guerre, celle du Golfe incluse, est formellement identique mais essentiellement contraire au commerce. Car elle partage, au prix du sang, le présent (la richesse et l'espace), tandis que le commerce partage, au prix de la conciliation (le contrat), le futur et le surplus, toujours renouvelés et agrandis : l'argent et le capital, autres noms du crédit, autres noms du temps.

Revenons au livre de von Senger : « La ruse chinoise implique une notion dynamique du temps et de l'espace ». Comme cette phrase sonne doux aux oreilles de l'économiste, qui sait aussi, depuis Adam Smith, que le commerce implique la coopération économique, c'est l'oubli de la violence dans la fuite du temps, la dilapidation de l'argent, cet infini inventé par les hommes. Nous lirons ces deux livres pour être rudes. Car « un cœur hostile aux autres est inexorable, mais un cœur méfiant indolent » (Hong Zicheng).

Bernard Maris

NOTES DE LECTURE

TESTEZ VOS COMPÉTENCES DE MANAGER de Bill Reddin. Top Editions, 272 pages, 178 F.

Bill Reddin, diplômé de la Harvard Business School, brosse dans ce livre le portrait du manager-type, du manager de rêve ; à travers des tests, des conseils, des remarques, il essaye de réveiller le meneur d'hommes qui sommeille en chacun de ses lecteurs. Ainsi définit-il plusieurs espèces de managers (le diplomate, le bureaucrate, l'écologiste...) dont l'analyse doit aboutir au dirigeant parfait.

Suit alors une longue série de recommandations telles que : « Analysez vos décisions passées » ou « Écrivez-vous une lettre sur les décisions à prendre » ; cette perpétuelle remise en question est censée faire de chacun un homme aux qualités indéfectibles, un battant, un Tapie et un Trump à la fois, bref, un manager.

LA CHINE ET L'INDE EN TRANSITION « Economie prospective internationale », revue du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), n° 50, 2^e trimestre 1992. Documentation française, 138 pages, 78 F.

La Chine et l'Inde, deux modèles de développement pour les pays du tiers-monde. Au lendemain de l'effondrement de l'Union soviétique, au moment où les communistes chinois relancent leur politique de réformes économiques et où New-Delhi secoue les dogmes de l'étatisme, il était opportun de tracer, comme le fait le CEPII, un nouveau parallèle entre les deux « géants » de l'Asie, confrontés à des problèmes simi-

laires : population, agriculture, industrialisation, ouverture au monde extérieur. Les solutions sont différentes, les résultats contrastés.

Mais, si le nouveau modèle chinois dû à Deng Xiaoping apparaît plus crédible à long terme que le mirage maoïste, on ne saurait négliger les résultats obtenus par l'Inde, dont le brutal changement de politique depuis l'arrivée au pouvoir de Narasimha Rao semble indiquer qu'elle est, enfin, déterminée à brûler les étapes.

P. de B.

LES RÉFORMES ÉCONOMIQUES À L'EST DE 1990 aux années 1990 de Bernard Chavance. Nathan, CIRCA « Economie et sciences sociales », 208 pages, 59 F.

Dans ce livre de référence, dont les pages patées reproduisent systématiquement des documents

(textes, tableaux graphiques ou photographies), Bernard Chavance rappelle les étapes des réformes économiques en Europe de l'Est. C'était l'époque où l'espoir d'améliorer le système n'avait pas encore disparu.

De nombreux économistes ont essayé de se démarquer de la pensée orthodoxe, notamment Oskar Lange en Pologne, Ota Sik en Tchécoslovaquie, Janos Kornai en Hongrie. De nombreuses expériences ont cherché à améliorer l'efficacité du système, sans en contester les fondements.

La plupart des lecteurs ne se laisseront pas convaincre par Bernard Chavance quand il affirme dans sa conclusion que « les systèmes socialistes ont montré historiquement leur viabilité, et même, dans une certaine mesure, leur réformabilité ». Mais ils apprécieront ce panorama brillant, présenté de façon très claire, qui restitue la mémoire d'une période achevée.

J.-M. Ch.

A SIGNALER

CRITIQUE DE LA DÉCISION de Lucien Sfez. Quatrième édition entièrement refondue. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 572 pages, 80 F.

VISION 2020 La réussite de votre entreprise se prépare aujourd'hui de Stan Denis et Bill Davidson. Editions Dunod, 248 pages, 142 F.

INTRODUCTION À LA MICROÉCONOMIE

de Gilles Rotillon. Collection « Repères ». La Découverte, 28 pages, 45 F.

CHERS CONSULTANTS Enjeux et règles des relations entreprises-consultants d'Ahmed Bouajour. Editions Dunod, 230 pages, 188 F.

LE GUIDE DE L'EMPLOI À L'ÉTRANGER d'Yves Rivoul. Editions Dunod, 308 pages, 168 F.



Vers un reflux des thèses libérales ?

L'application dans les années 80 de politiques économiques d'inspiration libérale reflétant l'hégémonie de ces idées dans les milieux scientifiques dix ans auparavant. Aujourd'hui, de nouvelles théories, plus favorables à l'intervention de l'Etat, apparaissent.

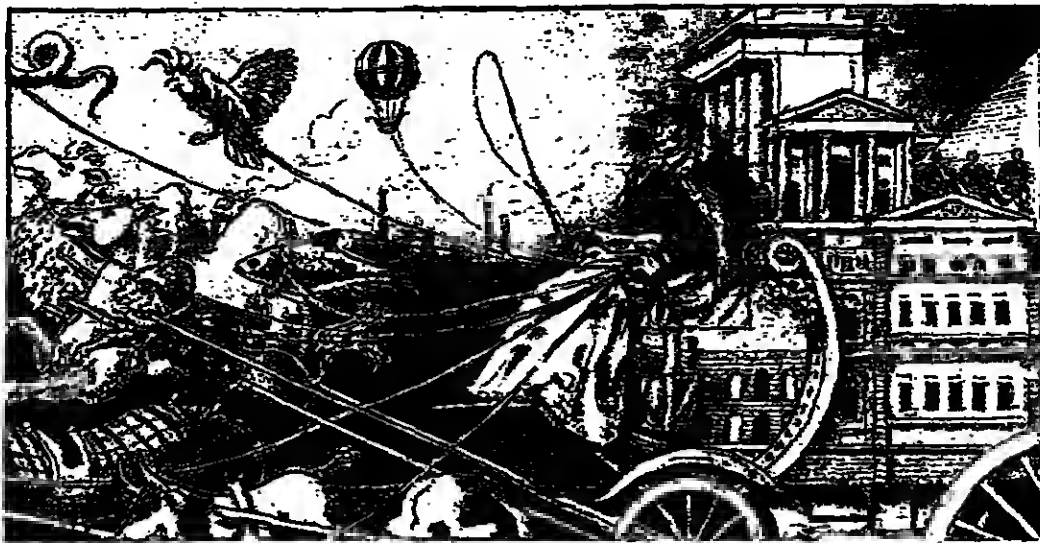
par PIERRE-ANDRÉ CHIAPPORI et GILLES SAINT-PAUL (*)

DANS l'histoire des doctrines de politique économique, les années 80 resteront marquées par un retour à une certaine orthodoxie libérale. Cette évolution n'est pas fortuite. La mise en place, dans les pays industrialisés, de politiques d'inspiration libérale n'a fait que refléter, avec un décalage de dix ans, l'hégémonie que ces idées avaient acquise dans le consensus scientifique à partir des années 70.

Cette constatation suggère aussi qu'un nouveau mouvement de fond est à attendre. En effet, les thèses néolibérales semblent maintenant céder le pas à un ensemble de théories qui, sans constituer une école à proprement parler, ont en commun une approche plus interventionniste. Et il est probable que ces nouvelles idées trouveront tôt ou tard leur traduction dans la politique économique des grandes nations industrielles. Le monde en puissance des thèses libérales avait pour origine un faisceau de constatations empiriques qui refutaient les bases mêmes du credo keynésien. Au cours des années 80, la volonté d'exploiter une liaison inverse entre chômage et inflation — la fameuse courbe de Phillips — a des fins de stabilisation n'a conduit qu'à la dérive inflationniste. Par ailleurs, le ralentissement de la croissance rendait plus douloureux les effets pervers et les inefficacités de l'Etat providence et de la fiscalité lourde qu'il implique.

Cet environnement a favorisé le succès des théoriciens néolibéraux de l'école de Chicago. Leur doctrine se résume en quelques points :

- croyance en l'efficacité du marché en tant que mécanisme d'allocation des ressources ;
- limitation du rôle de l'Etat au maintien de la concurrence sur ces marchés ; en particulier, rejet des politiques sectorielles ou de la planification à la française ;
- abandon des politiques de relance, celles-ci ne pouvant avoir d'effets systémiques sur l'activité, et maintien du taux de croissance de la masse monétaire à un niveau faible et constant ;
- en matière de commerce international, libre-



échange et fixation du taux de change par le marché ;

- abandon des taux d'imposition excessifs, facteurs de distorsions ; élargissement de la base fiscale.

Certains de ces thèmes peuvent probablement être considérés comme des acquis de la théorie économique. C'est le cas, par exemple, de la reconnaissance du danger inflationniste. D'autres, cependant, sont actuellement battus en brèche par de nouveaux éléments.

Disparités de développement

Du point de vue empirique, une constatation essentielle vient remettre en cause les préceptes de l'école néolibérale : il s'agit de l'immense disparité de niveaux de développement et de taux de croissance entre les pays. Ainsi, le *World Development Report* de 1989 indique qu'en 1987 le PNB par habitant du pays le plus pauvre de la planète (l'Éthiopie) était de 130 dollars (600 francs) par an, contre 21 000 pour le pays le plus riche (la Suisse). Soit un ratio de 1 à 70 ! La théorie néoclassique n'admet que des disparités mineures. De plus, celles-ci devraient se résorber du fait des flux de capitaux et de technologies vers les pays pauvres ;

marché est incapable de gérer correctement les externalités et celles-ci appellent une intervention publique. Par ailleurs, si la politique économique augmente le taux de croissance d'un pays, elle permettra à celui-ci d'accroître indéfiniment son avance. Les enjeux de la politique économique s'en trouvent donc accrus.

Une concurrence imparfaite

Ces développements ne sont pas isolés. La microéconomie de l'information a montré que les marchés devenaient inefficaces lorsque certains participants sont mieux informés que d'autres. La théorie de l'organisation industrielle a souligné les conséquences des imperfections de la concurrence, qui sont règle commune. En économie internationale, les idées de concurrence imparfaite et de différenciation des produits ont relativisé la portée des préceptes libre-échangistes. Enfin, les modèles à anticipations rationnelles ont mis en évidence les difficultés liées à la coordination des anticipations, et, partant, l'instabilité potentielle de certains marchés — financiers notamment.

Si la remise en cause du credo néolibéral s'étend, les tenants des nouvelles approches ne sont malheureusement pas encore d'accord sur la nature des politiques à mettre en œuvre. Par exemple, la nouvelle théorie de la croissance prédit qu'il faut promouvoir les secteurs susceptibles d'avoir des retombées technologiques sur l'ensemble de l'économie ; mais comment les identifier ? Ou encore, faut-il favoriser la concurrence — propre à accroître le volume des échanges et la division du travail — ou laisser en place les monopoles — qui auraient, dans la tradition schumpétérienne, une propension plus grande à l'innovation ?

Il n'en reste pas moins que la nouvelle génération d'économistes sera probablement plus interventionniste que l'actuelle. Sans que ces évolutions marquent un retour aux doctrines strictement keynésiennes d'antan, elles révoquent cependant un nouvel état d'esprit, qui pourrait bien se refléter dans la politique économique qu'adopteront demain les travaillistes anglais ou les démocrates américains (1).

(1) Paul Krugman, professeur au MIT et l'un des principaux théoriciens de la nouvelle ligne, est d'ailleurs conseiller du candidat démocrate à la présidence des États-Unis, Bill Clinton.

(*) DELTA, Ecole normale supérieure.

as la guerre

comme en envoient
à réfléchir sur l'économie
de dissiper la violence

lier une balle. Tout ça au cordeau, avec un petit côté fictions-cusines, me fut pas désagréable. Il y a même une interprétation astucieuse de la bataille de Midway comme application du principe de subsidiarité. Qu'on se le dise dans les popotes à Bruxelles.

Le titre de l'ouvrage n'est pas et justifie que dans le dernier tiers. On découvre alors que la vue de l'entreprise n'est que harpiment, dérivation, résistance, attaque en force, diversion, poursuite, contre-attaque, action retardée ou guerre subversive. D'intéressantes applications sont proposées : par exemple la guerre Popai contre Cuba. Oui, nous sommes convaincus que l'art de la guerre emprunte à celui du commerce. Clauswitz encore. C'est l'alliance nouvelle du sabre et de la calculatrice.

TEMPS. En vérité, nous sommes convaincus du contraire. Ou plutôt nous redécouvrons que le jeu de la guerre, tout simplement, est universel. Ce que dit en tout le général Fievet, entre deux batailles, c'est que la guerre, celle de l'homme, est fondamentalement économique mais essentiellement stratégique au commerce. Car elle partage, au prix du sang, le présent (la richesse et l'espérance), tandis que le commerce partage, au prix de la circulation (le capital), le futur et le présent, toujours renouvelés et séparés : l'argent et le capital, autres noms du crédit, autres noms du temps.

Revenons au livre de son Sénat. La guerre, dit-il, implique une rupture du lien du temps et de l'espace. C'est cette phrase, venue depuis aux oreilles de l'économiste, qui fait aussi, depuis Adam Smith, que le commerce implique la guerre économique, et que l'économie de la violence dans la guerre du temps : la dilapidation de l'argent, cet ultime inventé par les hommes. Mais l'homme est deux faces pour être l'un. Car son cœur tend à la guerre et son esprit à la paix. Mais un cœur tendant à la guerre et un esprit tendant à la paix (Hong Tschang).

Bernard Maris

testes, tableaux graphiques ou photographiques, Bernard Chavance rappelle les étapes des réformes économiques en Europe de l'Est. L'Etat l'époque ou l'export d'Amérique le système n'avait pas encore disparu.

De nombreux économistes ont essayé de se démarquer de la pensée orthodoxe, notamment Oskar Lange en Pologne, Ota Sik en Tchécoslovaquie, János Kornai en Hongrie. De nombreuses expériences ont cherché à améliorer l'efficacité du système, sans en contester les fondements.

La plupart des lecteurs ne se laisseront pas convaincre par Bernard Chavance quand il affirme dans sa conclusion que « les systèmes socialistes ont montré davantage leur stabilité, et même, dans une certaine mesure, leur réformabilité ». Mais la appréciation ce panorama brillant, présenté de façon très claire, qui restera la mémoire d'une période achevée.

J.-M. Ch.

A SIGNALER

de Gilles Rottillon
Collection « Repères ».
La Découverte.
26 pages, 45 F.

CHIFFRES CONSULTANTS
Rapports et résumés des
statistiques économiques
d'Alfred Bonin.
Editions Dunod.
210 pages, 175 F.

LE GUIDE DE L'EMPLOI
À L'ÉTRANGER
J'Yris Rivoli.
Editions Dunod.
300 pages, 165 F.

Jusqu'au 31 Octobre
VENEZ VOIR POUR LE CROIRE !

Séries Spéciales Mondial

Fiesta Mondial 1100

49 900 F_{cc}

Fiesta Mondial Diesel

59 900 F_{cc}

Escort Mondial Diesel

79 900 F_{cc}



Toutes les Fiesta Mondial ont de série : • Boîte 5 vitesses • Vitres teintées • Essuie glace arrière • Pneus larges taille basse • Banquette arrière rabattable • 2 rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur • Montre digitale • Enjoliveurs de roues • Baguettes de protection latérale • 2 miroirs de courtoisie • 5 vraies places avec ceinture arrière centrale.

L'Escort Mondial Diesel : • Moteur 1800 Diesel dépollué • 60 ch DIN • 4,4 l à 90 km/h ; 6,0 l à 120 km/h ; 6,5 l en ville • 5 CV fiscaux • Boîte 5 vitesses • Intérieur velours • Vitres teintées électriques à l'avant • 2 rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur • Dossier arrière rabattable 60/40 • Barres de protection dans les portières • Volant à absorption d'énergie.

(1) Fiesta Mondial 1100 3 portes (normes 1100) : 49 900 F (2) Fiesta Mondial Diesel 3 portes : 59 900 F (3) Escort et Orion Mondial Diesel : 79 900 F (4) 207 cc Turbo au 5/10/92, A.M. 98. Pour une commande sur stock, avant le 01/11/92, dans la limite des stocks disponibles.



LA QUALITÉ QUE VOUS RECHERCHEZ

CONJONCTURE

INDICATEUR • Les prix Equilibre précaire

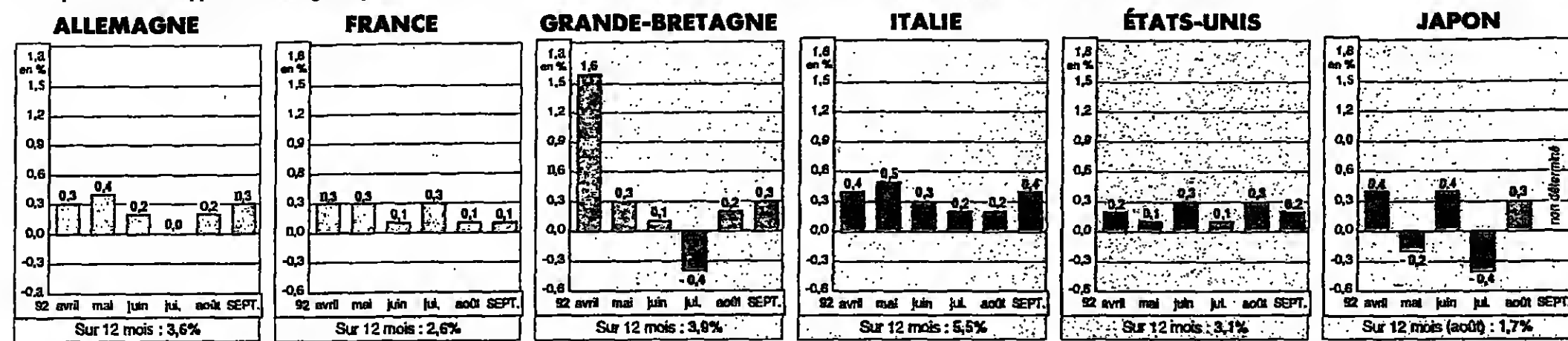
FAUT-IL se réjouir ou au contraire se préoccuper de la modération de la hausse des prix à la consommation que l'on observe un peu partout ces derniers mois ? Sans les dirigeants économiques, qui ne peuvent que se féliciter de la réussite de leur politique en la matière, les spécialistes sont dans l'expectative. Un diagnostic fait en effet l'unanimité : les ingrédients déflationnistes sont réunis et il faudrait peu de chose pour que la « déprime » actuelle vire à la déflation, en Europe notamment.

Les informations récoltées à partir des seuls indices de prix à la consommation n'ont dès lors plus beaucoup de signification : tout juste ceux-ci permettent-ils d'appréhender le degré de pression qu'exerce la

situation actuelle sur les différents secteurs de la production et de la distribution. C'est dans l'évolution du cours des actifs que les signes annonciateurs de dépression, et donc de déflation, sont le plus perceptibles : les prix de l'immobilier s'écroulent et les valeurs boursières s'effritent. Sans une éclaircie rapide des perspectives conjoncturelles, suscep-

ble de rassurer les propriétaires de ces biens sur leurs rendements futurs, les risques que s'enclenche un processus cumulatif s'accroissent. En premier lieu parce que les faillites en cascade rendant indispensables des fonds supplémentaires, les ventes d'actifs ne vont pas s'interrompre rapidement. En second lieu parce que les niveaux particulièrement attractifs des taux d'intérêt pourraient provoquer d'importants déplacements d'épargne vers les marchés monétaires et obligataires, à même d'amplifier les chutes des Bourses et de l'immobilier.

L'équilibre est donc précaire et le risque d'un effondrement boursier considérable. Se concrétisera-t-il ou non ? Le risque d'une déflation éventuelle en dépend.



Evolution mensuelle des prix à la consommation tous produits, sauf Grande-Bretagne (remboursements hypothécaires exclus). Données nationales non corrigées des variations saisonnières, sauf États-Unis.

RÉGION • L'Afrique subsaharienne La voie de l'ajustement

« L'AFRIQUE est un continent en transition », titrait la Banque mondiale dans son dernier rapport annuel. Certes, la transition est tout à fait sensible du point de vue politique, que ce soit en Afrique du Sud ou dans les nombreux pays qui, de l'Angola au Ghana, abordent la démocratisation de leur vie politique.

Mais, sur le plan économique, on ne voit malheureusement guère de signe de transition vers un avenir meilleur. En faisant même abstraction de la guerre civile en Somalie, de la sécheresse dont souffre l'Afrique australe, force est de constater qu'en 1992 l'Afrique subsaharienne ne parviendra pas encore à enregistrer une croissance suffisante pour compenser son accroissement démographique. En 1991, le PIB de la zone avait augmenté de 2,4 % (contre 1,3 % en 1990), ce qui s'était traduit par une chute de 0,6 % du revenu par habitant.

Pour 1992, on ne peut guère espérer de chiffres plus élevés : ainsi le FMI table sur une diminution du PIB par tête de 1,1 % qui se poursuivrait encore en 1993 (-1 %). Certes, le panorama est contrasté entre quelques pays qui enregistrent des niveaux de croissance supérieurs à 3 %, atteignant 8,7 % au Botswana, 5 % à Maurice et au Ghana, et nombre de régions qui s'enfoncent dans le chaos économique comme la Zambie, le Libéria, le Soudan ou le Mozambique.

La Banque mondiale fait remarquer que les pays qui ont adopté un plan d'ajustement structurel ont enregistré en 1991 une croissance supérieure de près de 1 point à la moyenne de la zone. Mais on connaît aussi les coûts sociaux et politiques de telles mesures. Or, de manière globale, que constate-t-on ? La plupart des économies africaines sont caractérisées par des marchés intérieurs peu dynamiques, souvent fort étroits, une grande partie des populations rurales vivant encore en semi-autarcie. Dans les villes, la proportion d'habitants se situant au-dessous des seuils de pauvreté ne cesse d'augmenter. On est encore bien loin d'une consommation de masse dont la demande alimenterait les secteurs agricole et industriel.

C'est ce qui explique la paradoxale extraversion d'économies qui ne trouvent pas en elles-mêmes les ressources du développement. L'exception de Maurice, qui a su se placer dans la vague de délocalisation des nouveaux pays industriels, l'Afrique n'existe pratiquement pas sur les marchés industriels, et ses recettes en matière de services sont limitées à quelques activités de tourisme et aux transferts en provenance des émigrés. L'Afrique n'est guère exportatrice que de matières premières, dont on connaît le caractère instable.

En 1992, la fermeture du pétrole à favorisé les exportateurs africains du Nigeria à l'Angola : déjà en 1991, ceux-ci avaient connu une croissance moyenne de leur PIB de 4,7 %, entretenue par une hausse

de 8 % de leurs exportations et de 12 % de leurs importations (ce qui est un signe pour le moins ambigu...). Mais pour les autres matières premières, la conjoncture est moins favorable : le café, le cacao, le thé, le sucre, le coton, ont des niveaux de prix qui, en valeur réelle, sont au plus bas depuis la fin des années 60. Et les perspectives pour 1993 ne sont guère plus favorables. L'espoir d'un nouvel accord international pour le café a été encore une fois déçu, au moins jusqu'en 1994.

Les prix des produits miniers se tiennent mieux, mais souvent grâce aux problèmes des producteurs africains (Zaire et Zambie pour le cuivre et le cobalt). Quant aux métaux stratégiques d'Afrique australe, ils souffrent du dumping russe sur les marchés.

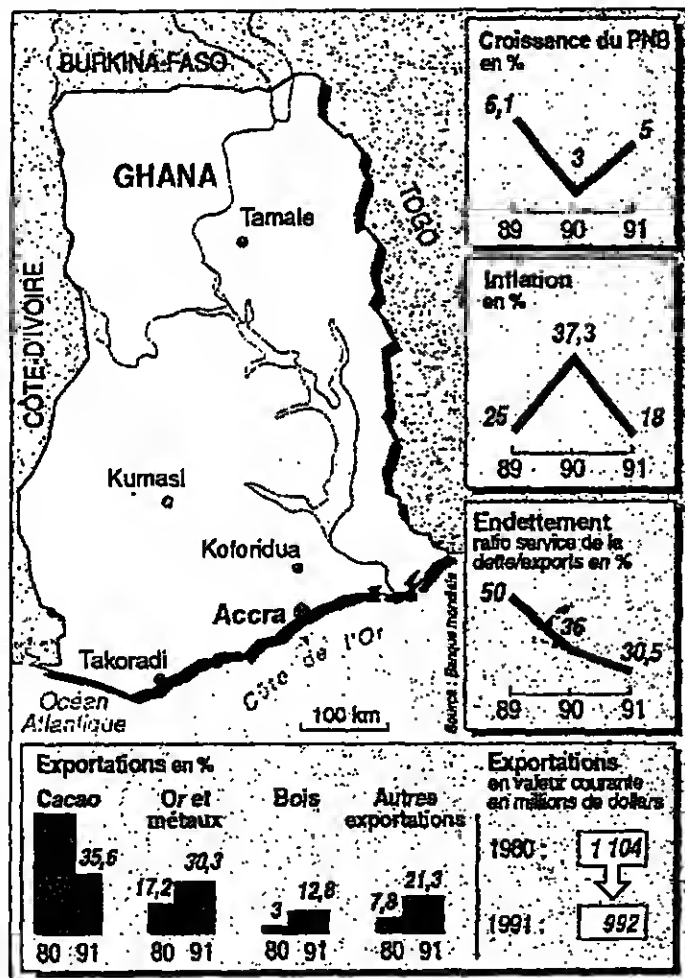
Dans ces domaines, le maintien des capacités existantes devient problématique alors que l'investissement privé étranger est inexistant. Entre 1985 et 1990, le flux d'investissement direct privé vers l'Afrique subsaharienne, tous secteurs confondus, n'a été que de 500 millions de dollars, une goutte d'eau.

Or l'Afrique se trouve écrasée par la dette extérieure la plus élevée de l'ensemble du tiers-monde, en valeur relative : en 1992, selon le FMI, elle s'élève en moyenne pour l'Afrique subsaharienne à 75 % du PNB de la zone. Si le ratio du service de la dette sur les exportations (22,7 %) paraît plus supportable, cela est dû à la part importante qu'occupent les crédits à long terme consentis par des organismes publics internationaux ou bilatéraux. Ainsi, la part de l'Afrique est de 18 % dans l'ensemble des prêts et crédits distribués en 1992 par les agences de la Banque mondiale. Mais cette aide va en priorité aux pays qui acceptent de se soumettre à la logique des programmes d'ajustement structurel, comme le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Kenya, l'Ouganda...

La rigueur économique semble être effectivement la voie de sortie à long terme pour l'Afrique. Mais elle est difficile à supporter, en particulier pour les masses urbaines touchées par le sous-emploi et la libéralisation des marchés. C'est là que la transition démocratique devient périlleuse et peut ouvrir la voie à l'importation d'un populisme irresponsable.

En cet automne 1992, le bilan africain est donc bien peu satisfaisant. Les guerres civiles, la sécheresse et, paradoxalement, le coût du retour à la démocratie pèsent sur un continent dont les quelques atouts, hormis le pétrole, sont plus dévalués que jamais et qui se retrouve dépendre d'une aide extérieure difficile à accepter sur les plans social et politique. Il reste pourtant quelques situations particulières beaucoup plus favorables, telle celle du Ghana, qui va tenter début novembre le périlleux exercice du retour à la démocratie.

Philippe Chalmrin
conseiller économique
de la SFAC



PAYS • Le Ghana

L'économie devant les urnes

Le Ghana est aujourd'hui considéré par le Fonds monétaire international comme l'un de ses meilleurs élèves en Afrique. Il a pourtant connu à peu près toutes les expériences économiques possibles, depuis le socialisme à la Nkrumah (1946-1966) jusqu'à l'un des premiers programmes d'ajustement mis en place sous la houlette de la Banque mondiale et du FMI en 1983.

Jadis premier producteur mondial de cacao, le Ghana semblait enfermé dans sa monoculture cacaoyère, même après que les cours furent tombés au plus bas, dans les années 70, et qu'il fut lui-même relégué au rang de producteur mineur, loin derrière son voisin ivoirien bien sûr, mais aussi derrière le Brésil et plus récemment la Malaisie. Le Ghana avait conservé de la période coloniale une solide organisation et, aujourd'hui encore, le cacao ghanéen fait prime sur le marché par la rigueur de ses contrôles de qualité. Mais le Cacao Marketing Board (CMB) était devenu, au fil des ans, une énorme structure administrative parasitaire employant 105 000 personnes en 1982 et ne laissant au producteur que moins de la moitié du prix du cacao.

Or, depuis 1983, la croissance économique du Ghana a été en moyenne de 5 % et devrait même être légèrement supérieure en 1992. L'inflation, qui dépassait les 60 % dans les années 70, n'était plus qu'en juin 1992 que de 8 % en base annuelle. Cela a été rendu possible par un contrôle budgétaire très strict privilégiant l'investissement

SECTEUR • Le cycle

Ascension interrompue

FIN d'une ascension spectaculaire ou simple accident ? Pour la première fois depuis cinq ans, le marché du cycle en France a déraillé au premier semestre 1992, avec 1 300 000 ventes, contre 1 650 000 sur la même période de l'année précédente (+20 %). Au cours des cinq années précédentes, il avait connu une véritable révolution.

La raison de ce bouleversement s'appelle VTT. Inventé, il y a une quinzaine d'années par les Américains, le *mountain bike* joliment nommé « vélo tout terrain » par les Français, a fait depuis 1987 une percée spectaculaire dans les pays développés. Il représentait 5 % des ventes en 1987, 14 % en 1989, 24 % en 1990, près de 40 % en 1991 et sans doute la moitié du marché en 1992. Toutes les marques françaises ont suivi cette demande et les VTT représentent aujourd'hui entre 40 % et 50 % de leur production.

Tiré par le phénomène VTT, le marché français a connu une hausse de 71 % en cinq ans, passant de moins de deux millions d'unités vendues en 1987 à plus de 3,2 millions en 1991, la progression annuelle approchant 20 % en 1990. Mais cette progression a essentiellement profité aux importations : tandis que les ventes des constructeurs français n'ont guère dépassé le million d'unités, les importations sont passées de un million en 1987 à près de 2,5 millions en 1991.

Profitant de l'absence de quotas et de droits de douane, quatre pays d'Extrême-Orient (Chine populaire, Thaïlande, Malaisie et Indonésie) se sont mis à produire des VTT en quantité. Sur des cadres fabriqués à bas prix, ils ont installé des équipements (freins, dérailleurs...) fabriqués par le groupe japonais Shimano. Celui-ci détenait un quasi-monopole de la production d'équipements pour VTT, on a vu des vélos tout-terrain avec la même allure, qu'ils aient été fabriqués en Asie, en Europe ou aux États-Unis. Ces vélos ont été mis en masse sur le marché par les grandes surfaces, qui y ont trouvé un formidable produit d'appel, vendu à prix coûtant, deux à trois

fois moins cher que les vélos fournis par le réseau traditionnel. Pour arrêter ce déferlement, les fabricants français ont obtenu du gouvernement, en 1991, l'établissement de quotas pour les importations de cycles en provenance d'Extrême-Orient.

Mais ceux-ci ont été contournés par des accords avec d'autres pays européens. Ainsi, au lieu des 250 000 unités en provenance de Chine prévues pour le premier semestre 1992, ce sont 350 000 vélos chinois qui ont été importés... au premier trimestre. Les fabricants européens ont donc déposé devant la Commission de Bruxelles un dossier pour demander l'établissement de droits de douane sur ces importations.

Malgré leurs efforts de restructuration et l'amélioration des rythmes de production pour suivre ou devancer les goûts d'une clientèle devenue versatile, les fabricants européens ont également dû s'associer. Le regroupement le plus spectaculaire a été en janvier 1992, celui de l'espagnol BH avec les français Peugeot-Cycles et Gitane, un ensemble de 1800 salariés, 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires et une production de plus de 1,3 million d'unités en 1991, pour former le groupe Cycleurope.

La baisse de 1992 est évidemment due à la conjoncture économique défavorable, mais aussi à la saturation, attendue, de l'équipement des ménages en VTT. Les fabricants prévoient aujourd'hui deux actions pour relancer le marché. Ils interviennent auprès des collectivités locales pour la construction de pistes aménagées pour les cyclistes. Le marché allemand, deux fois plus important que le français, les fait évidemment rêver. Ils veulent également lancer un nouveau produit susceptible de profiter des avancées technologiques apportées par le VTT. Il s'agit du vélo hybride, qui aura cependant bien besoin d'un autre nom pour faire repartir un marché de la bicyclette dont les fluctuations évoquent une étape pyrénéenne du Tour de France.

Christophe de Chenay

